

MARTES 5 DE JULIO DE 2005
ÚTERÝ, 5. ČERVENCE 2005
TIRSDAG DEN 5. JULI 2005
DIENSTAG, 5. JULI 2005
TEISIPÄEV, 5. JUULI 2005
TPITH 5 IOYAI OY 2005
TUESDAY, 5 JULY 2005
MARDI 5 JUILLET 2005
MARTEDI' 5 LUGLIO 2005
OTRDIENA, 2005. GADA 5. JŪLIJS
2005 M. LIEPOS 5 D., ANTRADIENIS
2005. JŪLIUS 5., KEDD
IT-TLIETA, 5 TA' LULJU 2005
DINSDAG 5 JULI 2005
WTOREK, 5 LIPCA 2005
TERÇA-FEIRA, 5 DE JULHO DE 2005
UTOROK 5. JŪLA 2005
TOREK, 5. JULIJ 2005
THISTAI 5. HEINÄKUUTA 2005
TISDAGEN DEN 5 JULI 2005

PRESIDENZA DELL'ON. COCILOVO
Vicepresidente

1 - Apertura della seduta

(La seduta inizia alle 9.00)

2 - Correzioni di voto delle sedute precedenti: vedasi processo verbale

3 - Presentazione di documenti: vedasi processo verbale

4 - Dichiarazioni scritte (articolo 116): vedasi processo verbale

5 - Discussioni su casi di violazione dei diritti umani, della democrazia e dello Stato di diritto (comunicazione delle proposte di risoluzione presentate): vedasi processo verbale

6 - Brevettabilità delle invenzioni attuate per mezzo di elaboratori elettronici

Presidente. – L'ordine del giorno reca la raccomandazione per la seconda lettura, a nome della commissione giuridica, sulla posizione comune definita dal Consiglio in vista dell'adozione della direttiva del Parlamento e del Consiglio relativa

alla brevettabilité delle invenzioni attuate per mezzo di elaboratori elettronici [11979/1/2004 - C6-0058/2005 - 2002/0047(COD)] (Relatore: Michel Rocard) (A6-0207/2005).

2-011

Michel Rocard (PSE), rapporteur. – Monsieur le Président, mes chers collègues, nous sommes au terme d'une longue et belle bataille parlementaire. Il me faut en rappeler les enjeux, même si cinq minutes sont un peu grotesques pour un problème si compliqué.

Il y a trois enjeux. Le principe de la libre circulation des idées, le respect de la concurrence et le refus de l'effet de monopole lié au brevet et, enfin, la protection des créateurs individuels et des petites et moyennes entreprises face à la toute puissance écrasante de quelques très grandes sociétés.

Tout le monde ici souhaite clarifier le droit et pense qu'une directive est nécessaire. Personne ici ne souhaite que tous les logiciels soient brevetables. Il ne devrait donc y avoir aucune difficulté, mais une évolution récente, qui n'a guère plus de vingt ans, a compliqué les choses.

À la naissance de l'industrie informatique et lors de la création des premiers logiciels, personne ne songeait à breveter. La *Silicon Valley*, Monsieur le Président, a vécu ainsi et s'est développée vingt ou trente ans sans brevet. Les logiciels étaient défendus par le droit d'auteur et ça suffisait. Puis est venue des États-Unis, qui n'ont pas de loi sur le sujet, l'idée d'étendre la brevetabilité dans ce domaine. Au point de départ, l'immatériel n'est pas technique et tout ce qui relie au monde matériel, met en jeu de la matière ou de l'énergie ou met en jeu des outillages, est brevetable. Ce qui est brevetable doit être nouveau, inventif, capable d'application industrielle et comporter une contribution technique. Tout ce qui est capteur ou effecteur, qui amène des données à un logiciel qui fait son calcul, ou qui extrait le résultat des calculs du logiciel pour le faire passer dans la réalité à travers une pièce qui bouge ou un signal, tout cela est brevetable, le logiciel en soi n'étant, lui, pas brevetable.

Et puis, des logiciels ont été incorporés indissolublement dans une invention où capteurs, logiciels et effecteurs étaient de nouveau tous ensemble et étaient indissociables. Puis, sont apparues des inventions dans lesquelles seul le logiciel est nouveau, capteurs et effecteurs restant anciens. On a aussi assisté à la dérive de certains tribunaux, ainsi que de quelques offices nationaux de brevets et de l'Office européen des brevets qualifiant le tout de technique, avec comme résultat: 200 000 brevets de cette nature ou davantage aux États-Unis et une trentaine de mille donnés par l'Office européen des brevets, en dépit de l'article 52, paragraphe 2, de sa Charte de base qui stipule que les logiciels ne sont pas brevetables.

Les abus, on les connaît, il faut les rappeler: ont ainsi été brevetés des méthodes pédagogiques, des méthodes commerciales, et aussi des guides chirurgicaux pour la main d'un chirurgien. Dans tous ces cas, la gratuité du logiciel aurait permis d'en faire bénéficier immédiatement toute l'Afrique, par exemple, dans l'enseignement ou la médecine. Or, ils sont brevetés aux États-Unis, avec pour conséquence d'être très cher et, hors de portée du monde d'aujourd'hui. Nous avons tous condamné ces abus, y compris de la part de l'Office européen des brevets, mais sa dérive ne met pas de frontières claires.

Il vous est proposé, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de revenir aux principes et au droit. Quelques fleurons de notre grande industrie ne nous ont toutefois pas compris. Ils ont peur de n'être plus protégés, ce que nous comprenons à court terme, puisque la déprotection va changer quelques équilibres. Comment font aujourd'hui les plus grandes sociétés? Elles échangent entre elles des patrimoines de brevets pour se débarrasser des inconvénients que la brevetabilité fait subir à ceux qui ne peuvent pas entrer dans ce jeu, c'est-à-dire, tout ce qui est plus petit. Les coûts juridiques augmentent très régulièrement dans tous les budgets de recherche et développement de ces sociétés, jusqu'à dépasser aujourd'hui un peu partout 20%. Les deux tiers des brevets à l'œuvre sur les territoires européens sont américains ou asiatiques mais pas européens. Enfin, lorsque Siemens, GEM PLUS ou Alcatel vendent des divisions de téléphones mobiles, ce sont ces divisions, brevets compris, qui s'en vont en Asie, ne laissant plus aucune chance de développement à l'Europe dans ces domaines.

Nous pensons donc, Monsieur le Président, qu'à long terme, la défense de notre industrie européenne passe mieux par la liberté, par le libre-accès que par le brevet. De plus, la Chine forme deux millions et demi d'informaticiens par an! Comment résister dans cette bataille? Mieux vaudrait la liberté. Nos grands industriels auraient dû le comprendre, au lieu de quoi ils ont cherché le ridicule, sans compter que ce débat a donné lieu à quelques insultes. C'est par exemple un "homme du Moyen-Âge" qui vous parle. Ceci montre la fragilité d'une position. Nos amis industriels devraient admettre que ce n'est pas parce qu'il y a eu une dérive qu'il faut adapter les principes et le droit à cette dérive.

Dernier problème enfin: le traité TRIPS, ADPIC en français, permet les deux. Ou bien tous les logiciels sont brevetables, auquel cas il n'y a pas de problème: ils relèvent tous du traité TRIPS (ADPIC) et des panels de l'OMC, mais ce n'est pas ce que nous voulons. Ou bien aucun logiciel n'est brevetable: ils relèvent alors des lois internationales qui régissent le copyright. Ils relèvent aussi des panels de l'OMC, mais sous d'autres règles. Dans ce deuxième cas, nous sommes aussi en règle avec le traité TRIPS, en sachant toutefois que la seule chose interdite par ce traité est la zone grise. En effet, s'il y a

contestation sur les raisons pour lesquelles un logiciel particulier est brevetable, la frontière ne tient plus: le "tout brevetable" est possible ou du moins permis.

Mes chers collègues, il vous est proposé ici de réconcilier à la fois les principes, le droit, la cohérence et la clarté en demandant seulement à nos plus gros industriels un effort d'adaptation, dont tout nous laisse penser qu'il sera beaucoup moins douloureux qu'ils le croient!

(Applaudissements)

2-012

Joaquín Almunia, *Member of the Commission*. – Mr President, as Commissioner McCreevy is unable to be present today, I will represent the Commission in this debate. I wish to begin by thanking Michel Rocard, the rapporteur on this complex and technical file, for his hard work on this dossier. I would also like to thank the shadow rapporteurs, who have also made a major contribution to the work of Parliament on this issue.

This proposal is not only relevant to inventions implemented on a standard computer – a laptop for instance – it covers many everyday consumer goods and devices increasingly important in our daily life, such as cars, washing machines, mobile phones, cameras, DVD players, TV sets, vacuum cleaners or medical equipment like scanners.

The proposed directive neither aims to abolish the current practice of the European Patent Office nor to extend it to cover the patenting of pure computer programs, as many of the opponents of the proposals have claimed. Indeed, many have equally – and mistakenly – claimed that the directive is introducing the notion of patentability of software inventions in EU patent practice for the first time. The proposed text clearly excludes patents for pure software, as well as patents for business methods as such. Only technical innovations embodied in a computer program and meeting the patentability criteria of novelty, inventiveness and industrial applicability can be patented.

A legal framework ensuring patent protection in this area is of key importance in enabling European industries, including small and medium-sized enterprises, to be competitive in a high-tech environment. Patents can guarantee a return on R&D investments, attract venture capital and provide bargaining power. This has a spin-off effect which boosts innovation.

The Commission believes that the common position meets the requirement of introducing a predictable legal framework that promotes and rewards innovation.

Amendments seeking rejection of the common position have been tabled. I would like to point out that this would only increase legal uncertainty with respect to the inventions in question. Lack of harmonisation in this field would prejudice the competitiveness of the European undertakings and continue to be an obstacle to the smooth functioning of the internal market.

In this spirit, the Commission continues to support the line taken in the common position. We can accept amendments that introduce useful technical or contextual clarifications, subject to minor fine-tuning or interpretative statements where necessary, but the overall balance of the proposal must be maintained.

The current definition of technical contribution in the directive is taken from existing case-law so, while it might be possible to word it more elegantly, we cannot turn it around. Instead, it seems more useful to focus on the scope of patentable subject matter in Article 4, bringing the exclusions out more clearly. Changing them in contradiction with the European Patent Convention would, however, simply cause confusion. In addition, interoperability concerns can be addressed by allowing access where possible to necessary technologies while protecting the legitimate rights of inventors.

The report prepared by the Committee on Legal Affairs generally maintains the balanced approach of the Commission's proposal. Nonetheless, there are some changes that should be made to bring the definitions and criteria into line with general patent law.

The Commission can accept additional reporting requirements, including the establishment of new advisory committees, provided that resource implications are borne in mind by Parliament.

The Commission cannot accept amendments which relate to the Commission's right of initiative, or the relationship with non-Community institutions.

On key issues of substance, the Commission is strongly committed to promotion of interoperability as a means of fostering innovation and competition and to ensure that Community legislation does not act as a hindrance to different software development models – 'proprietary' or 'open source'. It therefore maintains a certain flexibility as to the solution found to deal with interoperability, provided that our international obligations are respected.

On the scope of patentability, further clarification of the common position is acceptable but not significant changes departing from the current situation or from general patent law solutions. I should signal here that we see particular drafting problems with certain amendments relating to technical contribution and inventive step.

On claims to computer programs on a carrier, where such programs implement a patented invention, the Commission can accept any solution between the common position and the Commission's original proposal, including alternative formulations to achieve the same objective of enforcing valid patents.

The Commission has noted the high number of amendments tabled in addition to the Legal Affairs Committee's report. I will set out the Commission's overall position on all amendments at the end of this morning's debate.

2-013

Piia-Noora Kauppi, *PPE-DE-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, arvoisa komissaari, hyvät kollegat, huomiossa äänestyksessä tärkeintä on varmistaa, ettei ohjelmistojen patentoitavuutta nykyisestään laajentava neuvoston yhteinen kanta mene parlamentissa läpi ilman muutoksia.

Tämän esityksen kanssa on ollut poikkeuksellisen paljon ongelmia. Komissio ja neuvosto eivät lainkaan huomioineet parlamentin enemmistön ensimmäisessä käsittelyssä direktiiviesitykseen tekemiä muutoksia. Rärkein esimerkki löytyy komission scadplus-verkkosivuilta. Suora lainaus sivuilta kuuluu: "Neuvoston toukokuussa 2004 vahvistamaan yhteisen kantaan ei otettu ainoatakaan Euroopan parlamentin tekemistä merkittävistä tarkistuksista". Parlamentti siis ohitettiin olankohautuksella. Tällainen menettely ei käy, ei tässä eikä missään muissakaan yhteispäätösmenettelyyn kuuluvissa asioissa.

Toivon, että parlamentin enemmistö tukisi neuvoston yhteiseen kantaan tehtyjä maltillisia tarkistuksia, joilla ohjelmistojen patentoitavuuden edellytyksiä tiukennetaan nykyisestä. Tärkeintä on estää puhtaiden ohjelmisto- ja liiketoimintamallipatenttien myöntäminen Euroopassa. Joiltakin osin Euroopan patenttinviraston nykykäytäntö on ajautunut liian kauaksi harmaalle alueelle ja patenteja on myönnetty heppoisin perustein.

Ohjelmistojen patentoitavuutta Euroopassa ei pidä nykyisestään laajentaa. Toisaalta valtaosa nykyajan teknologisista tuotteista hyödyntää ohjelmistoja eikä teknologiatuotteille myönnettyjä patenteja pidä hylätä vain siksi, että ohjelmisto on osa niitä. Tärkeää on varmistaa myös, ettei patenteilla voida estää yhteensopivien ohjelmistojen luomista. On hyvä, että tässä asiassa olemme komission kanssa samoilla linjoilla.

Direktiivin pitäisi tukea eurooppalaista innovatiivista tutkimusta ja tuotekehitystoimintaa ohjelmistoalalla. Tämä tarkoittaa sitä, ettei tarpeettomia esteitä muun muassa avoimen lähdekoodin – *open source* – ohjelmistokehitykselle aseteta ottaen kuitenkin huomioon sen, että patenteilla on keskeinen merkitys monille eurooppalaisille yrityksille. Akateemiset tutkimukset sekä meillä että maailmalla ovat kuitenkin osoittaneet, etteivät tutkimus- ja tuotekehityspanokset ole riippuvaisia patenteista eivätkä maantieteestä. Yritysten kannattaa tehdä ohjelmistokehitystoimintaa siellä, missä on tarjolla paras innovaatioympäristö maantieteellisen alueen patenttisuojan laajuudesta riippumatta. Mikään ei pakota tekemään näitä patentoitavia ohjelmistoja Euroopassa, ne voidaan tehdä aivan hyvin Intiassa, Kiinassa tai muualla maailmassa ja patentoida sitten jossakin muualla.

Direktiivin tavoitteena on yhtenäistää Euroopan patenttitoimiston ja jäsenvaltioiden kirjavaa käytäntöä ohjelmistopatenttien myöntämisessä. Siksi kannatankin direktiivin säätämistä. Patenttijärjestelmän yleiset ongelmat hitaus, kalleus ja niin edelleen eivät tähän keskusteluun kuulu mutta on selvää, että tarve yhteisöpatenteille on tullut entistäkin selkeämmäksi. Yhteisöpatentti on saatava pikaisesti valmisteltua.

Pidän todennäköisenä, että parlamentin huomenna hyväksymät tarkistukset vievät meidät sovitteluun. Haluaisin muistuttaa, että jos sovittelun lopputulos ei tyydytä parlamenttia, voi parlamentti aina hylätä koko esityksen myös sovittelun jälkeen. Huonoa direktiiviä ei missään nimessä pidä päästää läpi.

2-014

Maria Berger, *im Namen der PSE-Fraktion*. – Herr Präsident! Ich möchte mich zunächst ebenfalls bei unserem Berichterstatter, Michel Rocard, sehr herzlich bedanken. Ich möchte auch unsere Berichterstatterin aus der ersten Lesung, Arlene McCarthy, in diesen Dank miteinschließen. Beide haben uns bei diesem schwierigen Gesetzgebungsverfahren bis zu diesem Punkt sehr gut geleitet.

Ich habe das Verfahren schon seit der ersten Lesung verfolgen können, und alles was sich zu diesem Entwurf einer Richtlinie über computerimplementierte Erfindungen abgespielt hat, ist nicht alltäglich für die legislative Arbeit auf der Ebene der Europäischen Union. Wir haben alle ein Ausmaß an Lobbying erlebt, das man entweder als unerträglich oder als gelebte Demokratie ansehen kann, ein Ausmaß an Beteuerungen, doch das Gleiche zu wollen, nämlich eine hohe Innovationsbereitschaft der europäischen Unternehmen. Dennoch sind wir uns kaum über eine konkrete Formulierung einig geworden.

Wir haben – und das hat sich hier jetzt wieder bestätigt – eine äußerst unflexible Haltung der Europäischen Kommission erlebt und einen Gemeinsamen Standpunkt des Rates, der nicht wirklich ein Gemeinsamer Standpunkt ist. Je länger und intensiver wir uns mit dieser Materie beschäftigen, desto deutlicher kommen zwei allgemeine Überlegungen zum Tragen. Es gibt Grenzen der Gesetzgebung, an die wir hier sicher gestoßen sind. Entweder wollen wir eindeutige und klare Begriffe und Vorgaben für die Anwendung schaffen, dann besteht aber die Gefahr, dass wir zu kurz greifen und zukunftssträchtige Entwicklungen ausschließen. Oder wir lassen Spielräume zu. Das geht dann auf Kosten der Rechtssicherheit und der Konsistenz der Gesetzgebung. Normalerweise löst sich dieser Konflikt durch ein funktionierendes Rechtsschutzsystem, das allen, ob klein oder groß, halbwegs faire Rechtsschutz- und Überprüfungsmöglichkeiten einräumt. Leider können wir in Europa in diesem Fall nicht davon ausgehen. Dringender als diese Richtlinie brauchen wir daher vielleicht ein wirklich europäisches Patentsystem und ein funktionierendes Rechtsschutzsystem auf europäischer Ebene, das allen, ob klein oder groß, gleichen Zugang bietet.

Meine Fraktion wird ihren endgültigen Standpunkt heute Abend festlegen; jedenfalls kann ich Ihnen versichern, dass wir mit großer Geschlossenheit hinter den Änderungsanträgen unseres Berichterstatters, Michel Rocard, stehen.

2-015

Toine Manders, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, Commissie, collega's, iedereen bedankt. Ik wil vooral de collega's Rocard en McCarthy bedanken, die toch bijna een *mer à boire* hebben verricht met deze richtlijn waarover zoveel spanning is ontstaan en ten aanzien waarvan in dit huis een aantal stromingen te ontwaren zijn die de verschillende meningen hierover vertegenwoordigen.

Het doel van deze richtlijn is vooral het voorkomen van de triviale octrooien die er de laatste jaren bij het Europees octroobureau in München zijn doorgeslipt, onder andere voor software als zodanig, die blijkbaar gepatenteerd kan worden. Ik heb begrepen, en daar zijn we het allemaal over eens, dat het gemeenschappelijke doel van deze richtlijn is dit onmogelijk te maken. In principe is deze richtlijn dus bedoeld om artikel 52 van de Conventie van München te verbeteren en te versterken.

Als advocaat heb ik dat artikel er nog eens op nageslagen. Wetgeving kan niet helderder zijn dan artikel 52 van de Conventie van München. Als er iets eenvoudig is, is het dit artikel. Het vervelende is echter dat het in alle lidstaten verkeerd of in ieder geval anders wordt geïnterpreteerd, hetgeen enorme rechtsonzekerheid teweegbrengt.

Het is heel belangrijk om triviale octrooien te voorkomen, omdat wij innovatie en onderzoek, dus ook concurrentie en werkgelegenheid, binnen Europa moeten beschermen en versterken. Zonder beloning hebben wij geen uitvinders. Ik denk dus dat er een rechtvaardig beloningstelsel moet zijn voor uitvinders die hun ideeën, hun geestelijk eigendom, moeten kunnen beschermen. Zo niet, dan vrees ik dat na de arbeidsintensieve productie die nu al naar China vertrekt ook heel veel onderzoeks- en ontwikkelingsafdelingen van ondernemingen vertrekken. Met name van multinationals, gevolgd door het midden- en kleinbedrijf. Als dat gebeurt, denk ik dat wij moeten betreuren dat wij in Europa zo ontzettend moeilijk tot wetgeving komen, dat wij een ontzettend gebrek aan daadkracht tonen en dat wij geen wetgeving durven maken die onze concurrentie mondiaal versterkt. Ik denk dat het betreurenswaardig is voor onze kinderen, voor ons nageslacht, als we dat niet aandurven. Ik hoop derhalve dat er een sterke richtlijn komt en wellicht gaat dat ook gebeuren.

Wat is het grootste probleem? Het grootste probleem is dat dit huis, de Europese Commissie en de Raad geen democratische controle hebben op het Europees octroobureau en dat is wat wij willen. Daarom ook hebben wij als liberalen een amendement ingediend, amendement 65, waarin verzoeken om verwerping van deze hele richtlijn en de Commissie vragen te komen met een Europees gemeenschapsoctrooi, zodat dit huis het Europees octroobureau kan controleren. Dat komt dan onder de vleugels van Europese regels en ik denk dat wij over een juridisch juist medium en een juridisch juiste organisatie beschikken. Dan kunnen we, en dat is vooral in het belang van midden- en kleinbedrijf, zorgen voor geharmoniseerde juridische procedures en duidelijkheid.

Op dit moment is het zo dat als een klein bedrijf wil procederen omdat er inbreuk is gemaakt op zijn patent, dat miljoenen kost en een klein bedrijf kan zich dat nooit permitteren. Ik hoop dat wij vanavond als liberale en democratische fractie tot een goed afgewogen standpunt komen, maar ik hoop vervolgens dat de hele richtlijn morgen wordt weggestemd, zodat de Commissie kan komen met een deugdelijk onderbouwd voorstel voor een Europees patent, ingebouwd in een richtlijn zoals deze, zodat we de beschikking krijgen over een geharmoniseerde en afgewogen richtlijn.

2-016

Eva Lichtenberger, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident, wertere Kolleginnen und Kollegen! Wir entscheiden heute darüber, ob Innovation im Bereich von IT möglich sein wird und ob es dafür die notwendige Freiheit – geben wird. Freiheit für Klein- und Mittelbetriebe, sich zu entwickeln. Nun behaupten alle, dass sie das wollen, sowohl die Patentgegner als auch die Anhänger des Patentwesens.

Niemand sagt hier offen, dass er Software patentieren will. Der Unterschied liegt in den Änderungsanträgen selbst, nämlich darin, wie viele Hintertüren zur Patentierung von Software aufgemacht werden. Der Unterschied liegt darin, ob es eine klare Trennlinie gibt zwischen technischen Erfindungen, die natürlich weiterhin unter Patentschutz stehen sollen, und

Software, die mit *Copyright* ohnehin schon geschützt ist. Die Frage ist: Gibt es zehn bis fünfzehn Hintertüren und gibt es Rechtsunsicherheit oder gibt es Freiheit für die Entwicklung von Klein- und Mittelbetrieben?

Wenn Sie sich heute für den Gemeinsamen Standpunkt des Rates entscheiden, dann entscheiden Sie sich für weit offene, sperrangelweit offene Scheunentore für das gesamte Patentwesen, das Schritt für Schritt in Europa den Markt erobern wird. Dann entscheiden Sie sich dafür, dass das TRIPS-Abkommen Software voll erfassen wird. Dann entscheiden Sie sich dafür, dass Ideen zur Handelsware werden, und das auf einem Markt, wo Klein- und Mittelbetriebe keinerlei Chance haben, mithalten zu können, weil die Streitkosten zur Entwicklung und zur Verteidigung von Patenten vor Gericht zu hoch sind. Es kann nicht sein, dass jeder Klein- und Mittelbetrieb dazu verdammt ist, sich einen Patentanwalt zu nehmen, um seine Innovationen zu verteidigen.

Wenn Sie sich aber für die 21 Änderungsanträge, die breit unterstützt werden, aussprechen, dann geben Sie innovativen und kreativen KMU *room to move*, also Raum und Chance zur Entwicklung. Mit den 21 Änderungsanträgen korrigieren wir den Fehler der Regierungen, die offensichtlich auf dem falschen Dampfer unterwegs waren und sich dem Druck der Industrie gebeugt haben.

Diese will – und hierüber müssen wir uns keine Illusionen machen – die volle Patentierbarkeit von Software, denn das gibt ein gutes Zubrot, das gibt eine volle Portokasse und das würde natürlich die Klein- und Mittelbetriebe, die Innovation aus dem Markt drängen. Das sieht man deutlich an einigen Annoncen, die z.B. von SAP oder anderen Betrieben geschaltet wurden, z.B. in *European Voice*. Schauen Sie sich das an, dann wissen Sie, was der Gemeinsame Standpunkt des Rates in Wirklichkeit bedeutet.

Mit den 21 Änderungsanträgen erreichen Sie, dass wir einen freien Markt haben, dass der Wettbewerb auf dem Markt stattfindet und nicht vor Gericht, und deswegen ersuche ich Sie: Unterstützen Sie diese 21 Änderungsanträge! Wir brauchen sie dringend für die Entwicklung europäischer Innovation.

2-017

Ilda Figueiredo, em nome do Grupo GUE/NGL. – Senhor Presidente, Senhores Deputados, estamos de facto num debate da maior importância porque o que está em causa é muito grave. Está em causa a liberdade intelectual, a inovação tecnológica e a própria competitividade económica da Europa, como muito bem têm referido cientistas, professores universitários, a comunidade estudantil, muitas organizações e pequenas e médias empresas.

É tão inadmissível a posição comum tomada pelo Conselho em 7 de Março passado como era a proposta de directiva da Comissão apresentada em 20 de Fevereiro de 2002, sobre a qual o Parlamento Europeu se pronunciou em plenário a 24 de Setembro de 2004 e que o Conselho Europeu ignorou totalmente, o que é inaceitável.

Tal como então dissemos, não se pode admitir que se passe a atribuir patentes a ideias, ao conhecimento, quem sabe à própria vida. Por isso, tal como então propusemos relativamente à proposta de directiva sobre a patenteabilidade dos inventos que implicam programas de computador defendemos a rejeição da posição comum do Conselho. É, neste momento, a proposição mais correcta, a única que impede que se entre num caminho muito perigoso para a inovação e o conhecimento.

Como sabemos, actualmente o sistema de direitos de autor já fornece uma grande protecção aos autores de software permitindo-lhes ter um controlo sobre os usos dados ao seu trabalho. Mas não é admissível que seja posta em causa a possibilidade de qualquer pessoa se sentar ao computador e escrever o software que desejar, desde que o saiba fazer, ou que uma empresa possa desenvolver software específico para as suas necessidades.

Concentrar nas mãos de poucos o direito de criar software traria limitações muito graves. Sabe-se que o software tem permitido o desenvolvimento das economias e a automatização e simplificação de muitas tarefas a um custo relativamente baixo. Ora, num quadro legal onde vigorem patentes sobre software isto não seria possível.

Antes de começar a desenvolver o software, uma empresa ou qualquer pessoa em casa seria obrigada a contratar uma equipa de advogados especialistas para verificar se a ideia tinha o potencial de infringir alguma patente. Como se vê, estamos num terreno muito perigoso em que, ao contrário do que acontece com as patentes comuns que protegem uma invenção, uma patente de software privilegia o abuso indevido de uma ideia, ou seja, as patentes de software são, de facto, um atentado à liberdade intelectual, à possibilidade de criação e de desenvolvimento da própria indústria europeia.

De facto, patentes de software são meros mecanismos legais de concentrar nas mãos das grandes empresas multinacionais, como a Microsoft e outras, a evolução do conhecimento e a capacidade de inovação, dado que as pessoas individualmente e as micro e as pequenas e médias empresas não teriam condições económicas para competir em tribunal com grandes empresas que têm uma ideia abstracta.

Por tudo isto é fundamental impedir a aprovação da posição do Conselho. Pela nossa parte consideramos que não é necessário haver qualquer directiva nesta área mas, a existir, pelo menos salve-se a possibilidade de criação e inovação, a liberdade intelectual e aprove-se as propostas de alteração que subscrevemos.

2-018

Thomas Wise, *on behalf of the IND/DEM Group*. – Mr President, computer entrepreneurs are amongst the most independent spirits in the world. I know how they feel, faced with the prospect of this directive. They, as much as anyone, reject the concept of restrictive monoliths. They know that the EU is just such a monolith. The directive is typical of the monolithic actions that they seek to reject.

I have worked hard in recent weeks to help computer SMEs resist this directive. However, I have come to realise that the amendments proposed by the rapporteur do not change the fundamental problem. Mr Rocard is trying to remove non-technical features of computer-controlled inventions from the scope of the directive. That in itself is laudable, but he is not seeking to stop the directive overall; in fact he is supporting it. As such, small computer companies are left, one might say, between a Rocard and a hard place.

Mr Rocard goes as far as to state in his explanatory statement that he supports the Council's position in principle. His amendments do not reject the concept of harmonisation. They explicitly support it. One of them even says that the objective of the directive – namely to harmonise national rules on the patentability of computer-controlled inventions – cannot be properly achieved by the Member States. Sadly, Mr Rocard is one of those people, typical in the EU, who increasingly seem to think that the European Patent Office is some sort of subsidiary of the EU, when in fact it covers non-EU countries as well.

I reject this directive completely. That is why I will vote against it and Mr Rocard's version of it. I have always said that, if the EU is the answer, it must have been a silly question. Today that is patently obvious!

2-019

Brian Crowley, *on behalf of the UEN Group*. – Mr President, at the outset I would like to pay a personal tribute to the rapporteur, Mr Rocard, who has had a very difficult task in trying to find compromises and agreements on this. However, it also saddens me to say that there have been many times when I have listened to the debate on this issue both in the committee and here in the Chamber and it seems that we are totally unconnected with the reality of what is happening outside these walls.

Innovation is the very key, the very engine that will drive our economies. When people speak about ensuring that other people can use software patents, they seem to think that everybody can come up with these ideas themselves and do not need any protection or grounding in those ideas. However, from what we see from some of the people proposing some of the amendments and from some of the lobbying that has taken place on this issue, they simply want a free-for-all: no protection within the European Union, and what would that lead to? That would lead to American companies, Japanese companies, or other companies patenting the very ideas that European software developers, European innovators, have come up with and forcing those same European innovators to have to buy them back.

Patents are not a sword. Patents are a shield. They are there to defend ideas. We should ensure that the rules and regulations that we set down guarantee that those innovators have those protections and have those rights. Some of the speeches in the Chamber here and some of the lobbying material I have received over the last few weeks on this issue concern protecting small and medium-sized enterprises. I shall give you one example: In the innovative computer technology sector in Ireland, there are 100 000 jobs, 62 000 of which are in small and medium-sized enterprises. They fully support the common position on this issue, and that is why we would urge all Members to think with their hearts, but most importantly with their minds, about what protection they would like to see if they have ideas.

This is not about harmonisation; this is more about mutual recognition of 25 varying and different regulations in the Member States to ensure that small companies, small innovators, can be guaranteed legal certainty and financial certainty with regard to the protection of their ideas and the promotion of them.

2-020

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, les logiciels sont-ils brevetables? Pour les géants des technologies de l'information comme les Américains IBM, Microsoft, cela ne fait aucun doute. Pour la plupart des PME innovantes, mais aussi des professions liées à l'industrie du logiciel, comme les programmeurs, les chercheurs, les développeurs indépendants, la brevetabilité des logiciels signifiera certainement, pour eux, une mort annoncée. Le lourd dossier fait la navette entre le Parlement européen et le Conseil des ministres depuis plus de deux ans. Le résultat de ce marathon parlementaire pourrait aboutir à l'approbation d'une directive Bolkestein - une de plus - sur la brevetabilité des logiciels.

L'office européen des brevets, en contradiction avec la lettre et l'esprit de la loi, a accordé plus de 30 000 brevets sur des projets de calculs mathématiques ou des méthodes de traitement ou d'affichage des données. Souvent ces brevets sont aussi étendus, triviaux et préjudiciables que leurs équivalents aux États-Unis. Je pense qu'il faut refuser la brevetabilité des

logiciels pour de multiples raisons, dont la première est que l'informatique utilise des langages et que l'on ne peut pas breveter les mots d'une langue, ce qui empêcherait les autres de s'en servir librement. On protège la combinaison spécifique de ces mots et cette protection s'exerce par le droit d'auteur, tout comme la protection du droit d'auteur s'exerce en musique à l'égard d'une partition et non pas des notes de musique. C'est d'ailleurs très exactement le principe que posait la convention de Munich.

Pourquoi réviser ce droit positif? Pourquoi supprimer ce droit d'auteur? Cette suppression rendrait impossible l'écriture de nouveaux logiciels. Comment imaginer que l'on puisse vivre dans un pays où l'on autoriserait une entreprise à posséder l'exclusivité du fait de présenter un document avec un caractère en titre gras et des sous-titres en italique, la barre de progression, l'utilisation du double clic, le panier électronique qui ont déjà été brevetés aux États-Unis? Nous devons refuser à la Commission et au Conseil ce droit de tuer l'innovation des petits créateurs d'informatique.

2-021

Klaus-Heiner Lehne (PPE-DE). – Herr Präsident, meine sehr verehrten Damen und Herren! Mein Dank gilt dem Berichterstatter und den Schattenberichterstattern. Besonders herausheben möchte ich aber die Schattenberichterstatterin unserer Fraktion, Pia Noora-Kauppi, die sich in einer ganz hervorragenden Art und Weise darum bemüht hat, vernünftige Kompromisse und eine gute Lösung zustande zu bringen, und ein ungeheures Maß an Sachkompetenz bewiesen hat. Ich habe im Zusammenhang mit ihrer Arbeitsleistung, die sie hier erbracht hat, größte Hochachtung vor ihr.

Um noch einmal ganz deutlich klarzustellen, was auch in der Debatte im Rechtsausschuss deutlich wurde: Niemand, keine politische Gruppierung – für Einzelpersonen kann ich das nicht ausschließen – will Softwarepatente. Darum geht es auch gar nicht. Der Sinn dieser Richtlinie war es, in Europa eine Rechtsentwicklung wie in den USA zu unterbinden. Das ist der Zweck. Und der Gemeinsame Standpunkt erfüllt auch diesen Zweck.

Ende Mai haben wir eine Stellungnahme der Industrie- und Handelskammer für München und Oberbayern bekommen. Ähnlich wie das der Kollege vorhin für Irland gesagt hat, ist in Deutschland in dieser Region um München die größte Konzentration an kleinen und mittelständischen Softwareentwicklern, die dort ein Hearing veranstaltet haben. Das Ergebnis war ganz eindeutig: Der Gemeinsame Standpunkt erfüllt die festgelegten Voraussetzungen und löst die Probleme. Trotzdem kann man ihn natürlich verbessern.

Wir haben im Rechtsausschuss durch 39 Änderungsanträge eine ganze Reihe von entscheidenden Verbesserungen am Bericht Rocard vorgenommen. Wir haben Klarstellungen vorgenommen und neue Optionen geschaffen. Ich will nur auf die beiden Begriffe Interoperabilität und Technikdefinition hinweisen. Somit ist dieser Rechtsausschussbericht ein gemäßigter Bericht, der geeignet ist, die eventuell noch vorhandenen Probleme zu lösen. Die Anträge vom Berichterstatter Rocard und die Anträge, die andere Fraktionen hier vorgelegt haben, schießen weit über das Ziel hinaus.

Wir haben vor wenigen Monaten hier zusammengesessen und uns noch einmal dem Lissabon-Prozess verpflichtet. Kernelement des Lissabon-Prozesses ist eine wissensbasierte Gesellschaft in Europa. Wir haben keine Rohstoffe. Wir sind auf unser Gehirn, auf unser Wissen, auf die Fähigkeiten unserer Menschen angewiesen. Würden wir es zulassen, dass durch übertriebene Änderungsanträge eine Situation entsteht, in der ein Großteil der europäischen Hochtechnologie nicht mehr patentfähig ist, dann würden wir die Existenzgrundlage für künftige Generationen auf diesem Kontinent in Frage stellen. Aus diesem Grund ist eine solche Position nicht vertretbar und wird auch von der ganz großen Mehrheit meiner Fraktion nicht mit getragen.

Lassen Sie mich noch zu einem Punkt kommen, der von Bedeutung ist, nämlich die Frage der so genannten Zurückweisungsanträge zum Gemeinsamen Standpunkt. Wir werden über diese Option heute Abend in der Fraktion nachzudenken haben. Denn auch diese Option ist unter zwei Gesichtspunkten erwägenswert. Erstens: Es nützt uns nichts, wenn wir eine lange Vermittlung auf der Basis der Rechtsausschussanträge durchstehen müssen und am Ende eine einfache Mehrheit in diesem Hause in dritter Lesung die Richtlinie scheitern lässt. Zweitens: Wir wollen keine Richtlinie, die am Ende durch Änderungsanträge des Parlaments so negativ verändert wird, dass sie Schaden für den Lissabon-Prozess, Schaden für Europa verursacht. Wenn das passiert, dann lieber gar keine Richtlinie! Darum wird über diese Frage heute Abend auch in unserer Fraktion noch zu entscheiden sein.

2-022

Andrzej Jan Szejna (PSE). – Panie Przewodniczący! Wprowadzenie patentów na oprogramowanie komputerowe będzie nie tylko szkodliwe dla europejskich małych i średnich przedsiębiorstw, dla badań naukowych, dla całego sektora informatycznego. Byłoby to przede wszystkim szkodliwe dla przeciętnego obywatela, który posiada na biurku komputer i słono już dzisiaj płaci za drogą, zamkniętą oprogramowanie.

Ekspertyzy niezależnych specjalistów wykazały, że wspólne stanowisko Rady umożliwia patentowanie programów komputerowych. Tekst, który trafił do Parlamentu Europejskiego dwa lata temu wprowadza tę możliwość niejako tylnymi drzwiami.

W Komisji Prawnej przyjęto poprawki, które nie zapewniają należytego kompromisu i nie usuwają najpoważniejszej kontrowersji i wątpliwości, zwłaszcza w najtrudniejszej sprawie, jaką jest określenie przedmiotu ochrony patentowej. W niewielkim stopniu mogą się przyczynić do odejścia od nadmiernie liberalnej oceny zgłoszeń zakładających użycie programu komputerowego, przyjmowanej w obecnej praktyce Europejskiego Urzędu Patentowego. Brak w nich korzystnych zapisów zawartych w *Draft recommendation for second reading* z 29 kwietnia i 4 maja 2005 roku, które mogły się przyczynić do zakreślenia wyraźnego podziału pomiędzy tym, co stanowi wynalazek, a co nim nie jest.

Realna staje się obawa, że dyrektywa nie będzie miała skutku harmonizacyjnego, gdyż nie tylko nie wyjaśnia najbardziej kontrowersyjnych kwestii granicznych, ale nawet wzmocni istniejące wątpliwości. Może zostać również odebrana jako potwierdzenie nadmiernie liberalnej praktyki w zakresie uznawania za wynalazki rozwiązań zakładających użycie programu komputerowego, stosowanej na tle artykułu 52 ustęp 2 i 3 Konwencji Monachijskiej o udzielaniu patentu europejskiego.

Naszym obowiązkiem jest głosowanie w duchu pierwszego czytania, w duchu koncepcji prezentowanych przez Michela Rocard'a i potwierdzenie tego, co koleżanki i koledzy przyjęli w poprzedniej kadencji. Nie tylko po to, aby ich praca nie poszła na marne, ale przede wszystkim, aby ochronić rynek wolnego oprogramowania, ochronić małe i średnie przedsiębiorstwa i chronić rozwój innowacyjności, jednocześnie pamiętając o zapewnieniu należytej ochrony własności intelektualnej na jednolitym rynku.

2-023

Sharon Margaret Bowles (ALDE). – Mr President, the issue of the territorial limitations of contributory infringement is the reason why software product claims were originally written and permitted by the European Patent Office. The new approach in my Amendment 66, eliminates software claims and therefore the concerns they raise, but extends contributory infringement provisions that already apply within most Member States so as to cover imports from China, Russia or elsewhere. This proposal, along with those for monitoring the European Patent Office, sits more conveniently in the context of the Community Patent and how it may be properly administered, which is where this whole matter really belongs.

Mr Rocard, your amendments really focus on little more than programs on personal computers rather than the vast array of important technology that depends on computer-implemented inventions. Almost all areas of technology are linked with use of programmable apparatus. From fermentation control for antibiotic growth to aeronautics or telecommunications, the list is endless. Programmable devices are everywhere, in almost everything you can plug in or switch on, and your amendments interfere with them in apparatus and method terms, not just software. Your simplistic exclusions of data processing exclude signal processing and digital technology. Information is a term used since the earliest times of radio to distinguish signals from noise. Applied natural science excludes engineering. The expression 'controllable forces of nature' is a legal nightmare for many Member States. Collectively, your terminology wipes out patentability throughout huge areas of technology, not just programming.

If you wished to construct a series of amendments to cripple and disperse Europe's industry, large and small, you could not devise anything more mischievous. I am sorry but, for the real world of industrial technology, your blunderbuss amendments are simply not good enough.

2-024

David Hammerstein Mintz (Verts/ALE). – Señor Presidente, esta engañosa y ambigua Directiva es el sueño de los abogados de patentes y, al mismo tiempo, la pesadilla de las pequeñas empresas de software, de los consumidores y de la libertad de expresión en la red. Porque estamos ante una Directiva rechazada por más del 90 % de las pequeñas empresas de software del continente. Estamos ante una Directiva de monopolio —realmente de monopolio— ya que es una Directiva antiliberal.

Es una Directiva que potencia un mundo propio de los Rockefeller y Morgan de principios del siglo pasado. Es un mundo que no beneficia a las pequeñas empresas europeas, cuyo número está incrementándose, muchas veces en las zonas menos desarrolladas de Europa, como, por ejemplo, en Extremadura, en España, donde están desarrollándose centenares y centenares de nuevas empresas de software. Estas empresas están amenazadas, como también lo están las que se desarrollan en Polonia y en todos los países de la ampliación.

Aquí se han dicho muchas mentiras. Se ha dicho que estamos en contra de patentes sobre software técnico: no es verdad. Estamos a favor, obviamente, cuando se trata del mundo físico, las fuerzas de la naturaleza: una lavadora, un coche... ¡nadie está en contra de estas patentes! Pero sí que estamos en contra, obviamente, de unas patentes que amenazan realmente el flujo de información e innovación. Se han dicho muchas cosas sobre innovación. Se ha confundido patentar libremente de forma ilimitada con la innovación, dos cosas que nada tienen que ver.

Lo que estamos defendiendo es el derecho a desarrollar el software, desarrollar la industria. Y esta Directiva va a poner cortapisas y muchas trabas a la innovación real sobre el suelo de este continente que se llama Europa.

Creo que merecemos un mundo de software, un mundo de empresa, un mundo para los consumidores, que esté abierto a la innovación real.

2-025

Umberto Guidoni (GUE/NGL). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sebbene nella posizione comune si affermi di voler escludere la brevettabilità del *software* puro, di fatto si pongono le condizioni per arrivare a brevettare gli algoritmi *software*.

A differenza del *copyright* che protegge l'intero programma, la brevettabilità del *software* consentirebbe un monopolio sull'uso delle istruzioni generiche. Con la brevettabilità di questi algoritmi, in un programma complesso che non è altro che una combinazione di migliaia di istruzioni, si potrebbero infrangere contemporaneamente centinaia di brevetti. Ad esempio *Linux*, che è ormai utilizzato in svariati programmi anche dalle amministrazioni pubbliche, infrangerebbe 283 brevetti americani. L'introduzione della normativa sulla brevettabilità potrebbe pertanto significare, almeno in Europa, la fine del *software* libero e dell'*open source*.

Se fosse approvata la brevettabilità del *software*, che è fortemente voluta dalle multinazionali USA e dai paesi europei che traggono profitto dal monopolio statunitense, si avrebbe uno spostamento dei costi dal settore tecnologico e innovativo a quello legale e assicurativo. Tutto ciò contribuirebbe ad escludere le piccole e medie imprese dal processo di sviluppo del *software* a causa dei costi e delle complessità legali. In definitiva, ci sarebbe una minore concorrenza e una minore innovazione e i consumatori europei dovrebbero sostenere spese superiori a fronte di una minore possibilità di scelta.

La strategia di Lisbona relativa al modello economico europeo unisce innovazioni tecnologiche, competitività e solidarietà. Tuttavia, la posizione del Consiglio va nella direzione opposta. Con la direttiva sulla brevettabilità del *software* si attacca il diritto alla libera circolazione della conoscenza e si rimette in discussione l'obiettivo di una società dell'informazione accessibile a tutti.

Per questo motivo, la battaglia contro la brevettabilità del *software* che conduciamo in questo Parlamento diventa una battaglia per la libertà e la democrazia.

2-026

Johannes Blokland (IND/DEM). – Voorzitter, voor ons ligt een voorstel over octrooien voor software-gerelateerde innovaties, omdat de huidige praktijk niet optimaal is. Uiteenlopende opvattingen over de vraag of software wel of niet geoctrooieerd kan worden, maken het juridische kader weinig eenduidig en de komst van nieuwe wetgeving op dit terrein is dan begrijpelijk. Het is de vraag of het gemeenschappelijk standpunt een gebalanceerde oplossing biedt die voor zowel grote als kleine ondernemingen gewenst is. Zelfs deskundigen hebben helaas niet kunnen aangeven of de richtlijn de innovatie in het midden- en kleinbedrijf zal bevorderen of juist zal belemmeren vanwege obstakels die zich voor hen voordoen. De vrees bij kleine innovatieve ondernemingen voor een onwenselijke uitwerking kon niet worden weggenomen. Drie aspecten zijn hierbij van groot belang voor het midden- en kleinbedrijf.

Allereerst de toegankelijkheid tot het verkrijgen van een octrooi. De richtlijn biedt geen oplossing voor de hoge kosten die het verkrijgen van een octrooi met zich meebrengt. Ten tweede, de mate waarin kleine en middelgrote ondernemingen zich kunnen beschermen indien ze een octrooi bezitten. Het kan het zijn dat een ander bedrijf daar inbreuk op maakt. Is het voor hen praktisch haalbaar om dat voortdurend te monitoren? Daarbij komt dat zij evenmin beschikken over de personele en financiële middelen om zich te beschermen wanneer zij beschuldigd worden van inbreuk op octrooien van andere bedrijven. De richtlijn in deze vorm herbergt het risico van een aanzienlijke juridisering van software-gerelateerde innovaties. Ten derde is er het probleem van de hoge licentiekosten wanneer kleine bedrijven gebruikmaken van software van een octrooihouder. Daar komt nog bij dat onduidelijk is wat het effect van de richtlijn zou zijn op het gebruik en de ontwikkeling van software met open standaarden.

Het Europees Parlement heeft met wijzigingsvoorstellen geprobeerd deze zorgpunten aan te pakken, maar de amendementen hebben bij de Raad weinig weerklank gevonden. Het gemeenschappelijk standpunt kent nu onvoldoende overtuigingskracht en de bereidheid van de Raad om alsnog overstap te gaan, lijkt nihil. Daarom dient het gemeenschappelijk standpunt te worden verworpen.

2-027

Roberta Angelilli (UEN). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'innovazione e la ricerca devono essere un patrimonio condiviso e non un privilegio per pochi.

Occorre pertanto ribadire con forza che deve essere impedita la brevettabilità del *software* in quanto tale. E' importante ricordare questo principio, al fine di arrivare a una direttiva che rappresenti una giusta via di mezzo tra una brevettabilità selvaggia, che rischia di paralizzare innovazione e competizione, e la necessità di tutelare adeguatamente chi, con la propria invenzione, può rappresentare davvero un valore aggiunto sul mercato.

Inoltre, chiediamo che i requisiti di brevettabilità vengano valutati con la massima attenzione, tenendo conto della novità, dell'originalità e dell'applicabilità industriale. Solo in questo modo si potrà evitare un'eccessiva estensione dei diritti di privativa a danno delle piccole e medie imprese e, di conseguenza, il proliferare del contenzioso sui brevetti, come accade ormai da quindici anni negli Stati Uniti.

In conclusione, consideriamo positiva l'idea di un fondo di sostegno finanziario, tecnico e amministrativo a favore delle PMI che si orientano alla brevettabilità. In particolare, riteniamo indispensabile mettere a punto un adeguato sistema europeo di brevetti, volto a garantire la parità di accesso per le piccole e medie imprese.

2-028

Luca Romagnoli (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in pochi anni il continuo fiorire di idee nelle tecnologie informatiche ha permesso di ridurre i divari tecnologici e informatici.

Con la brevettabilità del *software* si blocca la libera inventiva - che fino ad oggi è stata possibile anche senza grandi capitali - per difendere un monopolio sull'uso di tecniche generiche, frutto di un assolutismo mercantile e politicamente pericolosissimo.

Si tratta di una grave limitazione alla libertà delle idee e alla loro reinterpretazione, che serve solo a tenere le imprese e le amministrazioni pubbliche in ostaggio della *lobby* Microsoft e delle poche multinazionali extraeuropee.

I brevetti costituiscono un pericolo per lo sviluppo del *software open source* e un danno per tutte le imprese di informazione e comunicazione italiane ed europee - che sono soprattutto piccole e medie imprese o addirittura microimprese - oltre che un danno economico per la diversificazione dei sistemi informatici delle amministrazioni.

In difesa della libertà di ricerca scientifica, del diritto alla trasmissione della cultura e del sapere, nonché della tutela dei diritti fondamentali dell'individuo, dobbiamo salvare l'Europa dalla brevettabilità del *software*, contrastando la direttiva europea che intende introdurla e sostenendo gli emendamenti presentati dagli onorevoli Buzek, Rocard e Duff.

2-029

Giuseppe Gargani (PPE-DE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in qualità di presidente della commissione giuridica, sento particolarmente il dovere di complimentarmi con l'onorevole Rocard, con l'onorevole Kauppi e con l'onorevole Lehne per il lavoro svolto, come pure con tutti coloro i quali si sono dedicati a questa difficilissima trattativa.

Devo dire che la commissione giuridica ha trovato un punto di equilibrio accettabile e adeguato alle scelte culturali e al dibattito che si è svolto finora in questa e in altre sedi. Naturalmente io ho il dovere di difendere questo punto di equilibrio, perché rappresenta un risultato del Parlamento.

Al pari di tutti i cultori della materia, anch'io considero utile una direttiva di armonizzazione in materia di brevettabilità delle invenzioni realizzate per mezzo di elaboratori, avente l'obiettivo di eliminare le ambiguità e le incertezze derivanti dall'adozione di diverse prassi interpretative da parte degli Uffici brevetti degli Stati membri e di definire in modo preciso l'ambito di applicazione della protezione.

Tuttavia, si deve tenere presente che l'adozione della direttiva sulla brevettabilità potrà essere uno stimolo al processo di innovazione tecnologica solo se verranno risolti due aspetti fondamentali. In primo luogo, va eliminata l'ambiguità sul concetto di contributo tecnico, che vanificherebbe l'efficacia della direttiva come strumento di armonizzazione delle procedure sul rilascio dei brevetti. In secondo luogo, va adottata una disposizione precisa e incisiva sul tema dell'interoperabilità, che impedisca lo sviluppo di soluzioni standardizzate nel campo dell'ICT.

L'obiettivo dell'armonizzazione non può essere realizzato in contraddizione con i principi sui quali è basato il sistema brevettuale esistente, che negli anni si è rivelato essere uno strumento adeguato e un incentivo efficace per il mondo dell'industria, sia per le piccole che per le grandi imprese. Basti pensare alla sempre più frequente convergenza tra informatica e telecomunicazione, che rende possibile l'offerta e l'utilizzo da parte delle imprese di pacchetti integrati *software* e di servizi attuati per mezzo di elaboratori elettronici. Al fine di consentire uno sviluppo adeguato di questi nuovi pacchetti, sarà necessario assicurare la possibilità di cumulare la protezione conferita dal diritto d'autore con quella brevettuale per le invenzioni attuate per mezzo di elaboratori elettronici, senza che il *software* sia brevettabile.

In particolare in questo periodo difficile l'Europa deve affrontare la questione della competitività. Il brevetto deve aiutare l'economia europea e i cittadini europei. Se la direttiva non fosse chiara, andrebbe a vantaggio delle società non europee e noi verremmo meno alla nostra funzione e al nostro dovere nei confronti della strategia di Lisbona, del nuovo progetto sociale di cui tanto si parla e dello sviluppo.

Come ho già detto, la Commissione ha svolto un lavoro prezioso perché ha saputo andare oltre la posizione comune. Al Parlamento spetta ora il compito di perfezionare il testo definendo i punti non chiari. Se ciò non avverrà, la Commissione

sarà responsabile di una proposta non settoriale, quasi impossibile da definire, invece che di una proposta globale complessiva relativa al brevetto nel suo complesso, in grado di soddisfare le piccole e le grandi imprese.

Desidero rivolgere questo appello congiuntamente al Parlamento e alla Commissione.

2-030

Manuel Medina Ortega (PSE). – Señor Presidente, el orador que me ha precedido, el señor Gargani, ha manifestado su preocupación por el equilibrio en la posición que adoptemos con respecto a esta propuesta de directiva. Yo creo que, precisamente, el ponente, señor Rocard, y la señora Berger, en su enmienda 53, han puesto de relieve cuáles deben ser los objetivos de este equilibrio, al decir que «hay que definir cuidadosamente las condiciones para la concesión de patentes y las modalidades para hacerlas respetar, en particular con el fin de mantener dentro de límites razonables las consecuencias inevitables del sistemas de patentes, tales como la restricción de la libertad creadora, la inseguridad jurídica y los efectos contrarios a la competitividad».

En las enmiendas presentadas por el señor Rocard y la señora Berger, se trata de mantener ese equilibrio, en primer lugar, con respecto a lo que es, precisamente, la invención aplicada por ordenador: aquí no estamos discutiendo las invenciones de ordenador. Las invenciones de ordenador —los programas de ordenador— ya están protegidas por una Directiva comunitaria de 1991, que estableció el derecho de propiedad intelectual o, si se quiere, los derechos de autor. Y esa Directiva está vigente.

De lo que estamos hablando aquí es de otra cosa completamente diferente: de las invenciones que se aplican o son asistidas, como se dice en algunas de las enmiendas, por ordenador, es decir, de aparatos que utilizan programas de ordenador. Hay que tener un cuidado enorme para no mezclar una cosa con la otra e impedir, así, el ejercicio o el desarrollo de la creación a través de ordenador.

Concretamente, resulta muy importante la enmienda 50, presentada por el señor Rocard y la señora Berger, para mantener el derecho a la interoperabilidad de los programas de ordenador. El hecho de que pueda existir una patente sobre algún aspecto del programa de ordenador no debe impedir la libre creación o la utilización de programas de ordenador para continuar el desarrollo. Esa cláusula de interoperabilidad, que se defiende en la enmienda 50, también se defiende en un texto, ligeramente diferente —la enmienda 68—, de las señoras Mann, McCarthy y Roth-Behrendt.

En definitiva, hay que evitar en todo caso que se pueda considerar una vulneración de patente el desarrollo, la experimentación, la fabricación, la venta, la cesión de licencias y la importación de programas que hagan uso de una técnica patentada para conseguir la interoperabilidad. En resumen, las enmiendas presentadas por el señor Rocard y la señora Berger van dirigidas a mantener la posibilidad de creación en este ámbito y a que, a ser posible, proyectos, como, por ejemplo, el proyecto LinEx, desarrollado por la Junta de Extremadura, en España, puedan seguir adelante en beneficio de la innovación creadora en el ámbito de la Unión Europea.

2-031

PRZEWODNICZY: J. SARYUSZ-WOLSKI
Wiceprzewodniczący

2-032

Vittorio Prodi (ALDE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, i brevetti sono una componente importante del progresso tecnologico. Tuttavia, è necessario risalire al significato originario del patto tra l'inventore e la società, secondo il quale l'inventore possiede il monopolio temporaneo dello sfruttamento dell'invenzione, mentre la società beneficia dell'aumento della conoscenza derivante dalla piena manifestazione (*full disclosure*) del contenuto del brevetto e quindi della base per un ulteriore progresso.

Credo sia opportuno analizzare come vengono presentati certi brevetti. Ho l'impressione di assistere ad una crescente tendenza alla genericità dei brevetti, proprio per mantenere i reclami (*claims*) quanto più ampi possibile. Mi sembra che gli uffici legali abbiano preso il sopravvento e che il perdente in questo gioco sia la società nel suo insieme. Ciò va sottolineato in particolare per quanto riguarda il *software*. Infatti, tanti brevetti concessi non sono altro che una descrizione vaga di un processo logico.

Per il *software* penso che la protezione del diritto d'autore - il *copyright* - sia sufficiente. Per questo ho appoggiato molti degli emendamenti presentati dall'onorevole Rocard, che ringrazio per il suo impegno in qualità di relatore. A tale proposito ritengo anzi che il periodo di protezione potrebbe essere abbreviato. Tuttavia, se l'inventore mira a una protezione più forte, come quella brevettuale, non potrà derogare da una manifestazione completa dell'invenzione e dovrà fare di questa la base vincolante per i reclami. Questo vale anche, più in generale, per limitare la possibilità dell'incertezza giuridica.

Da questo punto di vista credo che il Parlamento debba esercitare un ruolo più incisivo nel quadro del rafforzamento dell'Unione, anche mediante la definizione di una posizione comune nei riguardi dell'Ufficio brevetti europeo.

Personalmente sono a favore di una riforma che semplifichi le procedure, anche con l'adozione di una lingua unica, ovvero l'inglese, attraverso regole che permettano anche alle piccole e medie imprese di utilizzare questo strumento basilare.

2-033

Rebecca Harms (Verts/ALE). – Herr Präsident! Ich muss Ihnen sagen, dass die ganze Diskussion um Software-Patente in diesem Haus zu einem großen Teil im Widerspruch zu dem steht, was sonst mantraartig aus den europäischen Institutionen auf dem Kontinent verbreitet wird, besonders auch durch die Initiativen der Kommission und des Rates, nämlich, dass wir alles tun wollen, um vitale Interessen von kleinen und mittelständischen Unternehmen zu schützen.

In Europa konnte sich die Software-Branche gestützt auf Regelungen – vollkommen ausreichende Regelungen zum Urheberrecht, zum *Reverse Engineering* und in bestimmten Bereichen auch zurückgreifend auf Patente – sehr gut und erfolgreich entwickeln. Warum brauchen wir diese neuen Regelungen überhaupt? Es wird so viel über Überregulierung diskutiert. Wenn Sie tatsächlich bei den Software-Patenten das tun, was derzeit erörtert wird, dann nützen Sie nur zwei, drei großen Unternehmen, hauptsächlich Microsoft und SAP, also einem amerikanischen und einem großen deutschen Unternehmen, vielleicht auch noch Siemens und solchen Kategorien von Unternehmen. Aber Sie schaden den vitalen Interessen von vielen kleinen und mittelständischen Unternehmen, die in den letzten Jahren sehr erfolgreich waren.

Was hier als Software-Patentregulierung diskutiert wird, könnte eine Arbeitsbeschaffungsmaßnahme sein, und zwar für Juristen. Anwälte werden viel zu tun haben, wenn wir das nicht zurückweisen, was heute von uns verlangt wird.

2-034

Vittorio Agnoletto (GUE/NGL). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, al di là delle dichiarazioni ufficiali, nell'articolo 2 è stata inserita una modifica per consentire che la tutela brevettuale comprenda anche il *software* contenuto in uno strumento tecnico.

Questo rappresenta la porta d'accesso alla brevettabilità del *software*. È come se un giorno fosse possibile brevettare scale, note e accordi. È come se venisse brevettata la scala pentatonica, per cui improvvisamente buona parte della musica *blues* violerebbe tale brevetto e tutti gli autori dovrebbero pagare *royalties* a chi lo avesse registrato.

Sono già stati richiesti brevetti per idee che non sono nuove, quali il clic del *mouse* per svolgere un'azione oppure l'operatore di disequaglianza nel codice sorgente, e per altre idee banali che oggi vengono utilizzate praticamente in tutti i *software* in circolazione.

Inoltre, se l'interoperabilità dovesse essere bloccata da brevetti su programmi e il consumatore fosse spinto ad acquistare e ad utilizzare sempre e solo prodotti della stessa azienda, vi sarebbero enormi conseguenze, soprattutto di carattere economico. Nessuna azienda deve poter costruire un monopolio tramite *software* brevettati. Una piccola ditta si troverebbe a sostenere spese enormi, da una parte per non commettere alcuna violazione di brevetto e, dall'altra, per difendere in tribunale le proprie realizzazioni. La concorrenza non sarebbe quindi più solo una questione di mercato, ma diventerebbe anche una questione legale.

Pensiamo a tutti gli istituti di ricerca universitari e ospedalieri che oggi, grazie all'assenza di questa direttiva, conducono ricerche risparmiando sul *software* perché usano programmi ideati dagli istituti stessi, e quindi gratuiti, o *software* alternativi con costi molto inferiori a Microsoft. Senza i brevetti sul *software*, l'Europa potrebbe mantenere bassi i costi, stimolare l'innovazione, migliorare la sicurezza e creare posti di lavoro.

Al titolo dell'*Harvard Business Review* "I brevetti sono bombe intelligenti" io aggiungerei "contro la possibilità di far interagire in futuro culture e mondi fra loro diversi".

2-035

Kathy Sinnott (IND/DEM). – Mr President, software programming is of enormous importance to my constituents in Ireland. So much so, I have received literally bags of correspondence asking me to vote one way or the other. Understanding the nuances and repercussions of our decision is certainly not an easy task. Today, what we are talking about, to put it simply, is the ownership of ideas. In software, the great ideas of yesterday are the building blocks of the great ideas of tomorrow. These ideas can be used by all to further the science and to drive progress.

One of the beauties of the software industry is that a lone programmer can sit down and write an interesting program. He can give it to others in exchange for a fee or he can put it on the open source domain where everyone is free to use it and to add to it. By its nature what he has done is straightforward and millions of people do exactly what he has done. That is what has driven innovation to date and has propelled forward the information society and the state of the art.

How much innovation do you think will occur if that lone programmer needs to contract a team of patent lawyers? If we here tomorrow decide to add patentability to software, programmers all over Europe might be breaking the law without even knowing they were doing so until it was too late. If we allow patents, how much of the creativity and freedom to

think will be stifled by the fear of infringement of one of the hundreds of thousands of patents that will exist? Patents that are registered or bought will control the very tools the programmer must use to exist as a programmer. I urge Members to support every amendment that retains freedom from patentability. This will give us the strongest position when we negotiate with the Council.

2-036

Marcin Libicki (UEN). – Panie Przewodniczący! Tak jak lekarz, nie powinien szkodzić swoim pacjentom, tak ten Parlament Europejski nie powinien szkodzić społeczeństwu, które go wyłoniły. My powinniśmy dbać przede wszystkim o to, żeby istniała wolność, wolność w działalności gospodarczej.

Powstaje pytanie: czy w ogóle jakiegokolwiek przepisy są potrzebne w tej sprawie? Jeżeli, przez ostatnich kilkanaście lat byliśmy świadkami niebywałego rozwoju oprogramowania komputerowego, to czy dzisiaj potrzebujemy wprowadzać szczegółowe przepisy, które będą to regulować? Szło dobrze, po co psuć? Ten sukces gospodarczy jest oczywisty i teraz wszystkie nowe przepisy będą go tylko utrudniać.

Konkurencyjność jest rzeczą niesłychanie ważną - jest "drożdżami", jest motorem sukcesu gospodarczego. Wielkie firmy z jednej strony mają możliwości nowych poszukiwań, których nie mają małe, to prawda, ale z drugiej strony wielkie firmy, kiedy uzyskują sytuację monopolistyczną, wówczas mają skłonność do marazmu i stagnacji. Monopol, czy to jest monopol państwowy, czy to jest monopol wielkich firm, nie jest sojusznikiem sukcesu gospodarczego. Musimy bardzo uważać przy głosowaniu w tej sprawie a przede wszystkim przy głosowaniu poprawek, żebyśmy nie prowadzili do monopolu wielkich firm, który to będzie szkodliwy.

Przede wszystkim musimy pamiętać o tym, że dla sukcesu gospodarczego nie możemy zaszkodzić ani małym przedsiębiorstwom, ani średnim przedsiębiorstwom, a przede wszystkim nie możemy zaszkodzić zwykłym konsumentom tych programów, tzn. tym, którzy z nich korzystają, bo to się obróci przeciwko wszystkim.

Jesteśmy po to, żeby strzec wolności i sukcesu gospodarczego, a nie zniewolenia i marazmu.

2-037

Sergej Kozlík (NI). – Do úvahy pripadá len prijatie takej smernice, ktorá stanoví jednoznačné kritériá potrebné na rozlíšenie patentovateľných vynálezov realizovaných počítačom od nepatentovateľných vynálezov a zabezpečí účinnú ochranu takýchto vynálezov v členských krajinách Európskej únie. Smernica musí zabrániť posunu k patentovaniu nepatentovateľných predmetov, ako sú napríklad triviálne netechnické postupy, obchodné metódy a patentovaniu softvéru ako takého.

Ide predovšetkým o tie pozmeňujúce a doplňujúce návrhy, podľa ktorých má byť výraz *computer implemented invention* nahradený výrazom *computer controlled invention* prípadne *computer assisted invention*, ktoré definujú pojem technický prínos, *technical contribution*, precíznejšie, ktoré zároveň definujú pojmy dôležité pre posúdenie technického charakteru vynálezu a ktoré jednoznačne stanovujú, že nároky na počítačový program ako taký, ale ani na nosiče, nie sú neprípustné. V opačnom prípade nie je možné návrh smernice podporiť.

2-038

Hans-Peter Mayer (PPE-DE). – Herr Präsident! Man sagt, wir reden über eines der umstrittensten Gesetze. Das wäre aber nur dann der Fall, wenn die Hälfte dafür und die Hälfte dagegen wäre. Hier verhält es sich aber ganz anders, hier ist eine große Mehrheit des Parlaments für das Ziel des Gesetzes, nämlich den klaren Grundsatz: Reine Software ist nicht patentfähig.

Es bleibt beim Schutz der Software über das Urheberrecht. Selbst dort werden natürlich nicht einzelne Zeilen geschützt, sondern das Werk insgesamt, wie in einem Buch nicht einzelne Sätze geschützt werden, sondern das Buch insgesamt. Was wir aber natürlich in unserer Wirtschaft brauchen, sind Patente. Patente sind ein Anzeichen, ein Indikator wissensbasierter Wirtschaft. Es geht dabei um technische Entwicklungen, Erfindungen mit zusätzlichen Anforderungen wie Neuheit und Ähnliches, auch wenn sie computergestützt, computerimplementiert oder computergesteuert sind.

Warum brauchen wir dieses Gesetz? Wir brauchen es, um nicht Verhältnisse wie in den USA zu bekommen. Wir wissen doch, dass wir schon über 30 000 Patente auf Software haben, und wir wollen das für die Zukunft verhindern. Deswegen brauchen wir das Gesetz. Wir sichern uns ja mit Recht ab, über ein Monitoring durch die Kommission. Die Kommission muss uns in drei Jahren berichten. Gibt es tatsächlich noch Hintertürchen, auch wenn wir versucht haben, sie mit den letzten Kompromissen zu schließen? Und wenn es noch solche Hintertürchen gibt, dann muss uns die Kommission darüber berichten, ebenso wie über die *Open-Source*-Bewegung, damit wir uns in drei Jahren damit beschäftigen können und eventuelle Hintertürchen noch schließen können.

Die Sache ist also jetzt noch nicht abgeschlossen, nicht nur, weil wir noch mit dem Rat eine Einigung erzielen müssen, sondern auch, weil wir weiterhin die Anwendung unseres Gesetzes beobachten und uns weitere Schritte in drei Jahren aufgrund der Anwendung des Gesetzes vorbehalten.

2-039

Arlene McCarthy (PSE). – We have the opportunity to lead the world with good patent law, but are we up to the task? The legal framework is clear: Article 52 of the European Patent Convention states that software as such cannot be patented. All of us believe that we must set clear limits to patentability. We simply do not agree on how best to do that.

We need to tighten up the law and ensure that examination practised does not permit the patenting of software or business methods. However, let us not forget that it is our inventiveness and capacity for innovation in software and dependent technologies that can help Europe to meet its objective of being the world's most competitive economy by 2010.

At a time when our traditional industries are migrating to China and the Far East, we have to rely on our inventiveness to earn our living. The revenue secured by patents and by licensing out our inventions to our global competitors gives us a return on the investment and assists us in creating jobs and growth.

SMEs that are inventors argue that without patent protection they are in no position to negotiate with big business or protect themselves from larger companies ripping off their inventions. They need patent protection that is affordable and enforceable against industry giants. But we must also ensure that small software developers are not faced with a minefield of trivial patents. They must be able to innovate, write and develop lines of code and produce software processes without violating or breaking patent law.

There are a number of amendments that could solve this problem so we can have a balanced, workable EU law which will not permit backdoor patenting but will ensure that, in an increasingly cut-throat and global arena, Europe's most inventive companies can have access to patents and challenge US dominance in this field.

Mr Crowley said that we could find ourselves in the perverse situation of paying out licence fees to US and Japanese companies for the very patents and innovations that we have invented. In fact, add India to that list. In its new Patents Act of 2005, India now allows embedded systems to be patentable. Are we seriously saying that here in Europe we value our inventiveness less than those countries new to innovation and inventions?

2-040

Andrew Duff (ALDE). – Mr President, Parliament faces a great strategic challenge to create a regulatory framework that will stop the spread of patentability of software. Tactically, our first task tomorrow must be to defeat the simplistic proposals to reject the second reading. We must ensure that we are able to progress steadily to amend the common position. It is simply through the conciliation procedure that a first-class piece of law will be created. To fail to legislate at all would leave the industry at the mercy of the EPO, the courts and the panels of the World Trade Organization. I am afraid that would be a costly, legalistic and confusing situation.

2-041

Paul van Buitenen (Verts/ALE). – Voorzitter, de manier waarop het voorstel voor softwarepatenten tot stand is gekomen, is in mijn ogen een schandaal. Grote bedrijven zoals Microsoft zien geld in softwarepatenten en zij hebben via de *Business Software Alliance* het voorstel van Europese Commissie mede opgesteld. Dit werd toevallig ontdekt, omdat men had vergeten de naam van de auteur uit het document te verwijderen. De inteeltcultuur tussen de beheerders van de octrooibureaus, de octrooiadvocaten van grote bedrijven en de octrooibeheerders van de Europese Commissie, bepaalden het voorstel van de Commissie. Het Europees Parlement trad in 2003 corrigerend op, maar de Raad van Ministers heeft via dubieuze stemprocedures het voorstel weer op tafel gekregen. Er was geen gekwalificeerde meerderheid van lidstaten en verzoeken van verscheidene lidstaten om onderhandelingen te heropenen werden snel genegeerd.

Ook in Nederland is de discussie rond de softwarepatenten dubieus. Terwijl het parlement verkeerd werd ingelicht door de regering, werkten de Nederlandse ambtenaren binnen de EU-comités door aan het voorstel. De Nederlandse minister negeerde het parlement bij de besluitvorming in de Raad van Ministers. Ik steun daarom de amendementen waarin dit voorstel wordt afgewezen. Het Europees Parlement maakt zich in mijn ogen belachelijk wanneer het de manier waarop dit wetsvoorstel tot stand is gekomen, tolereert.

2-042

Erik Meijer (GUE/NGL). – Voorzitter, in 1991 was Microsoft een klein bedrijf dat moest opboksen tegen de grotere. Toen vertelde Bill Gates dat de industrie tot stilstand zou komen als al onze oude kennis aan patenten zou zijn onderworpen. Enkele reuzen zouden nieuwkomers dan onbeperkte betalingen kunnen opleggen. Nu zijn bedrijven bij de groten hoort, vertellen zijn lobbyisten een heel ander verhaal.

Gedurende lange tijd voeren tegenstanders actie tegen de softwarepatenten. Zij hebben doorzettingsvermogen en goede argumenten. Ik ben het eens met de "*Foundation for a free information infrastructure*". Deze stichting zegt dat softwarepatenten de vrijheid van ontwikkeling van software bedreigen en dat softwarepatenten slecht zijn voor de innovatie, want zij bevorderen monopolievorming en zorgen voor hogere prijzen. Softwarebedrijven, internetwinkels, scholen en consumenten worden daardoor getroffen. Willen wij toe naar een situatie dat computers overgeleverd worden aan één of enkele software-aanbieders?

Morgen zijn er ten minste 367 stemmen nodig om de Raadstekst te amenderen of te verwerpen. Ik roep alle tegenstanders van softwarepatenten ertoe op massaal aanwezig te zijn. Dan kiezen we voor *open source* en creativiteit in plaats van machtsconcentratie en monopolievorming.

2-043

Hans-Peter Martin (NI). – Herr Präsident! Ich möchte mich heute einmal an die wenden, die nicht hier sind. Nicht gleich an die 450 Millionen Europäerinnen und Europäer, sondern die, die draußen vor der Tür stehen. Und die, die uns hier mit E-Mails, mit Faxen, mit Telefonaten lästig waren. Ich finde das wunderbar! Heute und morgen erleben wir wichtige Tage im Hinblick auf die Demokratie der Zukunft in Europa. Betroffene kümmern sich um ihre Anliegen. Wir haben es doch selbst erlebt: Die vielen Argumente, die hier vorgetragen werden, sind doch oft viel gescheiter, viel detaillierter, viel präziser als das, was wir uns in der Flut der Dinge, die wir zu entscheiden haben, selbst erarbeiten können.

Fünfeinhalbtausend namentliche Änderungsanträge, 50 000 zusätzliche Abstimmungen in fünf Jahren, da kann doch keiner von uns behaupten, dass er sich wirklich noch auskennt. Was wir da geliefert bekamen, war gut. Es hat mich überzeugt. Ich bin überzeugt davon, dass wir der Demokratie, den Klein- und Mittelbetrieben, jawohl, auch dem wirtschaftlichen Wohlstand einen Wohlgefallen erweisen, wenn wir gegen diese Softwarepatente stimmen. Und ich möchte die draußen mit ihren Trillerpfeifen und T-Shirts ermutigen: Bleibt dran, veröffentlicht die Abstimmungsergebnisse, zeigt bei jedem, wie er wirklich abgestimmt hat! Dann sieht man, ob die Mitglieder Parteibeschlüssen, Lobbyisten oder ihrem eigenen Gewissen gefolgt sind.

2-044

Marianne Thyssen (PPE-DE). – Voorzitter, de hardnekkige bewering dat het voorstel dat het voorwerp van dit debat uitmaakt vooral de kleine en middelgrote ondernemingen zou treffen en benadelen, blijft circuleren. Meer rechtszekerheid en een uniforme toepassing van de rechtsregels op de interne markt zijn nochtans objectieven waar vooral KMO's baat bij hebben. Ik heb zelf altijd geloofd, en ik ben er nog steeds van overtuigd, dat KMO's niet zozeer een specifiek probleem hebben met dit voorstel, maar veeleer een algemeen probleem hebben met het octrooistelsel als zodanig. Zowel wat de toegang als wat de verdediging betreft.

In eerste lezing is hier over een amendement gestemd waarin de Commissie werd verzocht te rapporteren over wat het effect van in computers geïmplementeerde uitvindingen is op KMO's. In eerste lezing, heb ik de Commissie uitdrukkelijk gevraagd nog eens grondig over na te denken over de wijze waarop er, via een Europese aanpak, voor kan worden gezorgd dat KMO's een betere plaats krijgen in octrooiland.

Tot mijn genoegen lees ik in het verslag-Rocard opnieuw vier amendementen waarin bijzondere aandacht wordt gevraagd voor dit segment van het bedrijfsleven. Alleen vinden veel KMO-organisaties dit lang niet voldoende, want zij geloven niet meer in lippendienst. Zij willen feiten en zij willen resultaten. Daarom heb ik de volgende vragen.

Waarom heeft de Commissie sinds deze problematiek en deze zorgen bij KMO's haar bekend zijn - laat ons zeggen sinds begin 2002, nu drie jaar geleden - nog niets concreets ondernomen ten voordele van KMO's? Er is toch grondstof genoeg, vermits in Europa al tienduizenden in computers geïmplementeerde uitvindingen geïmplementeerd zijn.

Ten tweede, gaat de Commissie nu iets concreets doen voor KMO's en waaraan denkt zij dan? Ik zou heel graag een duidelijk antwoord krijgen. Mijn vraag verwoordt de zorg van grote groepen KMO's en uw antwoord, mijnheer de Commissaris, zal mede bepalend zijn voor mijn stemgedrag morgen.

2-045

Adam Gierek (PSE). – Panie Przewodniczący! Zaproponowana przez Komisję i Radę dyrektywa jest nie do zaakceptowania z wielu względów, a głównie dlatego, że w artykule czwartym wprowadza zakaz patentowania programów komputerowych, ale zaraz potem w artykule piątym otwiera szeroko drzwi dla tego proceduru, wtedy jeśli dotyczyłoby to, cytuję: zaprogramowanego komputera lub sieci komputerowej. O co zatem chodzi? Myślę, że chodzi o bardzo wielki rynek softwarowy w Unii Europejskiej, oraz jego zmonopolizowanie. Chodzi o co najmniej kilkadziesiąt miliardów euro. Zagrożenia, które niesie ze sobą niezmieniona dyrektywa to, po pierwsze: zmonopolizowanie softwarowego rynku przez wielkich i silnych finansowo spoza Europy, co jest bardzo niebezpieczne dla Unii w konkurującym ze sobą świecie globalnym.

Po drugie: zlikwidowanie szeregu małych i średnich firm komputerowych zajmujących się oprogramowaniem w Europie. Po trzecie: dyktat cenowy posiadających patenty monopolistów w zakresie usług, w tym internetowych. Wreszcie, po czwarte: duże zagrożenie dla demokracji w Europie, gdyż internet to bardzo ważny środek medialny.

Propozycje pana Rocard, który jako sprawozdawca wykonał ogromną robotę wnikając w złożoną materię przedmiotu, bronią zasady *open source*, co jest chwalebne, bronią demokracji przed dyktatem monopolu i na tym etapie legislacyjnym prowadzą do procesu konsyliacyjnego, który wyłoni, jak myślę, rozwiązanie optymalne.

Softwaru, tak jak teorii matematycznych, a także samego myślenia, nie można opatentować. Można natomiast patentować, i to się robi, wynalazki z dodatkiem komputera. Takie patenty zawierają zastrzeżenia niezależne, *independent claims*, o charakterze technicznym, które dotyczą systemów materialnych oraz zastrzeżenia zależne, *dependent claims*, ważne jedynie w zakresie danego patentu, w których mogą być odniesienia do komputera i wszystkich aspektów jego funkcjonowania. Tę sferę działalności wynalazczej ważną na przykład dla przemysłu samochodowego, przemysłu sprzętu gospodarstwa domowego, telefonii komórkowej i innych, trzeba jednak uporządkować.

2-046

Moja Drčar Murko (ALDE). – V patentnem pravu je izum predmet pravne zaščite posebne vrste. Ne ščiti se oprijemljiva izvedba določene ideje, temveč sama ideja ali koncept. Izum je torej vedno nekaj neoprijemljivega. Ta dvojna narava patentne zaščite povzroča težave z učinki patentnega prava v realnem življenju, kjer se sooča z interesi in pravicami ustvarjalcev programske opreme kot take. Problem je torej v tem, da so na eni strani podjetja, ki želijo s patentnim pravom zaščititi investicije v raziskovanje in razvoj, na drugi pa družba in posamezniki, ki si prizadevajo zadržati območje vsem dostopnih skupnih intelektualnih dosežkov.

Kot zakonodajalci se moramo opredeliti do enih, ki menijo, da ločnica prodira v polje, ki je bilo tradicionalno že predmet patentne zaščite, in drugih, ki so v nasprotju s tem prepričani, da skupno stališče Sveta ne izključuje povsem možnosti patentiranja programske opreme. Večina predlogov sprememb pravnega odbora se je približala uravnoteženi definiciji, zato se mi zdi koristna dopolnitev skupnega stališča in dobra podlaga za dokončno odločitev.

2-047

Ryszard Czarnecki (NI). – Panie Przewodniczący! Ważny jest dzisiaj dzień dla Parlamentu Europejskiego, bo to dziś mamy szansę naprawdę udowodnić, że Parlament jest rzeczywiście reprezentantem milionów Europejczyków. Oto, bowiem teraz możemy bronić, i to w dużej mierze obronić, interesy milionów właścicieli komputerów, a także setek tysięcy małych i średnich firm - tego zresztą domagają się od nas, pisząc maile, listy, wystosowując apele.

Myślę, że oto nagle Europa obywatelska uznała, że Europie obywatele potrzebny jest Europejski Parlament. Nie bądźmy rzecznikami czy lobbystami wielkich firm, bądźmy rzecznikami oddolnego ruchu społecznej mobilizacji przeciw złym decyzjom unijnych instytucji, które może naprawić tylko inna instytucja unijna. Nie chodzi tylko, i nie chodzi głównie o patenty na oprogramowania komputerowe, chodzi o społeczną presję, która daje wielką szansę Parlamentowi Europejskiemu bycia reprezentantem obywateli nie tylko w pięknej teorii, lecz również w zwykłej praktyce. Wykorzystajmy tę szansę.

2-048

Erika Mann (PSE). – Herr Präsident, verehrter Kommissar, verehrte Kollegen! Ich mache im Gegensatz zu vielen Kollegen darauf aufmerksam, dass wir im Laufe der Verhandlungen insgesamt alle – oder auf jeden Fall die Mehrheit der Kollegen – übereingestimmt haben, dass wir in diesem Bereich der computerimplementierten Erfindungen eine Patentierung wollen, und dass die große Stärke unserer europäischen Industrie auch davon abhängig ist, dass wir so etwas haben. Die schizophrene Situation besteht darin, dass zur Zeit Unternehmen, die gerne in diesem Bereich patentieren wollen, das ja auch können und dass der Vorschlag der Kommission eigentlich nur dafür plädiert hat, dass wir europaweit ein Mehr an Harmonisierung bekommen.

Das Zweite, was wir vermeiden wollten, – ich denke, auch da stimmen alle Kolleginnen und Kollegen überein –, ist, im Bereich der Patentierung den amerikanischen Weg einzuschlagen, wo dann z.B. möglich würde, dass *software to software* patentiert werden kann. Was wir wollen, ist – um es mal ganz simpel in der Computersprache zu sagen –, *software to hardware*.

Das große Problem, das wir jetzt haben, besteht darin, die Sprache wirklich sauber zu bekommen. Daher möchte ich angesichts der morgen bevorstehenden Abstimmung die Kommission nochmals fragen, wie das gemacht werden kann, denn wir haben hier ja sehr viele Vorschläge vorliegen. Es geht im Wesentlichen um die Änderungsanträge, die im Bereich Interoperabilität eingereicht worden sind. Wir haben den Vorschlag des Kollegen Rocard und der anderen Kollegen, die ihre Anträge eingereicht haben. Wir haben den Vorschlag von Piia-Noora Kauppi und auch meinen Vorschlag vorliegen. Ich frage die Kommission, wie sie zu diesen verschiedenen Vorschlägen steht, ganz besonders im Bereich der Zwangslizenzen oder des limitierten Ausschlusses, wenn es um reines *software to software* geht. Herr Kommissar, vielleicht äußern Sie sich noch einmal dazu?

2-049

Marco Pannella (ALDE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sin dalla scorsa legislatura, in qualità di deputati radicali ci eravamo impegnati su questo tema, in particolare con il collega Cappato, e abbiamo ben chiara la posizione del Parlamento che non è stata accettata.

Oggi ci troviamo a ridiscuterla in una situazione in cui, dall'estrema destra all'estrema sinistra di questo nostro Parlamento abbiamo interventi, che da liberale apprezzano particolarmente, in difesa del mercato, minacciato e inquinato dalla giungla dell'esercito burocratico che, al seguito dei grandi gruppi monopolistici e oligopolistici, è pronto a impedire, con il linguaggio del potere burocratico giuridico, l'esercizio della libertà di invenzione e della libertà di mercato.

Credo che se domani saranno approvati gli emendamenti dell'onorevole Rocard e gli emendamenti che io stesso ho presentato, insieme ad altri cinquanta colleghi tra cui Emma Bonino, avremo una strategia e una possibilità vincente. In caso contrario sono d'accordo con il collega Duff, quando afferma che la procedura di conciliazione non dovrà più fare i conti solo con il mancato voto favorevole alla direttiva della Spagna, dell'Austria, del Belgio e dell'Italia, come nel maggio 2004. Sono infatti sicuro che riusciremo a far cambiare nella direzione liberale e del diritto le posizioni della Commissione e del Consiglio.

2-050

Joachim Wuermeling (PPE-DE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Oft ist in diesem Raum der Wert von Innovationen, die Wichtigkeit der Wissensgesellschaft beschworen worden. Es ist gesagt worden, der Geist sei unser Trumpf, der Trumpf Europas in der Globalisierung.

Aber genauso wichtig wie die Entfaltung dieses Geistes ist natürlich, dass unsere Ideen nicht von anderen geklaut werden. Stellen Sie sich einen Erfinder vor, der während zweier Jahre Millionen von Euro in eine Erfindung investiert hat, und drei Monate später macht jemand diese Erfindung nach, bringt sie auf den Markt und bringt den Erfinder um den Lohn seiner Anstrengung. Patente sind der Schutz des Schwächeren, der Schutz des Erfinders gegen denjenigen, der die Marktmacht hat. Das Patent entscheidet den Streit zwischen der Macht des Geistes und der Macht des Marktes zugunsten der Macht des Geistes, und zwar unabhängig davon, ob es ein großes oder ein kleines Unternehmen ist.

Ich bin mit dem Verlauf dieser Debatte in den letzten Wochen sehr unzufrieden. Es ist eine aufgeheizte Atmosphäre entstanden, eine Lobbyfehde ohne Beispiel, und wenn wir ehrlich sind, müssen wir zugeben, dass wir, obwohl wir uns in der zweiten Lesung befinden, im Grunde über eine Vielfalt von Formulierungen entscheiden müssen, dass wir eine Vielfalt von Positionen vorfinden, deren Auswirkungen wir in dieser Phase nur begrenzt abschätzen können. Der Rechtsausschuss hat vierzig Änderungsanträge zu nicht einmal zehn Artikeln gemacht. Weitere Dutzende von Änderungsanträgen liegen uns vor, deren Folgen wir kaum absehen können.

Ich habe langsam den Eindruck, dass dieses Dossier noch nicht richtig entscheidungsreif ist, und wir sollten uns tatsächlich überlegen, ob wir nicht das Gesetzgebungsverfahren erst einmal dadurch aussetzen, dass wir den Gemeinsamen Standpunkt ablehnen. Das wäre womöglich die verantwortlichste Entscheidung, die wir in einer solchen Phase treffen können.

2-051

Édit Herczog (PSE). – Élénk érdeklődéssel figyeltem a CII irányelvtervezet vitáját, egyrészt annak fontossága miatt (meggyőződésem, hogy ez az egyik legfontosabb tervezet a Ház előtt), másrészt mert sem nemzeti, sem uniós képviselői pályafutásom alatt nem láttam olyan jogszabálytervezetet, amelyet ennyien, ennyire félreértettek, félremagyaráztak volna. Annyi mindent hallottunk már ezzel az irányelvvel kapcsolatban – a Microsoftról, a Linuxról, a multinacionális vállalatok, a kis- és középvállalkozások érdekeiről, tiszta szoftverekről, nyílt forráskódról és szerzői jogról –, hogy elsikkadt a lényeg, amiről ez az egész szól. A lényeg: Lisszabon. A lényeg a tudásalapú gazdaság és társadalom. A lényeg: hogy meg kell tudnunk védeni az általunk létrehozott tudást. A tudás védelmének elsődleges piaci eszköze pedig a szabadalom.

Európa szégyene, hogy az európai közös szabadalom nem tudott megszületni, holott elengedhetetlen lenne ahhoz, hogy a tudásból és innovációból befektetés és nyereség származzon. Most lehetőségünk van arra, hogy előrelépjünk a szabadalmak jogi szabályozása terén, és tegyünk valamit azért, hogy a tudás védelme a XXI. század kívánalmainak megfelelően kapjon újraértelmezést. Naiv dolog azt hinni, hogy ez az irányelv valami egészen újszerű gondolat lenne, ami a korábbi szabályozásnál minőségileg mást kínál. Nem jelent forradalmi újdonságot, annak az egyszerű ténynek az elismerését jelenti, hogy ez a mi, modern világunk a digitális információra és high-tech megoldásokra épül, és ezek a mindennapjainknak annyira szerves részét képezik, hogy értelmezhetetlen nélkülük a fejlődés és a technika. Szükségünk van erre az irányelvre, Rocard úr fontos és elismerésre méltó munkát végzett, amikor megpróbálta újrafogalmazni az irányelv kereteit – nem az Ő hibája, hogy nem sikerült, valószínűleg eddig lehetett eljutni.

Az azonban nagyon fontos, hogy a szoftverszabaddalmi irányelv a bizottsági formában – vagy néhány módosítással – megszülessen. Irányelv nélkül Európa versenyhátrányba kerül mindazokkal a térségekkel szemben, amelyek nem félnek a modern kor követelményeinek megfelelően módosítani saját rendszereiket. Vannak más megoldások is az innováció védelmére. De a szabadalom az a megoldás, ami kapcsolatot teremt a felfedezés és piaci hasznosítása között, ami gazdasági tényezővé emeli a tudást. Ne hagyjuk ezt a megoldást elsikkadni, mert csak erős európai gazdaság képes fenntartani azokat az európai értékeket, melyeket e Házban mindannyian képviselünk.

2-052

Patrizia Toia (ALDE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ci sono due mondi che in questo momento chiedono alle Istituzioni europee di avere la capacità di disegnare una strategia più aperta e più flessibile su un tema così importante per lo sviluppo non solo dell'economia, ma anche della società. Ci chiedono allora di correggere la posizione comune nel senso di una maggiore apertura e flessibilità.

Si tratta di due mondi importanti per l'Europa e per il suo futuro, vale a dire quello delle piccole e medie imprese e quello dei giovani. Sulle piccole e medie imprese sono già intervenuti molti colleghi e io condivido l'istanza che chiede una maggiore flessibilità, onde evitare un irrigidimento della direttiva sulla brevettabilità, che potrebbe costituire un ostacolo per l'attività delle piccole e medie imprese, diventando un'arma anticompetitiva per il loro sviluppo.

Voglio ricordare l'attesa dei giovani. Credo che su pochissime altre materie trattate in quest'Aula, ci sia stata una mobilitazione così forte da parte di giovani, di movimenti e di associazioni che usano il *software* non solo per comunicare e per imparare, ma anche come attività, come lavoro indipendente, per mille usi a metà tra il volontariato e le nuove professioni, che sono gestite in maniera indipendente e sono tanto importanti anche per lo sviluppo di una società con un'organizzazione economica più aperta e più legata alla capacità dei giovani di organizzarsi.

Io credo che molte volte, per lo più retoricamente, abbiamo detto che l'Europa è vicina ai giovani. Oggi abbiamo l'occasione - e spero che il Parlamento non la sprechi - di essere davvero vicino a queste istanze dei giovani che ci hanno cercato e ai numerosi movimenti che si sono espressi e penso che il Parlamento non possa deluderli.

Per questo sosterrò gli emendamenti presentati dagli onorevoli Rocard e Duff e da altri colleghi, al fine di conferire una maggiore certezza e chiarezza alla posizione comune dell'Europa. Credo che sia necessaria la coerenza su due punti. In primo luogo, se sosteniamo che il *software* non è brevettabile, bisognerà fare attenzione a non estendere il campo d'applicazione, poiché in questo modo rischieremo di cadere in contraddizione. In secondo luogo, è importante garantire la tutela del brevetto, evitando tuttavia che questa possa comportare un irrigidimento e una concentrazione nelle mani di pochi, in quanto questo ostacolerebbe lo sviluppo e l'innovazione in Europa.

2-053

Alexander Stubb (PPE-DE). – Mr President, three years ago, if someone had asked anyone in this Chamber whether they knew what a computer-implemented invention was, most people would have said 'not really'. You all saw the demonstrators outside today. Some of them were a little aggressive. One of them jumped right in front of our car and a computer-implemented invention called ABS brakes probably saved his life.

This has been an ongoing story. There have been many very interesting turns in the plot. First of all, there is a dramatic first reading in the European Parliament. Secondly, our position is totally rejected in the Council. Thirdly, the Commission refuses to go back to the first reading. Fourthly, we have a dubious common position from the Council and now, fifthly, we stand at the end of the second reading. I am afraid this piece of legislation is going to be rejected tomorrow, as Mr Wuermeling said.

I do not know whether that is good or bad, but I know two things and I have two messages. One message is to the 'David' group, in other words the Open Source and SMEs. This would not have been such a bad thing after all, had we worked it through. It would not have prevented the Open Source from going on. As a Finn, I can say it would not have prevented Linux being invented and developed. To Goliath, or the bigger companies, I say 'get your act together'. Your lobbying was miserably bad. The Open Source folk beat you hands down, by 100 to zero.

The question then is what does this mean institutionally? Institutionally, I have a message for the Commission and Council. The European Parliament is a co-legislator. You should take it seriously. When you see this proposal being rejected tomorrow morning, you should go back to the drawing board and come up with a new piece of legislation. Europe needs some form of patentability on computer-implemented inventions, but tomorrow we are not going to get it.

2-054

Lasse Lehtinen (PSE). – Arvoisa puhemies, kiihkeä keskustelu tästä direktiivistä osoittaa, että demokratia toimii. Vielä eilen junassa Strasbourgiin matkustaville työnnettiin käteen vetoamuksia ja sähköpostia tästä aiheesta on tullut liikaakin. Asiat irrottautuvat yhteyksistään ja näin on käynyt tässäkin.

Pelkkää tietokoneohjelmaa ilman teknistä vaikutusta ei pystytä jatkossakaan patentoimaan ja hieno avoimen lähdekoodin idea ei kuole tänäkään direktiivin voimaantulon jälkeen. Näin uskallan väittää, sillä tulen samasta maasta kuin Linux-järjestelmä.

Sen sijaan eurooppalaiselle kilpailukyvyllä tämän direktiivin kaatumisen voi merkitä uutta takaiskua. Lissabonin julistuksesta on yhä vähemmän jäljellä, jos kaadamme direktiivin. Vastakkainasettelu pk-yritykset vastaan isot pahat ylikansalliset on liioiteltu ja keinotekoinen. Minuun on ollut yhteydessä moni pk-yritys kotimaastani Suomesta, ja ne kertovat hyötyvänsä tästä direktiivistä. Se suojaisi nimenomaan heidän innovaatioitaan ja samalla myös heitä isoja yrityksiä vastaan. Isot yritykset pärjäävät aina, jopa ilman sääntöjä, mutta selkeät säännöt sen sijaan ovat aina pienten hyväksi.

En kuulu niihin, jotka vastustavat patentteja periaatteessa. Patentti kuuluu eurooppalaisuuden perinteisiin. Se on nykyaikaisen, hyvin toimivan markkinatalouden kivijalka. Se antaa varmuutta ja myös suojaa piraatteja vastaan. Miksi me emme saisi patentoida tietokoneella toteutettuja keksintöjä, jotka hyödyttävät meitä kaikkia arkielämässä? Tällä hetkellä

Euroopassa ei ole yhtenäistä patenttilainsäädäntöä. Se luo epävarman toimintaympäristön yrityksille ja investoinneille. Me tarvitsemme hyvää ja avointa patenttilainsäädäntöä jo työpaikkojenkin takia.

Toivottavasti tästä ei tule taas esimerkki siitä, miten Eurooppa ampuu omaan jalkaansa ja heikentää kilpailukykyään.

2-055

Cecilia Malmström (ALDE). – Herr talman! Detta är en mycket komplicerad fråga som är föremål för en enorm lobbying från olika grupper. Jag tycker att det är jätteroligt att medborgarna för en gångs skull bryr sig om vad vi håller på med här i huset. Det är vi inte bortskämda med.

Det är viktigt med ett väl fungerande patentsystem i Europa. Enskilda uppfinnare och företag måste naturligtvis kunna ta patent på sina uppfinningar, även datorrelaterade sådana. Tendensen i dag är dock att ren mjukvara också ges patent, vilket inte är bra. Vi behöver forskare, innovatörer och enskilda programutvecklare som kan komma med nya idéer utan att riskera att göra intrång i triviala patent och hamna i oändliga processer.

I första hand bör vi förkasta hela förslaget, med uppmaning till kommissionen att återkomma med ett heltäckande förslag på ett gemenskapspatent som omfattar alla uppfinningar. Det är fel att endast bryta ut mjukvarurelaterade uppfinningar som en enskild sektor.

I andra hand måste vi ändra på den gemensamma ståndpunkten som inte är en bra lagtext. Den innehåller alltför många oklarheter. Med utgångspunkt i de flesta av Rocard's förslag kan vi kanske få till stånd en konstruktiv förlikning till fromma för små, stora och enskilda företag.

2-056

Tomáš Zatloukal (PPE-DE). – Vážený pane předsedající, vážený pane komisaři, kolegyně, kolegové. Málakterá směrnice vzbudila tak vzrušenou debatu jako tato. Myslím, že každý z nás byl intenzivně konfrontován jak s příznivci tak s odpůrci této směrnice. Směrnice o patentovatelnosti vynálezů realizovaných počítačem totiž významně upravuje pravidla hry v nejdynamičtější se rozvíjejících sektorech evropské ekonomiky. Vášnivou debatu vzbudila nejednoznačná interpretace termínu *program jako takový* („*Program as such*“), který znemožňuje výjimku z patentovatelnosti.

Podporuji důslednou ochranu softwarů prostřednictvím ochrany vlastního tvůrčího řešení celého programu nebo jeho částí, ale nikoli udělení patentu na jednotlivou myšlenku. Naopak patentovatelným vynálezem musí být takové řešení, které spojí myšlenku samu s technickým účinkem, jako např. automobilový bezpečnostní systém. Je zřejmé, že ochrana vlastního vzorce, příkazu nebo instrukce je krok špatným směrem. Nejsm proti patentům obecně, nechci však připustit, aby byla směrnice schválena ve znění navrženém Radou, které je podle mého názoru možné chápat nejednoznačně.

Podpořím proto jen takovou verzi textu, která zabrání možnému dvojímu výkladu a která tento text precizuje. Sada pozměňovacích návrhů předložených naší frakcí se právě zmiňované problémy snaží napravit. Nemohu nezmínit, pro mne osobně politováníhodný, postoj Rady, která ignorovala požadavek můj a mnoha mých kolegů na navrácení směrnice do prvního čtení, podpořený rovněž Výborem pro právní záležitosti Evropského parlamentu. Věřím, že Rada bude lépe naslouchat našim připomínkám a tím podpoří vzájemný respekt a spolupráci těchto významných institucí.

Závěrem bych chtěl poděkovat panu zpravodaji panu Rocardovi a především pak stínové zpravodajce naší frakce paní Kauppi za vynikající práci, kterou odvedli.

2-057

John Attard-Montalto (PSE). – Mr President, the debate on computer-implemented innovations has been an interesting, passionate debate, but unfortunately most of the contributors have taken either a black or a white position. Everybody realises that this is an extremely complex issue. Referring to it in biblical terms does not help because it continues to put the various arguments into compartments. On the one hand, we have heard, with regard to this directive, that if we do not come down on the side of patents in general, we will stifle innovation and make Europe less competitive. Therefore, we will be going against what we have been trying to achieve through the Lisbon Agenda.

On the other hand, we have heard that if there is regulation of patents, this will add to bureaucracy and affect the consumer. According to one speaker, that will be a threat to democracy. I personally believe that we have to view the whole issue globally.

First of all, it is pointless for us to concentrate in Europe on this particular matter without taking into consideration the entire matter of patents.

Secondly, as regards Europe's position in a globalised world, it is pointless for us to legislate whilst not being part of an international legislative structure which encourages other continents and developing or developed countries to participate on an international plane.

2-058

Simon Coveney (PPE-DE). – Mr President, this is a complex and technical issue and I wish to thank the rapporteur and, in particular, the shadow rapporteur from my Group for her work on it. Anyone who has been subject to the lobbying from both sides in this debate will have heard convincing arguments for and against the common position proposed.

I have a number of points to make in the brief time available. Firstly, it should be stressed that the Patents Directive is not proposing the introduction of a new patents system into the EU, but instead harmonising and bringing consistency to patent offices throughout different Member States. Whatever your position on patents, you must agree that the current situation, in which 25 national patent offices have no consistent approach, does not contribute to an integrated and functioning common market moving forward.

However, it is true that in recent years the software and IT industries in the EU have been thriving under the current position. So why do we need a common approach? SMEs in particular seem to be split on this issue. Some people have decided to create the impression that this is an issue pitching the large multinationals against small SMEs. This is not the case from my experience. SMEs very much fall on both sides of the argument, some wanting to protect their ideas and inventions and others fearing a patents minefield with the proposed common position. Nobody in this House wants to vote for a situation that will in any way harm the future thriving of SMEs.

I want to focus briefly on two key issues of this directive: firstly, the definition of what we propose to allow patents on. We are not proposing the patenting of software as in the US. That should be stressed. If amendments need to be adopted to clarify that point, then so be it, although the current wording is not bad. Copyright is there to protect software.

The second key question is the issue of interoperability, and the McCarthy amendments in this area are worth supporting. We must ensure that the equipment or networks required by multiple users to allow innovation are not withheld from the market. In particular, this is the case for Open Source and the Open Source movement that has been so successful in recent years.

In conclusion, people are beginning to take a very pessimistic approach at this stage and, on balance, the overall proposal is likely to be rejected tomorrow. That will spell a very serious failure of the institutions to find common ground and agreement on what is a very important area for the European economy generally.

2-059

Barbara Kudrycka (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Status prawny programów komputerowych jest od dawna określony. Oprogramowanie chronione jest prawem autorskim. Europejska konwencja patentowa wyklucza patentowanie programów komputerowych. Zarówno teoretycy prawa i informatycy są przeciwni zmianie tej sytuacji. To tylko praktyka Europejskiego Urzędu Patentowego, którą ma usankcjonować dyrektywa Rady, a ta jest zła i niebezpieczna.

Dlatego w imieniu profesora Buzka i swoim apeluję o poparcie wszystkich 21 poprawek pakietu, które przywracają dyrektywie sens, jaki miała po pierwszym czytaniu lub o odrzucenie dyrektywy w całości. Jak stwierdził parlament niemiecki w swej rezolucji z 17 lutego tego roku, inflacja patentowa przynosi niebezpieczeństwo zachwiania społecznej akceptacji dla systemu patentowego jako efektywnego narzędzia innowacji postępu. Jest więc odpowiedzialnością Parlamentu Europejskiego pociągnąć za hamulec bezpieczeństwa w takiej sytuacji.

Nie ma potrzeby dodatkowego objęcia programów informatycznych prawem patentowym. Podstawowym argumentem za wprowadzeniem prawa patentowego było dążenie do ochrony inwestycji. Materialne innowacje wymagają bowiem długotrwałych prób, a potem inwestycji kapitałowych zanim pojawią się z nich zyski. Tymczasem inwestycje w dobra natury informacyjnej są zwykle niewielkie, jeśli w ogóle dostrzegane. Nie ma więc żadnej potrzeby ich dodatkowej ochrony prawnej.

Wcale też nie jest prawdą, że patentowanie oprogramowania, tak jak rozumie to *European Patent Office*, jest szansą. Z patentami wiążą się także niebezpieczeństwa i dlatego powinny być stosowane ostrożnie. Patentowych mitów i półprawd jest wiele. Wymienię ich kilka. Udzielanie praw patentowych jest zawsze dobre dla gospodarki - to jest mit. Urzędnicy często mierzą innowacyjność gospodarczą ilością patentów. Patenty mogą jednak szkodzić inwestycjom poprzez ograniczanie konkurencji. Wielka liczba czołowych firm informatycznych nigdy nie ubiegała się o patenty. Prawie nikt z informatyków nie interesuje się opisami patentowymi. Nikomu nie udało się też dowieść bezpośredniego związku między ekspansją patentową, a wzrostem gospodarczym.

Drugi mit - patenty na programy mogą pomóc małym i średnim firmom, bo dzięki nim uzyskują one wyłączność na swe innowacyjne pomysły. Patenty jednak nie tylko chronią, ale i blokują. Mniejszym firmom jest bardzo trudno uzyskać ochronę, bo koszty egzekwowania patentu są bardzo wysokie, nawet i 100 razy wyższe, niż koszt jego uzyskania. Do tego dochodzi konieczność uciążliwego rozpoznawania, czy ktoś inny już czegoś nie zastrzegł. W przypadku informatyki, przy szczególnej łatwości wprowadzenia drobnej odmienności, ich patentowanie oznacza tworzenie czegoś w rodzaju pola minowego.

2-060

Tadeusz Zwiefka (PPE-DE). – Panie Przewodniczący, Panie Komisarzu, Koleżanki i Koledzy! Podstawowym obowiązkiem instytucji Unii Europejskiej w procesie legislacyjnym jest tworzenie dobrego, czytelnego i skutecznego prawa. Nie muszę przypominać, ile to razy słyszeliśmy zapewnienia o takim właśnie podejściu zarówno ze strony przewodniczącego Komisji, jak i przedstawicieli poszczególnych prezydencji, a Parlament bez wątpienia jest ważnym ogniwem w tym procesie.

Dyrektywa, nad którą prace kończymy podczas dzisiejszej dyskusji, jest przykładem na praktykę niestety zupełnie odmienną, otóż zarówno Komisja, jak i Rada uważają, że jedynie ich projekt jest dobrym i odrzucają wnioski zgłaszane przez członków tego Parlamentu. Chcę wierzyć, że tym razem to się zmieni i górę weźmie interes milionów obywateli Unii, a także małych i średnich przedsiębiorców, którzy - i o tym należy bez wątpienia pamiętać - zapewniają miejsca pracy dla 90% zatrudnionych. Nie możemy zatem skupiać się tylko na interesach wielkich i bogatych firm.

Największe wątpliwości budzi brak jednoznacznego rozdzielenia pomiędzy wynalazkiem, czyli rozwiązaniem technicznym nadającym się do opatentowania, a programem komputerowym oraz algorytmem - metodą obliczeniową, koncepcją matematyczną, czy też metodą prowadzenia działalności gospodarczej, zwłaszcza w handlu detalicznym. Skoro tak, to sens tego przedsięwzięcia harmonizacyjnego jest, co najmniej wysoce wątpliwy. Zapis deklarujący wyłączenie patentowań programu komputerowego jako takiego będzie miał niestety znaczenie iluzoryczne, podobnie jak w obecnej praktyce Europejskiego Urzędu Patentowego. A Pan, Panie Komisarzu w swoim wystąpieniu na początku dzisiejszej debaty powiedział, że dyrektywa ta nie będzie wprowadzała zmian w praktyce tegoż urzędu. To niepokojąca deklaracja.

Bez wątpienia harmonizacja prawa patentowego, także w odniesieniu do wynalazków tworzonych przy użyciu komputera jest bardzo potrzebna, pod jednym jednak warunkiem, że będzie to prawo dobre, i to dobre dla większości.

Dyrektywa bez poprawek panów Rocard i Buzka utwali i będzie sankcjonować niezmiernie liberalne podejście do zasadniczych elementów wyróżniających pojęcie wynalazku. Proszę zatem Koleżanki i Kolegów o przyjęcie poprawek zgłoszonych przez pana Buzka i pana Rocard.

2-061

Othmar Karas (PPE-DE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Hat nach dieser zweistündigen Debatte jemand den Eindruck, dass hier ein brauchbarer Gemeinsamer Standpunkt vorliegt, den wir annehmen können? Hat nach dieser Debatte jemand den Eindruck, dass diese heikle Frage ausdebattiert ist, dass sie entscheidungsreif ist, dass wir hier die notwendige qualifizierte Mehrheit zu einem Ja oder zur Fülle der Abänderungsanträge haben? Ich glaube nein. Und das hat seinen Grund.

Die erste Lesung am 24. September 2004 wurde bei der politischen Einigung des Rates überhaupt nicht berücksichtigt. Piiä-Noora Kauppi hat zum Ratsbeschluss gesagt, daß "der Rat anscheinend den Willen der gewählten europäischen Gesetzgebung missachten wolle". Der Rat ist ja selbst unsicher. Am 21. Dezember wurde die Abstimmung auf Bitte Polens von der Tagesordnung genommen. Parlamente in Deutschland, Spanien und den Niederlanden haben sich gegen die Richtlinie in ihrer vorgeschlagenen Form ausgesprochen. Abstimmungen wurden immer weiter hinausgeschoben.

Das Europaparlament hat die Kommission zu einer Neuvorlage in erster Lesung aufgefordert. Es gibt einen Beschluss des Rechtsausschusses, einen Beschluss der Konferenz der Präsidenten, einen Beschluss des Plenums für eine Neuvorlage.

Wie hat der Rat darauf reagiert? Er hat ein Diskussionsverbot verordnet, es zum A-Punkt erklärt, damit nicht diskutiert wird. Und obwohl der Nizza-Vertrag in Kraft getreten ist, wurde die umstrittene politische Einigung einfach beschlossen. Ergebnis: Mit dem Gemeinsamen Standpunkt ist man unzufrieden und bei uns gibt es 178 Abänderungsanträge.

Aus inhaltlichen Gründen – ich könnte sie erwähnen, sie sind in den Abänderungsanträgen enthalten – bin ich der Auffassung, dieser Gemeinsame Standpunkt schafft keine Rechtssicherheit, er fördert die Innovation nicht und er macht den Kleinen Angst. Daher tun wir gut daran, den Gemeinsamen Standpunkt morgen abzulehnen und alle Kraft für eine Harmonisierung des europäischen Patentrechts zu verwenden, statt sektorale umstrittene Verordnungen als Ersatz dafür zu beschließen.

2-062

Romana Jordan Cizelj (PPE-DE). – Mineva leto dni odkar sem postala poslanka Evropskega parlamenta. Tema o patentabilnosti računalniško izvedenih izumov je zagotovo ena izmed pomembnejših, ki smo jih obravnavali v tem času.

Lahko rečem, da je bilo v razpravo o tej direktivi vključenih ogromno ljudi, tako v državi, iz katere prihajam, to je Slovenija, kot tudi v ostalih evropskih državah. Že s tega vidika ima predlog direktive pozitivne posledice, saj so se številni državljani aktivno vključili v demokratični proces. Lahko so spoznali, da evropske institucije le niso tako zelo oddaljene od njih, če pokažejo nekoliko aktivnosti. A v Parlamentu ne odločajo državljani, marveč zanje in v njihovem imenu odločamo mi, parlamentarci.

Kaj imam v mislih, ko se odločam, kako glasovati glede direktive? To, da moramo v Evropi slediti ciljem lizbonske strategije, če se želimo ustrezno odzvati na izzive globalizacije. Izkoristiti moramo konkurenčno prednost pred ostalimi predeli sveta in naš razvoj graditi na znanju, raziskavah in njunem prenosu v uporabo. Ljudi pa bomo k takemu delovanju vzpodbudili le, če bomo med drugim poskrbeli za ustrezno zaščito intelektualne lastnine. Zato moramo zbrati dovolj poguma in poskrbeti za ustrezen, enoten evropski pravni sistem, ki bo nagradil inovativno delo.

Prepričana sem, da je sedanji trenutek ustrezen za sprejetje predlagane direktive. Da pa ne bi bilo bojazni glede patentiranja programov kot takih, je pravilno, da je v direktivi jasno zapisano, da ti še vedno ostajajo izven patentne zaščite, torej v domeni avtorskega prava.

Zavzemam se za to, da direktiva vsebuje jasne definicije osnovnih pojmov. Zaradi pomembne vloge malih in srednjih podjetij v Evropski uniji pa je prav tako pomembno, da spremljamo vpliv direktive na njihovo poslovanje.

2-063

Malcolm Harbour (PPE-DE). – Mr President, towards the end of what has been an interesting debate, it is time to get back to what we are talking about, the core of the matter. This is not an extension of existing patent law; it is not actually taking us into any new fields. The whole objective of this is to clarify the existing situation because the current patent law is being applied in an inconsistent way. In many cases companies who want patents do not know where they stand. They may get a patent from one country but not from another.

At the same time, I think we are all agreed that we do not want to see the sort of patent regime that appears to be running very fast in the United States and other countries, where patents for what we might call relatively trivial inventions covering business methods or simple software which ought to be covered by copyright will not be covered.

However, the main issue is: does the proposal in front of us actually achieve that? Put yourself in the position of a patent inspector, where you are having to make a judgement about whether to offer patents. I suggest to you that this wording and much of the wording here is not only complex, difficult and opaque but actually goes in entirely the wrong direction.

Part of the problem – and I sense it in a lot of the discussions here – is that many colleagues are not accepting the fact that in almost every field of technological invention, there is some form of digital technology. The notion of a computer aiding or controlling things is actually rather an outdated one. You carry in your mobile phone more computing power than a large computer of ten years ago. That is programmed by instructions and it is perfectly sensible for companies that have technical innovations encompassing that software to be able to protect it.

I suggest to you that this is going in the wrong direction: it is not helping small businesses, it is not helping large businesses, it is not helping open source movement. We have to decide whether we have not failed completely in this and whether it is not time to start again.

2-064

Zuzana Roithová (PPE-DE). – Dámy a pánové, ve veřejném zájmu zakazuje Evropská úmluva patentovat to, co není technickým řešením, zejména vědecké teorie a umělecká díla, matematické metody, plány a pravidla pro vykonávání duševní činnosti a též programy počítačů. Ochranu před zneužitím zde umožňuje autorské právo, přesto kolem dvaceti firem podalo nad 20 tisíc žádostí o patenty, které obsahují počítačové programy. Mezi nimi jsou řídicí programy pro zařízení od praček až po unikátní medicínské přístroje, ale podány jsou i žádosti o patenty na čisté softwary a obchodní postupy, jako je nákup do internetového košíku. V mnoha kauzách, bohužel, rozličně rozhodují národní patentové úřady a pak soudy, a proto Evropa potřebuje jasná pravidla.

Bohužel, moderní všeobecná směrnice o evropském patentu dosud chybí, což komplikuje dnešní diskuzi o specifické směrnici, která není koncepční a jde nad rámec evropské, ale i světové patentové úmluvy TRIPS. Líbí se velkým firmám a to je jistě důležité, ale právnická a počítačová veřejnost, akademická obec, menší firmy a také například český Senát upozorňují na nejednoznačnost směrnice a tím riziko extenzivního výkladu s vážnými důsledky pro malé a střední podnikatele a také spotřebitele. Rada navíc, bohužel, nepředložila studii dopadů pro malé a střední podniky a pro nové členské státy, jak žádal Evropský parlament.

Tady v Parlamentu vzniká *ad hoc* koalice napříč frakcemi. Naším cílem je umožnit díky kompromisu dohodu o společných pozměňovacích návrzích a patentovat ochranu funwaru, tj. řídicích programů pro technická zařízení, ale jen jako součást celého vynálezu. Chceme i pro spotřebitele zajistit snadnější interoperabilitu a zamezit patentování triviálních nápadů, vždyť cena za patent je 30 tisíc eur a procedura trvá v průměru čtyři roky. Obojí je bariérou pro dynamický rozvoj v IT sektoru, jehož motorem jsou malé a střední firmy, které představují 70 % obrátu a 80 % zaměstnanosti v tomto odvětví. Předkládáme proto jednoznačnější linii mezi strojové patenty a čisté softwary.

Ná závěr zdvořile žádám Komisi o jasné slovo, jak je daleko příprava moderního evropského patentu. Nepodaří-li se směrnici změnit, raději ji celá skupina zamítne.

2-065

Carl Schlyter (Verts/ALE). – Herr talman! I dag kan vi välja om vi vill ha en gammaldags patentlagstiftning med en gammaldags syn på storbolag och en gammaldags syn på utveckling eller en modern, småskalig, kreativ utveckling med en modern lagstiftning.

Alla säger att de inte vill ha mjukvarupatent. Vi har sett katastrofen i USA när man gör så. Det enda sättet att bevisa det i dag är att rösta för de 21 kompromissändringsförslag som jag och många andra har skrivit under. Då får vi en intelligent, balanserad lagstiftning där kreativiteten och en sund patentlagstiftning kommer till del.

Röstar man emot visar man att man är helt i händerna på storbolagen. Det leder till en lagstiftning som innebär att program som styr en apparat blir patenterbara. Det är som att ge patentskydd för manualer till apparater. En sådan värld är *inte* modern.

2-066

Joquín Almunia, Member of the Commission. – Mr President, those of you who have been directly involved in working on this proposal know that we are dealing with a very complex area. The directive cannot be turned on its head. What we need is a proper balance between stimulating innovation and making sure competition is not stifled.

As Commissioner McCreevy said in his statement of March 2005, the ball is in your court. Whatever you decide, the Commission will take account of it and respect it. Should you decide to reject the common position, the Commission will not submit a new proposal. You should also remember that rejection would stand in the way of many European undertakings and go against our common Lisbon objectives of increasing Europe's competitiveness.

In the debate, various Members have raised the question of interoperability. On that issue the Commission maintains a certain degree of flexibility. Compulsory licensing schemes already exist in Member States' legislation. It is a suitable solution, provided that non-discrimination between different software development models, 'proprietary' or 'open source', is ensured. Companies should be motivated to licence voluntarily. However, if rightholders abuse their rights by imposing unreasonable conditions, authorities should step in to ensure fair terms are applied.

A limited interoperability exception, geared towards the promotion of open standards, could also constitute a sound approach, provided that international obligations are respected.

Various Members also raised the question of copyright. Let me clarify that by pointing out that copyright is a separate and different right from patents. Copyright and patents protect different aspects of something which is new and original. So patents do not affect the existence of copyright.

Copyright protects the expression of an idea, but it does not protect any invention and copyright protection does not prevent someone taking an invention and expressing it in a different way.

With regard to small and medium-sized businesses and their access to the patent system, I should draw attention to two aspects. First, Members will be aware of the Commission's proposals for a Community patent which would reduce the costs of patent protection throughout the European Union. Secondly, we have had a feasibility study done on the question of insurance against the costs of patent litigation. This study is now in a second phase and consultants have been asked to come up with concrete proposals.

In view of the large number of amendments tabled, we are providing the secretariat with an overview of the Commission's position on them in writing for inclusion in the verbatim report of this debate¹.

Finally, I hope that the vote will result in a positive outcome. However, should further work be needed to reach agreement with the Council, the Commission stands ready to assist both co-legislators towards reaching a constructive outcome.

2-067

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w środę o godz. 12.00.

Pisemne oświadczenie (Reguła 142)

2-068

Alyn Smith (Verts/ALE). – Mr President having listened carefully to the various arguments presented during this morning's debate, I would strongly urge members of this House to give their support to the 21 compromise amendments

¹ Commission's position on amendments by Parliament: see Annex.

which would stop the introduction of software patents in tomorrow's vote. If these amendments are not accepted then I and many others will vote against this resolution.

This draft legislation works against the interests of European Small and Medium-Sized Enterprises (SMEs) operating in the software industry. If this legislation is adopted by the Parliament tomorrow it will stifle innovation and stifle vital European SMEs. The Parliament must vote against this legislation. We cannot afford to stifle vital European SMEs. SMEs are the lifeblood of job creation in Europe. Copyright does everything that it should do. Software patents are not the way to go.

2-069

Załącznik – Stanowisko Komisji

2-070

Rocard report (A6-0207/2005)

The Commission can accept Amendments 1, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13,

provided the change is consistently applied: 14, 40, 72, 93, 114, 135, 158

15, 18, 21, 26-37, 43, 47, 58, 59, 60, 61, 63, 66, 75, 79, 90, 91, 92, 96, 100, 111, 112, 113, 117, 121, 132, 133, 134, 138, 142, 153, 154, 155, 161, 165, 176, 177, 178.

The Commission can accept in the context of a satisfactory and balanced global package Amendments 5, 25, 48, 50, 67, 68, 80, 82, 101, 103, 122, 124, 143, 145, 166, 168.

The Commission can accept subject to redrafting or recasting Amendments 4, 16, 17, 19, 22, 23 (repositioned in the text), 53, 85, 106, 127, 148, 171.

The Commission cannot accept Amendments 2, 3, 20, 24, 38, 39, 41, 42, 44, 45, 46, 49, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 62, 64, 65, 69, 70, 71, 73, 74, 76, 77, 78, 81, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 94, 95, 97, 98, 99, 102, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 115, 116, 118, 119, 120, 123, 125, 126, 128, 129, 130, 131, 136, 137, 139, 140, 141, 144, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 156, 157, 159, 160, 162, 163, 164, 167, 169, 170, 172, 173, 174, 175.

2-071

VORSITZ: Dagmar ROTH-BEHRENDT *Vizepräsidentin*

2-072

7 - Abstimmungsstunde

2-073

Die Präsidentin. – Der nächste Punkt ist die Abstimmungsstunde.

(Die Ergebnisse und weitere Details der Abstimmung: siehe Protokoll.)

2-074

7.1 - Bekämpfung von Kartoffelnematoden

2-075

7.2 - Erweiterung: Protokoll zum Seeverkehrsabkommen EG/China

2-076

- Vor der Abstimmung:

2-077

7.3 - Übereinkunft zur Erhaltung der afrikanisch-urasiatischen ziehenden Wasservögel

2-078

7.4 - Antrag auf Schutz der Immunität und der Vorrechte von Umberto Bossi

2-079

7.5 - Antrag auf Aufhebung der Immunität von Ashley Mote

2-080

7.6 - Gefährliche Stoffe und Zubereitungen: Phthalate in Spielzeug und Babyartikeln

2-081

7.7 - Sicherheit der Elektrizitätsversorgung und Infrastrukturinvestitionen

2-082

- *Nach der Abstimmung:*

2-083

Giles Chichester (PPE-DE), rapporteur. – Madam President, I should just like to inform the House that it has successfully adopted, at first reading, a directive in agreement with the Council.

2-084

7.8 - Antrag auf Schutz der Immunität und der Vorrechte von Umberto Bossi

2-085

7.9 - Antrag auf Schutz der Immunität und der Vorrechte von Jean-Charles Marchiani

2-086

7.10 - Europäische Zentralbank: Jahresbericht 2004

2-087

7.11 - Informations- und Kommunikationsstrategie zum Euro und zur WWU

2-088

7.12 - Aktionsplan für Umwelttechnologie

2-089

7.13 - Ausbeutung von Kindern in Entwicklungsländern

2-090

- *Vor der Abstimmung:*

2-091

Μανώλης Μαυρομμάτης (PPE-DE), Εισηγητής. – Κυρία Πρόεδρε, μόλις την περασμένη εβδομάδα ολόκληρος ο κόσμος έδειξε την ευαισθησία του δίνοντας βροντερό "παρών" στη μάχη εναντίον της πείνας και της φτώχειας στην Αφρική. Δεν ήταν μόνο μουσικές νότες, ήταν μηνύματα ανθρωπιάς και συμπαράστασης σε μια ήπειρο όπου εκατομμύρια ανθρώπινες ζωές και ανάμεσά τους μικρά παιδιά απεγνωσμένα ζητούν χέρι βοήθειας.

Μαζί με τις άλλες χώρες, η Ευρωπαϊκή Ένωση πρώτη ανταποκρίθηκε στο παγκόσμιο προσκλητήριο. Αυτή η κινητοποίηση αναδεικνύει την ανάγκη επαγρύπνησης αλλά και της προσοχής μας.

Η έκθεση με θέμα την εκμετάλλευση των παιδιών στις αναπτυσσόμενες χώρες, με ιδιαίτερη έμφαση στην παιδική εργασία, είναι η πρώτη ενέργεια που αφορά εξ ολοκλήρου το φαινόμενο της παιδικής εργασίας, το οποίο έχει πάρει παγκοσμίως ανησυχητικές διαστάσεις κυρίως στην Αφρική, την Ασία, την Κεντρική και Νότια Αμερική.

Συγκεκριμένα, 352 εκατ. παιδιά κάτω των 18 χρόνων εργάζονται. Από αυτά περίπου τα μισά βρίσκονται σε περιβάλλον που περιλαμβάνει κινδύνους για τη σωματική και την ψυχική τους υγεία, ενώ 1.800.000 παιδιά χρησιμοποιούνται από κυκλώματα πορνείας και πορνογραφίας.

Το φαινόμενο αυτό δεν αφορά μόνο τις αναπτυσσόμενες χώρες αλλά και την Ευρωπαϊκή Ένωση. Αρκεί να σας υπενθυμίσω ότι στην Ανατολική Ευρώπη και στην περιοχή της Μεσογείου 5 εκατ. παιδιά γίνονται αντικείμενο εκμετάλλευσης στους χώρους εργασίας. Αυτό όμως που κρούει τον κώδωνα του κινδύνου είναι τα 121 εκατ. παιδιά, εκ των οποίων 65 εκατ. κορίτσια, που δεν πήγαν ποτέ στο σχολείο.

Το 1990 στα συμπεράσματα της Παγκόσμιας Συνόδου για τα Παιδιά περιλαμβανόταν ο στόχος κατά τον οποίο μέχρι το 2000 όλα τα παιδιά του κόσμου θα έπρεπε να έχουν πρόσβαση στην εκπαίδευση και τουλάχιστον το 80% από αυτά τη δυνατότητα ολοκλήρωσης της βασικής εκπαίδευσης. Οι χώρες πρέπει να συνειδητοποιήσουν ότι, αν δεν επενδύσουν κυρίως στην ποιότητα του ανθρώπινου δυναμικού τους, είναι καταδικασμένες στη διαίονιση της υπανάπτυξής τους. Αυτό είναι το κυρίαρχο στοιχείο που επισημαίνω στην έκθεσή μου.

(*Χειροκροτήματα*)

2-092

Die Präsidentin. – Damit ist die Abstimmungsstunde beendet.

2-093

8 - Begrüßung

2-094

Die Präsidentin. – Ich freue mich, eine Delegation des indischen Parlamentes auf der Ehrentribüne willkommen heißen zu dürfen.

(Beifall)

Die Delegation steht unter der Leitung des Vizepräsidenten des Rates der Staaten, Herrn Raman Khan, der von vier Mitgliedern des Hauses des Volkes und drei Mitgliedern des Rates der Staaten begleitet wird. Im Namen unseres Hauses begrüße ich die Delegation, die in Straßburg ist, um an dem zwölften Interparlamentarischen Treffen des Europäischen Parlaments mit Indien teilzunehmen.

Letztes Jahr traf sich bereits eine Arbeitsgruppe unseres Hauses mit Ihren indischen Kollegen in Neu Dehli und dieser Besuch bestätigt nun das erneute Interesse an einem Austausch in der jetzigen Wahlperiode, einer neuen Wahlperiode sowohl für Indien als auch für uns. Wir freuen uns ganz besonders über die ständige und stetig wachsende fruchtbare Zusammenarbeit mit Indien, und wir werden unser Teil dazu beitragen, um diese Zusammenarbeit zwischen unseren Parlamenten zu vertiefen. Herzlich willkommen!

(Beifall)

2-095

PRESIDENCIA DEL SR. BORRELL FONTELLES *Presidente*

2-096

9 - Sesión solemne - Italia

2-097

El Presidente. – Señor Ciampi, queridos colegas, tenemos hoy el honor y el privilegio de acoger en nuestro hemiciclo al Presidente de la República Italiana, Carlo Azeglio Ciampi.

Todos conocemos y recordamos en él al brillante Gobernador del Banco de Italia, al Primer Ministro que tuvo que hacer frente a momentos difíciles en el sistema político italiano, al hábil y tenaz Ministro de Hacienda en los Gobiernos Prodi y D'Alema y, hoy, al Presidente de la República querido por todos los italianos.

Creo que en estos momentos especialmente difíciles para Europa, es bueno recordar que el Presidente Ciampi fue el ministro que contribuyó de modo determinante a la entrada de Italia en el euro, y es bueno recordarlo en estos momentos, cuando aparecen algunas voces que consideran al euro como un incómodo corsé en vez de como un instrumento fundamental para la prosperidad y la estabilidad económica.

La primera vez que tuve ocasión de conocer personalmente al Presidente Ciampi fue en octubre pasado, en Roma, con ocasión de la firma del Tratado Constitucional. Su personalidad, señor Presidente, y sus posiciones sobre la construcción europea me impresionaron entonces profundamente. Ya conocía al político, pero en Roma tuve ocasión de conocer a la persona que con lúcida pasión siempre ha luchado en favor de la construcción de una Europa garante de la paz, de la democracia y del desarrollo económico y social.

Señoras y señores diputados, estamos ante un hombre que ha recordado permanentemente como quedó Europa al final de la Segunda Guerra Mundial y que ha visto realizarse el sueño de los que entonces supieron sentar las bases de la Europa que tenemos hoy: una Europa que, a los ojos de muchos, sobre todo de las nuevas generaciones, aparece como una evidencia que no necesita movilizar las voluntades para existir y para seguir avanzando. Nosotros, parlamentarios europeos, sabemos que no es así, que Europa no se hace sola, que la paz no es segura, la paz nunca es segura y, desde luego, no lo sería sin el éxito que ha sido el proyecto europeo.

La Europa que tenemos no es un accidente de la historia, no es una casualidad, ni está escrita en la dinámica de los astros, es una necesidad que exige mucho esfuerzo para hacerla realidad. Es necesaria pero, para hacerla real, es necesario el esfuerzo de muchos, el de usted, señor Presidente, y el de todos nosotros. Es el fruto de una lenta elaboración que se construye «haciendo camino al andar», que implica compromisos, entusiasmos y, a veces, desilusiones.

El Presidente Ciampi acude hoy al Parlamento Europeo en un momento en el que se vive un cierto desencanto. Él nos ayudará a entender por qué, porque él sabe bien que Europa fue un sueño hecho de paz y cooperación. Ese sueño es hoy

realidad y, por eso mismo, ya no hace soñar, ha perdido su capacidad de ensoñación. Hace falta encontrar nuevos elementos, nuevos ideales compartidos por todos, no los mismos que hace unas cuantas décadas, para hacer que Europa vuelva a entusiasmar, a hacer soñar, a desear que la necesidad se convierta en realidad. Creo que la presencia del señor Ciampi se inscribe perfectamente en este debate sobre el futuro de Europa al que hoy él, aquí, da simbólicamente inicio. Así es como creo que hay que interpretar su presencia en el Parlamento Europeo, porque quizás nos haga falta crear entre todos una nueva joven Europa, a la manera de Giuseppe Mazzini, y recordar este año, en el bicentenario de su nacimiento, su idea de que la democracia y la libertad unen a los hombres independientemente de la latitud en la que vivan.

Señor Presidente, todos estamos seguros de que su visita, su ejemplo y sus palabras nos serán de gran ayuda en la difícil encrucijada en la que se encuentra hoy Europa, para dar un paso más al frente en la construcción de una Europa capaz de garantizar no sólo la paz y la cooperación, sino también la prosperidad y la seguridad, capaz de hacer en el resto del mundo lo que ha hecho con ella misma: crear una sociedad basada en el respeto de la diversidad, en la integración de las diferencias y en la construcción de una identidad común.

Señor Ciampi, el Parlamento Europeo se honra en acogerle y yo en darle la palabra.

(Aplausos)

2-098

Carlo Azeglio Ciampi, *Presidente della Repubblica italiana*. – Signor Presidente, onorevoli deputati, vi ringrazio per il calore con cui mi avete accolto e ringrazio in particolare lei, signor Presidente, per le espressioni affettuose con le quali ha voluto presentarmi.

Sento con emozione l'onore di parlare nel luogo più alto della democrazia europea, di far sentire la voce della Repubblica italiana nel punto centrale del sistema costituzionale dell'Unione. Uso con convinzione l'aggettivo "costituzionale", perché tale è l'ordinamento giuridico che abbiamo costruito insieme da cinquant'anni, trattato dopo trattato.

L'Unione europea non è, e non può essere, soltanto una zona economica di libero scambio.

(Applausi)

Essa è soprattutto, e fin dalle origini, un organismo politico, una terra di diritti, una realtà costituzionale che non si contrappone alle nostre amate Costituzioni nazionali, ma le collega e le completa. E' un organismo politico che non nega l'identità dei nostri Stati nazionali, ma li rafforza di fronte alle grandi sfide di un orizzonte sempre più vasto. E' una terra dei diritti, alla quale ogni altro abitante di questo pianeta può guardare con la fiducia che qui, meglio che altrove, sono rispettati i valori della persona umana. E' giusta l'ambiziosa definizione che dell'Unione dà il Trattato costituzionale, vale a dire "*spazio privilegiato della speranza umana*".

Da questo punto dobbiamo andare avanti, tutti assieme, sia gli undici Stati che, come l'Italia, hanno già ratificato il Trattato costituzionale, sia gli Stati che ancora devono farlo, sia i due Stati che hanno detto no. Ci lega in maniera irreversibile un quadro istituzionale unitario. Esso è già abbastanza forte per consentire di fare assieme molte cose per i nostri cittadini, per recuperare il consenso popolare che in alcuni paesi è mancato al Trattato e per consolidare le nostre Istituzioni ereditate da un passato di successo.

Proprio perché siamo già un'entità politica e costituzionale, possiamo anzi valutare con realismo il senso del rigetto verificatosi in due paesi legati fin dalle origini alla vicenda europea. Ancora pochi mesi orsono, in occasione della solenne firma a Roma del Trattato costituzionale da parte dei venticinque governi dell'Unione, il progetto unitario era circondato da un generale consenso. In pochi mesi si è fatto strada il timore che i cittadini fossero esclusi da decisioni cruciali per il loro futuro e si sono accentuate le preoccupazioni per la mancata crescita economica. Ma è davvero giustificato interpretare l'esito dei referendum come disaffezione nei confronti dell'unità europea? E' giustificato cedere alla tentazione di mettere addirittura in discussione lo stesso progetto dei Padri fondatori?

Se alziamo lo sguardo, il Trattato di Roma dell'ottobre 2004 ci appare piuttosto il capro espiatorio di un malessere diffuso che riguarda non tanto l'assetto istituzionale, quanto le politiche di governo dell'Unione. Registriamo perfino un paradosso. La richiesta insistita per un risveglio politico dell'Unione, che è più urgente delle pur necessarie riforme istituzionali, testimonia la coscienza della comunità di destino su cui si fonda materialmente una Costituzione. Ecco perché ora noi dobbiamo pensare alle politiche di avvenire dell'Unione, senza però abbandonare il disegno costituzionale tracciato dall'operosa Convenzione.

Che cosa chiede con urgenza l'avvenire alla nostra Europa? Chiede innanzitutto, per dirla con Ortega y Gasset, che l'Unione sia vertebrata da iniziative di coesione politica, di coesione fisica e di coesione sociale.

Il principio fondamentale della sussidiarietà deve essere interpretato come un principio di coesione politica, che consente la partecipazione dal basso alle decisioni comunitarie, cominciando dai mille e mille municipi della nostra Unione. E' già a quei livelli che deve essere vissuta l'Unione europea.

L'Europa ha inoltre bisogno di coesione fisica, di strutture di trasporto e di comunicazione che, nel rispetto dell'ambiente e dei paesaggi, rendano più uniti gli europei.

L'Europa che ha inventato *welfare State* - lo Stato assistenziale - ha infine bisogno di coesione sociale. Non possiamo tollerare che perdurino vistose disparità di tenore di vita tra i territori e quindi tra i popoli ai quali la nostra personalità internazionale dà una rappresentanza unitaria. L'Europa chiede di conseguenza che lo storico obiettivo della convergenza e della coesione sia raggiunto con appropriate politiche di governo dell'economia.

Ho sempre considerato, come uomo di banca prima e come uomo della politica poi, che il principio del libero mercato nella cultura economica dell'Unione significa essere capaci di parlare al mercato nel linguaggio del mercato, ma che non può significare assecondarne ogni esuberanza.

(Applausi)

E' la mancanza di volontà politica dei governi nazionali che impedisce un efficace coordinamento delle loro politiche di bilancio. Ciò rende difficile che sia l'Unione ad intervenire, con un fondo comune costituito anche con il ricorso dell'Unione al credito internazionale, per le grandi infrastrutture di interesse europeo, per le grandi iniziative comuni di ricerca e di innovazione e per costituire un patrimonio di beni pubblici comunitari. La strategia di Lisbona è il primo anello di una catena che dovrà portare alla governabilità dell'economia europea. Dai governi nazionali deve giungere un messaggio preciso, reso convincente dall'allocatione delle risorse pubbliche. Le invocate flessibilità devono essere utilizzate dalle imprese per guadagnare in competitività e per accrescere la base produttiva e le vendite in Europa e nel mondo.

L'Europa deve rilanciare il proprio impegno nei grandi programmi comuni. Molte volte ci siamo riusciti, anche negli anni recenti, per esempio nell'ambito del CERN e dell'Agenzia spaziale europea, con i progetti ITER e Galileo, che hanno fatto un decisivo passo in avanti per il rafforzamento tecnologico dell'Europa, e con il progetto Erasmus, che ha aperto nuovi orizzonti europei ad oltre un milione di giovani. Anche Airbus è un esempio di cosa possiamo fare assieme se solo ci uniamo.

Guardiamo con fiducia anche alla capacità d'iniziativa dell'eurozona, ora presieduta da Jean-Claude Juncker, al quale invio, anche a nome di una vecchia amicizia e collaborazione, un cordiale saluto. L'euro costituisce la manifestazione più avanzata della volontà unitaria dei popoli europei, una forza trainante dell'integrazione politica. E' un equivocabile segnale di fiducia che sei dei dieci paesi di nuova adesione siano entrati già a far parte dello SME 2, compiendo così i primi importanti passi per unirsi all'eurozona. I benefici tangibili derivanti dalla partecipazione alla moneta unica sono sotto gli occhi di tutti: difesa dagli squilibri sul mercato dei cambi, bassi tassi d'interesse e rafforzamento della competitività in quei paesi della zona euro che hanno adottato politiche virtuose.

2-099

(Interrupción ruidosa del orador por Mario Borghezio y exhibición de banderolas)

2-100

El Presidente. – Señores ujieres, retiren inmediatamente ese símbolo. Acompañen a la puerta al señor diputado, ¡expúlsenlo de la sala! ¡expúlsenlo de la sala inmediatamente! ¡He dicho que lo expulsen de la sala!

(Aplausos)

Señores ujieres, retiren cualquier símbolo o elemento susceptible de alterar el orden en el hemiciclo.

(Exclamaciones)

Asegúrense de que no queda ningún elemento que pueda alterar el orden en el normal desarrollo en el hemiciclo. Si lo hay, retírenlo.

(Los diputados implicados son expulsados)

Señor Presidente, le pido disculpas. Continúe.

(Aplausos)

2-101

Carlo Azeglio Ciampi, *Presidente della Repubblica italiana*. – Dobbiamo registrare come straordinari successi sia l'affermazione dell'euro sui mercati internazionali, sia la politica di stabilità dei prezzi perseguita dalla Banca centrale europea, ma non possiamo accontentarci più a lungo di questa situazione. Il confermato, giusto rigore del Patto di stabilità non è di per sé garanzia di crescita se perdura l'inerzia. Gli effetti positivi dell'euro continueranno a manifestarsi con difficoltà se mancherà una gestione coordinata sia dei bilanci nazionali sia dell'orientamento delle politiche economiche degli Stati. Solo su queste basi l'Unione potrà realizzare appieno la capacità, di cui si è dotata con la moneta unica, di essere un attore economico globale e di consolidare un blocco economico-monetario in grado di far valere gli interessi dei cittadini e i ritmi di un suo equilibrato sviluppo.

Aspettiamo ora con fiducia anche un'intesa sulle Prospettive finanziarie dell'Unione. E' positivo un aperto e franco confronto politico sulle priorità delle azioni dell'Unione, ma è necessario approvare quanto prima un bilancio comunitario che, oltre ad esprimere un equilibrio fra le diverse istanze degli Stati, sia basato su obiettivi coerenti e solidali. Esprimo in questa sede il vivo auspicio di successo per l'opera che il Primo ministro britannico Tony Blair, Presidente di turno dell'Unione europea, si è impegnato a realizzare davanti a questo Parlamento.

La vitalità del modello europeo dipenderà anche dalla capacità di mobilitare forze nuove all'interno dei nostri paesi. Solo sviluppando un dialogo e una convivenza costruttiva fra cittadini europei e residenti extracomunitari, infatti, riusciremo a consolidare l'essenza migliore della nostra civiltà.

Infine, l'avvenire della nostra Europa chiede politiche di sicurezza e di pace. La visione internazionale dell'Unione europea, basata sulla prevalenza del diritto e sulla fiducia e nel sistema multilaterale, suscita aspettative e speranze nel mondo intero. Tuttavia, soltanto se sarà unita l'Europa potrà incidere sugli equilibri internazionali. Agendo da soli saremmo in balia di eventi più grandi di noi, eventi che minacciano la pace e la sicurezza europea.

Coerentemente con questa impostazione, il Parlamento europeo si è posto da tempo il problema della rappresentanza unitaria dell'Europa alle Nazioni Unite. La risoluzione approvata nel giugno scorso, così come la precedente risoluzione del gennaio 2004, stabilisce che il seggio unico dell'Unione europea nel Consiglio di sicurezza dell'ONU è l'obiettivo che l'Europa deve prefiggersi.

(Applausi)

Questa chiarezza di visione fa onore al Parlamento europeo. La consapevolezza delle nostre comuni radici e la memoria condivisa del bene e del male della nostra storia attestano l'esistenza di un interesse europeo superiore che armonizza gli interessi nazionali, li protegge dagli eccessi che hanno tormentato il nostro passato e li proietta in una visione comune dei rapporti con il mondo.

L'Europa allargata ha ormai lambito i limiti della sua identità culturale e storica. Sebbene la geografia non consenta di riconoscere in maniera certa i confini dell'Europa, lo spazio comune di principi, valori e regole espressi dall'Unione europea è oggi ben identificato.

L'ampliamento dell'Unione ha rappresentato un dovere storico verso popoli che vedevano nell'adesione all'Unione europea la garanzia delle loro ritrovate libertà, il coronamento di un'attesa durata quasi mezzo secolo. Dai nuovi Stati membri, che hanno diritto a vivere in un'Unione efficace e solidale anche nei loro confronti, ci attendiamo, e già lo rileviamo già, un contributo di costruttivo entusiasmo. L'Unione ampliata proseguirà unita. Tuttavia, proprio perché è diventata più estesa, essa avrà bisogno, più che in passato, di iniziative d'avanguardia che indichino la strada da seguire per completare l'unità dell'Europa.

Onorevoli deputati, il Parlamento europeo ha il dovere di riproporre l'Unione europea come sentimento generale della gente. Sta a voi rispondere alle richieste dei cittadini per una ancora maggiore democrazia, trasparenza e governabilità. Da quando, il 14 febbraio 1984, il Parlamento europeo presentò il progetto di Costituzione europea di Altiero Spinelli, questa Assise ha costantemente sollecitato un suo maggiore coinvolgimento nelle revisioni dei Trattati. Ora, la più rappresentativa delle Istituzioni europee ha la responsabilità storica di non disperdere il patrimonio costituente e di fare in modo che la pausa di riflessione sulla Costituzione non sia l'anticamera dell'oblio.

(Applausi)

Le stesse conclusioni del Consiglio europeo del 16 e 17 giugno incitano a un dibattito mobilitante e invitano le Istituzioni europee ad apportarvi un contributo.

Signor Presidente, onorevoli deputati, in anni ormai lontani ebbi modo, come studente universitario in Italia e in Germania, di vedere con quanta insensatezza gli Stati europei avviassero, con la seconda guerra mondiale, l'eccidio di un'intera generazione.

(Applausi)

Guardo perciò con inquietudine ad ogni allentamento, a ogni crisi del processo di integrazione europea. Tuttavia, spero abbiate avvertito nelle mie parole una serena fiducia nel futuro. A metà del secolo scorso, uomini grandi e saggi hanno costruito un edificio che non si potrà distruggere, ma dobbiamo stare attenti, come guardiani del faro, ad avvertire i giovani dei pericoli nuovi.

Tra non molto terminerò il mio mandato come Presidente della Repubblica italiana. Sei anni fa, dopo il giuramento, conclusi il mio discorso innanzi al Parlamento italiano con un grido di saluto e di impegno verso l'Italia e l'Unione europea, a cui credo di essere stato fedele in questi anni densi di storia e di mutamenti. E' un impegno che mi è grato rinnovare ora davanti a voi. Viva l'Europa, viva l'Unione europea!

(Applausi)

2-102

El Presidente. – Señor Presidente, señoras y señores diputados, permítanme unas breves palabras de agradecimiento al señor Ciampi, porque no quisiera olvidarlas, como me ha sucedido en otras ocasiones, debido a la emoción del momento. Después de haberle escuchado a usted, señor Ciampi, creo que puedo decir, en nombre de la gran mayoría de los miembros de este Parlamento, que esta institución guardará memoria de sus palabras. Ha demostrado usted su pertenencia a la joven Europa. Sí, a la joven Europa.

(Aplausos)

Porque, como decía Picasso, «cuesta muchos años llegar a ser joven». Y usted nos ha demostrado que se puede llegar a ser joven en el momento en el que precisamente la juventud hace más falta.

Le pido disculpas por el incidente, que no representa en absoluto a la mayoría de esta Cámara, sino todo lo contrario, y hago votos para que las ideas que usted nos ha expuesto aquí sirvan en el proceso de debate que tenemos que continuar. Usted lo ha dicho muy claro. Permítame que se lo agradezca una vez más.

Europa es la historia de un éxito, pero se puede morir de éxito. Para evitarlo, hace falta evitar la banalización de los elementos más preciosos, más delicados de la convivencia. Hay que evitar que la cotidianidad le quite valor a lo que hemos conseguido. Hay que evitar que se convierta en banal lo que es maravilloso.

Por eso, señor Ciampi, le agradecemos, una vez más, su presencia entre nosotros y deseamos que sus palabras sean escuchadas fuera de este hemiciclo.

(Aplausos)

2-103

VORSITZ: Dagmar ROTH-BEHRENDT
Vizepräsidentin

2-104

Bruno Gollnisch (NI). – Madame le Président, je fonde mon rappel au règlement sur les articles 166, 75 et 83 de celui-ci, ainsi que sur l'article 48 du traité sur l'Union européenne, les articles 75 et 83 du règlement nous renvoyant au texte des traités. Je serai très bref.

L'article 48 du traité sur l'Union prévoit que les amendements à ce traité entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Dans la mesure où l'article 48 parle de tous les États membres, il est clair que le refus du traité constitutionnel par deux d'entre eux - la France et les Pays-Bas - , et par beaucoup d'autres si les peuples avaient été consultés, a réduit à néant le traité constitutionnel et par conséquent aussi, je regrette de le dire, avec tout le respect que j'ai et pour sa personne et pour sa fonction, a réduit à néant l'intervention de M. le Président Ciampi.

2-105

10 - Stimmerklärungen

2-106

Bericht: Daul (A6-0192/2005)

2-107

Jan Mulder (ALDE), schriftelijk. – De VVD-leden van de ALDE-Fractie hebben zich onthouden van stemming over de richtlijn ter bestrijding van aardappelcysteaaltjes, omdat zij menen dat deze richtlijn niet in verhouding staat tot de ernst van de problematiek en bovendien niet voldoet aan het subsidiariteitsbeginsel. De uitvoering van deze richtlijn zal leiden

tot hoge kosten als gevolg van de vele bemonsteringen die plaats moeten vinden krachtens de bepalinge van de richtlijn. Verder zal de richtlijn leiden tot hoge administratieve kosten in verband met de gegevensregisters die moeten worden opgezet. Daarbij komt dat deze kosten naar alle waarschijnlijk in de lidstaten op verschillende wijze verdeeld zullen worden tussen overheid en de sector, hetgeen zal leiden tot concurrentievervalsing.

2-108

Bericht: Florenz (A6-0187/2005)

2-109

Luís Queiró (PPE-DE), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por considerar que o acordo aqui em causa, sendo de real importância para a protecção das aves aquáticas migradoras, dá resposta a preocupações de natureza ambiental que têm que ver directamente com estas aves mas também com o conceito mais amplo de conservação do meio ambiente, matéria que nos deve ser particularmente cara quer enquanto país que pode tirar benefícios do seu ambiente, quer politicamente já que deve fazer parte das nossas preocupações a protecção do que deixaremos em herança às próximas gerações.

2-110

Bericht: Trakatellis (A6-0196/2005)

2-111

Johannes Blokland (IND/DEM), *schriftelijk*. – Parlement en Raad hebben de afgelopen zeven jaar intense en emotionele debatten gevoerd over de aanwezigheid van weekmakers in plastic speelgoed. Ik betreur het dat het debat gedomineerd werd door emoties en niet door ratio. Bij de behandeling in eerste lezing en in tweede lezing heb ik me hier zeer aan gestoord.

Het gemeenschappelijk standpunt is niet geheel op wetenschappelijke gronden gebaseerd. De aanscherping van het gemeenschappelijk standpunt, die vandaag door het Parlement wordt aangenomen en al door de Raad is geaccepteerd, wijkt nog verder af van wat op wetenschappelijke gronden aanvaardbaar kan worden geacht.

Ik kan dan ook niet instemmen met die aanscherping. Maar ik ben ook realistisch genoeg om te zien dat een tegenstem nu geen invloed meer heeft. Daarom heb ik mij onthouden van stemming over de compromisamendementen.

Voor nadere uitleg verwijs ik naar mijn inbreng in het debat van 5 juli 2000. De argumenten die ik toen gebruikte zijn vandaag nog even actueel.

2-112

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *por escrito*. – Foi possível um acordo de compromisso entre os grupos políticos GUE/NGL, verdes/ALE, PSE e PPE/DE, de forma a aprovar o relatório Trakatellis sobre a utilização de algumas substâncias perigosas, designadamente componentes químicos adicionados ao PVC para tornar o plástico mais suave, e, assim, terminar o processo em segunda leitura.

Consideramos positiva a aprovação deste relatório, uma vez que irá permitir a abolição permanente do uso de seis químicos em artigos para crianças, sabendo-se que, nalguns casos, estudos científicos revelaram que poderiam ser cancerígenos, mutagénicos e tóxicos para a reprodução.

Trata-se, pois, de uma decisão positiva e de um contributo válido para a defesa da saúde pública em geral, e das crianças em particular

2-113

Marie Anne Isler Béguin (Verts/ALE), *par écrit*. – En votant pour l'élimination progressive des phtalates dans les jouets, le Parlement a finalement résisté au lobbying intensif des industriels des jouets et articles pour enfants, privilégiant le principe de précaution et la santé humaine. Les jouets en PVC souple sont d'autant plus dangereux que les enfants sont portés à ramener tous les objets environnants à leur bouche ; bannir les phtalates était donc un impératif de santé publique. Le vote d'aujourd'hui est un succès en ce sens.

Mais cette décision en appelle d'autres ; car les substances toxiques incluses dans le PVC souple sont présentes non seulement dans les jouets, mais aussi dans nos objets du quotidien. Le Parlement et le Conseil ont, fort justement, appelé à la réalisation d'une évaluation sur les autres produits réalisés en PVC souple. Si les industries souhaitent être aussi responsables qu'elles les prétendent, elles doivent impérativement arrêter d'utiliser le PVC souple, non seulement dans les jouets, mais aussi dans d'autres produits (matériel médical, revêtement de sol et emballage d'aliments). Car des produits de substitution existent, depuis de nombreuses années ; et il n'est pas interdit non plus de se tourner vers des produits sains et d'origine naturelle.

2-114

Catherine Stihler (PSE), *in writing*. – This report has been a long time in coming. I fully support the restriction on the marketing of phthalates in children's toys. Children's health must come first.

2-115

Bericht: Chichester (A6-0099/2005)

2-116

Adam Jerzy Bielan (UEN), na piśmie. – Do trzech głównych aspektów bezpieczeństwa energetycznego, które nie zostały należycie uwzględnione w projekcie dyrektywy Parlamentu Europejskiego i Rady zaliczyć należy:

- aspekt zwiększonego wykorzystania odnawialnych źródeł energii,
- zrównoważone wykorzystanie różnych rodzajów paliwa pierwotnego,
- zróżnicowanie dostaw z różnych centrów produkcji (pola ropoносne i gazowe) w ramach jednego rodzaju paliwa pierwotnego.

Uważam za bardzo szkodliwe, aby utrzymywać politykę europejską w tej dziedzinie wiodącą - w imię bezpieczeństwa - do całkowitego uzależnienia Polski od jednego źródła dostaw, czyli od rosyjskiej ropy i gazu. Zaawansowany na poziomie koncepcji projekt drugiej nitki rurociągu jamalskiego powinien bezwzględnie być kontynuowany. Natomiast wszystkie pozostałe projekty (projekt rurociągu pod dnem Bałtyku oraz tzn. "Rurociąg Bursztynowy") powinny zostać natychmiast zaniechane jako stanowiące bezpośrednie zagrożenie dla nowo odradzającej się demokracji ukraińskiej. Bezpieczeństwo energetyczne Wielkiej Brytanii, Niemiec i Włoch nie powinno być osiągnięte kosztem polskiej zależności od rosyjskiej ropy i gazu oraz zagrożenia dla stabilności ekonomicznej Ukrainy.

2-117

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – O título da proposta de Directiva, e consequentemente do relatório, não revela as suas verdadeiras implicações: a criação e funcionamento de um mercado interno de electricidade na União Europeia. Embora refira que o seu objectivo é estabelecer um quadro no qual os Estados-Membros definirão políticas gerais, transparentes e não discriminatórias para a segurança do fornecimento de electricidade, de facto, subordina-o à necessidade de ser sempre compatível com os requisitos de um mercado único e competitivo da electricidade.

A proposta da Comissão assume a subida dos preços como o mecanismo principal para condicionar a procura de electricidade, caindo por terra a argumentação que o mercado interno iria proporcionar preços mais baixos. Aliás, basta analisar o caso inglês, para não restarem dúvidas a esse respeito. Igualmente defende a intervenção dos Estados-Membros e das entidades reguladoras no apoio ao investimento inicial e no retorno desse investimento, mas condiciona a sua acção noutros campos.

Quanto ao relatório, por sua vez, em alguns casos, piora a proposta da Comissão, designadamente ao não prever medidas específicas a executar pela entidade reguladora, em caso de incumprimento por parte do operador da rede de transporte na execução dos projectos. Daí o nosso voto.

2-118

Anna Elzbieta Fotyga (UEN), in writing. – "The draft directive of the European Parliament and of the Council concerning measures to safeguard security of electricity supply and infrastructure investment regulates many areas of common European energy market. I indicate three major aspects of the energy security which are not adequately underlined:

- enhanced use of renewable energy sources
- balanced use of various types of primary fuels
- diversification of supplies from various production centres (oil and gas fields) within one type of the primary fuel.

I consider it totally unacceptable to maintain the European policy in this respect leading, in the name of security, to complete dependency of Poland on one source of supply, namely Russian gas and oil. The well advanced in concept project of the second route of the Jamal Gas pipeline should be continued immediately. All the other projects (Baltic Sea bottom pipeline or so called "Amber Pipeline") should be abandoned as striking directly in newly emerging Ukrainian democracy. Energy security of Great Britain, Germany and Italy should not be achieved at the cost of Polish dependency and a threat to Ukrainian economic stability."

2-119

Luís Queiró (PPE-DE), por escrito. – Votei favoravelmente o relatório do colega Chichester, por considerar que o objectivo de garantir o bom funcionamento do mercado interno da electricidade da União, preservando a segurança do abastecimento de electricidade é fundamental.

Na verdade, o estabelecimento de um quadro que defina uma política transparente, não discriminatória e compatível com as exigências do mercado único da electricidade é central para as questões de segurança do abastecimento. Devemos pois apoiar as medidas tomadas para melhorar as políticas de energia, dado o carácter indispensável para a qualidade das nossas vidas, hoje e para as futuras gerações.

2-120

Bericht: Wallis (A6-0210/2005)

2-121

Luca Romagnoli (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, dobbiamo difendere la libertà di polemica del parlamentare, indipendentemente dal partito o dal movimento che rappresenta, dai tentativi di conculcarne l'espressione nell'ambito dell'azione politica. Per questo motivo ho votato a favore dell'immunità.

Nel caso specifico, l'onorevole Bossi è perseguito per aver sostenuto il tradimento e l'inaffidabilità politica del signor Comencini, prima nei confronti dell'MSI e poi della Lega. Si tratta di un fatto storicamente accertato.

Se io oggi affermo che i ministri della Repubblica italiana Gianfranco Fini, Altiero Matteoli, Gianni Alemanno e Mario Landolfi sono traditori del progetto politico e dello statuto dell'MSI, liquidatori dell'alternativa al sistema liberista e comunista attraverso le modifiche statutarie e le finalità di quel partito, annullato in un soggetto diverso, posso essere inquisito e perseguito per tale azione o esercito il mio diritto di polemica politica?

Se commetto un reato affermando il loro tradimento, mi denunciino ... (*Il Presidente interrompe l'oratore*)

2-122

Bericht: Lauk (A6-0203/2005)

2-123

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Congratulo-me com a rejeição deste relatório, para o que contribuimos, dado que fazia tábuas rasas dos problemas existentes na União Europeia, nomeadamente o seu agravamento depois da concretização da UEM e da introdução do Euro: recessão, uma procura interna fraca, crescimento económico baixo, a que se juntam níveis elevados de desemprego, pobreza e desigualdades de rendimento.

As receitas não podem ser mais do mesmo, nomeadamente o acelerar das ditas reformas estruturais, ou seja, a flexibilização do mercado laboral, a política de liberalizações e a privatização da segurança social. Tudo em nome da defesa da sacrossanta estabilidade dos preços, ou seja, da moderação salarial. Objectivo que tem vindo a concretizar-se, com reduções dos salários reais e a transferência dos ganhos de produtividade para o patronato.

Foi positivo que se rejeitasse uma visão estrita do Pacto de Estabilidade, ignorando a sua reforma, num autismo que tem marcas claras de classe, como acontecia neste relatório, que chegava ao cúmulo de criticar o tempo de trabalho existente na UE, comparando-o com outras regiões do globo, no apelo directo ao aumento do tempo de trabalho.

2-124

Luís Queiró (PPE-DE), por escrito. – Sendo o objectivo principal do BCE a manutenção da estabilidade dos preços, é razoável afirmar que, apesar do ambiente económico europeu e mundial não ser exactamente favorável, o BCE cumpriu os seus propósitos fundamentais e, nesse sentido, o relatório aqui apresentado merece o meu acordo. Tal como é forçoso reconhecer que o BCE preparou com eficácia a adesão de Maio do ano passado. Note-se, no entanto, que tal não significa que dê o meu acordo global e total à política do BCE, nomeadamente que considere que o BCXE tem reagido atempadamente à evolução da situação económica e à necessidade de adaptação, nomeadamente no capítulo das taxas de juro.

2-125

Bericht: Maaten (A6-0197/2005)

2-126

Andreas Mölzer (NI). – Frau Präsidentin! Ursprünglich hätte der Euro die Identifikation der Bürger mit der EU verbessern und eine neue wirtschaftliche Blütezeit einleiten sollen. Statt dessen ist er nach wie vor nicht vollständig akzeptiert und hat genau zum Gegenteil geführt, nämlich zu einem Anstieg der Frustration über die Europäische Union. Angefangen hat diese negative Entwicklung damit, dass man Kritik und Ablehnung der Bürger am Euro mit dem Versprechen einer harten Währung abwiegelte und hierfür ein fragwürdiges Instrumentarium, den so genannten Stabilitäts- und Wachstumspakt, einfuhrte. Dieser war nicht nur wirtschaftlich und rechtlich fragwürdig. Bis auf Luxemburg und die Schweiz hätte kein Land die Konvergenzkriterien zum damaligen Zeitpunkt überhaupt erfüllen können.

Um dennoch an der gemeinsamen Währung teilzunehmen, wurden *en gros* Goldreserven und Staatseigentum verkauft, wurde scheinprivatisiert bzw. ausgegliedert und rege Budgetkosmetik betrieben. Massive Teuerungsschübe in den meisten Euroländern waren die Folge. Um diese Negativspirale nicht auch noch auf die neuen Mitgliedstaaten auszuweiten, sollte im jeweiligen Land dem Volk die Entscheidung in Form von Abstimmungen freistehen, und das nach offener, ehrlicher und objektiver Information.

2-127

Jan Andersson, Ewa Hedkvist Petersen, Inger Segelström och Åsa Westlund (PSE), skriftlig. – Vi ställer oss positiva till Europaparlamentets resolution om en informations- och kommunikationsstrategi för euron och Ekonomiska och monetära unionen (EMU).

Samtidigt röstade vi emot Europaparlamentets uppmaning att vända den svenska opinionen till förmån för ett svenskt inträde i EMU och en övergång till euron. Vi menar att den svenska folkomröstningens resultat ska respekteras. Frågan om ett svenskt medlemskap i EMU och euron är inte aktuell inom en överskådlig framtid.

2-128

Lena Ek (ALDE), *skriftlig*. – Jag har idag valt att rösta emot initiativbetänkandet om en informations- och kommunikationsstrategi för euron och Ekonomiska och monetära unionen av framför allt två anledningar.

För det första anser jag att det är upp till varje medlemsland att avgöra hur man vill föra debatten om euron. Det ska inte skötas från kommissionens håll.

För det andra är erfarenheten av centrala europeiska kampanjer generellt dåliga och innebär ett slöseri med resurser som inte bör främjas.

Diskussioner om penningpolitik och valuta bör istället ske genom en dialog mellan medborgare och beslutsfattare.

Därför har jag idag röstat emot detta betänkande.

2-129

Jonathan Evans (PPE-DE), *in writing*. – The British Conservative delegation normally abstains on matters concerning the Euro. We have no desire to be part of the single currency but neither do we have any wish to for the project to fail, as we hope to see a strong European economy with a stable currency that provides a good trading environment for British industry. Therefore we are usually content to leave the operation of EMU to those who are most concerned.

Nevertheless, we cannot accept this report. The problems that the Euro faces have not arisen because of a failure of communication, and where the Euro is unpopular it is not because the public has been inadequately informed. The Euro will only revive in the minds of the public when the necessary economic and structural reforms promoted by the Lisbon strategy have been undertaken, and when the Stability and Growth Pact works in an effective way.

As the report notes, at least €280 million has already been spent by European institutions on this, apart from that which has been spent by national governments. Institutional expenditure of this kind is not acceptable.

2-130

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *por escrito*. – A união Europeia, com esta estratégia de informação e comunicação sobre o euro e a UEM, tem um objectivo: "vender" o euro, ou seja, investir mais dinheiro na máquina de propaganda europeia patrocinada pelas campanhas de "informação" PRINCE, para convencer os cidadãos sobre aquilo que consideram ser os benefícios do euro.

Daí a nossa clara rejeição deste relatório, dado que o próprio parte do princípio que o euro é bom e congratula-se com os seus benefícios. Considera, mesmo, que este é o projecto europeu melhor sucedido. E, mais ainda, sublinha que a popularidade do euro é essencial para a futura ratificação da dita "constituição europeia".

Isto significa que as instituições europeias não percebem a crescente oposição ao euro por parte dos cidadãos. Partem do princípio que, se as pessoas estão contra, é porque estão mal informadas ou, melhor, não são racionais. Esta é a arrogância e o autismo daqueles que dizem representar os cidadãos. Esquece-se o agravamento da situação económica e do emprego, deixam-se de lado as questões macro-económicas, como se uma política monetária única pudesse dar resposta às necessidades diferenciadas de 25 economias. Como se o objectivo desta política fosse neutro, quando visa sobretudo a redução dos salários reais.

O que se devia era fazer uma avaliação dos custos do Euro, que é um entrave ao desenvolvimento sustentável.

2-131

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Le rapport de M. Maaten est pour le moins surprenant. Il s'agit, paraît-il, d'évaluer les succès et les échecs de l'euro, un peu plus de six ans après sa naissance. Mais selon le rapport, l'euro et le pacte de stabilité qui l'accompagne sont un pur succès. Le seul échec serait celui de la communication : comme d'habitude, les Européens n'auraient rien compris ! La solution proposée est une vaste campagne d'information ou plutôt de bourrage de crâne à l'échelle du continent ! Une politique à la Potemkine !

L'euro a provoqué une hausse considérable des prix des biens de consommation courante et donc une sévère perte de pouvoir d'achat pour les consommateurs ? Effet d'optique ! La politique d'austérité exigée par le passage à l'euro a coûté un point de croissance par an et des milliers d'emplois, et fait de la zone euro l'espace économique le moins dynamique du monde ? Billevesées ! L'euro, ce serait la croissance et la prospérité ! Tout ce qui va mal serait de la faute des Etats ! Les Eurocrates de Bruxelles, eux, seraient infaillibles !

C'est exactement ce genre d'attitude, mêlant mensonge et mépris des peuples, qui alimente le rejet de l'Europe des technocrates.

2-132

Anna Hedh (PSE), *skriftlig*. – Jag kan inte ställa mig bakom Europaparlamentets resolution om en informations- och kommunikationsstrategi för euron och den ekonomiska och monetära unionen (EMU).

Jag menar att det är upp till varje medlemsland att avgöra om de vill ha en informations- och kommunikationsstrategi eller kampanjer för euron och EMU. Dessutom menar jag att det svenska folkomröstningsresultatet från 2003, då svenskarna sa nej till euron, skall respekteras. Frågan om ett svenskt medlemskap i EMU och införandet av euron är inte aktuell inom en överskådlig tid.

2-133

Kartika Tamara Liotard (GUE/NGL), *skriftelijk*. – De rapporteur lijkt blind te zijn voor de grote nadelen die de euro, ook in zijn eigen land, hebben gebracht. In Nederland volgden na de invoering van de euro grote prijsstijgingen, een feit dat door de heer Maatens partijgenoot minister van Financiën Zalm jarenlang is ontkend. Ook heeft deze minister aantoonbaar gelogen in het parlement over de onderwaardering van de gulden. Dan kan het de heer Maaten toch niet verbazen dat het Nederlandse volk niet blij is met de euro. Mijn partij vroeg destijds om een referendum over de eenheidsmunt: de partij van de heer Maaten heeft dat destijds geblokkeerd. En nu denkt de heer Maaten dit gebrek aan respect voor de mening van het volk met een propagandacampagne goed te kunnen maken?

Dan over de campagnes die moeten plaatsvinden in lidstaten die de euro nog niet hebben. Dit is wel helemaal het toppunt. Lidstaten bepalen zelf wel wat voor munt zij willen hebben. Wij zouden het toch ook niet op prijs stellen als Rusland bij ons campagne ging voeren om de roebel in Europa in te voeren? Laat de Zweedse, Britse en Deense burgers hierover beslissen. Helaas heeft het Nederlandse volk zich niet zo mogen uitspreken.

2-134

Cecilia Malmström (ALDE), *skriftlig*. – Jag anser att Sverige bör gå med i EMU och delar föredragandes positiva inställning till euron. Jag har dock valt att lägga ner min röst på denna rapport. En av rapportens huvudslutsatser är att kommissionen bör ha en informationskampanj om eurons förträfflighet. Jag anser att informationskampanjer från kommissionen är vare sig hjälpsamma eller lämpliga om vi vill få fler medborgare välvilligt inställda till euron. Detta är inte vad vi ska använda skattebetalarnas pengar till

2-135

Sérgio Marques (PPE-DE), *por escrito*. – Felicito o colega Jules Maaten pelo importante Relatório produzido sobre a aplicação de uma estratégia de informação e de comunicação sobre o Euro e a União Económica e Monetária, ao qual dou o meu apoio, em especial no que se refere à necessidade de explicar à população dos benefícios que resultam do Euro e da UEM para a sua vida quotidiana. O sucesso da criação da Zona Euro não está finalizado – há que convencer os cidadãos europeus de que tomaram a decisão correcta. Só desta forma estaremos contribuindo para a consolidação da União Monetária na Europa e consequente aumento da credibilidade e da estabilidade da Zona Euro.

O alargamento da Zona Euro aos países de Leste é um projecto inevitável que exigirá a elaboração de um plano de informação inserido numa estratégia geral de informação e comunicação sobre a União Europeia. Será necessário estar mais atento às práticas incorrectas e aos casos de arredondamento excessivo que poderão ocorrer durante a transição e alertar a população para um ligeiro aumento da inflação.

2-136

Erik Meijer (GUE/NGL), *skriftelijk*. – Het enige voordeel van de euro is dat mensen geen geld hoeven te wisselen als ze in een ander euro-land op vakantie gaan. Voor de rest zien de meeste mensen in euro-landen vooral nadelen. Ze moeten hogere consumentenprijzen betalen en de waarde van hun spaargeld daalt. Ze ergeren zich over de voortdurende bezuinigingen op de publieke voorzieningen die worden doorgevoerd om de overheidsuitgaven te beperken en daarmee te voldoen aan de eisen van het Stabiliteitspact.

De heer Maaten laat in zijn rapport zien dat hij een liefhebber van de euro is, een "Eurofiel". Het is lachwekkend dat hij de euro "het succesvolste Europese project ooit" noemt. Weet hij dat de euro voor sommige mensen reden was om tegen de EU-grondwet te stemmen? Hoe verklaart hij dat lidstaten zonder euro het economisch veel beter doen? Zijn prioriteit is steun aan de regeringen van Zweden, Denemarken en het VK om het publiek te overtuigen van het succes van de euro. Zo'n zwaktestod is vergelijkbaar met de ja-campagne voor de EU-grondwet in Nederland: de euro zou een fantastisch product zijn maar de mensen begrijpen het nog niet. Het is kortzichtig en betuttelend om serieuze kritiek van mensen te bestoken met doorzichtige campagnes.

2-137

Luís Queiró (PPE-DE), *por escrito*. – As vantagens - e desvantagens, que também existem, evidentemente - do Euro são manifestas e é necessário reconhecer que corresponderam às melhores expectativas. Se é verdade que a situação económica europeia não é inspiradora, é igualmente verdade que seria injusto atribuir ao Euro a responsabilidade por essa situação. De resto, tem havido uma adesão muito forte dos cidadãos à nova moeda, sendo de reconhecer que a rapidez e facilidade com que se processou a transição.

Há, no entanto, que ter presente que o Euro é, efectivamente, um projecto em construção e que é um alvo fácil quer do genuíno descontentamento popular com situação económica europeia quer de alguma manipulação política. Ora, a moeda é um bem demasiado valioso para não ser convenientemente preservado. Por essa razão, parece-me que deve ser dado o nosso acordo a um mais amplo e completo plano de comunicação, sobretudo no plano institucional. Como é evidente, o processo de transição ainda decorre, pelo que o esforço inicial não deve desaparecer.

2-138

Peter Skinner (PSE), in writing. – The European Parliamentary Labour Party voted in favour of this report in view of evaluating the European Monetary Union's strengths and weaknesses, to propose solutions and to aid the strategy for other Member States' entry into the Union if they so wish.

The European Parliamentary Labour Party believes that information on the Euro should be made widely available to all citizens of the EU.

This however, does not negate the Chancellor's 5 Economic tests set for any future decision on the UK's entry to the Euro zone.

2-139

Anders Wijkman (PPE-DE), skriftlig. – Idag har jag valt att lägga ner min röst på Jules Maatens betänkande om en kommunikationsstrategi för euron och EMU. Jag delar föredragandes positiva inställning till euron och anser att Sverige bör gå med i EMU. Vad jag däremot inte stödjer är att kommissionen skall ha en informationskampanj på temat eurons förträfflighet. Informationskampanjer från kommissionens sida är inte rätt väg att gå för att få fler medborgare välvilligt inställda till euron. Detta är inte vad vi skall använda skattebetalarnas pengar till.

2-140

Bericht: Myller (A6-0141/2005)

2-141

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – O desenvolvimento sustentável aqui defendido neste relatório, assenta em três pilares: protecção do ambiente, desenvolvimento económico e coesão social, considerando-se que não é viável sem o desenvolvimento de novas tecnologias e de inovações ambientais.

É partindo daqueles pressupostos que a Comissão elabora o seu plano, que parlamento aprovou, embora com algumas chamadas de atenção que importa sublinhar, designadamente a necessidade de um maior envolvimento das pequenas e médias empresas.

Mas também é necessário ter em conta que, para se promover o desenvolvimento sustentável, se deve impulsionar a investigação e a inovação nas tecnologias especializadas na preservação e restauração dos recursos naturais, culturais e históricos.

Igualmente importa desenvolver métodos e indicadores ambientais para medir os prejuízos causados ao ambiente por diferentes produtos, serviços e processos, bem como apostar na informação sobre o desempenho ambiental e destinada a encorajar os consumidores a procurarem tecnologias respeitadoras do ambiente. Tal como se deve fomentar a reutilização de materiais, permitindo que os materiais residuais de um processo de produção se convertam num contributo para outros processos de produção - por exemplo, utilizar os resíduos urbanos para poupar energia -, permitindo, desse modo, obter benefícios, tanto económicos como ambientais.

2-142

Luís Queiró (PPE-DE), por escrito. – Votei favoravelmente o relatório Myller. Considero fundamental para os objectivos de Lisboa uma abordagem das novas tecnologias que permita a criação de programas de desenvolvimento com uma dimensão ambiental.

O plano de acção proposto permitirá a mobilização de todos os actores numa acção integrada para o desenvolvimento do potencial das tecnologias ambientais colocando a União no centro do desenvolvimento das mesmas.

Gostaria de lembrar ainda, que da revisão da Estratégia de Lisboa se concluiu que a situação do ambiente e a melhoria do emprego deveriam ser considerados como uma oportunidade para alcançar o objectivo de criar a economia mais competitiva baseada no conhecimento. É pois da maior importância reforçar a dimensão ambiental na estratégia da União Europeia em matéria de concorrência.

2-143

Bericht: Mavrommatis (A6-0185/2005)

2-144

Charlotte Cederschiöld, Christofer Fjellner, Gunnar Hökmark och Anna Ibrisagic (PPE-DE), skriftlig. – Votei favoravelmente o relatório do colega Chichester, por considerar que o objectivo de garantir o bom funcionamento do mercado interno da electricidade da União, preservando a segurança do abastecimento de electricidade é fundamental.

Na verdade, o estabelecimento de um quadro que defina uma política transparente, não discriminatória e compatível com as exigências do mercado único da electricidade é central para as questões de segurança do abastecimento.

Devemos pois apoiar as medidas tomadas para melhorar as políticas de energia, dado o carácter indispensável para a qualidade das nossas vidas, hoje e para as futuras gerações.

2-145

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – O trabalho infantil é uma realidade resultante da injustiça social criada pelo sistema capitalista em que vivemos e pela desigualdade na distribuição da riqueza e dos níveis de desenvolvimento por si gerados. A pobreza gera a exclusão social e serve de justificação à necessidade de recurso aos rendimentos do trabalho infantil, como complemento dos orçamentos familiares e para a sua sobrevivência.

É a situação de pobreza das famílias gerada pela exploração capitalista que facilita o aproveitamento e a manutenção desta situação por parte de algumas empresas e empresários, tendo em conta que se trata de mão-de-obra barata e sem direitos.

Como assinala o relatório que acabámos de aprovar, 113 mil milhões de crianças em idade escolar estão privadas do ensino básico. A não frequência do ensino facilita a reprodução sistémica da pobreza, dificultará o acesso à cultura e educação e condicionará os níveis de literacia da sociedade.

Esta é também uma realidade vivida nos Estados-Membros da União Europeia. Estima-se que, em Portugal, mais de 4% da população infantil trabalha em diversos sectores de actividade.

Importa pois, como forma eficaz de combater o trabalho infantil, erradicar a pobreza combatendo as desigualdades na distribuição dos rendimentos, promovendo o emprego com direitos, o acesso aos diferentes níveis de ensino e à cultura, combatendo a exploração capitalista.

2-146

Cecilia Malmström (ALDE), skriftlig. – Europaparlamentet har idag röstat för ett förslag på åtgärder mot barnarbete. Barnarbete är något dem flesta tycker hör historien till, så även jag. Tyvärr har inte alla länder i världen hängt med i utvecklingen. Det är anledningen till att jag idag har röstat för ett antal tilläggsförslag som delar in barnarbete i flera kategorier då barn som arbetar t ex kan vara det enda alternativet till prostitution.

2-147

Sérgio Marques (PPE-DE), por escrito. – Actualmente trabalham no mundo 246 milhões de crianças em espaços que são perigosos para a sua saúde física e psíquica. O trabalho das crianças não é um fenómeno que se relacione apenas com os países subdesenvolvidos ou em desenvolvimento. Na Europa Oriental e na zona do Mediterrâneo, milhões de crianças são exploradas nos locais de trabalho. O trabalho infantil é um problema complexo. É principalmente resultado da pobreza, da desigualdade de oportunidades e da falta de escolarização.

Votei favoravelmente este relatório que salienta diversas medidas de luta pela erradicação da exploração das crianças e do trabalho infantil, nomeadamente a criação de uma rubrica orçamental específica a favor da protecção dos direitos das crianças no âmbito da Iniciativa Europeia para Democracia e os Direitos do Homem, a necessidade da Comissão assegurar que as políticas comerciais da União Europeia sejam coerentes com o seu compromisso de protecção e promoção dos direitos das crianças e a possibilidade de se criar um sistema de rotulagem dos produtos importados pela UE que ateste que os mesmos foram fabricados sem recurso ao trabalho infantil.

2-148

Luís Queiró (PPE-DE), por escrito. – No mundo há 352 milhões de crianças que trabalham, das quais 179 são vítimas daquilo que a OIT define como as piores formas de trabalho infantil. Não podemos ficar impassíveis perante esta situação. Todos sabemos que este fenómeno é complexo e que tem causas socio-económicas difíceis de resolver. Pois mesmo perante a complexidade e enorme dificuldade do problema, não podemos ficar alhear-nos desta situação ou travar as medidas que podem facilitar uma estratégia eficaz para romper estes ciclos de degradação da pessoa humana.

O trabalho infantil perpetua a pobreza e obsta ao desenvolvimento, provoca uma baixa dos salários, o desemprego dos adultos, bem como impede a educação das crianças. É pois fundamental combater a ignorância e promover o desenvolvimento da educação para todos.

A educação é sem dúvida uma das estratégias mais eficazes de que dispomos para romper o ciclo da pobreza, um dos elementos fundamentais para um desenvolvimento humano sustentável. Por estas razões votei favoravelmente o relatório Mavrommatis.

2-149

Catherine Stihler (PSE), in writing. – We must do everything that we can to oppose the exploitation of children in the developing world. This report links directly into the ‘Making Poverty History’ campaign as child exploitation is so often linked to poverty. We must do all that we can to make trade fair, to support debt relief and to secure aid to the poorest. I hope that Members will sign our written declaration on the millennium development goals which will deliver on this

crucial agenda. I also hope that the G8 leaders meeting in Scotland tomorrow will make further progress on 'Making Poverty History'.

2-150

Anders Wijkman (PPE-DE), skriftlig. – Idag har Europaparlamentet antagit ett betänkande som ger förslag på olika insatser mot barnarbete. Betänkandet slår bland annat fast att utbildning för alla är av avgörande betydelse för kampen mot barnarbete och fattigdomsbekämpning. Det är min bestämda uppfattning att alla barn måste skyddas mot skadligt arbete. Det är dock viktigt att komma ihåg att generella förbud inte är ett realistiskt alternativ så länge fattigdomen är utbredd och utbildningsmöjligheterna begränsade. Vissa former av arbete kan därtill bidra positivt t ex genom att på arbetsplatsen tillhandahålla utbildning.

Betänkandet behandlar även företagens ansvar och föreslår bland annat åtal mot företag som importerar produkter som framställts på ett sätt som bryter mot ILOs kärnkonventioner. Jag anser att den potential som finns hos näringslivets aktörer att stärka respekten för mänskliga rättigheter och internationella konventioner skall utnyttjas till fullo. Jag ger därför starkt stöd till initiativ som "Global Compact" och "Globalt Ansvar" (svenska regeringen). Lagstiftning och möjlighet till åtal på EU-nivå är dock att gå väl långt. Det finns risk att detta snarare skulle motverka sitt syfte, nämligen att förbättra barnens situation och bekämpa fattigdomen.

2-151

11 - Berichtigungen des Stimmverhaltens: siehe Protokoll

2-152

(Die Sitzung wird um 12.50 Uhr unterbrochen und um 15.05 Uhr wieder aufgenommen.)

2-153

PRESIDENZA DELL'ON. MAURO
Vicepresidente

2-154

12 - Approvazione del processo verbale della seduta precedente: vedasi processo verbale

2-155

13 - Fondi strutturali

2-156

Presidente. – L'ordine del giorno reca in discussione congiunta:

la relazione interlocutoria, presentata dall'onorevole Konstantinos Hatzidakis, a nome della commissione per lo sviluppo regionale, sulla proposta di regolamento del Consiglio recante disposizioni generali sul Fondo europeo di sviluppo regionale, sul Fondo sociale europeo e sul Fondo di coesione [COM(2004)0492 - 2004/0163(AVC)] (A6-0177/2005),

la relazione interlocutoria, presentata dall'onorevole Alfonso Andria, a nome della commissione per lo sviluppo regionale, sulla proposta di regolamento del Consiglio che istituisce il Fondo di coesione [COM(2004)0494 - 2004/0166(AVC) (A6-0178/2005),

la relazione, presentata dall'onorevole Giovanni Claudio Fava, a nome della commissione per lo sviluppo regionale, sulla proposta di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio relativo al Fondo europeo di sviluppo regionale [COM(2004)0495 - C6-0089/2004 - 2004/0167(COD)] (A6-0184/2005)

la relazione, presentata dall'onorevole Jan Olbrycht, a nome della commissione per lo sviluppo regionale, sulla proposta di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio relativo all'istituzione di un gruppo europeo di cooperazione transfrontaliera (GECT) [COM(2004)0496 - C6-0091/2004 - 2004/0168(COD)] (A6-0206/2005),

la relazione, presentata dall'onorevole José Albino Silva Peneda, a nome della commissione per l'occupazione e gli affari sociali, sulla proposta di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio relativo al Fondo sociale europeo [COM(2004)0493 - C6-0090/2004 - 2004/0165(COD)] (A6-0216/2005)

la relazione, presentata dall'onorevole David Casa, a nome della commissione per la pesca, sulla proposta di regolamento del Consiglio: Fondo europeo per la pesca [COM(2004)0497 - C6-0212/2004 - 2004/0169(CNS)] (A6-0217/2005)

2-157

Κωνσταντίνος Χατζηδάκης (PPE-DE), Εισηγητής. – Κύριε Πρόεδρε, νομίζω πως σήμερα το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, μετά την αποτυχία του Συμβουλίου να καταλήξει σε συμφωνία για τις δημοσιονομικές προοπτικές και προφανώς και για

το πλαίσιο της περιφερειακής πολιτικής στην περίοδο 2007-2013, στέλνει ένα ξεκάθαρο μήνυμα και προς τους πολίτες και προς το Συμβούλιο: ότι είμαστε εδώ, συνεχίζουμε να στηρίζουμε τις πολιτικές της συνοχής και θα δουλέψουμε προς την κατεύθυνση του να έχουμε ένα ισχυρό προϋπολογισμό επαρκή σε κάθε περίπτωση για την περιφερειακή πολιτική. Στο πλαίσιο μάλιστα αυτό, καλούμε το Συμβούλιο να επανεξετάσει αμέσως το θέμα και να καταλήξει σε απόφαση σύντομα και πάντως πριν από το τέλος του 2005, έτσι ώστε να υπάρχει επαρκής χρόνος για τα κράτη μέλη και τις περιφέρειες, προκειμένου να προετοιμάσουν τα προγράμματά τους και να μην έχουμε τα προβλήματα των καθυστερήσεων που είχαμε στην παρούσα περίοδο ως προς την έναρξη εφαρμογής των προγραμμάτων.

Πέραν αυτού θέλω να σημειώσω πως το Κοινοβούλιο εμμένει, και στο πλαίσιο της δικής μου έκθεσης, στην τοποθέτηση που έκανε στην έκθεση Βέγκνιν όσον αφορά τη χρηματοδότηση των πολιτικών συνοχής. Εμείς υποστηρίζουμε ένα πακέτο της τάξεως του 0,41% του ακαθάριστου εθνικού εισοδήματος των κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης, το οποίο μεταφράζεται σε 336 δις. ευρώ για την περίοδο 2007-2013. Θεωρούμε πως κάθε περιορισμός των δαπανών της περιφερειακής πολιτικής θα υπονόμευε την αξιοπιστία της.

Η έκθεσή μου, όπως εγκρίθηκε από την Επιτροπή Περιφερειακής Ανάπτυξης, έχει και άλλες σημαντικές προβλέψεις, τις οποίες θα ήθελα να υπενθυμίσω τόσο στον παριστάμενο Βρετανό Υπουργό όσο και στην Επίτροπο.

Πρώτα απ' όλα προτείνουμε την επαναχρησιμοποίηση των κονδυλίων που χάνονται λόγω της αυστηρής εφαρμογής του κανόνα n+2 για την περιφερειακή πολιτική. Προτείνουμε τα κονδύλια αυτά, αντί να ξαναγυρίζουν στους καθαρούς συνεισφορείς του ευρωπαϊκού προϋπολογισμού, να ξαναχρησιμοποιούνται από τις χώρες συνοχής και τις περιφέρειες που έχουν αποδείξει από τις επιδόσεις τους ότι μπορούν να αξιοποιήσουν και άλλα τέτοια κονδύλια.

Δεύτερον, ζητούμε να υπάρξουν πολιτικές αποφάσεις, έτσι ώστε να δοθεί αποζημίωση στις περιφέρειες και στα κράτη μέλη που πλήττονται περισσότερο από την αυστηρή εφαρμογή των νέων κανόνων τους οποίους προτείνει η Ευρωπαϊκή Επιτροπή ως προς την κατανομή των κονδυλίων. Θεωρούμε πως είναι μια πρόταση που πρέπει να εξετασθεί από το Συμβούλιο. Φαντάζομαι πως θα εξετασθεί, διότι έχει άμεση σχέση με την δικαιοσύνη στην κατανομή των κονδυλίων. Δεν πρέπει να βάλουμε πάνω απ' όλα τα μαθηματικά.

Επίσης, σε αυτό το πλαίσιο έχουν κατατεθεί τροπολογίες που στηρίζει το Ευρωπαϊκό Λαϊκό Κόμμα για μια καλύτερη μεταχείριση των περιφερειών που πέφτουν θύματα της στατιστικής. Προτείνουμε ενίσχυση που να ξεκινάει από το 85% και να φθάνει μέχρι το 60%, σημαντικά ανώτερη από την πρόβλεψη της Ευρωπαϊκής Επιτροπής.

Σχετικά με τις περιφέρειες φυσικής σύγκλισης (natural effect), δηλαδή τις περιφέρειες που δεν πληρούν πλέον τα κριτήρια επιλεξιμότητας για το στόχο σύγκλισης αλλά θα τύχουν μεταβατικής χρηματοδότησης στο πλαίσιο του στόχου ανταγωνιστικότητας και απασχόλησης, προτείνουμε οι δράσεις που θα υπάρξουν και θα χρηματοδοτηθούν γι' αυτές τις περιφέρειες να είναι οι ίδιες, εάν οι περιφέρειες αυτές το θέλουν, με τις περιφέρειες του στόχου σύγκλισης.

Ζητούμε επίσης ευνοϊκότερη μεταχείριση τόσο των περιφερειών αυτών όσο και των περιφερειών που πέφτουν θύματα της στατιστικής ως προς τις κρατικές ενισχύσεις, τα επενδυτικά ακίνητα. Υποστηρίζουμε τη δημιουργία κοινοτικού αποθεματικού επίδοσης το οποίο αναμένεται να δώσει κίνητρα σε όλα τα κράτη μέλη να βελτιώσουν τις επιδόσεις τους και να επιτύχουν πραγματική ανάπτυξη. Μέσα από την άμιλλα θα έχουμε καλύτερα αποτελέσματα και για τα κράτη μέλη και για τον κοινοτικό προϋπολογισμό.

Τέλος, η έκθεσή μου θέτει ως ρητή προϋπόθεση για τη χρηματοδότηση δράσεων μέσω των ταμείων την εξασφάλιση προσβασιμότητας για τα άτομα με ειδικές ανάγκες. Θεωρούμε πως όλα τα έργα τα οποία δεν είναι προσβάσιμα γι' αυτούς τους συμπολίτες μας θα πρέπει να μη χρηματοδοτούνται από τα διαρθρωτικά ταμεία και η χρηματοδότησή τους να αναστέλλεται. Είναι το ελάχιστο που μπορεί να κάνει το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο.

(Χειροκροτήματα)

2-158

Alfonso Andria (ALDE), relatore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la relazione che presento oggi è stata caratterizzata, nella sua articolata fase di redazione, da un metodo di lavoro improntato al dialogo, anche al di là delle specifiche appartenenze politiche, e a un'intensa collaborazione, in primo luogo all'interno della commissione parlamentare per lo sviluppo regionale e successivamente presso il Comitato delle regioni con i rappresentanti del Consiglio e con le tante associazioni e organizzazioni non governative.

Ho ritenuto doveroso prestare particolare attenzione al contatto e allo scambio di opinioni con i colleghi deputati, con i relatori ombra per i gruppi politici e con i relatori per parere delle altre commissioni parlamentari, nonché con i colleghi del mio gruppo di appartenenza, vale a dire il gruppo ALDE.

Sin dal primo momento, ho molto apprezzato - e desidero ripeterlo pubblicamente in questa sede - la particolare attenzione del Commissario signora Danuta Hübner, la quale, nelle numerose occasioni di incontro e ancora fino a ieri sera, ha sempre manifestato grande disponibilità e apertura a recepire le istanze del Parlamento.

Del resto ho sempre guardato con grande interesse alla proposta originaria della Commissione relativa al regolamento per il Fondo di coesione, che oggi, alla stregua della crisi che ha investito l'Unione e al mancato accordo sulle Prospettive finanziarie, assume un'ulteriore valenza, poiché fornisce una risposta adeguata alle esigenze di un'Unione allargata, puntando alla coesione economica e sociale. Condivido pertanto gli auspici espressi dal collega Hatzidakis in ordine alla tempestiva risoluzione del problema delle Prospettive finanziarie entro la fine di quest'anno.

La politica regionale rappresenta il migliore strumento per avvicinare i cittadini all'Europa e per questo deve avere obiettivi ambiziosi ed essere dotata degli strumenti necessari per raggiungerli. Pertanto vorrei sottolineare l'importanza di aumentare la dotazione finanziaria del Fondo di coesione dai 18 miliardi di euro previsti per il periodo di programmazione 2000-2006 a 62,99 miliardi di euro, qualora si raggiungesse in sede di Consiglio un accordo sulla proposta approvata dal Parlamento l'8 giugno scorso.

Inoltre, l'ampliamento del campo di applicazione delle azioni del Fondo di coesione è conforme alle relative disposizioni del Trattato, è in linea con le priorità decise a Lisbona e si iscrive nella prospettiva di sviluppo sostenibile di Göteborg. Ciò permetterà di rispondere al grande fabbisogno di finanziamenti degli Stati membri beneficiari nei settori dell'ambiente, delle infrastrutture per i trasporti e dello sviluppo sostenibile.

Durante il lavoro che ho svolto in seno alla commissione per lo sviluppo regionale, ho cercato di effettuare alcune modifiche e di arricchire il testo della Commissione con una serie di elementi originali, quali l'introduzione di un *premium system* sotto forma di riserva comunitaria di qualità e di efficacia e il rafforzamento di scambi attraverso la valorizzazione delle *best practices* per le amministrazioni nazionali, regionali e locali.

Ho chiesto alla Commissione di elaborare un elenco di priorità indicative nella fase di programmazione, ai fini della qualità e dell'efficacia dei finanziamenti comunitari. Ho evidenziato il tema delle disabilità, chiedendo che sia inserito un esplicito riferimento ai disabili nell'articolo 2 del regolamento generale e che i progetti finanziati dal Fondo di coesione prevedano la possibilità di rimuovere barriere e ostacoli di ogni tipo. Ho anche dato spazio al grande tema dell'ambiente, chiedendo garanzie di maggiore coerenza tra i progetti finanziati a titolo del Fondo di coesione e quelli finanziati nell'ambito di altri programmi comunitari. Infine, ho fatto un riferimento marcato agli Stati insulari e periferici, invitando la Commissione a tenere conto dei loro svantaggi naturali e demografici.

Signor Presidente, con riferimento agli emendamenti presentati devo anche aggiungere che personalmente non ritengo possibile accogliere - e lo dico anche a nome del mio gruppo - tutto ciò che riguarda la questione della non applicazione della regola N+2 per il Fondo di coesione, ossia l'introduzione del disimpegno di ufficio.

La mia esperienza pregressa di amministratore locale mi ha insegnato che questa norma contribuisce efficacemente alla corretta e accurata preparazione dei progetti e alla gestione dei fondi. Auspico quindi che la Commissione consenta una maggiore flessibilità nell'applicazione e affronti il problema dell'IVA non rimborsabile affinché sia ammissibile al finanziamento dei fondi.

A tale riguardo esiste una posizione abbastanza precisa, che il Commissario Danuta Hübner ha voluto sollecitare ancora una volta ieri in commissione, affermando che rendere ammissibile l'IVA vorrebbe dire ridurre le risorse finanziarie disponibili per il resto della politica di coesione.

In commissione la mia relazione è stata approvata a larghissima maggioranza e auspico che possa avvenire altrettanto in Aula.

2-159

Giovanni Claudio Fava (PSE), relatore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio anch'io la signora Commissario e gli altri relatori. Credo che abbiamo dato vita a un percorso di lavoro utile a tutti, anche in considerazione della qualità delle relazioni che stiamo presentando al voto in Aula.

Io mi occupo del Fondo europeo di sviluppo regionale, che è certamente il più importante dei Fondi strutturali per quantità di risorse. E' stato istituito trent'anni fa e ha la funzione fondamentale di correggere gli squilibri regionali presenti in Europa. Si tratta di una funzione che viene fissata da un articolo del Trattato, che ci richiama alle esigenze e alle necessità di un'Europa fondata sulla solidarietà, sulla capacità di costruire pari opportunità e condizioni di equità, soprattutto adesso che ci troviamo di fronte alla sfida dell'allargamento.

I dieci nuovi Stati membri rappresentano una grande risorsa sul piano della qualità della politica, un grande passo in avanti della storia in Europa. Tuttavia, dobbiamo anche ricordare che si accentuano gli squilibri regionali. In questo momento, un

terzo di tutte le risorse europee appartiene a un'area geografica che copre soltanto un decimo dell'Unione europea e abbiamo registrato un raddoppio del numero delle regioni ammissibili all'Obiettivo 1, vale a dire delle regioni con forti squilibri strutturali e forti difficoltà economiche.

Questa è dunque la funzione sostanziale di una politica di attenzione e di solidarietà. Se l'Unione fosse soltanto un'area di libero scambio, potremmo limitarci a ridistribuire i redditi tra le regioni più ricche e le regioni più povere. Al contrario - e per questo rivolgo il mio apprezzamento alla signora Commissario - disponiamo della scelta di un progetto politico, sociale ed economico che viene affidato ai Fondi strutturali, ovvero della scelta di un modello di sviluppo che serva nel suo complesso al processo di integrazione europea.

Si tratta di un modello di sviluppo che fa alcune scelte significative. Privilegia la scelta di campo che fu fatta a Göteborg e a Lisbona e dunque sceglie la via dell'economia della conoscenza, il sapere, l'innovazione, la ricerca scientifica, la formazione, intesa come un'opportunità permanente durante tutto l'arco della vita di uomini e donne, nonché la prevenzione dei rischi e lo sviluppo sostenibile. Si tratta di un progetto molto ambizioso che naturalmente ha un obiettivo trasversale, vale a dire la qualità della spesa.

Signor Presidente e signora Commissario, non abbiamo sempre speso tutto e, anche quando lo abbiamo fatto, non abbiamo sempre speso bene. Ci sono regioni - anche nel mio paese - che hanno ricevuto molte risorse ma che sono rimaste ferme agli indici di disagio che hanno conosciuto dieci, quindici o vent'anni fa per quanto riguarda i livelli di occupazione, la qualità e l'articolazione delle infrastrutture, la ricerca scientifica e i processi di innovazione.

E' dunque chiaro che dobbiamo compiere un salto di qualità sul piano della congruità della spesa e affinché questo possa avvenire dobbiamo selezionare gli obiettivi stabilendo poche priorità. E' per questo motivo che il nostro gruppo è contrario al desiderio, peraltro comprensibile ma non necessario, di allargare indiscriminatamente i campi di intervento di questo fondo strutturale.

Noi proponiamo un voto contrario ad alcuni emendamenti che vorrebbero sovrapporre troppi obiettivi e troppe priorità. Proponiamo di votare contro il comprensibile auspicio di alcuni colleghi di includere l'IVA tra le spese rimborsabili. Non vogliamo riaprire un dibattito che è stato ampiamente svolto in commissione, ma riteniamo che l'imposta sul valore aggiunto abbia determinato in passato, come è stato ricordato dal Consiglio, dalla Commissione e dalla Corte dei Conti, notevoli abusi quando si trattava di rimborsare una parte dell'IVA. In particolare riteniamo che tale inclusione creerebbe una sperequazione intollerabile tra paesi con aliquote IVA che variano tra l'1 e il 25 per cento.

Lo stesso riguarda la costruzione di nuovi alloggi. Abbiamo approvato un emendamento, che ci auguriamo sarà accolto dalla Commissione, relativo alla costruzione di alloggi sociali. Tuttavia, ritenere di poter investire i Fondi strutturali genericamente nell'edilizia abitativa vorrebbe dire sottrarre sostanzialmente risorse a tali fondi.

Siamo soddisfatti dei risultati raggiunti. Abbiamo rafforzato il ruolo del partenariato, che noi consideriamo una grande scuola di civiltà e di pratica democratica. Abbiamo ottenuto che venga prestata una particolare attenzione anche alla lotta contro la criminalità organizzata e alla criminalità mafiosa, prevedendo la possibilità di utilizzare i Fondi strutturali anche per creare il *know-how* necessario per fare fronte alla pervasività della criminalità mafiosa. Abbiamo inoltre ottenuto che il principio della non discriminazione fosse un principio orizzontale. Nel merito il relatore presenta soltanto due emendamenti, che hanno il compito di portare a unità e coerenza l'intero testo.

Concludo ricordando, come faceva il collega Hatzidakis, che la qualità della nostra spesa è comunque subordinata all'esistenza di risorse sufficienti. Ecco perché credo che questo Parlamento debba fare in modo che non vengano sottratte risorse alla solidarietà, ovvero alla capacità di costruire un'Europa che viaggi ad una sola velocità. Non si tratta solo di un principio fissato nei Trattati, ma è il principio al quale noi dobbiamo affidare il futuro del processo dell'integrazione politica ed economica in Europa.

2-160

Jan Olbrycht (PPE-DE), sprawozdawca. – Panie Przewodniczący, Pani Komisarz, Panie Ministrze! Proszę pozwolić mi na wygłoszenie kilku uwag dotyczących sprawozdania. Będę starał się mówić jako sprawozdawca, nie jako przedstawiciel mojej partii politycznej.

Współpraca transgraniczna jest jedną z najbardziej wyrazistych i skutecznych form budowania więzi personalnych, a także dobrych stosunków między społecznościami lokalnymi, regionalnymi i całymi państwami. Współpraca transgraniczna ma już bogatą tradycję i osiągnęła przez wiele lat znaczące sukcesy. Dopracowała się również zróżnicowanych form organizacyjnych. Unia Europejska, zdając sobie sprawę z wielu korzyści, jakie płyną z tej formy współpracy międzynarodowej, wspiera ją zarówno wewnątrz Unii, na jej granicach oraz w odległych od siebie regionach, jak i na jej granicach zewnętrznych, używając do tego różnego typu instrumentów finansowych.

Aktualny okres programowania to czas wielu działań o charakterze transgranicznym, transnarodowym i międzyregionalnym. Używam tutaj terminologii dotyczącej programu INTERREG IIIA, IIIB i IIIC. Omawiane

rozporządzenie stanowi nową propozycję legislacyjną, która może przyczynić się zarówno do wzmocnienia wielu form współpracy transgranicznej, transnarodowej i międzyregionalnej, jak i może przyczynić się do ułatwienia prowadzenia wspólnych przedsięwzięć i do poprawienia efektywności wykorzystania funduszy na ten cel przeznaczonych.

Nowe rozporządzenie daje władzom publicznym wszystkich szczebli możliwość powołania na terenie jednego z wybranych państw nowego instrumentu, który będzie posiadał osobowość prawną w państwie siedziby, a następnie będzie notyfikowany wszystkim Państwom Członkowskim, Komisji Europejskiej i Komitetowi Regionów - co proponuję w swoim sprawozdaniu.

Podmioty tworzące europejskie ugrupowanie współpracy, jak mówi oryginalny tekst, transgranicznej, a ja proponuję w swoim raporcie: terytorialnej, będą mogły przekazywać mu wybrane usługi publiczne, jak również powierzać mu część swoich zadań przewidzianych przepisami. Powołanie tego instrumentu jest chyba jedną z pierwszych propozycji w historii Unii Europejskiej, które tworzą podmiot prawdziwie europejski, a równocześnie wzmacniają realizację zasady subsydiarności w praktyce.

Uważam, że Parlament Europejski powinien wesprzeć tę ideę i dać w ten sposób bardzo czytelny i wymierny znak, iż popiera te działania w skali lokalnej, regionalnej i narodowej, ale także w skali międzylokalnej, międzyregionalnej i między państwami, które budują Unię zwartą, a równocześnie wzmacniają zasadę subsydiarności. Warto podkreślić, że rozporządzenie to mimo, iż nie zawiera żadnych decyzji dotyczących kwestii finansowych, mieści się w pakiecie dotyczącym polityki spójności, w związku z tym, iż opiera się na zapisach traktatowych dotyczących tworzenia form, które służą wykorzystywaniu funduszy strukturalnych, bądź też działania bez wykorzystania funduszy strukturalnych.

Jako sprawozdawca, zdaję sobie sprawę z wielu pytań i wątpliwości, które towarzyszą pracom nad tym instrumentem. Jak zwykle dzieje się tak w sytuacjach, kiedy mamy do czynienia z instrumentem nowym, do tej pory niesprawdzonym i niemającym jeszcze swojego odpowiednika w aktualnych formach prawnych.

Uważam jednak, że w tym przypadku procedura współdecyzji pozwoli w konsekwencji na wypracowanie takiego stanowiska, które wzmocni aktualne działania transgraniczne, dzisiaj funkcjonujące i pozwoli na osiągnięcie znaczącej europejskiej wartości dodanej.

(Oklaski)

2-161

José Albino Silva Peneda (PPE-DE), relator. – Senhor Presidente, Senhor Comissário, Senhor Ministro, o Fundo Social Europeu tem uma história de mais de 40 anos. Ele começou por ser decisivo no desenvolvimento da formação profissional e na reafectação de mais de 2 milhões de trabalhadores que exerciam, ao tempo, actividades em sectores que foram objecto de profundas reestruturações.

Na sequência da aprovação do primeiro programa de acção social e do Acto Único Europeu, o Fundo Social Europeu passou a intervir nos domínios da protecção do emprego, da participação dos trabalhadores, da igualdade de tratamento entre homens e mulheres, da saúde e segurança do trabalho e da prevenção de fenómenos de *dumping* social. Os marcos mais importantes da evolução da política social europeia e com impacto no Fundo Social Europeu acontecem depois com o Tratado de Maastricht, onde se consagrou a promoção de um elevado nível de emprego como um dos objectivos da União Europeia, e com os Tratados de Amesterdão e de Nice.

Finalmente, a última evolução deu-se com o projecto de Tratado Constitucional que consagrou como objectivos da União o pleno emprego, o progresso social e o combate à exclusão. Tendo em atenção esta evolução, a Comissão apresentou uma proposta de revisão do regulamento do Fundo Social Europeu que teve como base os seguintes três pontos: primeiro, a Estratégia de Lisboa; segundo, a necessidade de simplificar os textos e os procedimentos; terceiro, a relação do Fundo Social Europeu com a Estratégia Europeia do Emprego.

Quanto ao primeiro, a Estratégia de Lisboa, e na parte que respeita à modernização do modelo social europeu, ao investimento nas pessoas, ao combate à exclusão social e ao conjunto de acções prioritárias, tais como a criação de um espaço europeu de investigação e de inovação e o investimento nos sistemas educativo e de formação, de forma a responder às exigências da sociedade do conhecimento e à necessidade de criar mais e melhores empregos, penso que o regulamento proposto é um instrumento adequado.

Quanto à simplificação de textos e procedimentos, se é verdade que as propostas da Comissão manifestam uma vontade clara de simplificação a diferentes níveis, também não é menos verdade que subsistem ainda muitas áreas onde será necessário fazer um esforço acrescido de simplificação e de racionalização. No que respeita à articulação entre o Fundo Social Europeu e a Estratégia Europeia para o Emprego, quero afirmar que, na generalidade, a proposta de regulamento do Fundo Social Europeu integra de forma positiva estas duas realidades.

Gostaria agora de me referir a duas alterações que proponho à proposta inicial da Comissão: primeiro, a questão da inclusão social. A este respeito penso que as matérias relacionadas com a inclusão social não podem ser exclusivamente resolvidas no âmbito da política de emprego e do mercado de trabalho, porque há situações que exigem, a montante, uma intervenção de carácter mais exigente e interdisciplinar. Por isso considere que deveria ser sublinhada uma maior ambição na intervenção do Fundo Social Europeu e, nesse sentido, entendi propor que a acção do Fundo não se esgotasse nos caminhos da Estratégia Europeia de Emprego, já que as suas possibilidades de intervenção são mais abrangentes e que, por isso, ficasse bem expresso o contributo que o Fundo Social Europeu pode dar a favor da inclusão social.

Há ainda outra alteração significativa à proposta da Comissão que agora é submetida à apreciação deste plenário e que tem a ver com a distinção que inicialmente era feita entre as acções que o Fundo Social Europeu poderia desenvolver nas regiões pertencentes ao objectivo "convergência" e nas regiões pertencentes ao objectivo "competitividade".

Sempre entendi que o Fundo Social Europeu deveria ter uma aplicação tão geral quanto possível dado que é um instrumento para apoio às pessoas, independentemente das regiões onde habitam. Depois de alguns contactos entre a Comissão e os grupos políticos interessados foi possível chegar a uma solução de compromisso que respeita a coerência das políticas e a concentração de meios nas regiões com maiores problemas de desenvolvimento. É essa a solução de compromisso que proponho a este plenário.

Sei também que há pontos de divergência entre a Comissão e o Conselho. Na proposta que apresento tomei posições claras sobre esses pontos. Assim, quanto ao estatuto de cooperação transnacional e de inovação, partilho da opinião da Comissão e proponho a obrigatoriedade do financiamento por parte dos Estados-Membros. Também no que respeita ao apoio aos parceiros sociais, mantive a posição proposta pela Comissão e proponho que seja consagrada uma distinção no que respeita a diversos aspectos regulamentares entre parceiros sociais e organizações não-governamentais.

Finalmente, Senhor Presidente, gostaria de sublinhar o clima de excelente relacionamento que se verificou na preparação deste relatório entre a Comissão e os diferentes grupos políticos interessados que, pela sua empenhada cooperação, facilitaram em grande medida o meu trabalho. A todos, muito obrigado.

(Aplausos)

2-162

David Casa (PPE-DE), Rapporteur . – Fond tas-Sajd huwa għodda fundamentali għas-settur tas-sajd fis-snin li ġejjin. Kif kulhadd japprezza, il-qasam tas-sajd huwa industrija importanti ferm għall-Unjoni Ewropea, industrija li tfisser l-għejxin ta' elfu kbar ta' familji li jiddependu minn din l-attività hekk importanti li tista' tghid fil-maggoranza tal-pajjiżi kollha membri ta' l-Unjoni Ewropea. Il-Fond Ewropew għas-Sajd huwa proġett innovattiv li se jimplimenta l-għanijiet deċiżivi, ir-riforma tal-politika komuni għas-sajd u dan sabiex tiġi simplifikata u decentralizzata sistema tat-tqassim ta' fondi, sabiex jintlaqgħu l-isfidi li għandha quddiemha l-Unjoni Ewropea bid-dhul tal-għaxar pajjiżi membri godda fi hdnha. Il-Fond Ewropew għas-Sajd jirrispetta l-prinċipji fundamentali ta' l-istrutturi l-oħra kollha jiġifieri s-sussidjarjetà, l-ipprogrammar plurijennali u skrutinju, shubija u finanzjament parzjali. Hija xi haġa pożittiva li l-assistenza mill-fond propost għas-sajd Ewropew se tkun ibbażata fuq azzjoni integrata lokali ċċentrata fuq strateġija territorjali rilevanti li tanalizza kull sitwazzjoni lokali separatament. L-ewwel nett jipprovi strument finanzjarju li jkun parti integrali mill-politika komuni għas-sajd, partikolarment biex takkompanja l-imaniġġjar ta' riżorsi u tghin biex jitrangaw l-istrutturi tal-produzzjoni u tikrea l-kundizzjonijiet ideali għall-iżvilupp sostenibbli tagħhom.

It-tieni nett, li toqgħod mal-prinċipji ta' koeżjoni li jippermettu t-trattament differenti lir-reġjuni differenti ta' l-Unjoni Ewropea skond il-livell ta' l-iżvilupp u prosperità tagħhom. Il-Kumitat tas-Sajd tal-Parlament Ewropew għadda minn proċess ta' konsultazzjoni dettaljata. Iltqajna ma' kull min hu kkonċernat u għandu x'jaqsam mas-settur, smajna lis-sajjieda u smajna lir-rappreżentanti tal-pajjiżi membri u ridna li dan ir-rapport finalment jirrifletti verament il-bżonnijiet tas-settur.

Il-pajjiżi membri laqgħu tajjeb il-holqien tal-Fond Ewropew għas-Sajd, li l-iskop tiegħu imur id fid mar-riforma fil-politika tas-sajd, ma' dan kollu ċerti aspetti qajmu xi ffit ta' ansjeta' dwar dan minhabba l-fatt li l-Fond ma jindirizzax adekwament ir-rinnovar tad-dgħajjes. Ir-rappreżentanti proponew li l-abbozz tar-regolament għandu jinkludi l-possibilità ta' tiġdid tal-flotta u l-immodernizzar filwaqt li jkun hemm il-possibilità li jinbnew dgħajjes godda li ma jinvolvux zieda fl-isforzi tas-sajd. L-opinjoni ġenerali hija li l-Kummissjoni harset wisq lejn l-aspett ambjentali u injorat il-fatt li ċerti miżuri jistgħu jpoġġu lis-settur tas-sajd f'sitwazzjoni dizastruża. Huwa possibbli però' li bl-għajnuna ta' riċerka xjentifika naslu għal kompromess aktar kostruttiv u bilanċjat. Sabiex ikun hemm bilanċ bejn il-harsien tar-riżorsi u l-vijabilità soċjo-ekonomika tas-settur.

Nemmen li r-rapport li fuqu se nivvutaw għada jirrifletti tajjeb il-bżonnijiet ta' dawk kollha li joperaw fis-settur. Irridu b'hekk nibagħtu messagg qawwi kemm lill-Kummissjoni u kemm lis-settur u rridu li s-settur tas-sajd jibqa' sostenibbli u vijabbli fis-snin li ġejjin. Nemmen li huwa fundamentali għalina li jkun hemm qbil fuq il-prinċipji li se jallokaw il-fondi lill-industrija tas-sajd. Sfortunatament l-allokkazzjoni proposta għall-Fond Ewropew għas-Sajd, baqgħat Prattikament l-istess, jiġifieri madwar hames biljun Euro u dan minkejja li l-Unjoni Ewropea kellha tkabbar ir-rata tagħha minhabba l-fatt

li l-unjoni ma baqatx ta' hmistax iżda saret ta' hamsa u ghoxrin. Ghalhekk meta wiehed jagħmel paragun mal-passat huwa evidenti li kull pajjiż se jirċievi persentagg anqas ta' fondi. Il-protezzjoni ta' l-ambjent huwa fattur konċernanti hafna u l-użu eċċessiv ta' prekawzjoni jwassal għall-protezzjoni esagerata. Tajjeb ukoll li wiehed isemmi għajnuniet li permezz ta' dan il-fond se jkun possibbli li jingħataw. Ahna ridna nibqgħu flessibbli permezz tar-rapport, ahna għalhekk napprezzaw illi l-popli Ewropej qed jistennew minna illi nneħħu l-burokrazija żejda. Nemmen illi daw kollha involuti fit-tfassil tar-rapport taw kas ta' dan u hadmu bis-shih sabiex jeliminaw dan il-fattur. Kif diġa' għedt qabel, ilhaqna ftehim fuq punt importanti ferm dak li jirrigwarda r-rinnovar tad-dgħajjes, lhaqna ftehim fuq l-imodernizzar tal-flotta u l-irrinovar tad-dgħajjes ta' mal-kosta u għandna bżonn ta' flotta li tkun kompetittiva u effiċjenti għaż-żmien li ġej sabiex is-settur jibqa' verament sostenibbli. Bhalma ntqal, il-kumitat tas-Sajd Ewropew diġa' semma diversi opinjonijiet fuq dan is-sugġett u ġew ikkunsidrati aspetti differenti tal-proposta bhall-problemi għall-iżilupp sostenibbli, l-akwakultura u mistoqsijiet relatati mal-flotta u l-implimentazzjoni. Bhal *rappporteur*, insostni li jiena sodisfatt bir-riżultat finali. Nemmen li dan ir-rapport irnexxielu jiġbor il-punti l-aktar importanti u barra minn hekk nemmen illi dan ir-rapport għandu s-sahha politika necessarja sabiex is-settur tas-sajd jibqa' vijabbli u sostenibbli kemm fl-aspett finanzjarju kif ukoll fil-livell ambjentali.

Sur President nikkonkludi billi nfakkar illi kellna timetable illi għet maqtugħa min-nofs sabiex inkunu nistgħu nlaħħqu sal-lum u li kieku ma kienx bl-għajnuna tal-koordinatur tal-grupp tiegħi, tal-advisor tal-grupp tiegħi kif ukoll ta' diversi nies oħra speċjalment ir-rappreżentanti tal-kummissjoni u ta' l-istaff personali tiegħi nahseb illi ma konniex naslu sa fejn wasalna llum. Nirringrazzja lil kulhadd ta' l-għajnuna tagħhom.

2-163

Alun Michael, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, I am pleased to participate in this very important debate on the future of the structural and cohesion funds because the European Commission's package of five draft regulations are of great significance. They will establish the overarching framework for the delivery of EU regional policy for the full seven years of the next financial perspective. It will be very important indeed for the Council and the European Parliament to work in close cooperation to achieve a successful outcome.

The Committee on Regional Development has produced excellent reports on the draft regulations. While there are some differences of opinion between the Council and Parliament on certain issues, we share many common objectives and concerns. I wish to thank Mr Hatzidakis, Mr Andria, Mr Fava, Mr Olbrycht and Mr Silva Peneda for their hard work and helpful remarks in introducing the debate this afternoon.

I ought to point out to Mr Hatzidakis that I am speaking today on behalf of the Presidency and emphasising the need for agreement. I say that because he referred to me as the UK Minister. Today we are not discussing the level of the budget, though those who argue for a more disciplined budget believe that it would increase the credibility of the Union and lead to the improved targeting of resources to where the need is greatest. But it is to the credit of everyone, and particularly to Parliament, that the practicalities of the Commission's proposed regulations are being discussed and developed in parallel with the budget discussion. I know from meetings that Commissioner Hübner takes a very practical view of these issues and I look forward to hearing her contribution and that of Commissioner Špidla.

I am not ignoring Mr Casa's report. I know that Parliament will also be discussing the draft regulation for the European Fisheries Fund during this debate. As the UK Minister responsible for regional policy, I cannot comment on this important dossier, but I will promise to pass on the comments to my colleague, Ben Bradshaw, the UK Minister for fisheries policy, and he will be visiting Parliament next week to engage in discussions on this important subject.

I would like to emphasise the importance that the UK Presidency attaches to making progress in this very important policy area. We recognise that this involves working in effective partnership with the European Parliament. A great deal of progress has already been achieved under the Netherlands and Luxembourg Presidencies, but there is still a lot to do. Even when the Council and Parliament have reached agreement on the regulations, the Commission and Member States will need to complete important bilateral discussions before the new cycle of programmes can start and before money can start to flow, money that is badly needed to help regenerate the economies of the poorest parts of the Union, hence our wish to move forwards swiftly under our Presidency.

But, as I have acknowledged, these negotiations are closely linked with the wider discussions on the future financing of the Union. The structural funds form the largest area of EU expenditure after agriculture, accounting for approximately 30% of the total EC budget. We need to reach agreement on the EC budget before these regulations can be finalised.

We share the concerns of the European Parliament and many Member States – in particular the new Member States – about any delay in reaching agreement on the budget and the importance of ensuring there is a prompt start to the next cycle of structural funds programmes.

As Tony Blair said to you less than two weeks ago, we fully recognise the importance of reaching an agreement on the budget and we will make as much progress as possible during our Presidency. However, it has to be the right agreement: one that equips the EU to deal effectively with the challenges of the 21st century, one that takes account of the wider

debate on the future direction of the Union and one that meets the needs of new Member States in order to ensure that EU enlargement continues to be a success.

In addition to the issue of financing, there remain a number of other important issues that need to be resolved relating to the treatment of structural funds expenditure and the implementation of programmes. We have been discussing these matters in the Council since last September and we have made good progress. Our aim during the UK Presidency is to reach a consensus on outstanding technical issues in the regulations as swiftly as possible, so that the package of regulations can be finalised very quickly once the outcome of the future financing negotiations is known.

That is why I am very pleased that you are having this important debate today and that you will be voting shortly on the five reports. That will ensure that the Council has a clear understanding of Parliament's views. Those views will be very important in building a consensus between our two institutions and we will examine them very carefully in the Council as we move towards political agreement. I look forward to listening to the remainder of today's debate.

2-164

Danuta Hübner, *Member of the Commission*. – Mr President, through many plenary sittings such as this and the unflagging work of its committees, your institution has always played a decisive role in the development of European cohesion policy. The Commission appreciates the farsighted ways in which you have helped to bring into being and develop a policy which, besides its economic objectives, forms such a secure link between the European Union and its citizens. This debate in which we are discussing the policy's medium-term future is just the most recent example of these efforts.

Whilst expressing the Commission's recognition of your role and its gratitude, may I, on a more personal note, thank the four rapporteurs – Mr Hatzidakis, Mr Fava, Mr Andria and Mr Olbrycht – for the outstanding quality of their reports. My thanks also to Mr Galeote Quecedo, who has steered the work of the Committee on Regional Development so efficiently. Together they have set the stage for a fruitful discussion today. In replying now to your proposed amendments I hope I can be as clear and convincing as the reports themselves.

As I said, we are discussing the future of cohesion policy until 2013. In the years between 2007 and 2013 cohesion policy can build on its present results, but we have to look and move forward. We can secure a growth dividend by involving regions more closely in our economic and social modernisation. This is what is at stake in the present discussions on cohesion policy. The Commission and Parliament see the advantage of having our regions and cities on side and it can only be beneficial if their role as key actors in Lisbon and Göteborg is enhanced. It is with these overall objectives in mind that I would like to give you the Commission's reactions to the proposed amendments, a reaction inspired by our common goals. The Commission is grateful for your support on many key points. I will list some of them.

We have a common view on the architecture of the policy, one built around the objectives of regional competitiveness and employment, regional cooperation in a number of forms and of course convergence. It is vital to boost the growth of the poorest regions and close the wealth gap between them and the rest of the Union. Here EU cohesion policy has a starring role to play in raising aggregate productivity growth in the Union as a whole.

We have a common view on the imperative of concentrating finance on the poorest regions. I fully share your opinion that the national strategic reference framework should be the object of the agreement between the Member States and the Commission. This agreement should provide the basis for the final decision of the Commission, in line with Article 26 of the draft General Regulation.

We also have a common view on the essential role of cohesion policy in the drive towards a modern knowledge-based economy. That is why it is important for the Council to adopt strategic orientations for the Union as a whole and why we propose that Member States should draw up national strategies for the pursuit of these objectives. The report before you supports this view. However, I must tell this House that the battle is not yet won. We still have some way to go, therefore, to transform this part of the Commission proposal and the views of the European Council into a political reality.

The Commission and Parliament also have a common view on the importance of territorial cohesion or, to put it another way, the understanding that economic modernisation will benefit if special attention is paid to particular places in Europe.

The present urban initiative that was added to cohesion policy at the insistence of this House is a major success and the Commission wants to build on it by creating a special place not only for cities but also for rural areas. We have proposed a special programme for the outermost regions and welcome your support.

These are some of the points where the resolutions before Parliament offer firm support for the Commission's proposals. Others suggested by your rapporteurs will be taken on board by the Commission. Perhaps I can give one or two examples. Your resolution suggested that cohesion policy will be strengthened by better cooperation between ERDF co-financed operations and other Community policies. I fully share your view and I am working to bring this about. However, we all

need to understand that the pursuit of this goal and the requirement that we concentrate our scarce financial resources mean that some kinds of project can no longer figure amongst our priorities.

You also suggest the maintenance of a specific strength for inter-regional cooperation within the objective for European territorial cooperation. The Commission accepts this. You have proposed that the interoperability between the regional and social funds be increased from 5% to 10%. This gives greater flexibility to regional and national programme managers and thus ensures a close link in some cases between investment and training.

The Commission believes this to be very useful and accepts the proposal. In the particular case of Mr Olbrycht's report on European grouping for cross-border cooperation, I am pleased to be able to tell you that the Commission accepts most of Parliament's amendments. Most important is the proposal that the registration of European groupings should be subject to national laws and associations.

Discussing the amendments that the Commission cannot accept is always a more delicate matter. Here I will refer to one or two cases and hope that my explanations of the reasons behind the Commission's approach will convince the House. I have already spoken of the need to focus cohesion policy on economic modernisation. I have also said that this is especially important for the regional competitiveness and employment objective. In this branch of the policy financial resources are particularly limited and, furthermore, we need to be able to demonstrate the added value to the overall economic situation.

In that light, I am worried by the amendments that seek to enlarge the scope of the policy, especially the regional competitiveness objective. I understand why Members might believe the door should be opened a little wider here and there, but I would ask you to accept that, if we do not take great care, the policy will lose its ability to address key issues and key areas. We have to find an appropriate balance. For example, I do not believe that it would be appropriate to widen the scope of the policy generally to cover operating aid, or to soften the conditions covering land purchase. This is not because of a lack of sympathy; it is an acceptance of the overriding need to concentrate the policy on the main challenges.

There are two particular points I should mention in this connection: VAT and housing. The VAT and housing discussions arise from an effort by the Commission to simplify the regulation by clearly listing elements of expenditure that are not eligible for funding.

With regard to VAT, the discussions in the Council and the amendments put forward by honourable Members demonstrate that this part of the Commission's proposal creates some problems, especially in new Member States. We want to avoid a position where ERDF cofinance goes straight into Member States' budgets by cofinancing VAT payments. That position is, I am sure, shared by this House. At the same time I hear from you about problems: the cost for some beneficiaries, for example voluntary organisations and local governments, because the VAT they are obliged to pay is not recoverable. In the coming weeks the Commission will therefore reflect on its proposal with a view to finding a solution to your concerns.

Much the same is true about housing, although the solution to the problem might not necessitate a change in the Commission's proposal. Again, the Commission does not consider that housing expenditure should be eligible for cofinancing under cohesion policy. That is not a change from past practice. It is merely a clarification. It is clear today from the amendments proposed by Members and from discussions in the Council that what was intended as a clarification might lead to confusion, thus complicating the lives of programme managers. The way out appears to be to make a common declaration with the Council that spells out the sort of investments associated with housing that are eligible for ERDF cofinancing. Thus we would make clear, for example, that investments to improve the energy efficiency of housing are eligible for cofinancing and that the same is true for investments to improve the environment around social housing.

Another area covered by Members' amendments is the automatic decommitment rule known as the n+2 rule, which will become applicable to the cohesion fund after 2007, since the Commission is proposing to move from the present project approach to the programme approach.

This is the discipline that lies at the heart of the present high-quality performance of official policy programmes and is having beneficial effects on the ground. It turns out to be a strong incentive to efficient and rapid implementation of the programmes. We recognise, however, that the application of this rule for the Cohesion Fund could bring difficulties, especially in the new Member States, as the major focus of this fund is on large infrastructure projects where the investment cycle and public procurement procedures are considerably longer and more complex. We do not underestimate these problems. For this reason, we have been working together with the Presidency and the Member States in order to reconcile the requirements of proper financial management and discipline with the specific nature of the Cohesion Fund.

The Commission cannot accept some suggestions by honourable Members that aim to alter the conditions for the implementation of the policy. Here, of course, we have to remember the importance of achieving sound financial

management which leads us to maintain clarity and a clear distinction between the General Regulation and the ERDF Regulations. We have to remember the importance of decentralised management and the role of the regions and Member States in defining development strategies. We also have to ensure that the regulations that emerge can be clearly understood and followed by programme managers and that they do not contain political messages or statements of intent. It is on those grounds that the Commission is unable to accept a number of amendments.

You are fully aware of the difficult conditions under which the debate on the future financial framework is taking place. The Commission needs your full support to ensure that an ambitious cohesion policy to achieve Lisbon and Göteborg objectives can be implemented by 2007.

By adopting your reports, you are giving a clear signal to the Council of your determination to take up this important challenge. By choosing to discuss its position on the future shape of cohesion policy now, this Parliament is sending the message that there is no time to lose. You are signalling that you want to secure a medium-term future for a cohesion policy before the end of the year. The Commission supports you in this. We are doing all we can to ensure that the necessary decisions are taken as soon as possible under the British Presidency, so that the Member States and regions have new cohesion policy programmes ready to come into operation at the start of 2007.

2-165

Vladimír Špidla, *člen Komise*. – Vážené dámy, vážení pánové, nejprve mi dovozte, abych poděkoval zpravodaji panu Silvu Penedovi a všem jeho kolegům za vynikající práci, kterou odvedli.

Podpora Parlamentu byla velmi důležitá pro rozvinutí našeho společného cíle stanovit právní základ, který umožní Evropskému sociálnímu fondu podpořit vytvoření většího počtu kvalitnějších pracovních míst.

Návrhy Komise týkající se reformy strukturálních fondů obecně a Evropského sociálního fondu zvláště jsou založeny na následujících principech. Soustředění zdrojů pro základní priority Společenství a pro regiony, které je nejvíce potřebují, podpora evropské strategie zaměstnanosti, protože tímto způsobem Evropský sociální fond přímo přispěje k dokončení Lisabonské strategie, podpora jednotlivců a osob pocházejících ze znevýhodněných skupin.

Při provádění Evropského sociálního fondu bude Komise nadále upřednostňovat všechny skupiny, jež mají problémy s nacházením nebo udržováním zaměstnání a to bez jakéhokoliv rozlišování původu těchto obtíží. Jedním z cílů Komise v jejím návrhu je zapojit co nejširším způsobem všechny účastníky, kteří se zapojují do provádění Evropského sociálního fondu. Sociální partneři by měli mít v budoucím Evropském sociálním fondu přednostní úlohu, neboť hrají zásadní roli v provádění politik zaměstnanosti a v intervencích Evropského sociálního fondu.

V případě nevládních organizací Komise, stejně jako Parlament, podporuje větší zapojení těchto organizací do politiky soudržnosti. Z tohoto důvodu ostatně posiluje zásady partnerství. Návrhy nařízení už stanoví, že nevládní organizace budou konzultovány při programování, realizaci a kontrole akcí Evropského sociálního fondu. Komise trvá na tom, aby měly nevládní organizace přístup k aktivitám financovaným z Evropského sociálního fondu, zejména ty organizace, které působí v oblasti sociálního začlenění a boje proti diskriminaci.

Práce, která byla vykonána při zpracování zpravodajských zpráv, jistě přispěje k účinné přípravě dohody a k vylepšení znění návrhu a já Vám za ní děkuji.

2-166

Joe Borg, *Member of the Commission*. – Mr President, I wish to begin by congratulating the rapporteur, Mr Casa, on his excellent work and thank the Committee on Fisheries and its chairman for their valuable contribution to the debate on the European Fisheries Fund. I strongly appreciated the significant amount of work undertaken in order to achieve a timely delivery of Parliament's opinion, as well as the active involvement of Member States and the fishing sector in this debate.

I, myself, together with the Commission services, have travelled to various Member States to gather the opinions of administrations and the sector alike. Despite the large number of proposed amendments, I believe that in substance your proposals are close to ours and I am pleased to note your generous support for our proposal. This indicates that we have a common understanding that the new fund should serve the purpose of implementing the CFP and aim at achieving sustainable development of the fisheries and aquaculture sectors in the Community.

I do not share the view of the rapporteur that the fund focuses too much on the environmental dimension. It focuses on the attainment of sustainable fisheries in the long term in the interests of fishermen themselves – sustainability in all senses of the word: economic, social and environmental.

I now wish to say a few words on where we currently stand with the proposal. As you know, the Council met on 20 and 21 June to discuss the proposal after significant work had been undertaken at the technical level. Under the Presidency's stewardship we were able to progress towards a broad consensus with Member States, while taking into account the work that was ongoing in the Committee on Fisheries.

To mention only three areas where we have met your concerns, I refer to the extension of aid to medium-sized enterprises operating in the aquaculture processing and marketing sectors, to the inclusion of new provisions in support of small-scale fisheries and young fishermen, and to increased flexibility in the selection criteria for fisheries regions where local development strategies can be implemented.

We did not, however, conclude the discussions in the Council on 21 June. Member States still have divergent opinions on aid for new constructions and modernisation of the fleet, with some of them requesting the reinstatement of aid for the construction of vessels.

I have expressed my position in the Council, which I wish to reiterate here. I am not prepared to reopen the debate on aid for the construction of vessels, which was phased out during the common fisheries policy reform. To do so in the context of over-capacity and over-fishing would undermine our determination to achieve sustainable fisheries and our commitment at international level not to subsidise the increase in fleet capacity. We need not only a commitment that our own capacity is not increased, but we need to decrease capacity to attain sustainable fisheries.

Concerning support to vessel modernisation, the Commission is ready to accept some changes advocated by the Committee on Fisheries. Firstly, by clarifying that aid will be available to modernise vessels below deck for safety, working conditions, hygiene and product quality purposes, provided capacity is not increased. Secondly, by making safety-related items explicitly eligible under the European Fisheries Fund.

In many ways, the discussions in the Council mirror the arguments expressed by the European Parliament with regard to the restructuring of small-scale coastal fisheries. I am convinced that specific attention to small-scale fisheries is justified because of their important role in the economic and social fabric of fishing communities, their territorial dimension and the competition they often face from other segments of the fleet.

We are, therefore, willing to include funding for the replacement of engines for small-scale vessels, while ensuring that capacity is not increased and stocks are exploited in a sustainable manner. This could take place in particular in the framework of coastal management plans aimed at the sustainable development of fisheries for the benefit of local communities.

I am confident today's debate will contribute to improving further the content of the European Fisheries Fund proposal. We shall continue our work with the Council to finalise its adoption in due time and I am committed to informing the Council of your outstanding concerns after today's debate.

2-167

PRESIDENZA DELL'ON. COCILOVO
Vicepresidente

2-168

Nathalie Griesbeck (ALDE), *rapporteur pour avis de la commission des budgets*. – Monsieur le Président du Conseil, Monsieur le Président de la Commission, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord souligner que j'interviens en ma qualité de rapporteur pour avis sur les Fonds structurels au sein de la commission des budgets. Dans le temps qui m'est imparti tant de choses sont à dire que j'ai décidé de choisir quelques points qui, dans l'orthodoxie budgétaire de notre Assemblée, s'appliquent à l'ensemble des avis et peuvent être exprimés sur les différents rapports concernés, tant sur le rapport de mon honorable collègue Andria sur le Fonds de cohésion, que sur le FEDER, le FSE, le Fonds européen pour la pêche, comme à propos de l'avis général de notre collègue Hatzidakis sur le règlement portant dispositions générales. Je remercie également l'ensemble de mes collègues pour l'énorme travail qui a été fourni.

Les défis que l'Europe doit relever sont aujourd'hui plus que jamais d'une importance capitale pour le développement de la compétitivité future de l'Union européenne, dont les Fonds structurels constituent non seulement les instruments financiers indispensables mais aussi, aujourd'hui, dans cette Europe à vingt-cinq que nous vivons, que nous construisons, dans cette Europe élargie, le fer de lance des objectifs budgétaires de l'Union et le moyen essentiel de notre ambition pour l'Europe.

Je ne reviendrai pas sur le travail considérable de la commission des budgets, comme sur celui de la commission temporaire du Parlement sur les perspectives financières. Alors même que l'Europe vit une crise sans précédent, notre Assemblée a su prendre ses responsabilités en adoptant, en juin, le rapport Böge fixant les objectifs de l'Union pour la génération des fonds 2007-2013. Il est vrai que, lors de la discussion préparatoire sur les Fonds structurels sur la base de la proposition de la Commission, articulée autour des trois objectifs - convergence, compétitivité régionale et emploi et coopération territoriale européenne - nous n'avions déjà pas d'indications précises concernant les montants budgétaires.

Aujourd'hui, la situation reste complexe, pour ne pas dire ubuesque, selon les termes employés par certains de nos concitoyens: nous sommes appelés à nous exprimer sur les Fonds structurels en continuant d'ignorer les montants définitifs dont ils seront dotés si nous parvenons - ce que j'espère ainsi que la très grande majorité de nos collègues - à un accord

rapide sur les perspectives financières. Je voudrais donc simplement souligner quelques principes de bon sens, de simple orthodoxie budgétaire, qui permettent de faire valoir les prérogatives du Parlement européen en tant qu'autorité budgétaire, sur deux ou trois points principaux.

Le premier est de considérer qu'une fois que ces perspectives financières auront été adoptées, la Commission confirmera en premier lieu les montants indiqués dans la proposition de règlement ou, le cas échéant et si nécessaire, soumettra les montants ajustés à l'approbation du Parlement européen et du Conseil pour assurer la compatibilité avec les plafonds, comme le rappelle en permanence la commission des budgets.

Le second point, déjà évoqué à maintes reprises, très longuement débattu et régulièrement souligné au sein de la commission des budgets du Parlement, est de rappeler les résultats positifs de l'application de la règle N+2 et de proposer son maintien comme règle de principe.

En effet, le règlement portant dispositions générales et le règlement portant sur le Fonds de cohésion prévoient l'application de cette règle N+2 au Fonds de cohésion. Cette règle, je le rappelle, a pour but d'encourager les États membres bénéficiaires à utiliser rapidement les fonds engagés et oblige à une certaine discipline dans la préparation et la gestion financière des projets.

Pour autant, conscients des difficultés potentielles des nouveaux États membres à mettre en œuvre rapidement les Fonds structurels, nous, et notamment M. le rapporteur Andria, avons obtenu de haute lutte un compromis après de longues discussions pour que cette règle N+2 soit assouplie en fonction des demandes de nos nouveaux collègues et qu'elle atteigne un degré acceptable de flexibilité de façon à permettre le démarrage et l'exécution rapide des projets. Le délai prévu par la règle N+2 commencera à courir au premier jour de la mise en œuvre du programme, et non au premier jour de la programmation par la Commission, ce qui permettra de disposer de cette flexibilité, tout à fait favorable à la réalisation de nos objectifs.

Enfin, je ne reviendrai pas sur la TVA non remboursable, à propos de laquelle nous épousons tout à fait la position de Mme le commissaire Hübner. Pour conclure, la commission des budgets veillera à la défense de ses différentes positions adoptées par le Parlement. Elle est prête bien sûr à entamer au plus tôt les négociations avec le Conseil et la Commission sur les perspectives financières qu'elle appelle de ses vœux car, contrairement aux déclarations de Jack Straw, rapportées dans *Le Figaro* du 30 juin, il serait véritablement dramatique que nous ne parvenions pas à nous mettre d'accord avant la fin de cette année. Si nous devons prendre du retard dans l'adoption de l'accord, il faut être conscient que le retard dans la mise en œuvre des politiques aurait de graves incidences économiques et sociales pour nos concitoyens européens. Mais, pour autant dans ce contexte, il est important que les choses soient claires sur un point: le Parlement n'acceptera pas un mauvais accord et nous n'hésiterons pas à dire non.

2-169

Tadeusz Zwiefka (PPE-DE), *Autor projektu opinii Komisji EMPL.* – Panie Przewodniczący! Wszyscy mamy pełną świadomość, że ilość celów, jakie stawiamy przed sobą, a także wielość potrzeb, jest zdecydowanie szersza i bogatsza niż fundusze, którymi jesteśmy w stanie dysponować. W związku z powyższym jest rzeczą oczywistą, że trzeba te fundusze programować jak najlepiej i jak najefektywniej je wykorzystywać, i taki jest kierunek zmian proponowanych na najbliższą perspektywę finansową.

Niezrozumiałym natomiast jest rezygnowanie z pewnych zasad, które się sprawdziły, i które do tej pory funkcjonowały prawidłowo, myślę tutaj o zasadzie wielofunduszowości pozwalającej na poziomie Państwa Członkowskiego, w sposób jak najlepszy, kompilować fundusze niezbędne do realizacji jednego zadania, czyli wykorzystywać te pieniądze tak, jak uważa się w danym kraju za najsluszniesze. To rozwiązanie ma być zmienione poprzez ograniczenie *cross-financing'u* do 5%. Po co zmieniać regułę, która funkcjonuje dobrze, do której zostały już zbudowane instrumenty administracyjne, a także przygotowana została kadra? Po co zmieniać zasadę, która pozwala na większą swobodę podejmowania decyzji w planowaniu operacyjnym i w wykonywaniu zadań?

Druga kwestia, do której chciałbym się odnieść, to finansowanie budownictwa mieszkaniowego. Zgadzam się oczywiście z tymi zmianami proponowanymi przez Komisję, które mówią, że nie wolno finansować budownictwa mieszkaniowego jako takiego i cieszę się z wyjaśnień Pani Komisarz Hübner, że kwalifikowane są wydatki na budownictwo mieszkaniowe prowadzące do oszczędności energii, a także do ochrony środowiska.

Ponieważ jednak pochodzę z nowego Państwa Członkowskiego - z Polski, chciałbym zwrócić Państwa uwagę, że budownictwo społeczne w dawnych krajach bloku komunistycznego to głównie budownictwo z wielkiej płyty, wielomieszkaniowe, a zatem takie, które już dzisiaj jest nieekologiczne i bardzo niebezpieczne w wielu przypadkach.

Warto by zatem zastanowić się, czy nie byłoby dobrze, aby z Funduszu Spójności można było finansować rewitalizację tych właśnie budynków, ponieważ nie ma takiej możliwości, aby wybudować zupełnie od nowa odpowiednią ilość potrzebnych mieszkań.

2-170

Bogusław Sonik (PPE-DE), *Autor projektu opinii Komisji ENVI*. – Panie Przewodniczący! Dobrze, że w chwili kryzysu konstytucyjnego i budżetowego w Unii Europejskiej przychodzi nam debatować nad kształtem zasadniczych instrumentów solidarności europejskiej, jakimi są Fundusze Strukturalne, Fundusz Spójności czy Fundusz Społeczny.

To solidarność stała u podstaw konstrukcji europejskiej, to dzięki polityce solidarności szybko postępowała integracja państw założycieli z biedniejszymi krajami naszego kontynentu. Warto też tutaj w Strasburgu przypomnieć, iż wiele lat wcześniej dzięki planowi Marshalla odradzały się z wojennych zniszczeń gospodarki zachodniej Europy, w tym dziś najpotężniejszej - niemieckiej. Wówczas to właśnie komunistyczne rządy środkowej Europy plan Marshalla odrzuciły skazując swoje narody na dziesiątki lat opóźnień cywilizacyjnych.

Polityka solidarności, która, jak podkreślał premier Juncker w swoim pożegnalnym wystąpieniu, jest najważniejszą polityką zjednoczonej Europy, niestety, nie znalazła należytego jej miejsca w doskonałym wystąpieniu premiera Anglii Toniego Blaira, a szkoda. Nowe kraje Unii Europejskiej są przygotowane do reform i zmian. Reformujemy się od piętnastu lat i nie przestraszy się nas łatwo koniecznością podjęcia nowych wyzwań, mogą więc być te kraje naturalnym sojusznikiem Londynu w jego dążeniu do zbudowania nowoczesnej, zasobnej i szybko rozwijającej się gospodarczo Unii, pozbawionej strachów i lęków.

Nie osiągniemy tego stanu bez utrzymania polityki spójności, solidarności, wspierania biedniejszych krajów i regionów, jako najważniejszego elementu polityki europejskiej. Potrzebne jest rozszerzenie kwalifikowalności o nowe obszary wspierające zrównoważony rozwój - wydajność energetyczna, energia odnawialna, wychwytywanie dwutlenku węgla lub ekologiczny transport publiczny. Z funduszu spójności należy również finansować zarządzanie sieciami wodnymi, a w szczególności programy związane z programami ochrony przed powodzią, a także sieć NATURA 2000.

Wnoszę także o utrzymanie dotychczasowych zasad kwalifikowalności podatku VAT w odniesieniu do środków pochodzących z Europejskiego Funduszu Rozwoju Regionalnego i Funduszu Spójności. Jest to niezwykle istotne z punktu widzenia doświadczeń w wykorzystaniu pomocy strukturalnej.

2-171

Μαρία Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (PPE-DE), *Συντάκτρια γνωμοδότησης της Επιτροπής Δικαιωμάτων των Γυναικών και Ισότητας των Φύλων*. – Κύριε Πρόεδρε, όταν μιλούμε για κοινοτικό κεκτημένο πρέπει να συνυπολογίζουμε σε αυτό τη συμβολή του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου με την πείρα και την εξαιρετικά εποικοδομητική συμβολή ευρωβουλευτών, όπως ο εισηγητής κ. Χατζηδάκης, ο οποίος όχι μόνο με την υπό ψήφιση έκθεση για την πρόταση κανονισμού καθορισμού διατάξεων για τα ευρωπαϊκά διαρθρωτικά ταμεία αλλά και με προηγούμενη τρίτη έκθεση και το έγγραφο εργασίας των παρελθόντα Δεκέμβριο έχει συντελέσει στη διατήρηση και ενίσχυση της οικονομικής και κοινωνικής συνοχής και τώρα ζητεί και την ιδιαίτερη μνηεία της εδαφικής συνοχής της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Οι συστάσεις του ψηφίσματος και οι συγκεκριμένες προτάσεις για ορισμένες αλλαγές ή προσθήκες στην πρόταση της Επιτροπής ελπίζουμε ότι θα συμβάλουν στη διαμόρφωση μιας πολιτικά παραδεκτής θέσης και του Συμβουλίου για την κατάρτιση αξιόπιστου προϋπολογισμού για την περίοδο 2007-2013. Επικροτούμε την πρόταση του εισηγητή για ισορροπημένο, πολυκεντρικό υπόδειγμα αειφόρου ανάπτυξης για όλη την Ευρωπαϊκή Ένωση με ισόρροπη ανάπτυξη των περιφερειών του στόχου σύγκλισης και του στόχου περιφερειακής ανταγωνιστικότητας και απασχόλησης καθώς και με ευέλικτη ευρωπαϊκή συνεργασία.

Ως εισηγήτρια γνωμοδότησης της Επιτροπής Γυναικών και Ισότητας των Φύλων, υπογραμμίζω με ικανοποίηση ότι ενσωματώθηκαν στην έκθεση συγκεκριμένες συστάσεις, όπως η επέκταση της αρχής της ισότητας μεταξύ ανδρών και γυναικών, ώστε να εξασφαλίζεται η απουσία κάθε είδους διακρίσεων. Αυτό συμπληρώνεται με το αίτημα αξιολόγησης της προόδου που σημειώνεται στην προαγωγή της ισότητας ανδρών και γυναικών αλλά και της κοινωνικής ενσωμάτωσης. Προτείνεται επίσης να αποτελεί προϋπόθεση για την εξασφάλιση ωφελειών από τα ταμεία η προσβασιμότητα για άτομα με ειδικές ανάγκες.

Τονίζουμε επίσης την υπόδειξη του εισηγητή για τον υπολογισμό ποσοστού συγχρηματοδότησης, ώστε να μη θίγεται η συμμετοχή μη κυβερνητικών οργανώσεων και μη κερδοσκοπικών οργανώσεων στις δραστηριότητες των διαρθρωτικών ταμείων.

Ως προς το Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Ταμείο, συγχαίρω τον εισηγητή κ. Peneda για τη διάθεση συνεργασίας ώστε οι προτάσεις του νέου κανονισμού για το ταμείο αυτό να αποβούν αποτελεσματικές κυρίως για τους Ευρωπαίους πολίτες άνδρες και γυναίκες με ευελιξία στην επιλεξιμότητα περιοχών σύγκλισης και περιφερειακής ανταγωνιστικότητας.

Με ικανοποίηση διαπιστώνουμε ότι η πρόταση Peneda τονίζει την οριζόντια ενσωμάτωση της ισότητας ανδρών και γυναικών και την κατάργηση των διακρίσεων σε όλες τις πολιτικές μέσω ειδικών δράσεων που στοχεύουν στην αύξηση της βιώσιμης συμμετοχής των γυναικών και στην προώθηση της επαγγελματικής τους κατάρτισης και εξέλιξης στην απασχόληση, σύμφωνα με τις προοπτικές της στρατηγικής της Λισσαβώνας.

Σημειώνουμε ότι είναι άτονη η παρουσία μέτρων δημοσιοποίησης των χρηματοδοτούμενων δραστηριοτήτων της πρότασης κανονισμού του Ευρωπαϊκού Κοινωνικού Ταμείου, τα οποία είναι απαραίτητα ώστε οι ενδιαφερόμενοι να έχουν απλή και ταχεία πρόσβαση σε αυτές.

2-172

Josu Ortuondo Larrea (ALDE), *Ponente de opinión de la Comisión de Transportes y Turismo*. – Señor Presidente, lo primero que hemos sugerido a la Comisión de Transportes y Turismo es que, entre las ayudas del Fondo de Cohesión, no sólo se contemplen los proyectos de redes transeuropeas de transporte definidos en la Decisión de 1996, es decir, aquellos aprobados por el Consejo de Essen, sino que se incluyan también todos los identificados por el grupo de alto nivel, el Grupo Van Miert, que abarcan también los nuevos Estados miembros, las autopistas del mar y el proyecto GALILEO, todos ellos recogidos en nuestra decisión del pasado año 2004.

Asimismo, en relación con los ámbitos a los que debería orientarse la ayuda del Fondo de Cohesión, recomendamos que se consideren también los tramos equivalentes a autopistas o carreteras estatales que conecten con las redes transeuropeas y que se incluya el material rodante del ferrocarril y de los medios de transporte colectivos, así como la infraestructura viaria para el transporte en autocar y autobús.

Y, finalmente, sugerimos que el reglamento que hoy debatimos no impida que el Consejo pueda prolongar la aplicación del Fondo de Cohesión, de manera anualmente decreciente durante el período 2007-2013, a los Estados miembros cuya riqueza supere el 90 % de la media europea, no porque hayan experimentado un desarrollo positivo en su crecimiento económico, sino por el simple efecto estadístico de la incorporación a la Unión de nuevos Estados miembros con renta inferior a la media. Si no se hiciera así, nos estaríamos engañando a nosotros mismos.

2-173

Monsieur Bachelot-Narquin (PPE-DE), *rapporteur pour avis de la commission de l'emploi et des affaires sociales*. – Monsieur le Président, le rapport pour avis sur le Fonds de développement régional, que j'ai présenté devant la commission de l'emploi et des affaires sociales, a été adopté à l'unanimité sur trois priorités: la réalisation des objectifs de Lisbonne, une politique de plein emploi durable et une politique ambitieuse pour les personnes en situation de handicap. Ce dossier dépasse de beaucoup les préoccupations sociales pour embrasser des préoccupations communautaires et a vocation à devenir la première politique de l'Union devant la politique agricole commune sur trois items: la solidarité, l'efficacité et la justice.

La solidarité vis-à-vis des nouveaux États membres, mais sous certaines conditions. Le respect des règles de la concurrence du marché intérieur. Que la solidarité ne soit pas laxisme! Donc, je rejoins les collègues qui proposent de ne pas inclure la TVA dans les dépenses remboursables, comme notre rapporteur, M. Fava, et de ne pas réallouer les ressources ayant fait l'objet de la règle du dégageant d'office sur la règle N+2. Que ces politiques soient optimisées. Jusqu'ici nous avons veillé à une logique de consommation des crédits sur des projets faciles au détriment des projets structurants. Cette dérive est regrettable et pourrait être amplifiée par la réserve de performances. Il faut nous focaliser sur une logique de concentration, sur un nombre réduit de thématiques. Solidarité et efficacité: l'efficacité c'est obéir aux objectifs de l'Agenda de Lisbonne et investir dans la recherche et le développement de l'emploi.

Solidarité, efficacité et justice: cette politique doit rester une politique communautaire destinée à tous les pays de l'Union. Merci à Danuta Hübner d'en avoir convenu lors de sa venue dans ma région des pays de la Loire, jeudi dernier. L'incertitude, Monsieur Michael, sur les perspectives financières – vous l'avez vu – ne nous a pas empêché de nous exprimer sur les dépenses et sur les changements structurels. La présidence britannique pourra s'y retrouver.

Enfin, je forme le vœu, certainement partagé par notre rapporteur, M. Fava, que se dégage sur ces rapports un consensus semblable à celui qui a été obtenu sur le rapport Böge. Les sujets des deux rapports sont d'ailleurs liés. Le Parlement remplira d'autant mieux sa mission que la position du Conseil ne s'éloignera pas trop de ce que nous avons défini. Dans cette période difficile, il est important que le Parlement européen maintienne le cap du sérieux et de l'ambition communautaires.

2-174

Lambert van Nistelrooij (PPE-DE), *rapporteur voor advies van de Commissie industrie, onderzoek en energie*. – Voorzitter, het is vandaag een grote dag voor het Europees Parlement. We trekken de lijn van het cohesiebeleid, solidariteit in Europa, vandaag nadrukkelijk door, met dank aan de rapporteurs voor hun toekomstgerichte visie.

In het debat van vandaag wil ik mij beperken tot de nieuwe doelstelling 2 en doelstelling 3, concurrentiebevordering, innovatie en interregionale samenwerking in Europa. Dit betreft een totaalpakket van circa 40 miljard euro in de voorstellen van de Commissie. Daaruit blijkt voorts dat deze doelstellingen een essentiële bijdrage leveren tot de Lissabon-doelstelling. Mevrouw Hübner heeft gisteren in het overleg in de commissie terecht gewezen op de "Lissabonisering" van de structuurfondsen.

In de Commissie industrie, onderzoek en energie heb ik er per amendement in de eerste plaats voor gepleit private cofinanciering ruimer mogelijk maken. De trekkracht van de innovatie ligt bij het bedrijfsleven. Lissabon bepaalt hiervoor de koers. De overheid legt 1% en het bedrijfsleven legt 2% op tafel.

Op de tweede plaats, een concrete koppeling tussen de structuurfondsen en doelstelling 2 in het onderzoeks- en ontwikkelingsbudget. De mogelijkheden voor een versnelling door middel van open innovatie, onderzoek en kennis in intensieve productie gaan hand in hand. Ook de voorstellen van Commissaris Verheugen, het CIP, gaan in deze richting.

Op de derde plaats, versterking van de mogelijkheden voor het midden- en kleinbedrijf om rechtstreeks uit deze fondsen te putten. Publieke kennis moet versneld beschikbaar komen van het midden- en kleinbedrijf, ik wijs ook op de kennisvouchers.

Op de vierde plaats, een vierde bepaling met betrekking tot de toegang voor alle grensregio's tot fondsen. Deze moeten hiervoor beschikbaar blijven. Lissabon houdt immers niet op bij de grens.

Ter afsluiting: de "Lissabonisering" is net begonnen en concurrentie op wereldschaal zet zich verscherpt door. Komend uit Nederland, moet ik vaststellen dat dit debat over de nieuwe agenda voor de structuurfondsen tot nu toe niet of slechts ten dele is gevoerd en daarom moet het een tandje hoger. We leven in de tijd van de "Tour de France", maar dit is een "tour de force". Ik denk dat we in het toekomstige debat in het Parlement en met de Raad, over de criteria van het EFRO bijvoorbeeld, nog eens nader moeten spreken over een effectieve invulling van de Lissabon-doelstelling.

2-175

Gábor Harangozó (PSE), *draftsman of the opinion of the Committee on Agriculture*. – Mr President, there is a set of very sensitive issues in the debates on structural and cohesion funds leading to conflicts of opinion that go beyond the political groups. Most of the political groups are divided on the issues of the N+2 rule, VAT and public-private partnerships.

We must ensure that the poorest beneficiaries will benefit from the funds. It is important that the aim of simplifying the regulations does not hamper the poorest beneficiaries in their attempts to apply for funds. The reports as they stand regarding the rules on VAT and PPP would have terrible consequences for local authorities wishing to apply for funds. These rules imply additional costs that the poorest beneficiaries will not be able to cope with.

We are not requesting more money. On the contrary, we are just asking for the current regulation in this respect to be maintained. It is simply not fair to change the rules of the game now that ten new Member States with lower socio-economic development have joined the Union. This is not a conflict between the old and new Member States, or at least it should not be.

I urge you, therefore, to bear in mind the very principles of structural and cohesion policies. These policies were designed to help the poorest and not to create additional difficulties for the beneficiaries. We all acknowledge the fact that the Union is currently facing an important crisis. We have to reflect seriously on what message our Parliament will send at this critical moment. Therefore, I urge you, in the name of solidarity with the poorest, to support the amendments tabled on the issues of N+2, VAT and PPP.

2-176

Marta Vincenzi (PSE), *relatrice per parere della commissione per l'ambiente, la sanità pubblica e la sicurezza alimentare*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, contribuire alla correzione degli squilibri territoriali è un obiettivo di straordinario interesse e concretezza in questa fase difficile per l'Europa, a patto di offrire ai cittadini un progetto chiaro e comprensibile.

Il relatore per il Fondo europeo di sviluppo regionale, l'onorevole Fava, ha svolto un ottimo lavoro in questa direzione, accogliendo i contributi delle altre commissioni consultate per parere e definendo, a valle di una dimensione finanziaria che non deve essere diminuita, un'ipotesi credibile di riduzione delle disparità.

Una parte essenziale di questa riduzione è rappresentata dall'integrazione di genere. Il fatto che nella proposta iniziale della Commissione mancasse un riferimento esplicito al *mainstreaming* quale valore aggiunto per consentire il riequilibrio regionale rappresenta un preoccupante passo indietro.

Esprimo quindi soddisfazione, anche a nome della commissione per le pari opportunità, per come la relazione ha saputo reintegrare questo aspetto e chiedo all'Aula di votare a favore. Chiedo inoltre alla Commissione e al rappresentante del Consiglio di non considerare negoziabile il superamento dello squilibrio nella rappresentanza dei sessi, anche in quegli organismi di gestione, sorveglianza e controllo dei Fondi strutturali che gli Stati membri dovranno creare.

2-177

Elisabeth Schroedter (Verts/ALE), *Verfasserin der Stellungnahme des mitberatenden Ausschusses für regionale Entwicklung*. – Herr Präsident, werter Kommissarin, werter Ratsvorsitz, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen! Ich glaube, es

ist nicht übertrieben, wenn ich die europäische Strukturpolitik als Herzstück der Europäischen Union bezeichne. Das heißt auch, dass Kürzungen der Strukturfonds mit einer riskanten Herzoperation verglichen werden können. Sie kann schief gehen, sie kann Beeinträchtigung hinterlassen, sie sollte deshalb besser vermieden werden.

An die britische Präsidentschaft gerichtet möchte ich erwähnen, dass ein Körper ohne Herz bekanntlich tot ist. Wer seine Hand an die Strukturpolitik legt, setzt die Gemeinschaft aufs Spiel. Alle hier im Saal möchte ich nochmals dazu aufrufen, die Europäischen Strukturfonds so zu gestalten, dass sie für den Körper eine so zentrale Rolle wie das Herz spielen: Gesundheit ist dann gegeben, wenn es allen Teilen gut geht, wenn sie miteinander Solidarität üben und sich fair gegenüberstehen und nicht die vorhandenen Ressourcen dazu benutzen, sich gegenseitig totzukonkurrieren.

Dafür gilt es aber, die Ressourcen nachhaltig einzusetzen, effizient und nach dem *bottom-up*-Prinzip, damit die Schwächsten gestärkt werden und bei Entwicklungsproblemen entsprechend reagiert werden kann. Um das mit den neuen Strukturfonds zu erreichen, hat das Parlament einen substanziell besseren Vorschlag vorgelegt als die Kommission. In allen Entwürfen zu den einzelnen Fonds ist vor allem die lokale Ebene – als Förderziel, als Programmebene, als Akteur – einbezogen worden, und das ist von größter Bedeutung.

Ich möchte deshalb noch einmal hervorheben, dass die Europäischen Strukturfonds immer wichtig werden, wenn es darum geht, Probleme zu bewältigen. Sowohl in kleinen Dörfern als auch in den Problemvierteln großer Städte sind sie sichtbares Europa und greifbar für die Menschen und deshalb unverzichtbar und unersetzbar für die Integration Europas. Am deutlichsten wird das beim Europäischen Sozialfonds. Er ist nach den substanziellen Verbesserungen des Parlaments zum "Kleine-Leute-Fonds" geworden. Er springt dort ein, wo es zu Ausgrenzung kommt, er unterstützt dort, wo Menschen den Anschluss verpassen, er inspiriert dort, wo Innovation beim Schaffen von Arbeitsplätzen gefragt ist.

Als Antwort auf die Erklärung des Ratsvorsitzes möchte ich noch einmal betonen, dass Arbeitsplätze auch in Regionen geschaffen werden können, die bereits als abgeschrieben gelten. Dafür ist der ESF mit den Änderungen des Parlaments ein hervorragendes Instrument. Er ist das Gegenkonzept zu den Vorstellungen, dass allein durch Großinvestitionen Wettbewerb und Arbeitsplätze geschaffen werden können. Er setzt dort an, wo Wissen und innovatives Potenzial der Region gefragt sind. Diese Faktoren finden sich in Problemregionen genauso, und deswegen kann er dort auf Erfolg setzen.

Ich möchte noch einmal betonen, dass die Kommission ihrem Anspruch nicht gerecht wird, demzufolge EQUAL vollständig in den ESF übernommen werden sollte. Deswegen sind hier die Änderungen des Parlaments besonders wichtig, um zu erreichen, dass der gesamte Ansatz innovativ übernommen wird.

Lassen Sie mich zum Schluss noch einen Satz zum Partnerschaftsprinzip sagen: Der Versuch des Rates, es zu streichen, ist ein Frontalangriff auf den demokratischen Charakter der Strukturfonds. Es ist ja gerade die gesellschaftliche Kontrolle, die dafür sorgt, dass Geld nicht verschwendet und wirklich dort eingesetzt wird, wo es Not tut. Die Stärkung des Partnerschaftsprinzips ist deshalb für die Strukturfonds unverzichtbar. Wir unterstützen den Kommissionsvorschlag, auch die Partner einzubeziehen, die Gruppen vertreten, die jetzt unter dem Antidiskriminierungsartikel des Vertrages endlich Anerkennung finden. Allerdings brauchen diese Gruppen das Know-how, um als ebenbürtige Partner Sachgutachten und Stellungnahmen abgeben zu können. Wir glauben nicht, dass es klug ist – und das sage ich noch einmal an die Kommission gerichtet –, *Gender Mainstreaming* gegen diese Gruppen auszuspielen.

Ich möchte noch einmal darauf hinweisen, dass der Erfolg der Europäischen Strukturfonds nur dann eintreten kann, wenn sie dem Nachhaltigkeitsprinzip Rechnung tragen.

2-178

Jim Higgins (PPE-DE), *Draftsman of the opinion of the Committee on Regional Development*. – Mr President, the full objectives of the European Fisheries Fund are commendable and clear: firstly, adjustment of fishing effort and better protection of the marine environment; secondly, aquaculture processing and marketing; thirdly, promoting collective interests, such as measures intended to protect aqua, aquatic fauna, fishing ports and the development of new markets; fourthly, sustainable development of coastal fishing areas. There are, however, several real problems. First of all, while the budget looks sizeable at EUR 4 963 million, it represents an increase of only EUR 0.7 billion on the previous budget for a seven-year period from 2007 to 2013. Secondly, we have ten new Member countries, so there is no real increase.

Secondly, I am disappointed that this report ignores an amendment adopted by the Committee on Regional Development, that 25% of the Community financial contribution should be set aside for Axis 4: the sustainable development of coastal fishing areas.

Those are areas under threat. The statistic is quite startling: 8 000 jobs are lost, on average, every year in direct fishing. The coastal fishing areas are the most peripheral and are under threat. What is needed is a fishing policy joined up with the regional policy, and there is scant reference to this in the report.

Several amendments from the rapporteur proposed grant aid for the replacement of fishing vessels, the upgrading and modernisation of fishing vessels, but no percentage limit has been set aside for that. If we go down that road, the bulk of the fund will be swallowed up and the key objectives of the fund will not be realised. It should be the responsibility of the Member States, subject to the approval of the EU, to assist in the purchase, modernisation and up-grading of replacement fishing vessels, but subject to the EU. What we need is to protect and enhance fishing stocks. The emphasis, as the Commissioner said, has to be on sustainability: protecting the aquatic environment so that this will happen, protecting the existing fishing communities that are so under threat.

Finally, we must enable fishing communities to diversify.

2-179

Gerardo Galeote Quecedo, *en nombre del Grupo PPE-DE*. – Señor Presidente, quiero empezar felicitando a los ponentes y, en particular, a los señores Hatzidakis, Fava y Andria, cuyo trabajo hemos tenido ocasión de seguir de cerca en la Comisión de Desarrollo Regional, que ha conocido del fondo del debate. Han sido todo un ejemplo de entrega, compromiso y voluntad de acuerdo. Quiero felicitar también a la Comisaria Hübner, porque su empeño en seguir adelante con nuestro trabajo legislativo nos ha ayudado a superar el desánimo que nos produjo el fracaso del último Consejo.

Espero que la votación del Pleno de mañana sea bien entendida por el Consejo como una muestra de la determinación del Parlamento Europeo de que la política de cohesión siga erigiéndose en un pilar esencial de la integración europea. Me permito, en ese sentido, llamar la atención de la Presidencia británica porque alguien podría tener la impresión de que abriendo debates muy generales —de cuya importancia, por otra parte, nadie duda— podría acabarse por no cerrar nada. No es necesario recordar que ya estamos fuera de plazo para que en enero de 2007 la Comisión pueda desarrollar los programas de aplicación de los Fondos. Si tuviéramos que esperar a la primavera del año que viene para que el Consejo alcanzara un acuerdo, la Comisión no podría proceder a los primeros pagos hasta el año 2009, lo que sería dramático para la política de cohesión en general y, muy en particular, para los nuevos Estados miembros, con los que el Reino Unido siempre se ha declarado comprometido.

Creo que se sabrán valorar las aportaciones del Parlamento Europeo, muy en particular en las formulaciones del compromiso para temas tan sensibles como la norma N+2, el IVA o el efecto estadístico.

Las tres instituciones, señor Presidente, tenemos la responsabilidad de afrontar las negociaciones en los próximos meses con una decidida voluntad de acuerdo, porque no podemos, ni debemos, permitirnos un nuevo fracaso.

2-180

Constanze Angela Krehl, *im Namen der PSE-Fraktion*. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte die gemeinsame Debatte über die zukünftige Struktur- und Kohäsionspolitik mit einem Dank an die Kolleginnen und Kollegen verbinden und beginnen, besonders an die Berichterstatter und die Schattenberichterstatter, und da wiederum besonders an Alain Hutchinson, unseren Schattenberichterstatter für den Bericht Hatzidakis. Er kann heute an der Debatte nicht teilnehmen, weil er bei einer Wahlbeobachtung in Burundi ist. Er bedauert sehr, nicht hier sein zu können.

Aus Hunderten von Anträgen ist es uns im Ausschuss gelungen, Kompromisse zu finden, die meines Erachtens einen sehr positiven Input zu den Vorschlägen der Kommission darstellen. Die generelle Linie der Vereinfachung und der Entbürokratisierung der Kohäsions- und Strukturpolitik wurde von uns deutlich unterstützt. Für unsere Fraktion wichtige Punkte sind nochmals gestärkt worden, beispielsweise die Stärkung des Partnerschaftsprinzips, die Stärkung der städtischen Dimension der Kohäsions- und Strukturpolitik, einschließlich der Ermöglichung der Unterstützung des sozialen Wohnungsbaus für umweltverbessernde Projekte. Aber auch die Möglichkeit der privaten Kofinanzierung haben wir im Ausschuss gemeinsam beschlossen. Für die Situation der vom statistischen Effekt betroffenen Regionen wurde ein gemeinsames Vorgehen beschlossen. Für den gesamten Ausschuss war dabei wichtig, dass wir Politik für die Menschen in den ärmsten und am stärksten benachteiligten Regionen in einer erweiterten Europäischen Union machen, dass wir solidarisch sind.

Bei der Frage der Bezuschussung der Mehrwertsteuer im Regionalfonds gab es in unserer Fraktion schwierige Diskussionen. Die Mehrheit unserer Fraktion ist der Auffassung, dass europäische Strukturpolitik für Investitionen in den Regionen da ist, und nicht für die Bezuschussung der öffentlichen Kassen. Allerdings wissen wir auch um die Schwierigkeiten der Kommunen, vor allem in den neuen Mitgliedstaaten. Deshalb haben wir für den Bericht von Herrn Hatzidakis einen Kompromissantrag vorgeschlagen, der es ermöglichen soll, die Probleme in den Mitgliedstaaten zu lösen. Ich würde mich sehr freuen, wenn dieser Kompromissantrag eine Mehrheit in diesem Hause finden könnte und werbe ausdrücklich dafür.

Nicht zuletzt möchte ich allerdings den Ratsvorsitz auffordern, so bald wie möglich die Finanzielle Vorausschau zu beschließen und ausreichend Gelder für die meines Erachtens erfolgreichste Politik der Europäischen Union zur Verfügung zu stellen. Die besten Verordnungen nützen nichts ohne den dazu gehörigen Haushalt.

Herr Michael, ich würde Sie bitten, das auch Herrn Blair mitzunehmen: Auch in Ihrem Land gibt es hervorragende Beispiele positiver europäischer Strukturpolitik, die wir pünktlich mit dem 1. Januar 2007 auch weiterführen wollen.

(Beifall)

2-181

Jean Marie Beaupuy, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, Madame le Commissaire, comme mes collègues l'ont fait, je tiens tout d'abord, en mon nom personnel et au nom de mes collègues du groupe ALDE, à féliciter et à remercier nos collègues rapporteurs, qui ont fait un excellent travail. Ils ont en effet œuvré avec la détermination liée à leur caractère; mais c'est aussi leur souplesse et leur écoute qui ont permis d'arriver à un certain consensus général.

En tant que coordinateur du groupe des démocrates et des libéraux, je voudrais souligner quatre points. Premier point, l'architecture générale de ces Fonds structurels représente, entre eux, une complémentarité et une cohérence qui méritent d'être valorisées dans la communication vis-à-vis de nos populations. Ces Fonds structurels ne sont pas des choses abstraites. Ce sont des Fonds qui permettent d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens au quotidien. Il faut donc à ce niveau là, prévoir une communication concrète.

Et sur ce premier point concret justement, je voudrais, comme l'ont déjà souligné certains de mes collègues, parler de la solidarité. Il ne s'agit pas ici de mots. L'Union européenne, en ces cas précis, ne se paye pas de mots, mais de chiffres qui sont extrêmement éloquentes puisque 80 % environ des Fonds structurels, en fonction des orientations budgétaires, seront consacrés à l'objectif de convergence. Vous avez dit, Monsieur le représentant de la Présidence, que les Fonds structurels constituaient pour l'instant le deuxième poste de dépense de l'Union européenne, après la politique agricole commune. Dans les années qui viennent, ils deviendront, vraisemblablement, le premier poste de dépense.

En ce qui concerne la solidarité, je voudrais souligner que les vingt-cinq États membres ont donc décidé tous ensemble - et notre Parlement va le confirmer - que nous allons consacrer plus de 80 % des sommes de ce premier poste budgétaire du Parlement, à la solidarité vis-à-vis des dix nouveaux États membres. Il s'agit là d'une preuve tangible, concrète, en monnaie sonnante et trébuchante, de notre solidarité à l'égard des nouveaux États membres, qui en ont bien besoin, et qui, je l'espère se verront allouer un montant nettement supérieur à 300 milliards d'euros.

Et enfin, pour conclure avec une note d'espoir - mais un espoir qui sera certainement satisfait - je ne veux pas douter un instant que la réussite que nous avons vue en Irlande, en Espagne et au Portugal, ne se reproduira pas dans les dix nouveaux États membres qui bénéficieront de ces Fonds.

Mais au-delà de ces Fonds, je voudrais encore et surtout souligner l'usage qui en est fait. Une chose est d'avoir un franc, un euro, un dollar, un shilling. Encore faut-il utiliser cet argent. Le temps me manque pour développer ce point plus avant mais permettez-moi d'insister, en ce qui concerne les possibilités des Fonds, sur la nécessité de faire connaître aux États membres toutes les possibilités que nous offrons, qui existent, pour garantir une bonne mise en œuvre.

Je voudrais pour conclure m'adresser à vous particulièrement, Monsieur Michael, représentant de la Présidence, pour dire, une fois encore avec un chiffre que je pense éloquent, que si nous n'arrivons pas à un accord sur les perspectives financières cet automne, en 2007, les dix nouveaux États membres ne toucheraient qu'environ 9 milliards, tandis qu'avec une politique 2007 - 2013, une politique de solidarité à travers les fonds structurels, ils bénéficieraient de 22 milliards. Ces deux chiffres illustrent parfaitement l'absolue nécessité de mettre en œuvre ces perspectives financières dès maintenant.

2-182

Gisela Kallenbach, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich beginne mit dem Ausdruck von Respekt und Dank an alle Berichterstatter, insbesondere aber an den Kollegen Andria für seine Offenheit, für inhaltliche Diskussionen während der Zusammenarbeit beim Bericht zum Thema Kohäsionsfonds. Gleiches gilt aber auch für die Arbeitsgrundlage, den Vorschlag der Kommission.

Unsere Fraktion hat seit Langem dafür geworben, den Kohäsionsfonds in die allgemeinen Richtlinien für den Strukturfonds einzugliedern. Das heißt zielgerichtete Ausgabe von EU-Geldern, mehr Transparenz und größere Effizienz, aber auch mehr Mitspracherechte der Regionen bei der Identifizierung der Programme und Projekte, also die Umsetzung des Partnerschaftsprinzips. Alle diese Schritte finden unsere uneingeschränkte Unterstützung. Das gilt auch für den Vorschlag der Kommission, im Kohäsionsfonds eine neue Priorität einzuführen.

Auch für Projekte zur Energieeffizienz zeichnet sich eine breite Unterstützung durch das Parlament ab. Wir haben noch einige Änderungsanträge eingebracht, für deren Unterstützung ich gerne werben möchte. Wir wollen, dass die Mittel zu gleichen Anteilen für Umwelt und Verkehrsinfrastruktur zur Verfügung stehen. Das soll dazu dienen, dass wir in Europa endlich zu einer gleichberechtigten Förderung aller Verkehrsarten kommen und die ungleiche Bevorzugung von Straßenbauprojekten ein Ende hat. Wer von Ihnen schon einmal versucht hat, von Brüssel nach Straßburg mit dem Zug zu fahren, wird unserem Anliegen gewiss zustimmen.

Abschließend wünsche ich der britischen Präsidentschaft, wie meine Kollegen Vorredner, *good luck*, auf dass wir recht bald einen beschlossenen Haushalt haben, um die kontinuierliche Weiterführung der Strukturfondsprogramme nicht in unverantwortlicher Weise zu gefährden.

2-183

Ilda Figueiredo, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, a existência de uma política regional europeia bem financiada e vigorosa é uma condição fundamental para que a União Europeia alargada possa promover a coesão económica e social e responder aos aumentos das disparidades económicas e sociais.

Os Fundos Estruturais e de Coesão são um instrumento indispensável, o único com cariz redistributivo ao nível do orçamento comunitário que permite à União Europeia empreender acções destinadas a reduzir as disparidades regionais, a promover a convergência real e estimular o desenvolvimento sustentável das regiões, o seu crescimento, produção e emprego, bem como redistribuir e compensar os custos do mercado interno, quando se trata de regiões menos desenvolvidas.

Por isso, uma das questões centrais é o envelope financeiro, quer quanto ao montante, quer quanto à sua repartição. Ora, para nós, o montante de 0,41% do rendimento nacional bruto da União Europeia é manifestamente insuficiente para realizar os objectivos propostos e responder às necessidades de coesão de uma União Europeia alargada.

No entanto, essa é a proposta da Comissão e do próprio Parlamento Europeu, no seu relatório sobre as Perspectivas Financeiras. Ao limitarem-se a este tecto, não só põem em causa a capacidade da União Europeia de promover efectivamente a coesão económica e social, como não respondem a questões essenciais, designadamente, à compensação integral para as regiões de efeito estatístico como, por exemplo, a região do Algarve, em Portugal, o financiamento adequado dos mecanismos de transição, incluindo para o Fundo de Coesão, ou o financiamento adequado das regiões ultraperiféricas. Esta é uma cedência aos interesses dos países signatários da denominada Carta dos Seis, que visam limitar o orçamento comunitário a 1% do rendimento nacional bruto da União Europeia.

Aliás, o não acordo do último Conselho Europeu sobre o quadro financeiro para 2007-2013 é, para além de outras análises, uma vitória para os signatários dessa carta. Sabe-se que a proposta de compromisso da Presidência luxemburguesa apontava para uma redução do envelope dos Fundos Estruturais em mais de 30 mil milhões para o período considerado, ou seja, reduzia apenas a 0,37% o rendimento nacional bruto comunitário. Os presentes relatórios também não respondem às necessidades de implementação, seja ao nível dos montantes de pré-financiamento e de co-financiamento, seja ao nível da condicionalidade do Fundo de Coesão ao Pacto de Estabilidade.

Lamentavelmente aceita uma nova lógica para os Fundos Estruturais e para a sua adaptação ao financiamento da agenda neoliberal de Lisboa, como aliás se passa com o Fundo Social Europeu que fica subordinado à Estratégia Europeia de Emprego. Por isso, rejeitamos o destaque dado à competitividade, à concorrência, à adaptabilidade e ao espírito empresarial em detrimento da coesão e da convergência. Nesse sentido apresentámos diversas propostas de alteração aos presentes relatórios com vista a dar resposta a estas preocupações centrais e a reforçar a política de coesão europeia.

2-184

Vladimír Železný, *za skupinu IND/DEM*. – Debata o Hatzidakisově zprávě probíhá v době, kdy je Unie v nejhlubší krizi. Spouštěcím mechanismem krize byl nezodpovědný pokus vnutit členským zemím Evropskou ústavu. Ústava je mrtvě narozené dítě, na povrch ovšem díky ní vypluly dávné animozity uvnitř Unie a členské země se neumějí shodnout ani na rozpočtu pro roky 2007–2013. A v této rozjítřené atmosféře se smutkem zjišťujeme, že Hatzidakisova zpráva rozděluje Unii opět na dva bloky, staré země a nové země. Z pochopitelných důvodů staré země velmi kreativně omezují prostředky, které měly napomáhat rychlejší dynamice nových zemí, takže dnes víme, že podle zprávy je nejlepší být někde v zemích původní patnáctky a pokud jste současně ostrovem, ještě lépe *outermost region*, a zejména v oblasti se statistickým efektem, máte vyhráno.

To, že daleko největším problémem sjednocené Evropy je překonání důsledků půl století netržního vývoje postkomunistických členských zemích, je z krátkodobého, často předvolebního hlediska, ve zprávě pomínuto. Aby to nezkušené nové země měly při čerpání prostředků ještě obtížnější, zpráva vylučuje pružnější uplatňování pravidla N+2 u strukturálních fondů. Neřeší problém DPH v projektech spolufinancovaných Unii.

Zpráva rovněž postihuje podnikatele, který se chová přirozeně a hodlá přenést svoji výrobu do jiné členské země, kde najde kvalifikovanou, levnou a pilnou pracovní sílu. Na jedné straně tedy nepustíme pověstného polského instalátéra pracovat za bývalou železnou oponu, aby ukázal, že se dá pracovat i 40 hodin týdně, na druhé straně nutíme podnikatele, aby nelogicky zůstal v oblastech Unie s excesivně drahou pracovní silou, často navyklou pracovat za plnou mzdu jen 35 hodin týdně. Zabraňujeme podnikateli, aby naopak šel on za polským instalátérem. A to jen proto, že kdysi benefitoval ze strukturálních fondů. Ale on nevěděl, že z něj jednou kvůli tomu uděláme rukojmí, podle jednoho návrhu dokonce na nesmyslných 10 let. Třeba by si rozmyslel výhodu přijmout. To je dokonale antilisabonské, ale asi je to göteborgské.

Hatzidakisova zpráva však bezděčně poukazuje i na jiný problém Unie. Pohrdlivě ignoruje vůli lidu a opětovně odkazuje na Ústavu pro Evropu, kterou tak jednoznačně odmítl a pohřbil francouzský a nizozemský lid. Pokračuje tak v elitářském duchu, který přivedl Unii do hluboké krize. Už proto je obtížné hlasovat pro tuto zprávu.

2-185

Adam Jerzy Bielan, w imieniu grupy UEN. – Panie Przewodniczący! Ja również bardzo serdecznie dziękuję wszystkim autorom omawianych raportów. Obecna debata dotycząca przyszłości Polityki Spójności jest wielkim testem praktycznego zastosowania jednej z podstawowych wartości wyznawanych przez Unię Europejską - solidaryzmu w imię wyrównywania szans.

Chciałbym przypomnieć, iż celem Polityki Spójności jest wspieranie restrukturyzacji i modernizacji tych krajów, które bez wsparcia nie mają szans na szybkie dorównanie do średniego poziomu rozwoju ekonomicznego w Unii Europejskiej. Dzisiaj są to przede wszystkim nowe Państwa Członkowskie. Z ich punktu widzenia do najważniejszych kwestii, o których dzisiaj rozmawiamy, należy zaliczyć z całą pewnością stosowanie zasady n+2 oraz uznawalność podatku VAT jako kosztu kwalifikowalnego.

Charakter projektów finansowanych ze środków Funduszu Spójności powoduje, iż samo ich przygotowanie wykracza poza okres 2 lat. Często są to ogromne projekty inwestycyjne odbiegające od normalnych ram czasowych projektów finansowanych w ramach Funduszy Strukturalnych. Rozszerzenie stosowania zasady n+2 z całą pewnością zmniejszy poziom wykorzystania przyznawanych funduszy.

Jeśli chodzi o VAT, to doświadczenia Nowych Krajów pokazują niezbicie, iż główną barierą w wykorzystaniu pomocy strukturalnej są relatywnie wysokie koszty uruchomienia projektów, ponoszone ze środków własnych beneficjentów. Wyłączenie podatku VAT z listy kosztów kwalifikowalnych spowoduje, że wiele podmiotów, m.in. jednostki z Samorządu Terytorialnego, nie będzie w stanie udźwignąć tych wielkich ciężarów związanych z realizacją projektów.

Wstępne szacunki wskazują, iż np. udział środków krajowych potrzebnych do realizacji projektów w przypadku Europejskiego Funduszu Rozwoju Regionalnego może wynieść niemal 63% wartości środków unijnych. Takie rozwiązanie stawia nowoprzyjęte Państwa Członkowskie w sytuacji nieporównywalnie gorszej w stosunku do krajów, które wcześniej korzystały z pomocy strukturalnej.

Apeluję do kolegów ze starych Państw Członkowskich: wykorzystajmy szansę bycia solidarnymi, dajmy Europie szansę na rozwój, to leży również w waszym interesie.

2-186

Jana Bobošíková (NI). – Dámy a pánové, jak poslouchám tuto diskusi, slyším, že se jednoznačně shodujeme na tom, že cílem politiky soudržnosti je zajištění vyváženého rozvoje všech regionů v jednotlivých členských státech. Naplňuje se tak princip solidarity jako jeden z vůbec základních pilířů existence Evropské unie. Ovšem má-li být tento princip po rozšíření o deset nových zemí i nadále zachován, domnívám se, že je nutné, abychom přijali při zítřejším hlasování o strukturálních fondech dvě navrhované zásadní změny.

Za pravé měli bychom odsouhlasit, aby ze strukturálních fondů byla proplácena daň z přidané hodnoty tam, kde není refundovatelná. Toto se týká zejména Evropského fondu regionálního rozvoje. Ustanovení nerefundovatelné DPH coby výdaje placeného navíc by výrazně znesnadnilo mnohým příjemcům čerpání peněz. Obávám se, že zejména menší žadatelé z chudších zemí nové desítky by na peníze z evropských fondů vůbec nemuseli dosáhnout.

Za druhé měli bychom vyjmout z pravidel implementace Fondu soudržnosti pravidlo o automatickém vyřazení, tzv. pravidlo N+2, nebo alespoň v prvních letech programovacího období umožnit větší flexibilitu. Z Fondu soudržnosti se platí rozsáhlé investiční projekty v sektorech životního prostředí a dopravy a striktní aplikace pravidla N+2 by vážně ohrozila čerpání těchto peněz a to opět zejména v zemích nové desítky, které zatím nemají s implementací strukturálních fondů a Fondu soudržnosti dostatečné zkušenosti.

2-187

Rolf Berend (PPE-DE). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Meine Fraktion unterstützt die Konzentration des EFRE im Bericht Fava auf Investitionen, Infrastrukturen und weitere Entwicklungsinitiativen in ausgewählten gemeinschaftlichen Schwerpunktbereichen, da, wie bisher auch, zu erwarten ist, dass derartige Investitionen einen erheblichen zusätzlichen Nutzen für die gesamte Gemeinschaft bringen. Der im Ausschuss angenommene Bericht bekräftigt im Wesentlichen eine Reihe von Bestimmungen der Verordnung, die sich mit dem Anwendungsbereich, der Hilfe und mit den Vorschriften der Förderfähigkeit der Ausgaben befassen.

Die Abstimmung im Ausschuss gibt insgesamt, wenn auch nicht in vollem Umfang und in jedem einzelnen Detail, den Standpunkt der EVP-ED-Fraktion wieder. Und wir sind mit der Kommission und dem Berichterstatter, Kollege Fava, in den Inhalten der drei Ziele, Konvergenz, regionale Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung sowie europäische territoriale Zusammenarbeit, einig. Ebenso findet die prozentuale Mittelaufteilung, wie sie vorgeschlagen wurde, unsere

Unterstützung. Dass dabei der Schwerpunkt auf die förderfähigsten Regionen gelegt wird, dass aber auch die vom statistischen Effekt betroffenen Regionen nicht benachteiligt werden, ist logische Konsequenz aus Artikel 160 des EG-Vertrags.

Das Augenmerk möchte ich jedoch besonders auf zwei Punkte lenken: Zunächst auf die private Kofinanzierung, die eigentlich, wie bisher, möglich sein muss. Das heißt die Einbeziehung von privaten Mitteln in die Berechnung des Kofinanzierungssatzes. Es gibt eigentlich keinen Grund, weswegen die Kommission dem nicht zustimmen sollte.

Sollte es – und das ist mein zweiter Punkt – im Rahmen der Finanziellen Vorausschau nicht rechtzeitig zu einer Einigung hinsichtlich der Höhe der zur Verfügung stehenden Mittel kommen, müssen entsprechend der vertraglichen Vorgabe im Bereich Kohäsion die förderwürdigsten Regionen besondere Berücksichtigung finden. Das heißt: Es darf keinesfalls nur linear gekürzt werden, was eindeutig zu Lasten der Konvergenzregionen ginge und den Leitlinien europäischer Kohäsionspolitik zuwiderlaufen würde. Aber vielleicht gelingt es der britischen Präsidentschaft, eine Budgetierung der Strukturpolitik zu ermöglichen, die ja jegliche Kürzung unmöglich machen würde.

2-188

Iratxe García Pérez (PSE). – Señor Presidente, quería comenzar reiterando las felicitaciones a los distintos ponentes y, especialmente, al señor Andria, por su trabajo en el informe relativo al Fondo de Cohesión y por la actitud de diálogo que ha posibilitado llegar a un consenso en la mayor parte del contenido de dicho informe.

Desde el Grupo Socialista consideramos que este instrumento es fundamental para conseguir los objetivos de cohesión social, económica y territorial. La incorporación de actuaciones en materia de desarrollo sostenible, de transportes y de medio ambiente confieren a este Fondo coherencia en el camino de la política europea de cohesión.

Existen cuestiones, como la relativa a la aplicación de la norma N+2, que exigen fórmulas con una mayor flexibilidad en su aplicación, para que su puesta en marcha no cree problemas, sobre todo, a los nuevos Estados miembros. Debemos señalar la referencia explícita que se hace en este informe a las personas con discapacidad, incorporando la importancia de que estos fondos contribuyan a la eliminación de barreras arquitectónicas.

Los logros conseguidos gracias a este instrumento han posibilitado que países como España tengan unos niveles de desarrollo bastante aceptables; por ello, la pérdida brusca e inmediata perjudicaría de forma muy considerable este desarrollo. Por eso, quería mostrar mi satisfacción por que se haya reconocido la necesidad de buscar una solución política para aquellos países que queden excluidos en el futuro.

Con respecto al resto de reglamentos, debemos tener en cuenta la existencia de otras realidades que no son exclusivamente las regiones más desfavorecidas, sino también las regiones de efecto estadístico, efecto natural, regiones ultraperiféricas y zonas con baja densidad de población. La realidad europea es plural, es diversa, y hay que tener en cuenta las distintas realidades.

Una política firme y exitosa en esta materia debe considerar las distintas realidades y no olvidar que detrás de ellas están los ciudadanos y ciudadanas europeas esperando una respuesta.

2-189

Paavo Väyrynen (ALDE). – Arvoisa puhemies, kiitän liberaaliryhmän varjoesittelijänä Hatzidakista hyvästä yhteistyöstä yleisasetusta koskevaa mietintöä käsiteltäessä. Valiokunnassa saimme aikaan tyydyttävän kompromissin. Siinä on otettu oikeudenmukaisella tavalla huomioon sekä uusien että vanhojen jäsenvaltioiden edut ja näkemykset. Toivon, että se tulee osapuilleen sellaisenaan hyväksytyksi myös huomiosissa äänestyksissä.

EU:n politiikkoja uudistettaessa tulee noudattaa kestäviä periaatteita. Aluepolitiikan tavoitteena tulee olla yhtäältä alueellisten työllisyys- ja toimeentuloerojen tasoittaminen ja toisaalta haitallisen muuttoliikkeen hillitseminen sekä jäsenvaltioiden sisällä että niiden välillä. Hatzidakisin mietintö noudattaa näitä periaatteita.

Uudistusta käsiteltäessä on tullut esiin paineita rikkoa näitä periaatteita. Täällä parlamenttissakin on esitetty vaatimuksia tuen painopisteen siirtämiseksi kaupunkien suuntaan, koska niissä asuu 80 prosenttia unionin kansalaisista. Tämä ei ole perusteltua. Markkinataloudessa vauraus ja väestö pyrkivät liiaksikin keskittymään varsinkin suurimpiin kaupunkeihin. Aluepolitiikalla tätä kehitystä ei pidä vahvistaa. Suurkaupungeissa on erityisiä ongelmia mutta niiden ratkaisemista ei tule rahoittaa aluepolitiikan määrärahoista eikä yleensä kukaan unionin budjetista. Monilla pienillä ja keskisuurilla kaupungeilla on sen sijaan perusteita saada aluepoliittista tukea etenkin osana laajempia aluekehittämisohjelmia.

Aluepoliittiset näkökohdat tulee ottaa huomioon myös yhteistä maatalouspolitiikkaa uudistettaessa. Nykyinen järjestelmä on nurinkurinen, kun suurinta tukea maksetaan niillä alueilla, joilla tuotanto-olosuhteet ovat suotuisimmat.

Aluepolitiikan toimeenpanoa ajatellen on hyvin tärkeää, että neuvosto pääsee yhteisymmärrykseen rahoitusnäkökymistä ja aluepolitiikka koskevista lainsäädännöistä jo lähikuukausina.

2-190

Alyn Smith (Verts/ALE). – Mr President, I too would like to add my voice of congratulations to our five rapporteurs for their cooperative, constructive approach in the compilation of their reports. I cannot help but contrast that with the uncooperative, destructive approach of the United Kingdom Government. To be fair, I was pleased to hear Mr Michael's speech mentioning partnership so often, but like so much with the London Labour Government, warm words will cut no ice with us unless we see some action as well.

The fact is the UK position right now would see the Highlands and Islands, the West, the East and the South of Scotland lose out on millions upon millions of much needed EU funding that the Commission and this House want us to receive. If that is the UK definition of partnership, this House has comprehensively rejected it.

Therefore, I will be backing all five of the reports with a few amendments to strengthen in particular statistical effect and the partnership principle. I urge colleagues to unite strongly around these reports, so that the European version of partnership – rather than the British version – prevails.

2-191

Bairbre de Brún (GUE/NGL). – *(the speaker spoke in Irish)*

Mr President, I would like to thank all the rapporteurs, and I welcome in particular the report by Mr Olbrycht on the establishment of a European grouping on territorial cooperation. I thank the rapporteur not only for his work but also for the way in which he approached it.

Obstacles in the way of the common delivery of services across borders can often deter public servants and others from undertaking practical cooperation on a cross-border, transnational or interregional basis. This in turn leads to duplication, waste and lost opportunities.

The Commission proposal and the amendments made or coordinated by Mr Olbrycht will benefit my country, which has been divided by a north-south border, but it will also benefit all who wish to work more fully with their European neighbours.

Mr Olbrycht has moved to deal with concerns about financial control, existing cooperation arrangements and partnerships that include NGOs and local authorities. I particularly welcome the recognition that such groupings have a role to play in fostering reconciliation across borders where there has been civil or military conflict.

I also commend the report on European regional development by Mr Fava and I want to acknowledge Mr Fava's willingness to listen to Committee colleagues and take on board a number of compromise amendments. I am particularly pleased with the report's emphasis on social inclusion and sustainable development.

We can all support the commitment to remove obstacles to access for people with disabilities and the commitment to non-discrimination and equal opportunities. Structural funding has helped reshape the economic infrastructure of Ireland. We will be keen in future to see the investment available, in the north and south of Ireland, targeted at the most disadvantaged areas, including rural communities along the border between the north and south of the island, communities that have suffered as a result of partition and conflict. In this respect, I also welcome the inclusion by Mr Hatzidakis of compromise amendments dealing with the specific challenges faced by the natural effect regions in Ireland and elsewhere.

Programmes should have a bottom-up approach, where local communities have a say in the design and implementation of projects, and we welcome amendments that strengthen the contribution to the social economy. However, my party and I do not favour the use of public-private partnerships.

On a broader level, the EU faces a considerable challenge in ensuring that both established and newer Member States receive consistent levels of ERDF funding on the basis of need. Like my colleagues, I also hope that the necessary budget for all this can be agreed this year so that the next cycle can start promptly.

2-192

Graham Booth (IND/DEM). – Mr President, cohesion policy has been at the heart of the European project from the outset and it is a policy dependent upon the concept of regions at the expense of nations. In many countries, not least the UK, regions are a wholly artificial concept. It is only a short step from artificial regions within the nation states to artificial regions straddling them. If European groupings of cross-border cooperation make that step they will be entities with a legal personality, with their own statutes, organs and budgetary rules.

The Commission explicitly states that EGCCs are a means of overcoming the major difficulties in carrying out cooperation due to the many national laws. This is a momentous development hidden away as usual behind dry jargon. Conservative-controlled Kent County Council will love all this. It has already set up an unofficial cross-border region – Transmanche –

with Nord-Pas de Calais, but the people of the UK will not even accept attempts to set up regional governments within their own borders. I assure you there is no way they will accept regional government from beyond them.

2-193

Seán Ó Neachtain (UEN). – Mr President, I welcome the excellent report by Mr Casa on the European Fisheries Fund. It correctly identifies the key policy objectives and the means to achieve them.

In Ireland, aquaculture has long been recognised and identified as having a critically important socio-economic contribution to make in our coastal communities. I am, therefore, particularly pleased at the important provisions that will allow diversification into aquaculture.

I am pleased that a number of elements in the Commission's proposals concerning small-scale coastal fishing, and aquaculture investments in particular, have been amended in committee. These amendments will seriously contribute to achieving the overriding objectives of the Fisheries Fund.

I do not approve, however, of certain mandatory elements in the Commission's proposal, notably the requirement that socio-economic measures must be included in national plans. I believe that the application of the subsidiarity principle would be more appropriate. Today, more than ever, there is a vital need for subsidiarity. I, therefore, particularly welcome the fact that it would be up to each Member State to set its own priorities and to decide where and how the funds will be spent.

Finally, we must all ensure that the negative bashing of the common fisheries policy stops and that this fund is presented to the European electorate as something positive; indeed, it must be presented as something the sector can fully and wholeheartedly identify with, something that will allow the development of the sector, something that will contribute to a better future for fisheries, not least for the fishermen and women on the west coast of Ireland whom I represent.

2-194

Peter Baco (NI). – Článok 160 zmluvy ustanovuje, že Európsky fond pre regionálny rozvoj je určený na to, aby pomohol naprávať najväčšie regionálne rozdiely v Spoločenstve. Predložený pozmeňujúci a doplňujúci návrh 8 kladie osobitnú pozornosť na zabezpečenie komplementárnosti podpory z tohto fondu s podporou poskytovanou z Európskeho poľnohospodárskeho fondu pre rozvoj vidieka, čo je prirodzené.

Prečo to pripomínam? Úspech našich zámerov pri zmiernení regionálnych rozdielov v Európskej únii totiž priamo závisí práve od úspešnosti vidieckeho rozvoja. Veď regióny Európy sú predovšetkým vidiecke regióny a najzaostalejšie regióny Európy sú práve najvidieckejšie regióny. Pritom, dámy a páni, aktuálne analýzy jednoznačne ukazujú, že tam, kde prosperujú agropodnikatelia, tam sa rozvíja aj vidiek a celý región, tam kde oni upadajú, tam upadá vidiek aj celý región. Toto platí, dámy a páni, takmer bez výnimky.

Je preto spochybňovaním aj našej dnešnej snahy o zmiernenie regionálnych rozdielov, ak sa zároveň bagatelizuje taká spoločná agrárna politika Európskej únie, ktorá dbá o udržateľnú prosperitu poľnohospodárstva a vidieka.

Dámy a páni, majme, prosím, stále na mysli, že problémy regionálneho rozvoja Európskej únie nemôžeme nikdy úspešne vyriešiť bez zabezpečenia rozvoja vidieka a prosperujúci vidiek je reálny len vtedy, ak budú prosperovať farmári. Dámy a páni, nie sme si konkurenti.

2-195

István Pálfi (PPE-DE). – Olyan időszakban kerül sor ezeknek a javaslatoknak a tárgyalására, amikor éles viták zajlanak az Európai Unió jövőjéről, arról, hogy merre haladjunk és hogyan haladjunk előre. Már nemcsak arról van szó, hogy a bővítésnek sikeresnek kell lennie, hanem arról is, hogy milyen eszközökkel tud az Európai Unió a kívülről jövő kihívásoknak eleget tenni, "megfelelni – ahogy a Tanács képviselője mondta – a XXI. század kihívásainak". A regionális és kohéziós politikai eszközöknek fő szerepet kell játszaniuk mind a bővítés "megemésztésében" – Churchill kifejezésére utalva –, mind a kihívásokra adott válaszokban. Nem lehet kérdés az, hogy a legfőbb értékelési szempontok az eredményesség és a hatékonyság kell, hogy legyenek. De az mégsem történhet meg, hogy ezen szempontok hangoztatásával olyan szabályokat fogadjunk el, olyan szabályokat erőltessünk át akár a Parlamenten, akár máshol, amelyek kifejezetten hátrányos helyzetbe hozhatnak tagállamokat.

Már most, ebben a szakaszban kiderült, hogy jó néhány olyan javaslat is bekerült ezekbe a jelentésekbe, amelyek rontják az újonnan csatlakozott országok esélyeit ezen források felhasználásában. Már előttem jónéhányan említették az M+2-es szabályt, az áfa kérdését és így tovább. Ráadásul úgy kerültek be ezek a javaslatok, hogy a korábbi gyakorlatot változtatták meg úgy, hogy kedvezőtlenebbé tették a feltételeket, vagy olyan lehetőségeket nem vesznek figyelembe, amelyek egy-egy régió versenyképességének javításával vagy más lisszaboni célokkal foglalkoznak. Azt kérjük, és arra szólítjuk fel mind a Tanács, mind pedig a Bizottság jelen levő képviselőit, hogy a későbbiekben olyan javaslatokat tegyenek le elénk, és olyanokat támogassanak, dolgozzanak ki, amelyek minden tagország számára egyenlő esélyeket és egyenlő jogokat biztosítanak a Strukturális és Kohéziós Alapok elérésében.

2-196

Zita Gurmai (PSE). – Az elmúlt 15 év átalakulási folyamatának a tízek számára meghatározó élménye az országhatárok megszűnése, a határok légiessé válása, az olyan demokratikus európai értékek megismerése és alkalmazása, mint a szubszidiaritás, a szolidaritás, a regionalizmus. Ahogy azt Robert Schumann megálmodta, a nemzeti határok immár nem választanak el. Mi nem országokat, hanem régiókat és polgárokat egyesítünk. A régiók közös célokat, szervezett együttműködést szeretnének, és azt, hogy a szubszidiaritás jegyében közvetlenül dönthessenek az együttműködésről, a megvalósításhoz szükséges forrásokról. Ez demokratikusabbá és gazdaságilag is hatékonyabbá teszi Európát.

Üdvözljük, hogy a Bizottság erőfeszítéseket tett a régiók kérésének és a szubszidiaritás elvének figyelembe vételére a jogszabálytervezet készítésekor, és nagyra értékeljük azt a bonyolult és sokoldalú jogi egyeztetést, amellyel igyekezett eloszlatni a nemzeti kormányok előzetes aggályait. Képviselőcsoportom megértéssel fogadja a Tanács és a tagállamok óvatosságát az új szerveződések jogkörét és a központi kormányzatszervek csökkenő részvételét illetően, és készül a további egyeztető munkára. A régiók Európája sokszínű: a közigazgatás eltérő szintjei, formái jellemzik. Ezért a GECT választható lehetőség. Miért ne élnénk vele? Most, mikor az integráció, a közös európai projekt megtorpanni látszik, különösen fontos a helyi, regionális érdekek képviselete.

A sikeres határmenti együttműködésre példa a lavinakatasztófák esetére szóló, azonnal reagáló Steiermark és Bajorország közötti katasztrófaelhárítási együttműködés, amely nem időrabló hivatalos eljárások alapján működik, hanem egyszerűsített módon tudnak egymáshoz fordulni segítségért a károsult felek. Gondoljuk csak el, mi történhet regionális megállapodás nélkül! Előbb központi kormányaitól kérhetnének formális jóváhagyást, és csak a határozatok, engedélyek birtokában indulhatott volna a segítségadás; rá gondolni is rossz. Frakcióm hívta fel a Parlament figyelmét az Európa Tanács párhuzamos előkészítő munkájára, a madridi keretegyezmény harmas jegyzőkönyvének kidolgozása érdekében, melynek a címe is – Euroregionális együttműködési szervezetek – a két szabályozás közös célját jelzi. A jelentéstevő munkáját elismerésre méltónak, a kompromisszumos javaslatokat hasznosnak tartom, a jelentést elfogadásra ajánlom.

2-197

Mojca Drčar Murko (ALDE). – Predlog uredbe o vzpostavitvi evropskega združenja za čezmejno sodelovanje je bil zasnovan kot del reformirane kohezijske zakonodaje, ki bo na voljo članicam, če bodo želele. Še vedno ostaja precej sporen, kar je posledica tega, da po svoji pravni naravi ni katero koli orodje. Predstavlja instrument nove generacije evropske politike, vzpostavljen v luči ustavnega cilja povečevanja geografske kohezivnosti in oprt na obsežno prakso regij, ki so minula leta v okviru Interrega razvijale čezmejno sodelovanje, a so imele pri tem težave zaradi različnih nacionalnih zakonodaj.

Nova združenja, ki jih uvaja ta uredba, bodo po vsej verjetnosti namenska. Že do sedaj pristojne regije bodo s tem dokumentom lahko izvajale regionalne projekte čezmejnega pomena. Prednost bo, da taka aktivnost ne bo več, kot je bila doslej, odvisna od izmenjujočih se večin v parlamentih držav članic, torej je ne bo treba organizirati na najnižji ravni.

Nova uredba se od dosedanje prakse medregionalnega sodelovanja razlikuje z višjo ravnijo obvezne izvedbe. Razlika je pravna razdelitev nalog, kar seveda poveča odgovornost organov in zaostri finančno odgovornost za upravljanje s skupnimi sredstvi. V kolikor gre za sredstva iz skladov Evropske unije, je finančno odgovorna vedno država, tudi tedaj, ko bodo ta sredstva upravljala združenja. Za druga sredstva pa bodo odgovorna združenja sama.

Prvotni predlog Komisije je zahteval dopolnitve glede pristojnosti nadzornih organov države, katere pravo bo izbrano. Ni smel nastati prostor, ki ne bi bil nedvoumno pravno urejen. Menimo, da smo s predlogi sprememb, ki smo jih usklajevali s poročevalcem, takšne praznine zadovoljivo zapolnili. Praksa bo pokazala, ali so bile naše podmene pravilne.

2-198

Marie-Hélène Aubert (Verts/ALE). – Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais tout d'abord remercier M. Casa pour ce rapport très important sur le Fonds européen pour la pêche, secteur qui connaît, hélas, des crises récurrentes dues à une pression trop forte sur les milieux halieutiques et aux difficultés à organiser une gestion durable de la pêche, qui permette de maintenir un tissu humain et une activité vivante sur nos côtes.

Aussi, saluons-nous tout ce qui va dans le sens d'une meilleure sélectivité des engins de pêche, de la réduction de l'impact environnemental, d'un soutien aux micro et petites entreprises de pêche et de la transparence des politiques mises en œuvre. Mais nous regrettons très vivement que la commission de la pêche veuille à nouveau prévoir des subventions pour la construction et la modernisation de nouveaux bateaux, voire leur exportation, alors que ces subventions avaient été supprimées en 2002 parce qu'incompatibles avec les objectifs poursuivis et leurs effets pervers. Les Fonds devraient être beaucoup plus axés sur les problèmes humains: formation, accompagnement technique, reconversion, rôle des femmes, aide en cas de crise socio-économique, meilleure connaissance des milieux et moyens de les préserver, de les restaurer, etc. C'est de tout cela que l'avenir de la pêche a besoin et nous espérons que le Conseil ne cédera pas à la tentation de conforter certains lobbies nationaux au détriment de l'intérêt général.

2-199

Κυριάκος Τριανταφυλλίδης (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, επιτρέψτε μου να ξεκινήσω ευχαριστώντας και τους πέντε εισηγητές, και ιδιαίτερα το συνάδελφο Χατζηδάκη για την προσπάθεια που κατέβαλε στη σύνταξη αυτής της έκθεσης.

Εντούτοις δεν πρέπει να ξεχνάμε ότι, όταν μιλάμε για ευρωπαϊκή περιφερειακή πολιτική, μιλάμε για την ανάπτυξη ενός προγράμματος με σκοπό την προώθηση της κοινωνικής και οικονομικής συνοχής που επιτρέπει στην Ένωση να αναλαμβάνει δράσεις για τη μείωση των περιφερειακών ανισοτήτων, την προώθηση της πραγματικής σύγκλισης, την τόνωση της απασχόλησης, ενώ επίσης χρησιμεύει στην αναδιανομή και αντιστάθμιση του κόστους της εσωτερικής αγοράς όσον αφορά τις λιγότερο ανεπτυγμένες περιφέρειες.

Η έκθεση αυτή, η οποία είχε αντικείμενο τις περισσότερες πτυχές της περιφερειακής πολιτικής της Ένωσης, δεν δίνει αρκετή βαρύτητα κατά την άποψή μου στις λιγότερο ανεπτυγμένες περιφέρειες. Δεν πρέπει επίσης να ξεχνούμε ότι τα νέα κράτη μέλη που πάσχουν από σοβαρές γεωγραφικές ανισότητες, όπως η Κύπρος και η Μάλτα, χρήζουν περαιτέρω βοήθειας στο πλαίσιο της ευρωπαϊκής περιφερειακής πολιτικής.

Για να γίνει λοιπόν πραγματικότητα η ανάγκη αυτή, θα πρέπει να λάβουμε υπόψη τις επιταγές για μια βιώσιμη πολιτική συνοχής για το σύνολο της Ευρωπαϊκής Ένωσης, η οποία θα γίνεται με πράξεις και όχι με στατιστικά στοιχεία που αμφισβητούνται εν πολλοίς.

2-200

Bastiaan Belder (IND/DEM). – Voorzitter, in onze door marktdenken geleide economie zetten grote, veelal internationale, ondernemingen de toon. Kostenreductie door specialisatie en schaalvergroting zijn kernwoorden. Natuurlijke voordelen van gebieden bepalen de vestigingslocatie. Het gevolg daarvan is dat niet elke activiteit in elke regio rendabel kan worden uitgevoerd. De omstandigheden wegen vaak zwaarder dan de financiële overheidsimpulsen. Ik heb dan ook niet de illusie dat het Europese structuurbeleid structurele wonderen zal kunnen verrichten. Daarvoor is het te weinig realistisch, te inflexibel en te beperkt van omvang.

Dit neemt niet weg dat het Europees structuurbeleid in bepaalde omstandigheden een bijdrage tot een tijdelijke reductie van regionale en lokale economische knelpunten kan leveren. De praktijk wijst het uit. De verslagen van de collega's zijn daarom onze steun ten minste gedeeltelijk waard, met bijzondere aandacht voor enkele knelpunten. Daarbij denk ik met name aan het behoud van de mogelijkheid om private middelen in de berekening van cofinanciering op te nemen, alsook aan de noodzakelijke invloed van regionale en lokale partners bij de opstelling en uitvoering van de plannen, en de effectieve en efficiënte besteding van de beschikbare middelen binnen de daarvoor gestelde periodes.

Een mogelijke reductie van het totale budget door de Raad zal door alle regio's moeten worden gedragen. Voor de toekomst zullen wij ons moeten richten op het kennis- in plaats van het productie-element. Daar ligt onze kracht, ook dat wijst de praktijk uit. Laten we daarom op elk niveau de ruimte laten om die kracht uit te buiten en de krachtige regio's in te zetten om de situatie in de zwakkere te verbeteren.

2-201

Salvatore Tatarella (UEN). – Signor Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, anch'io desidero congratularmi con i relatori per il buon lavoro svolto. L'articolo 160 del Trattato che istituisce la Comunità europea prevede che il Fondo europeo di sviluppo regionale contribuisca alla correzione dei principali squilibri regionali esistenti nella Comunità, partecipando allo sviluppo e all'adeguamento strutturale delle regioni in ritardo di sviluppo, nonché alla riconversione delle regioni industriali in declino. La politica regionale rappresenta pertanto un'occasione e un'opportunità che non possiamo sprecare e che deve essere gestita nel miglior modo possibile.

Mi riferisco in particolare alle regioni meridionali dell'Italia, che rientrano nell'ex Obiettivo 1, oggi denominato obiettivo "Convergenza", che registrano ancora enormi problemi e gravi ritardi in molti settori. La politica regionale può davvero essere molto utile per queste regioni, anche se occorre correggere alcuni errori del passato. Talvolta non abbiamo utilizzato tutte le risorse a nostra disposizione e altre volte le abbiamo utilizzate nel modo meno appropriato.

La relazione dell'onorevole Fava, con il quale concordo, cerca di correggere quest'ottica puntando sulla conoscenza, sulla ricerca e sullo sviluppo, pertanto ... *(Il Presidente interrompe l'oratore)*

2-202

PRESIDÊNCIA: Manuel António dos SANTOS
Vice-presidente

2-203

James Hugh Allister (NI). – Mr President, my primary observation has to be that the proposed structural and cohesion funding package for 2007-2013 fails to provide adequately for those regions within the EU-15 which, though themselves deficient in infrastructure investment, failed because of the national criteria to qualify for cohesion funds. Northern Ireland which I represent is such a region. Our water and sewage and roads infrastructure need huge investment. We have not seen a mile of motorway built for maybe 30 years. Our water system requires expenditure to the tune of hundreds of millions. Yet we did not qualify for environment and road infrastructure assistance under the Cohesion Fund because of the national criteria.

Our nearest neighbour, the Republic of Ireland, did so qualify and in the 10 years from 1993 benefited from over EUR 2 billion of expenditure on such projects. These proposals with their almost total focus on the new Member States do not recognise the glaring needs of regions such as mine. I therefore call for a reconsideration of the real needs of regions that still exist within the EU-15 that are now in danger of being totally bypassed.

I would like to say a word about the European Fisheries Fund. It seems to me to be designed largely with a view to managing further decline. Its prohibition on funding new vessels will do nothing to tackle the dangers and the problems of an ageing fleet. The fund rather should provide for the specific needs of the fisheries sector in each Member State and, if it did, the modernisation and funding of new vessels would be top of the agenda in many areas.

2-204

Miroslav Mikolášik (PPE-DE). – Európsky sociálny fond je nepochybne dôležitou súčasťou presadzovania európskej sociálnej politiky a politiky zamestnanosti. Rovnako významne prispieva k plneniu cieľov lisabonskej stratégie, akými sú vytváranie nových pracovných miest, podpora vzdelávania a odbornej prípravy, presadzovanie súdržnosti a sociálnej inklúzie a v neposlednom rade aj odstraňovanie nerovností medzi pohlaviami.

Rád by som touto cestou vyjadril poďakovanie kolegovi Silvovi Penedovi za prácu, ktorú odvedol pri príprave tejto správy. S nadšením vítam snahu o to, aby toto nariadenie umožnilo v čo najväčšej miere odstraňovať výrazné nerovnosti existujúce medzi 25 členskými štátmi Európskej únie v oblasti zamestnanosti, sociálnych vecí, odbornej prípravy a vzdelávania. Európsky sociálny fond je významným nástrojom na presadzovanie sociálnej integrácie a prístupu k zamestnaniu niektorých znevýhodnených skupín obyvateľstva, akými sú napríklad osoby so zdravotným postihnutím. Som veľmi rád, že sa nám na pôde Parlamentu podarilo do textu nariadenia presadiť ochranu týchto osôb ako jednu z priorit tohto nástroja.

Dámi a páni, na tomto mieste by som rád upriamil Vašu pozornosť na pozmeňujúci a doplňujúci návrh, ktorý som s kolegom Janom Březinom a s podporou mnohých poslancov zo Slovenska, z Českej republiky, Poľska a Maďarska predložil na stredajšie hlasovanie do pléna. Ide o pozmeňujúci a doplňujúci návrh č. 98, v ktorom spoločne navrhujeme zahrnúť medzi odôvodnenia tohto nariadenia, aby, citujem, „jednou z priorit Európskeho sociálneho fondu bola kompenzácia negatívnych dopadov vylúčenia pracovníkov z nových členských štátov z trhu práce EÚ“. Podľa nášho názoru má táto klauzula veľký politický význam v súvislosti s rozhodnutím stanoviť prechodné obdobia na prístup pracovníkov z nových členských štátov na pracovný trh Európskej únie. Dnes vieme, že toto rozhodnutie, prijaté pred našim vstupom do Únie, sa ukázalo ako neopodstatnené.

2-205

Udo Bullmann (PSE). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Frau Karin Jöns ist die Schattenberichterstatterin der Sozialdemokratischen Fraktion zu dem Bericht Silva Peneda. Sie ist heute aus persönlichen Gründen leider verhindert. Deshalb darf ich ihre wesentlichen Kommentare aus Sicht unserer Fraktion vortragen.

Wir bedanken uns zunächst bei Herrn Silva Peneda für die gute Zusammenarbeit. Es ist ihm wirklich gelungen, alle zusammenzuführen und die wichtigsten Ziele hier für alle zusammen zu formulieren. Der Bericht enthält zahlreiche wichtige Ergänzungen zum Kommissionsvorschlag, und wir hoffen, dass er morgen eine breite Mehrheit findet. Wir werden nur einen Antrag stellen, der aus unserer Sicht hinzugefügt werden muss.

Vier Punkte will ich in aller gebotenen Kürze erwähnen:

Erstens begrüßen wir, dass die Mitgliedstaaten in stärkerem Maße zur Durchführung von innovativen und transnationalen Maßnahmen angehalten werden. Dies sichert den europäischen Mehrwert, und es verbreitet die besten Erfahrungen, die wir in der Arbeitsmarktpolitik gesammelt haben.

Zweitens ist es aus unserer Sicht von ganz großer Bedeutung, den Bezug zu den nationalen Aktionsplänen gegen soziale Ausgrenzung zu stärken. Langzeitarbeitslose und Menschen ohne Schulabschluss brauchen besondere Förderung, die dadurch gewährt werden kann.

Drittens begrüßen wir, dass die Mitgliedstaaten zu mehr frauenspezifischen Maßnahmen verpflichtet werden, und dass *Gender Budgeting* festgeschrieben wird. Einzelne Mitgliedstaaten, wie die Bundesrepublik Deutschland, Belgien oder auch Österreich, zeichnen sich bereits durch mehr als 10 % ESF-Mittel für Frauenbeschäftigung aus.

Schließlich sind wir der Überzeugung, dass Asylbewerber weiterhin in den Genuss von ESF-Maßnahmen kommen müssen. Sie sind vielerorts viele Monate bei uns, um auf eine Entscheidung über ihren Asylantrag zu warten, und brauchen deswegen unsere Unterstützung. Wir müssen ihnen ein Angebot machen, egal ob sie später Asyl bekommen oder in ihr Heimatland zurückkehren.

2-206

Elspeth Attwooll (ALDE). – Mr President, thanks are due to all the rapporteurs for the open and inclusive manner in which they have handled the dossiers and for the extent of the consensus they have built. My own thanks are particularly

due to Mr Hatzidakis for supporting the ALDE amendments to his own report. I speak specifically, however, of the Casa report; here we wish to introduce references to an ecosystem-based approach to management, to Regional Advisory Councils and to improved disclosure on financial control structures. I ask colleagues to vote in favour of them.

On a personal note, whilst I believe that there is much to commend already in the report, there are certain aspects that, like the Commissioner, I cannot support. Resources allocated to the fund are limited; there are many needs to be met. The inclusion of safety improvements and of improvements to quality conditions on board vessels, and the inclusion of measures to make vessels more environmentally friendly may be acceptable, particularly for the small-scale coastal sector. However, I am strongly opposed, both in principle and as regards the practical effects, to using European taxpayers' money for wider fleet renewal. This is simply an attempt to turn the clock back.

More generally – and I turn to the President-in-Office – I would like to echo colleagues from across the political groups and urge the Council to take very seriously Parliament's recommendations on the financial perspectives and on structural funding as found in the Berger and Hatzidakis reports. Otherwise, I fear serious adverse effects for both economic regeneration and social inclusion. I also believe very strongly that EU funding should be available to areas in need wherever in the Union they happen to be located.

In this light, I wish the UK well in its Presidency, hoping that it will include a speedy *rapprochement* on the financial perspectives. When its Prime Minister spoke recently to this House, he referred to a 'union of values, of solidarity between nations and people'. May this understanding above all inform the debate.

2-207

Ian Hudghton (Verts/ALE). – Mr President, the purpose of the European Fisheries Fund should be to implement the common fisheries policy, according to Mr Borg. In Scotland, though, a more accurate description of the need would be to compensate for the disastrous effects of the common fisheries policy on our communities and it is a worry that the total fund projected is about the same for 25 as we have had for 15 Member States.

I support most of the amendments from the Committee on Fisheries of this Parliament, with the exception of vessel construction. In particular I support changing the presumption from fleet reduction to adaptation, so that account can be taken of individual circumstances in areas. I support highlighting the importance of aquaculture, priority for small-scale inshore fisheries and the compensation proposed for enforced tie-up. I welcome the fact that the Commission considers fisheries important enough for its Fisheries Commissioner to be here for this debate. It is a pity that the Presidency did not do likewise, but then that is all too typical of UK governments and how they see fisheries, particularly in Scotland.

2-208

Giusto Catania (GUE/NGL). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, su questa discussione pende una spada di Damocle rappresentata dalle Prospettive finanziarie dell'Unione, che influiscono in modo determinante sulla definizione delle politiche di coesione dell'Unione europea.

La politica di coesione è lo strumento più qualificato per rilanciare il ruolo dell'Europa politica, la cui crisi è spesso determinata dalle scelte neoliberaliste e dalla militarizzazione dello spazio di libertà, sicurezza e giustizia.

I relatori hanno fatto un ottimo lavoro nel predisporre i nuovi strumenti per il raggiungimento degli obiettivi della nuova politica di coesione. Voglio ringraziare in particolare gli onorevoli Fava e Andria per il lavoro svolto.

Tuttavia, per poter progettare il futuro occorre anche fare un bilancio dell'impatto che i Fondi strutturali hanno avuto sulle società e sull'economia delle aree deboli dell'Europa. Spesso, infatti, i Fondi strutturali non sono serviti a migliorare la qualità della vita dei cittadini delle aree depresse, ma sono stati piuttosto un affare per le mafie, sono stati elargiti in modo clientelare o sono stati utilizzati per coprire buchi di bilancio e talvolta non sono stati neanche spesi. Mentre incombe la discussione sulla quantità delle risorse finanziarie, occorre fare anche una riflessione sulla qualità della spesa.

2-209

Mieczysław Edmund Janowski (UEN). – Panie Przewodniczący! Wszystkim sprawozdawcom przekazuję wyrazy uznania. O spójności, o równomiernym rozwoju Europy mówi się wiele. Jeśli jednak ma to być rzeczywistością, to muszą być podjęte odpowiednie decyzje dotyczące Funduszu Spójności, Funduszy Strukturalnych, Funduszu Społecznego i współpracy transgranicznej.

Chciałbym z tego miejsca zaapelować o przyjęcie rozwiązań mniej sztywnych, zwłaszcza w odniesieniu do zasady n+2 przy Funduszu Spójności, niezwracalnego VAT, a także mieszkalnictwa społecznego oraz wielofunduszowości. Przyjęcie poprawek idących w tę stronę służyć będzie nie tylko nowym Państwom Członkowskim, ale także tym starym. Można przytoczyć bardzo liczne przykłady świadczące o tym, że na wykonywanie inwestycji u tych nowych przetargi wygrywają firmy ze starej piętnastki. Ci nowi rozumieją również efekty statystyczne, uwarunkowania wysp i tak dalej.

Dodam tu, że ów podział podskórny na starych i nowych jest szkodliwy dla Unii. W matematycznej teorii gier mówi się także o takich grach, w których zysk jednych nie pociąga za sobą straty drugich. Weźmy więc udział w takiej właśnie grze. Będzie to dobre dla Europy.

2-210

Carmen Fraga Estévez (PPE-DE). – Señor Presidente, en primer lugar, quiero defender el excelente trabajo y el consenso, difícil, que ha logrado el ponente, señor Casa, en la Comisión de Pesca del Parlamento Europeo.

En segundo lugar, también ruego a los críticos de la política estructural pesquera que se sustraigan al tópico de que un barco pesquero o una planta de acuicultura son sinónimo de catástrofe medioambiental y nos den, en cambio, su apoyo. Les aseguro que con el presupuesto que nos reserva el Fondo Europeo de la Pesca —4 900 millones para seis años y 27 países, lo que supone sólo un incremento de 1 500 millones respecto al Fondo actual para 15 países—, poco daño podemos hacer al medio ambiente y al presupuesto comunitario.

Creo que el informe ha introducido de manera sensata más medidas de las contenidas en la propuesta de la Comisión, con el objetivo de dar una mayor flexibilidad y de que los Estados miembros puedan dar así una mejor respuesta a sus distintos sectores. Hemos ampliado los supuestos para la renovación y modernización de la flota, porque es difícil comprender por qué estamos castigando a determinadas profesiones a trabajar con unos medios de producción obsoletos y peligrosos, particularmente a la flota artesanal, que es la más envejecida. Lamentarnos, *a posteriori*, de naufragios y rendir homenajes a las víctimas sirve de poco. Pero, ahora, en cambio, tenemos la oportunidad de ayudar a evitarlo porque, por otra parte, ya contamos con toda una batería de sofisticadísimos métodos de teledetección y vigilancia por satélite, para evitar que se pesque más o que se pesque lo que no se debe.

Señor Presidente, permítame una última palabra respecto a las sociedades mixtas. Creo que éstas son la garantía de una política eficaz de cooperación y ayuda al desarrollo y, en línea con el impulso que les da la propia Comisión en la nueva política de acuerdos de asociación, quiero defenderlas. Pero, señor Comisario, creo que no es posible que las sociedades mixtas puedan llevarse a cabo en terceros países en vías de desarrollo sin la correspondiente ayuda comunitaria, ya que estos países no tienen las mismas garantías jurídicas para las inversiones. Así que, si realmente queremos que las sociedades mixtas sean un puntal en la cooperación al desarrollo, señor Comisario, démosles ayudas con cargo al FEP.

2-211

Catherine Stihler (PSE). – Mr President, I thank the rapporteurs.

Regional development is one of the cornerstones of the European Union. I welcome Parliament's position on regional policy per se, but I also believe that we must have sustainable development. I welcome the review of the common fisheries policy as giving a sustainable framework for fisheries. I deeply regret that the report on the European Fisheries Fund has been transformed into a vehicle to reopen decisions taken during the CFP review.

The review clearly ended subsidies for boat building and put into place limitations on modernisation. It is disingenuous to say that engine replacement and other forms of modernisation do not increase fishing capacity. I welcome the focus on sustainability within the Commission's EFF proposals. I also noted that, in his working document on the CFP, Mr Böge commented that the overcapacity of the Community fleet still is, despite the efforts made in the framework of the previous structural programmes, one of the main reasons for the over-exploitation of certain stocks. Sustainability is the key to future prosperity and development in the fisheries sector.

I do not buy the argument that old small boats are unsafe and need replacing by public money. It may be undeniable that they need replacing. However, my previous old small car was unsafe and needed replacing, but I had to pay for the replacement myself. All right, I was not running a car-based business but, if I had been, I would not have expected the government to step in and give me the money. Fleet renewal needs to take place, but I want that to happen on a sustainable basis. We should not subsidise too many fishermen to chase too few fish.

2-212

Alfonso Andria (ALDE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, questa volta intervengo in qualità di relatore ombra per il gruppo ALDE sul regolamento relativo al FESR. Desidero innanzitutto complimentarmi con il relatore onorevole Fava per l'ottimo lavoro svolto.

Valuto positivamente il richiamo del relatore al tema della sicurezza pubblica quale garanzia contro le infiltrazioni della criminalità organizzata nei processi di spesa legati ai Fondi strutturali. Sono stati raggiunti significativi punti di convergenza tra molti di noi, di diversa estrazione e provenienza sia territoriale che politica, sul grande tema dell'inclusione sociale.

In sede di dibattito in commissione, durante l'esame degli emendamenti, sono stati trovati compromessi e punti di sintesi molto efficaci. Mi rallegro del fatto che il relatore abbia voluto tenere in massima considerazione le richieste avanzate dal mio gruppo, l'Alleanza dei democratici e liberali per l'Europa.

In particolare, abbiamo ottenuto una maggiore attenzione per quanto riguarda la dimensione urbana. È stato posto l'accento sulla forza propulsiva che un buon programma di investimento e di gestione dei fondi diretti alle città può avere per il rilancio economico e socioculturale delle periferie e delle zone rurali circostanti, come ha affermato quest'oggi anche la signora Commissario qui presente. Ciò agirà da vero motore per lo sviluppo sostenibile e duraturo dei territori.

Infine, per quanto riguarda il tema delle disabilità ho chiesto di introdurre tra le finalità del FESR un impegno preciso per la promozione delle iniziative volte alla rimozione delle barriere architettoniche per le opere che sono finanziate dal Fondo, in modo da garantire pari opportunità nell'accesso allo stesso.

Per quanto riguarda gli altri temi, soprattutto la questione dell'IVA, credo che siano già stati ampiamente discussi in precedenza.

2-213

Γεώργιος Καρατζαφέρης (IND/DEM). – Κύριε Πρόεδρε, είπαμε πέρυσι "ναι" στις νέες χώρες και "ναι" στη χρηματοδότησή τους· όχι όμως αυτή η χρηματοδότηση να γίνεται εις βάρος της χρηματοδότησης των υποβαθμισμένων περιοχών των παλαιών χωρών! Η Ελλάδα έχει τρεις χιλιάδες νησιά που όλοι θέλουμε να επισκεπτόμαστε τον Ιούλιο και τον Αύγουστο αλλά κανείς δεν ρωτά πώς ζουν τους υπόλοιπους μήνες· χωρίς πετρέλαιο πολλές φορές, χωρίς γιατρό, χωρίς συγκοινωνίες. Πρέπει λοιπόν να δούμε ότι αυτό το 0,41% του προϋπολογισμού δεν φθάνει· είναι ανεπαρκέστατο για να καλύψουμε με δικαιοσύνη τις ακριτικές περιοχές.

Μας είχαν πει ότι η Ελλάδα θα πάρει 24 δισ. Έτσι είχε πει ο πρώην Πρωθυπουργός, κ. Σημίτης. Έρχεται ο νέος Πρωθυπουργός, κ. Καραμανλής, και λέει ότι από το τέταρτο πακέτο θα πάρουμε κάτι περισσότερο από το μισό. Αυτές είναι γελοίες ρυθμίσεις. Δεν μπορούν να προχωρούν έτσι τα κράτη. Δεν μπορεί να προχωρεί έτσι η Ευρωπαϊκή Ένωση.

Πρέπει να ενθαρρυνθούν τα κράτη να απορροφούν τα κονδύλια. Το 2003 πήραμε 2,6 δισ. - έτσι έγραψε η κ. Hübner - και πέρυσι πήραμε 1,4 δισ. Εφέτος δεν έχει εγγραφεί ούτε ένα ευρώ και έχουν περάσει ήδη επτά μήνες. Χρήματα τα οποία λείπουν από την αγορά, λείπουν από τους αγρότες, λείπουν από την παραγωγή, λείπουν από την παραγωγικότητα.

Επιτέλους, πρέπει να μη βλέπουμε τους ανθρώπους ως αριθμούς! Γιατί αν εξακολουθούμε έτσι, με αυτή την πολιτική του κ. Blair, να ξέρετε ότι στο επόμενο γεύμα σας δεν θα σερβίρουν ντομάτα αλλά μικροτσίπ και, αντί να πάρετε λαχανικά και φρούτα, θα πάρετε CD-ROM και δισκέτες. Εδώ κατοικούν άνθρωποι και όχι ρομποκόπ!

2-214

Alun Michael, President-in-Office of the Council. – Mr President, thank you for allowing me to speak at this point. Colleagues will report on future contributions, but I am grateful to you for understanding the difficulties involved in being here for the changed time of the debate.

We have heard some excellent contributions. I particularly welcomed Mr Galeote Quecedo's stress on the importance of cohesion to the future of the European Union. I also agree how welcome an early decision on the budget would be. That requires a serious focus by all of us on achieving an outcome. We will certainly undertake to play our part in trying to bring about such agreement. I also note the emphasis he placed on such issues as VAT and housing.

I say to Members that we will now reflect on the points raised today and examine carefully the reports and the amendments that are adopted tomorrow. The Presidency will then maintain close contact with Parliament as we move towards a common position, in order to discuss how best to accommodate your concerns.

Some of those concerns were very varied. Mrs Krehl referred to the success of the cohesion funds in the UK. I agree, and that is one of the reasons that we agree with the point that Mr Beaupuy made when he called for a focus on the ten new Member States. Mrs Griesbeck called for agreement but reserved the right to say 'non'. I say to her and others that we should all focus on getting the right answer for the 21st century for Europe. But, again, today the focus is on the regulations.

As I said in my opening remarks, there are differences of opinion on the package of regulations, but it is clear from the debate that there is a strong consensus between the Council and Parliament on many aspects of reform. We are all determined to develop a dynamic and efficient EU regional policy that contributes fully to the Union's key objectives and helps ensure that enlargement is a success – all except Mr Smith, who read a press release into the record, and perhaps Mr Booth, who seems to have missed the enormous benefits of regional development in England.

But turning now to the mainstream of the debate, Parliament has raised a range of questions and issues regarding the size of future structural funds budget, as well as its distribution between the Member States and their regions. A number of Members, especially Mr Hatzidakis and Mr Andria, have defended the broad architecture of the Commission's proposals, which would focus an expanded structural funds budget on three objectives – convergence, competitiveness and cooperation – and have opposed any modification of the distribution of funds between these three priorities. Mrs

Schroedter emphasised the role of the EU regional policy in ensuring EU solidarity. I agree – although there is evidently a range of views – on how to introduce genuine solidarity in practice. For example, Mr Triantaphyllides argued for a greater focus on the poorer Member States, while Mr Allister suggested that the Commission's proposals would allocate too much to the new Members.

The Council is also pursuing a debate on the best way to focus and deliver the funds in the next financial perspective so that they make the most efficient contribution to the EU's regional development; asking a range of questions regarding the Commission's proposals for the allocation of the funds, for the distribution between the three objectives, on the emphasis placed on convergence funding for richer regions, primarily in the richer Member States and the proposed 50-50 split of funding between the old and new Member States.

Others have questioned aspects of the technical rules for delivering programmes, such as the application of the n+2 rule to the Cohesion Fund, where there was a welcome reference to flexibility on the way that applied, and the treatment of VAT and other expenditure. These are complex issues and how we resolve them will have a major impact on the effectiveness of future structural fund spending.

I noted that most parties in Parliament and the Council are broadly supportive of the Commission's proposals to strengthen the strategic focus of structural fund spending on the Lisbon and Göteborg agendas. We all want a rigorous evaluation and more flexible and efficient mechanisms for delivering projects and we are all eager to maintain robust rules for monitoring expenditure so that structural fund spending is rigorously accounted for.

We can agree with Mr Silva Peneda and Mrs Krehl on the need to simplify procedures for delivering structural fund programmes. While we welcome many of the Commission's useful initiatives in this area, the Council can certainly agree with Mr Silva Peneda that there is scope for even greater simplification of some of the proposals in the draft regulation. We can also agree with Mr Harangozó and others on the need to maximise private sector involvement in the programmes.

As for the priorities for structural fund support, again the Council and Parliament have much in common. On the ERDF, we all agree on the need to maintain an appropriate level of concentration on a limited number of priorities and, as Mr Fava has argued, to strengthen the focus on activities, such as innovation, research and development in support for Lisbon targets.

On the ESF, we can agree with Mr Silva Peneda on the need for a clear focus on the European Employment Strategy.

The outstanding issues are now clear. Both the Council and Parliament are eager to maintain a strong principle of partnership so that national, regional and local stakeholders continue to participate actively in the delivery of programmes. However, there are differences that we need to resolve on working with partners.

Similarly, there is widespread support for measures to improve the effectiveness of structural funds. But we have differing views on some aspects of the Commission's proposals. For example, the Council has been unable to offer support for the Commission's proposals to establish obligatory performance and contingency reserves, because we fear that the administrative difficulties and bureaucratic cost would outweigh any concrete benefits they might achieve.

These are not insurmountable difficulties, but we need to work closely together to resolve these differences over the coming months. We will take Parliament's views into account as we prepare new compromise texts to be discussed in the Council working group. My colleague Alan Johnson will be visiting the Committee on Regional Development on 12 September, and will be happy to discuss these issues further with Members then. We will keep in close contact with the rapporteurs to discuss matters with them as the Council's position develops.

From today's debate I have a very much clearer understanding of Parliament's views on these very important dossiers. Time is tight and our two institutions will need to cooperate closely. For my part, I can assure you that the Council will work constructively and effectively with you to find a way forward. I look forward to our cooperation over the coming months to establish the common ground on which we can build a cohesion policy fit for a new Europe in the 21st century.

2-215

Guntars Krasts (UEN). – Priekšsēdētāj! Kopumā strukturālo fondu likumdošanas priekšlikumi sasniedz izvirzītos mērķus, tomēr ir vairāki jautājumi, kas, manuprāt, netiek risināti atbilstoši izvirzītajiem uzdevumiem.

Atzīmēšu trīs. Es viennozīmīgi atbalstu Eiropas Savienības fondu finanšu vadības uzlabošanu un projektu sagatavošanas un ieviešanas stingrāku disciplīnu, tomēr n+2 principa piemērošana Kohēzijas fondam var novest tieši pie pretēja rezultāta — sasteigtas projekta sagatavošanas un ieviešanas, neefektīvas un nelietderīgas Eiropas Savienības nodokļu maksātāju naudas izlietošanas. Tas arī ievērojami samazinās jauno dalībvalstu Kohēzijas fondu līdzekļu absorbcijas iespējas. Kā minimālo robežu es ierosinu apspriest n+3 principu.

Otrkārt, uzskatu, ka nopietni jāizvērtē un jāpārstrādā likumdošanas projektos paredzētā atbalsta pasākumu un nosacījumu ilguma pagarināšanu uz septiņiem gadiem, kā arī pienākums pārvietotiem uzņēmumiem atmaksāt saņemto stuktūrfondu atbalstu, kas ir krasā pretrunā ar vienotā tirgus principiem, ierobežo konkurenci un Eiropas Savienības pamatbrīvības.

Treškārt, jā saglabā iespējas projektus finansēt no Eiropas Savienības fondu privātā līdzfinansējuma, neiesaistot nacionālo sabiedrisko finansējumu. Tāpēc es ierosinu paredzēt iespēju kopējās attiecināmajās izmaksās iekļaut arī privāto līdzfinansējumu. Tādā veidā būtu iespējams realizēt projektus par lielāku kopējo summu un efektīvāk izmantot nacionālo sabiedrisko finansējumu.

2-216

Francesco Musotto (PPE-DE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario Hübner, è nei momenti di incertezza politica, come quello che stiamo attraversando, che le Istituzioni europee, per potere essere credibili, devono dimostrare fermezza e dare risposte certe alle richieste dei cittadini.

Di conseguenza, il Parlamento deve avere la capacità di trasformare idee politiche in interventi risolutivi. Le relazioni in esame oggi rappresentano una risposta efficace ai tanti problemi della politica di coesione e di sviluppo regionale sorti all'indomani dell'allargamento.

Il criterio statistico da solo è inadeguato a indicare la reale situazione economica delle varie regioni europee in ritardo di sviluppo ed è insufficiente per dare risposte concrete in termini di solidarietà a quelle regioni che devono ancora superare i disagi dovuti a difficoltà strutturali o a situazioni oggettive come l'insularità o la perifericità.

Vorrei sottolineare che la politica di coesione non può essere soltanto un'occasione per affermare l'importanza decisiva ai fini dell'integrazione europea e per il coinvolgimento reale di tutti i cittadini. Per essere efficace, costruttiva e soprattutto credibile, dovrà essere supportata da risorse finanziarie sufficienti.

Lo 0,46 per cento destinato alla politica di coesione in base alla proposta di regolamento rappresenta una cifra modesta, in considerazione del forte incremento della popolazione ammissibile all'obiettivo "Convergenza" a seguito di un allargamento senza precedenti.

Per quanto riguarda il nostro gruppo, condividiamo le proposte contenute nelle relazioni, che tra l'altro sono frutto di approfondite discussioni e mediazioni. A tale proposito, vorrei approfittarne per complimentarmi con i relatori e i proponenti.

Vorrei soltanto soffermarmi su alcuni aspetti che riguardano in particolare il Fondo europeo per la pesca, in cui, tra i processi di ammodernamento non sono inclusi i motori di pescherecci. Rinnovare la flotta non vuol necessariamente dire aumentare lo sforzo di pesca.

In conclusione ribadisco la necessità di superare il limite del modello obsoleto, incentrato principalmente sul versante terrestre, puntando ad ottenere il pieno riconoscimento delle particolarità delle problematiche transfrontaliere marittime.

2-217

Jan Andersson (PSE). – Herr talman, ärade kommissionsledamöter! Det synes mig som att det förslag som börjar utkristallisera sig från parlamentet väl ligger i linje med det långtidsbudgetförslag vi tidigare lade fram, vilket är logiskt. Jag skall koncentrera mig på Europeiska socialfonden.

Socialfonden har två övergripande uppgifter. Den ena är att stärka sysselsättningsstrategin, och den andra handlar om att främja social integration och motverka diskriminering. Detta har blivit allt viktigare. Det är två stora utmaningar som EU står inför i det nya samhället, i det globaliserade samhället, med de demografiska förändringarna. Därför är dessa målsättningar viktigare än någonsin.

För att stärka sysselsättningen är det livslånga lärandet mycket viktigt. Europa kommer inte att kunna konkurrera med Indien och Kina, med deras sociala modell, med deras löner och villkor på arbetsmarknaden. I stället måste vi konkurrera bland annat genom forskning och utveckling samt genom den kompetens som arbetskraften i EU har. Detta skall naturligtvis medlemsstaterna, företagen och arbetsmarknadens parter ansvara för, men EU kan stå för ett mervärde i att stärka kompetensen över hela vårt område.

Vi har en mängd missgynnade grupper som i större utsträckning måste bli delaktiga i samhällsutvecklingen men också när det gäller arbetsmarknaden. Vi behöver alla, inte minst kvinnorna, på arbetsmarknaden i framtiden för att kunna klara konkurrensen utifrån. Kvinnor är fortfarande representerade i mindre utsträckning på arbetsmarknaden och är diskriminerade där. Det gäller även människor med funktionshinder, som i oerhört stor utsträckning står utanför arbetsmarknaden i dag, liksom personer från länder utanför Europa.

Låt mig peka på några viktiga punkter. Det är bra att det transnationella inslaget ökar. Vi behåller det innovativa inslaget som har funnits i bland annat Equal. Det är viktigt att socialfonden kan samverka med andra fonder i viss utsträckning på lokal och regional nivå. Jag håller avslutningsvis med Špidla som sade att det är viktigt att arbetsmarknadens parter och partnerskapet även i fortsättningen får spela en framträdande roll i socialfondens arbete.

2-218

Grażyna Staniszewska (ALDE). – Panie Przewodniczący! Chciałabym gorąco zaapelować z tego miejsca o odrobinę konsekwencji.

Parę tygodni temu głosując nad raportem Böge, przyjęliśmy regułę, iż nie rozszerzamy na Fundusz Spójności zasady n+2. Przyjęliśmy regułę, że zmuszamy przedsiębiorstwa, które skorzystały z pomocy strukturalnej do tkwienia w jednym miejscu przez 5 lat. W tej chwili planujemy zmienić to. Parę tygodni mieliśmy inne zdanie, teraz zamierzamy mieć inne zdanie. Ja apeluję o odrobinę konsekwencji.

Przy raporcie Böge uznaliśmy, iż szczególnie dla nowych państw rozszerzenie zasady n+2 na Fundusz Spójności uniemożliwi w wielu wypadkach skorzystanie, przy dużych projektach, z tego funduszu. Podobnie z przedsiębiorstwami, jakby jedną ręką dajemy pieniądze, drugą ręką odbieramy, ustanawiając właśnie teraz, kiedy tyle biednych krajów i biednych regionów weszło do Unii Europejskiej, zasadę, iż VAT nie będzie kosztem kwalifikowalnym. Polskie dzieci mówią: "ten, kto daje i odbiera, ten się w piekle poniewiera". Ja apeluję, abyśmy nie dawali jedną ręką i nie odbierali drugą.

Jeżeli chodzi o VAT, jeżeli nie przejdą jutro poprawki, apeluję do Pani Komisarz, apeluję do Rady Europejskiej o poważne rozważenie zerowej stawki VAT-u, na inwestycje realizowane z funduszy europejskich. Zerowa stawka VAT-u mogłaby pogodzić tych, którzy nie chcą, aby Fundusze Wspólnotowe szły do budżetów poszczególnych państw, i pogodzić tych, których nie stać jest na podwojenie wkładu własnego z uwagi na proponowane w tej chwili zmiany.

Bardzo proszę Państwa, abyśmy poważnie traktowali poważne obawy szczególnie nowych krajów. Bardzo Państwa proszę, aby rozszerzenie nie stało się fikcją.

2-219

Ιωάννης Γκλαβάκης (PPE-DE). – Κύριε Πρόεδρε, κατ' αρχάς θα ήθελα να εκφράσω τα θερμά μου συγχαρητήρια στους πέντε εισηγητές. Ειδικά θα ήθελα να εκφράσω τα θερμά μου συγχαρητήρια για τη θαυμάσια δουλειά που έκανε ο κ. Χατζηδάκης και ο κ. Casa.

Θα αναφερθώ στην έκθεση του κ. Casa υπερασπιζόμενος και τις τροπολογίες μου. Η έκθεση Casa προσπαθεί να αποδώσει μεγάλη σημασία στην ισορροπία και στο σεβασμό του περιβάλλοντος καθώς και στη σωστή διαχείριση των αλιευτικών αποθεμάτων. Εγώ θα συμπλήρωνα ότι πρέπει να δούμε πώς θα προστατεύσουμε και τον Ευρωπαίο ψαρά.

Ως εκ τούτου έχω να προτείνω τρία πράγματα: πρώτον, να επιτραπεί αλιευτικός εξοπλισμός που σέβεται το περιβάλλον· δεύτερον, να υπάρχει δυνατότητα απόκτησης εξοπλισμού προς βελτίωση των συνθηκών ασφάλειας και υγιεινής των ψαράδων· τρίτον, να υπάρξει η δυνατότητα αλλαγής του κινητήρα στα αλιευτικά σκάφη μέχρι ίσης ιπποδύναμης. Δεν μπορούμε να στέλνουμε τους ψαράδες μας να ψαρεύουν με κινητήρες που είναι 20 και 25 ετών.

Στο δεύτερο σκέλος, όσον αφορά τις υδατοκαλλιέργειες, πρέπει να προστατευθούν, πρέπει να μεγαλώσουν, πρέπει να παράγουν περισσότερα ψάρια. Γιατί, Διότι έχει αυξηθεί η παγκόσμια ζήτηση σε αλιεύματα. Ή θα κάνουμε υπεραλίευση, που σημαίνει διαταραχή του οικοσυστήματος, ή θα δώσουμε τη δυνατότητα να παραχθούν περισσότερα αλιεύματα από τα ιχθυοτροφεία.

Γι' αυτό είναι ανάγκη η Ευρωπαϊκή Ένωση να στηρίξει όσο περισσότερο μπορεί τον κλάδο. Εκείνο που έχει καίρια σημασία είναι οι επιχειρήσεις αυτές να προστατευθούν το περιβάλλον, να είναι φιλικές προς το περιβάλλον. Αυτό είναι που πρέπει να έχει ύψιστη σημασία. Δεν έχει καμιά σημασία αν αυτές είναι μικρές, μεσαίες ή μεγάλες. Μακάρι οι μικρές να γίνουν μεγάλες και οι μεγάλες μεγαλύτερες, για να παράγουν περισσότερα ψάρια, τα οποία έχει ανάγκη ο πλανήτης, αντί να κάνουμε υπεραλίευση!

2-220

Richard Falbr (PSE). – Pane předsedající, pane komisaři, rád bych pro zítřejší hlasování o nařízeních a strukturálních fondech zdůraznil několik bodů, které považuji za nejdůležitější.

Odmítáme plnou aplikaci tzv. pravidla N+2 na kohezní fond, protože to podle našeho názoru může vést k podstatným ztrátám finančních prostředků z tohoto fondu na úkor nových členských zemí. Měli bychom se také snažit hledat možnost nějak učinit DPH uznatelným výdajem a to zejména u Evropského fondu regionálního rozvoje v případě, že příjemci pomoci budou města a obce.

Při prosazování těchto požadavků jsme narazili na nepochopení zpravodaje, koordinátorky a některých dalších kolegů. Konstatuji, že jsem výsledkem našeho snažení poněkud zklamán. Věřím však ve zdravý rozum většiny, a proto doufám, že návrhy, které jsme předložili, budou zítra schváleny.

2-221

Markus Pieper (PPE-DE). – Herr Präsident! Strukturpolitik ist Ausdruck der Solidargemeinschaft, indem wir die schwächsten Regionen in Europa unterstützen, vor allem auch in Osteuropa. Ich möchte etwas betonen, was meine Vorredner bislang nicht ganz so deutlich gesagt haben: Die europäische Strukturpolitik gibt auch für jene Regionen Innovationsimpulse, die nicht klassisches Fördergebiet sind.

Ich möchte die Bedeutung des Förderziels II – Beschäftigung und Wettbewerbsfähigkeit – unterstreichen. Mit diesem Instrument unterstützt Europa die internationale Ausrichtung von Infrastrukturen und Innovationen. Diese Impulse, auch in den klassischen Wirtschaftszentren Europas, werden Wachstumseffekte für die gesamte EU nach sich ziehen. Davon profitieren wir letztlich alle.

Wir unterstützen aber durch Strukturförderung nicht nur Wachstum und europäische Modellprojekte. Ich möchte betonen, dass die Förderung der Wettbewerbsfähigkeit von Regionen auch einen Beitrag zur Akzeptanz der europäischen Idee in Westeuropa leistet. Dies gilt in sehr starkem Maße für die Förderung aus dem Sozialfonds. Dies gilt aber auch für das Förderziel II, die territoriale Zusammenarbeit. Die Grenzverbände leben die europäische Idee, ob nun durch grenzüberschreitende Sozialeinrichtungen, Gewerbegebiete oder Unternehmertreffen. Es ist wichtig, diese Form der europäischen Unterstützung zu erhalten. Im Grundsatz unterstützen wir deshalb den Vorschlag der Kommission.

Wir müssen aber auch sehr intensiv darüber nachdenken, wie wir die politischen Inhalte der Strukturpolitik auch mit weniger Geld erhalten können. Wir werden die Struktur- und Agrarfinanzierung neu ordnen müssen. Das heißt Folgendes: Wir brauchen eine verpflichtende nationale Kofinanzierung der Landwirtschaft. Wir brauchen Regeln, die eine private Mitfinanzierung erleichtern. Wir werden in Zukunft über eine Darlehensfinanzierung auch bei den Strukturprogrammen nachdenken müssen. Wenn wir kürzen, dürfen wir nur pauschal über alle Förderbereiche kürzen und nicht zu Lasten einzelner Regionen oder einzelner Programme.

Unterm Strich ist die europäische Strukturförderung erfolgreich. Wir sollten um die politischen Inhalte kämpfen. Wir appellieren an die Staats- und Regierungschefs, sich hier zugunsten der europäischen Regionen einzusetzen.

2-222

Inés Ayala Sender (PSE). – Señor Presidente, gracias a los ponentes y a los coordinadores por su trabajo; no ha sido fácil, dada la coyuntura, pero lo están logrando y se merecen todo nuestro apoyo.

Gracias a la señora Comisaria por sus esfuerzos por comprender la posición del Parlamento; esperamos que se empeñe a fondo para facilitar un acuerdo que es tan urgente como necesario.

A la nueva Presidencia, a quien damos la bienvenida al otro lado de la barrera, le pedimos que demuestre, con hechos concretos, su pasión europea que queremos creer sincera. Pero, como bien saben los que gobiernan ya hace tiempo, nada existe si no está en los presupuestos. De ahí que el primer requisito para la credibilidad, sobre tanta Europa como reivindica el señor Blair, sea un presupuesto a tiempo y suficiente.

Esperamos también, tanto de la Comisión como de la Presidencia, una compensación aceptable, por su gradualidad y equidad, para las regiones y los Estados miembros susceptibles de importantes pérdidas financieras, dada la nueva asignación de los recursos para la Europa ampliada, así como una atención preferente a las regiones afectadas por el efecto estadístico, a las afectadas por el efecto natural —las regiones ultraperiféricas— y a las zonas con dificultad especial estructural: zonas de montaña, fronteras..., con despoblamiento o baja densidad demográfica o difícil accesibilidad, como mi región, Aragón.

Asimismo, reivindicamos que el nuevo objetivo de competitividad, el que debe relanzar la estrategia de Lisboa y duplicar el esfuerzo en I+D+I sirva también para reducir la brecha tecnológica entre regiones y Estados miembros. Quien crea que Europa podrá avanzar a base de unos poquitos excelentes y una mayoría de analfabetos digitales peca, Señorías, de total ingenuidad o de falta de honestidad intelectual.

2-223

Jan Březina (PPE-DE). – Pane předsedající, dámy a pánové. Kohezní politika je jedním z pilířů evropské integrace. Její význam v příštím programovacím období vzroste, neboť se stane nástrojem nejen sbližování rozdílů v hospodářské úrovni regionů, ale i nástrojem k dosažení vyšší konkurenceschopnosti Evropy v globálním měřítku.

Jakkoli oceňuji práci všech, kteří se na přípravě stanoviska Parlamentu k předlohám podíleli, jsem zklamán dosavadním nezájmem, s jakým bylo přistupováno k většině požadavků a potřeb nových členských zemí. Mnohaměsíční diskuze v Regionálním výboru ve mě zanechala pocit, že připomínky poslanců nových členských zemí nebyly brány náležitě v

potaz. Tento přístup kontrastoval s pozorností, která byla věnována potřebám bývalých kohezních zemí, vzdáleným regionům, regionům postiženým statistickým efektem. Jejich hlas byl na rozdíl od našeho hlasu nejen slyšet, ale brán náležitě v úvahu. Obzvláště v této souvislosti mrzí postoj poslanců z bývalých kohezních zemí, kteří se k našim návrhům na zachování současných pravidel dosud stavěli zády, přestože sami z uvedených pravidel v minulosti měli užitek. Konkrétně mám na mysli pravidlo N+3 u kohezního fondu nebo pravidlo započítávání DPH do uznatelných nákladů u subjektů, kteří nejsou plátcí daně.

Bohužel musím konstatovat, že většina ústupků ve prospěch nových členských států se týkala zprávy k obecnému nařízení o strukturálních fondech nebo zprávy o kohezním fondu, kde Parlament nemá právo do návrhu Komise přímo zasahovat. V návrhu o Evropském regionálním fondu, kde naopak toto právo máme, byly stejné požadavky kategoricky odmítnuty, jinými slovy, novým členským státům se ustoupilo tam, kde to má jen značně omezený význam.

Kompletní vyřazení daně z přidané hodnoty z uznatelných nákladů bych považoval za obrovskou politickou chybu a necitlivé rozhodnutí ve vztahu k novým členským zemím, kde si desítky milionů občanů může klást otázku: Je s námi zacházeno skutečně rovnoprávně, když jsou nám upírána výhodná pravidla, která přitom staré členské státy po dlouhá léta využívaly? Dovoluji si proto apelovat na Vaši vstřícnost a pochopení a žádám Vás o podporu zachování těchto pravidel i pro období roku 2007–2013.

2-224

Σταύρος Αρναουτάκης (PSE). – Κύριε Πρόεδρε, θα ήθελα κατ' αρχάς να συγχαρώ και εγώ τους εισηγητές, ιδιαίτερα τον κ. Χατζηδάκη, για την πολύ καλή δουλειά που έχουν κάνει στην όλη διαδικασία. Είναι γεγονός αδιαμφισβήτητο ότι η πολιτική συνοχής αποτελεί μοχλό ανάπτυξης για την Ευρωπαϊκή Ένωση. Η πολιτική συνοχής συντέλεσε στην ανάπτυξη και τη δημιουργία θέσεων απασχόλησης με θετικά αποτελέσματα σύγκλισης στις περιφέρειες και τα κράτη μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Τα εργαλεία της συνοχής, τα διαρθρωτικά ταμεία, φέρνουν την Ευρώπη κοντά στον πολίτη, συμβάλλουν στην ανάπτυξη, αποδεικνύουν στην πράξη την αρχή της αλληλεγγύης.

Σήμερα η πολιτική συνοχής καλείται να αντιμετωπίσει σημαντικές προκλήσεις και διευρυμένες ανισότητες ανάμεσα στην Ευρώπη των 25: ανάπτυξη των πόλεων αλλά ανάπτυξη και της υπαίθρου. Σήμερα η πολιτική συνοχή καλείται να συμβάλει στην επίτευξη των στόχων της Λισσαβώνας και του Γκέτεμποργκ. Δεν μπορούμε να έχουμε άλλη επιλογή από το να εγγυηθούμε στα διαρθρωτικά ταμεία τους ελάχιστους απαραίτητους πόρους που θα επιτρέπουν την αποτελεσματική λειτουργία τους, δηλαδή το 0,41% ή το ελάχιστο ποσόν των 336 δισ. ευρώ.

Επομένως αυτό που πρέπει να γίνει είναι να μην υπάρξει καμία περαιτέρω καθυστέρηση, ώστε οι διαρθρωτικές πολιτικές και οι αντίστοιχοι κανονισμοί να κλείσουν το συντομότερο εντός του 2005.

(Χειροκροτήματα)

2-225

László Surján (PPE-DE). – Rapportörjeinknek kijáró kötelező, de szívből jövő gratuláció után nagyon élesen szeretném felvetni, amit már többek tárgyaltak; az áfavisszatérítés kérdését. Hazámnak egy olyan régióját képviselem, amely talán a legszegényebb. Tudom, hogy van bizonyos logika amögött, hogy ne támogassunk közösségi pénzből olyan kiadást, amely valójában a tagállamok kincstárának a bevétele. Mégis szeretném a másik oldalát megmutatni az éremnek. Azok az önkormányzatok, amelyek mifelénk azt tervezik, hogy a fejlesztésekbe bekapcsolódnak és az Unió strukturális politikája révén előbbre viszik a dolgokat, el fognak esni – éppen szegénységük miatt – a pályázati lehetőségtől, ha még ez a teher is rájuk hárul. Kérem, hogy nagyon fontolják meg, hogyan döntenek ezekkel a módosító indítványokkal kapcsolatban. Maradjon úgy a szabály, ahogy eddig volt!

És még egy szempontot szeretnék felvetni: egyre változnak az Unió szabályai, és mi, az új tagállamok képviselői úgy érezzük, hogy egyre inkább a mi kárunkra történnek ezek a változások. Meg kell állítani ezt a folyamatot, mert abban az esetben, ha így marad, akkor a bővítés nem siker lesz, hanem egy hatalmas kiterjedésű euroszkepticizmus és a szélsőségek előretörése. Kérem képviselőtársaimat, viselkedjenek felelősen és konzekvensen. Ami eddig bevált, maradjon meg és ne próbálják perifériára lökni éppen a legszegényebb régiókat!

2-226

Jamila Madeira (PSE). – Os dois "nãos" à Constituição Europeia, vívidos recentemente, significam um alerta dos cidadãos para que a Europa preconize um modelo social diferente, bem diferente de uns Estados Unidos da Europa. Os cidadãos europeus foram peremptórios ao afirmar que querem mais cidadania, mais preocupações sociais e, sobretudo, mais modelo social europeu.

O Fundo Social Europeu, princípio original da Europa, foi durante todo o seu percurso ajudado pela política de coesão, visando sempre ajudar as pessoas e, logo, a política mais sentida por estas. Para mim, o Fundo Social Europeu e os restantes fundos não podem estimular uma Europa a duas velocidades. O seu objectivo não é colocar os excluídos numa situação de cada vez maior exclusão ou sequer providenciar que as discriminações mais variadas da nossa sociedade sejam cada vez mais presentes. O seu objectivo é exactamente o contrário, é pôr as pessoas primeiro.

Nesta encruzilhada, temos de demonstrar às pessoas que pretendemos continuar a investir nelas. Temos, por isso, que pôr o modelo social a funcionar. Nesta fase, temos de assegurar que os objectivos são cumpridos e que os efeitos estatísticos não fazem pagar o justo pelo pecador. Temos de garantir que não passamos linearmente da comitologia para a numerologia e que as mais pequenas regiões não pagam todo o ajustamento. O que nós queremos e esperamos é que todo este pacote de regulamentos que hoje se discute, apesar de todo o financiamento que ficou em "stand by", procure verdadeiramente implementar a Europa das regiões com as pessoas como prioridade primeira. Façamos por isso, deste móbil, o motor da Europa.

2-227

Sérgio Marques (PPE-DE). – Quiseram circunstâncias várias que este debate sobre o futuro da política de coesão económica e social ocorresse num período particularmente crítico para o projecto europeu. A saída da crise passa também pela forma como as Instituições europeias e, em particular, o Conselho, souberem expressar a visão e a solidariedade necessárias para arquitectar uma política de desenvolvimento regional à altura dos enormes desafios com que a União Europeia está confrontada.

Tem, por isso, o Reino Unido, que acaba de assumir a Presidência da União Europeia uma enorme responsabilidade. Encaro esta Presidência com um misto de preocupação e esperança. Preocupação, por sabermos que o Reino Unido é um dos seis países que pretende limitar o orçamento da União Europeia a 1% do PIB, o que me parece em total contradição com uma política de coesão forte e com os objectivos ambiciosos que queremos dar à acção futura da União Europeia. Preocupação também por serem conhecidas posições do Governo britânico no sentido da renacionalização do esforço europeu de coesão económica e social, o que, a acontecer, representaria uma grave falta de solidariedade para com os novos Estados-Membros mas também para com certas regiões ainda carenciadas de Portugal, Espanha e Grécia.

Mas com estas preocupações, convive uma grande esperança por sabermos da vontade do Reino Unido em colocar como prioridade da sua actuação o reforço da capacidade competitiva da União Europeia, sem a qual não haverá crescimento económico vigoroso, não inferior ao dos Estados Unidos da América, que permita um ritmo também forte de criação de postos de trabalho. E não conseguiremos este objectivo se não tivermos a coragem para executar integralmente a estratégia de Lisboa. Uma política europeia de coesão forte e revitalizada com recursos financeiros adequados é um dos instrumentos cruciais para cumprir a estratégia de Lisboa.

Nas regiões europeias mais desfavorecidas existe um enorme potencial competitivo e de desenvolvimento que tem de ser explorado. Tem de ser este um dos grandes objectivos da política europeia de coesão.

2-228

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (PSE). – Panie Przewodniczący! Przed rokiem Unia Europejska powiększyła się o dziesięć nowych, głównie biednych krajów. Choć zewsząd, wciąż słyszy się słowa o zrównoważonym rozwoju, są to przeważnie tylko puste słowa. Właśnie teraz, niejako w biegu, próbuje się zmienić dotychczasowe zasady funkcjonowania głównych narzędzi finansowania rozwoju regionów. Dlaczego nowym krajom stawia się inne, trudniejsze warunki od tych, które dobrze służyły rozwojowi starej piętnastki? Uznanie niezwracalnego VATu za koszt niekwalifikowalny i wprowadzenie zasady n+2 do Funduszu Spójności są oczywistymi barierami rozwoju dla nowych krajów.

Czy takie działania są wyrazem solidarności w Europie? Dotychczasowe zasady nie powinny być teraz zmieniane, inaczej biednych nie będzie stać na skorzystanie z pomocy Unii. Nowe kraje powinny mieć takie same szanse rozwoju, z jakich znakomicie skorzystała stara piętnastka. Czas, by słowa o Europie równych szans i zrównoważonym rozwoju nabrały wreszcie mocy legislacyjnej. Wprowadzajmy zmiany na lepsze, a nie na gorsze, i nie dzielmy Europy na lepszych i gorszych.

2-229

Margie Sudre (PPE-DE). – Monsieur le Président, Madame, Messieurs les commissaires, mes chers collègues, l'élargissement a conduit à l'accroissement de l'écart de développement économique et social entre les régions de l'Union. La politique de cohésion, valeur ajoutée incontestable pour l'ensemble des territoires européens, doit demeurer plus que jamais l'instrument de la solidarité européenne, visant à réduire les disparités régionales. Je partage l'opposition des rapporteurs à toute modification de l'architecture d'ensemble de cette réforme, à toute renationalisation de la politique régionale ou à toute coupe drastique dans les dépenses communautaires. La proposition visant à infliger des sanctions financières aux entreprises qui, ayant reçu des fonds européens, décident de délocaliser leurs activités est aujourd'hui devenue indispensable.

Par ailleurs, je remercie mes collègues de la commission du développement régional pour le soutien ardent qu'ils ont apporté au Fonds spécial de 1 milliard 100 millions d'euros en faveur des régions ultrapériphériques ainsi qu'à la possibilité d'étendre exceptionnellement le champ d'intervention du FEDER afin de financer l'aide au fonctionnement dans ces régions pour compenser, dans ces deux cas, les surcoûts liés à l'ultrapériphérie.

En outre, je demande la pleine concrétisation de l'exigence contenue à l'article 299, paragraphe 2, du traité prévoyant un traitement spécifique pour les RUP, garantissant leurs accès aux Fonds structurels, notamment pour celles d'entre elles dont le PIB dépasse déjà 75% de la moyenne communautaire.

Concernant le Fonds européen pour la pêche, je suis heureuse de constater qu'un équilibre réel entre les préoccupations environnementales et les considérations socio-économiques a été atteint. La commission de la pêche a accepté ma proposition visant à permettre le financement, par le Fonds européen pour la pêche, des aides publiques destinées au renouvellement et à la modernisation de la flotte dans les régions ultrapériphériques.

En effet, dans la plupart des RUP, l'activité de pêche est très récente et les ressources halieutiques sont encore riches. Il serait impensable et contre-productif d'empêcher ce genre d'aide. Je regrette toutefois que ma demande de maintien des aides publiques à la transformation pour les RUP, au taux actuel de 75%, et non de 50% comme c'est proposé, n'ait pas été retenue. Puisse le Conseil suivre la voie ouverte par le Parlement européen concernant cette réforme décisive et urgente pour tant de régions européennes.

2-230

Bernadette Bourzai (PSE). – Monsieur le Président, mes chers collègues, la raison d'être de la politique régionale communautaire est autant la cohésion entre les États membres, que la cohésion entre les différentes régions européennes. La solidarité doit nous pousser à orienter la grande majorité des Fonds vers les nouveaux États membres, mais il faut aussi garder à l'esprit que certaines régions des anciens États ont encore besoin de l'effet de levier généré par les Fonds structurels, pour mener à bien des projets structurants et consolider leurs progrès de développement.

Je défends donc la proposition faite par la Commission, parce qu'elle présente un juste équilibre entre concentration des crédits sur les régions les plus pauvres - donc dans les nouveaux États membres - et prise en compte des régions défavorisées des anciens États plus riches. Modifier cet équilibre ne serait pas seulement dangereux pour la cohésion de l'Europe, mais pourrait aussi amplifier le phénomène de désaffection des citoyens envers le projet européen, car la politique régionale européenne est la plus visible et la plus connue dans nos territoires.

Je souhaite donc au Conseil que les négociations sur les perspectives financières aboutissent rapidement et favorablement de manière à doter la politique régionale d'un budget suffisant et à aider les régions qui en ont encore besoin.

2-231

Ria Oomen-Ruijten (PPE-DE). – Voorzitter, cohesie is de sleutel tot de sociale opbouw in het Europa van de 25. Daarvoor zijn wij met zijn allen verantwoordelijk. Er moet dus ook solidariteit zijn met de nieuwe lidstaten en de arme regio's. De structuurfondsen moeten zich richten op het zo snel mogelijk en succesvol laten verlopen van de wederopbouw in die nieuwe lidstaten. Europa moet solidariteit tonen. We mogen niet verstikken in eigenbelang. Een eigenbelang waarmee ook de burgers van de 15 oude lidstaten niets opschieten. Overigens, naast hulp uit de fondsen en de structuurmiddelen, moet er ook toegang zijn tot onze landen en mag er geen afscherming zijn.

Dan het ESF. Er is door onze collega Silva Penada uitstekend werk verricht. De herziening van het ESF die nu wordt voorgesteld, is belangrijk. Waarom? Er worden gelden ingezet voor de Lissabon-doelstellingen met een absoluut zwaartepunt in de nieuwe landen. Ik steun dat van harte. Overigens heb ik vanochtend in Nederland laten navragen wat wij verwachten van het ESF. Het antwoord dat ik uit Nederland kreeg, zal u verbazen: zij waren heel helder, zij wilden niets. Die opmerking staat in schril contrast met de mening van gemeenten en maatschappelijke organisaties in mijn land, die opkomen tegen sociale uitsluiting van alle burgers. Het is dan ook terecht dat het ESF er ook in zal voorzien dat er banen en opleidingen komen voor allen die sociaal uitgesloten zijn. En dat overal waar de problemen zich voordoen.

Kortom, met de fondsen, en met name het ESF, mogen we geen nieuwe muren opbouwen. De grote-stedenproblematiek speelt overal. Europabreed moeten we leren en innoveren. Er is een meerwaarde, ook voor de 15 oude lidstaten. Europa kan niet alleen per richtlijn, maar ook in deze zin een stimulerende rol spelen, want we zijn ook in de oude 15 nog echt niet uitgeleerd.

2-232

Eluned Morgan (PSE). – Mr President, the Structural Funds are an essential example of EU solidarity – solidarity between the richest and the poorest parts of the EU – and I am delighted to see that the Structural Funds have been refocused to concentrate on achieving the Lisbon goals. There will be better strategic planning, and there will be increased simplification, which is what we are looking for.

In the Hatzidakis report, we are also asking the Member States to take their responsibilities seriously in terms of making sure that the money is spent properly, and we are demanding that the Finance Minister in each Member State signs off the accounts on an annual basis. We want to see an end to the blame game, blaming the Commission for the failures within the Member States. In Wales, we have enjoyed generous support from the EU Structural Funds, and I would like to see that support continue for West Wales and the Valleys. If the Council gets its skates on, we may sort out the budget before December and we may see a situation where we receive the maximum amount of funding.

Being poor is not a badge of pride, but, on this occasion, it would be a window of opportunity to help our poorest communities. I am also pleased to see that there is a reference now to inactivity in helping people who are inactive in the workplace.

2-233

Zbigniew Krzysztof Kuźmiuk (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Zabierając głos w debacie dotyczącej rozporządzeń Rady w sprawie Funduszy Strukturalnych i Funduszu Spójności, jako poseł pochodzący z nowego Państwa Członkowskiego - Polski, chciałbym na początku wyrazić radość z faktu, że praca nad tymi rozporządzeniami trwa mimo braku porozumienia w Radzie w sprawie nowej Perspektywy Finansowej na lata 2007-2013. Przygotowanie tych rozporządzeń z dużym wyprzedzeniem w stosunku do okresu, którego będą dotyczyły, pozwoli, w szczególności nowym Państwom Członkowskim na odpowiednie przygotowanie struktur władzy publicznej różnego rodzaju instytucji, beneficjentów projektów, a także wewnętrznych krajowych przepisów prawnych.

W swoim wystąpieniu ze względu na ograniczony czas chciałbym zwrócić uwagę tylko na dwie kwestie szczególnie ważne dla nowych Państw Członkowskich. Pierwsza to problem podatku VAT, a dokładniej problem zaliczania obciążeń tym podatkiem do kosztów kwalifikowalnych projektów. Takie rozwiązanie ma szczególne znaczenie dla publicznych beneficjentów projektów, którzy nie są płatnikami tego podatku, np. w Polsce dotyczy to większości projektów. W takich przypadkach VAT o ponad 1/5 podraża koszty realizacji tych projektów. To z kolei powoduje zmniejszenie ilości składanych projektów, a często także perturbacje finansowe beneficjentów.

Pan poseł Hatzidakis zgodził się w swoim sprawozdaniu na przyjęcie takiego rozwiązania w sprawie VAT-u w odniesieniu do Funduszu Spójności. Grupa posłów zaproponowała przyjęcie podobnego rozwiązania także w odniesieniu do Europejskiego Funduszu Rozwoju Regionalnego, nie ma bowiem logicznego wytłumaczenia dla przyjmowania różnych rozwiązań w ramach różnych funduszy.

Druga ważna propozycja przedstawiona przez grupę posłów to nieobejmowanie zasadą n+2 projektów w ramach Funduszu Spójności. Pozwoli to na większą elastyczność w ramach tego funduszu i ułatwi realizację dużych projektów infrastrukturalnych, szczególnie w nowych Państwach Członkowskich. Przyjęcie takiego rozwiązania byłoby ponadto zgodne z zapisami dotyczącymi tej kwestii, zawartymi w tzw. raporcie Böge dotyczącym nowej perspektywy finansowej na lata 2007-2013.

Na koniec chciałbym wyrazić nadzieję, że w sprawie tych dwóch ważnych propozycji uda się ostatecznie uzyskać większość w Parlamencie Europejskim.

2-234

Ewa Hedkvist Petersen (PSE). – Herr talman! Europa behöver en solidarisk regionalpolitik. Vi har mycket stora skillnader mellan regioner i EU, särskilt mellan nya och gamla medlemsländer. Detta är inte acceptabelt på en välfärdskontinent. Vi kan dock inte förlita oss på att den inre ekonomiska marknaden enbart kan överbygga klyftorna, och därför behöver vi strukturfonderna. De nya regionerna bör därför få en större del av strukturfonderna, och de rikare länderna måste ha en egen regional utjämningspolitik. EU-länderna måste dock också samtidigt betona att tillväxt och forskning ger utrymme för regional utveckling.

Europaparlamentet lämnar nu ett rimligt förslag även finansiellt. Dessutom betonar vi hur viktigt det är att miljöarbetet prioriteras inom strukturfonderna.

Till sist vill jag understryka att det enligt kommissionen och Europaparlamentet finns regioner med permanenta geografiska nackdelar, bland annat glesbygder och bergsregioner, som också måste kompenseras via strukturfonderna, eftersom de geografiska förhållandena inte förändras över tid. Jag utgår ifrån att Europeiska rådet beaktar detta även i den framtida budgetplanen.

2-235

Etelka Barsi-Pataky (PPE-DE). – Először szerepel a Kohéziós Alapok szabályozásában a városi tömegközlekedés mint támogatandó cél. Ezt a Közlekedési Bizottság részéről üdvözljük és támogatjuk. Fontos azonban, hogy pontosítsuk a javaslatot. A városi kötőpályás tömegközlekedés esetében a pályán kívül szükséges ideértünk a járműveket is, vagy ahogyan én a módosító indítványomban szaknyelven megfogalmaztam, az úgynevezett gördülő állományt. Enélkül ugyanis az óriás félkarú lenne. Hasonlóan az autóbussz közlekedés pályáját, vagyis azokat az útvonalakat is ide kell értenünk és sorolnunk, amelyeken a fő autóbussz közlekedés lebonyolódik. Miről beszélünk tehát? Arról, hogy a pálya és a jármű együttes fejlesztése szükséges ahhoz, hogy eredményt érjünk el, a kettő egymástól nem elválasztható.

Arra törekszünk, hogy a nagyvárosainkban minél vonzóbb tömegközlekedési kínálatot csökkentsük a zűfóltágot. Nos, az európai nagyvárosok számára – amelyek jogosultak a kohéziós támogatás igénybevételére – valódi javulást és színvonalemelkedést fog jelenteni ez a javaslat, amelyhez kérem a Parlament támogatását. Javasoljuk továbbá a Közlekedési Bizottság részéről, hogy a Kohéziós Alap céljait terjesszük ki azokra az autót jellegető szakaszokra is,

amelyek egy-egy régió nagyobb városait kapcsolják be a transzeurópai hálózatba. A városok az egyes régiókban meghatározó szereppel bíró települések, és a kohézió elsődleges hordozói. Megfelelő infrastrukturális kapcsolat ezen városokban a meglévő versenyképességi potenciált jelentősen meg tudja növelni, és ezáltal szolgálja az együttműködést. Ehhez is kérem a Parlament messzemenő támogatását.

2-236

Duarte Freitas (PPE-DE). – Gostaria, antes de mais, e porque vou falar do Fundo Europeu para as Pescas, de enaltecer o trabalho que a Comissão das Pescas fez relativamente a este projecto e também, aproveitando a oportunidade, felicitar o meu colega David Casa pelo bom trabalho realizado naquele que será, por ventura, um dos mais importantes dossiês que nesta legislatura vamos tratar. Parece-me indispensável que o Fundo Europeu para as Pescas seja o instrumento privilegiado para harmonizar o objectivo da preservação dos recursos biológicos do mar com as potencialidades da pesca. Nessa medida, é fundamental que a verba consignada para este efeito seja consentânea com as reais necessidades do sector da pesca integrado numa Europa alargada com novos desafios pela frente.

Com um envelope financeiro para o período de 2007-2013 praticamente igual ao utilizado no Quadro comunitário ainda em vigor e numa Europa que passa de 15 para 27 parece-me lógico e necessário que a dotação financeira global para este Fundo seja reforçada. O nível indicativo de fundos, para já apontado, não ultrapassa os 0,5% do orçamento comunitário em média anual. Para além do aspecto financeiro, parece-me que a estratégia de intervenção proposta pela Comissão deverá também ser ajustada. Refiro-me, por exemplo, às restrições no âmbito dos objectivos e regras gerais de intervenção do fundo, que a Comissão pretende colocar às empresas. Será impossível pedir competitividade e tecnologias protectoras do ambiente às nossas empresas se apenas apoiarmos as micro e pequenas empresas.

Outro ponto prende-se com a modernização das embarcações de pesca. Julgo que a Comissão terá forçosamente que rever as suas posições relativamente à substituição dos navios da frota comunitária. A sua proibição parece-me errada perante interesses económicos, biológicos, de segurança e operacionalidade.

Por último, permito-me ainda lembrar que as regiões ultraperiféricas deverão continuar a ser protegidas pela PCP. Desta forma, considero que as derrogações que as RUPS têm já consagradas no IFOP devem permanecer no novo texto do Fundo Europeu para as Pescas, sendo importante, inclusivamente, a hipótese de reforçar algumas das medidas inerentes às mesmas.

2-237

Rosa Miguélez Ramos (PSE). – Señor Presidente, en primer lugar, también quisiera felicitar al ponente por su trabajo de síntesis, que ha quedado visible en las enmiendas de compromiso apoyadas por todos los grupos políticos.

Del texto aprobado por la Comisión de Pesca, señor Comisario, quisiera que prestase atención a algunas cuestiones muy positivas y que las escuchase atentamente, porque reflejan la realidad de este sector —que algunos de nosotros conocemos bien porque la vivimos día a día—, por ejemplo, que los Estados miembros puedan presentar los planes nacionales durante todo el período de programación o que se refuerce el artículo referido a la igualdad de oportunidades entre hombres y mujeres y se integre esta visión de la igualdad de género en las actividades de pesca, y, en cuanto a la acuicultura, la ampliación de las ayudas a las medianas empresas, no sólo micro y pequeñas, y que se pueda financiar la mejora de las condiciones de trabajo y de seguridad de los trabajadores del sector.

También es importante el consenso alcanzado en cuanto a los criterios de elegibilidad, bajo nivel de empleo y actividad pesquera en declive que hacen lógico que se suprima la referencia a municipios de menos de 100 000 habitantes.

Los dos puntos más controvertidos, la renovación y modernización de buques y motores y las empresas mixtas como alternativa al desguace, se han salvado también de forma positiva, gracias a la buena disposición negociadora que ha existido.

Mi Grupo es favorable a que la flota pueda continuar el proceso de renovación y modernización, siempre que no suponga aumento de capacidad. Nosotros tenemos la obligación de mantener viva y en buena salud la actividad de la pesca en la Unión Europea garantizando un salario digno y unas condiciones dignas a los trabajadores del sector y preservando los recursos, pero también tenemos la obligación, señor Comisario, de salvar vidas en el mar.

De esto sabe mucho mi región, Galicia, que en los dos últimos años ha perdido a muchas de sus gentes en el mar, por problemas de construcción, por problemas estructurales de las embarcaciones. No podemos consentir que esto siga ocurriendo y tenemos que seguir apoyando la renovación de la flota.

2-238

Ivo Belet (PPE-DE). – Voorzitter, twee concrete en korte opmerkingen in twee minuten. Ik zou willen beginnen met iets te zeggen over de vroegere doelstelling 2-regio's, die niet in de kou zouden mogen blijven staan. Het is absoluut een goede zaak dat de inzet van de schaarse middelen wordt geconcentreerd op de Lissabon-doelstellingen en dat daarbij het innovatiebeleid voorop staat. Dat is heel goed natuurlijk, maar zo blijft er nauwelijks of geen ruimte voor steun aan de

zognaamde "traditionele" projecten, die nochtans net zo belangrijk zijn voor de lokale economie en de werkgelegenheid. Vandaar deze oproep tot een echt gedecentraliseerd beleid, want het zijn doorgaans de regionale beleidsmakers die echt goed weten welke maatregelen er nodig zijn om de lokale economie op een toekomstgerichte wijze te stimuleren. Regionaal concurrentievermogen en regionale werkgelegenheid, want daarover gaat het, vertegenwoordigt nu ongeveer 17% van de middelen van de structuurfondsen. Het kan, mevrouw de Commissaris, toch geenszins de bedoeling zijn, en ik richt mij daarbij ook tot de afwezige Raad, om de budgetten op dit gebied in absolute termen terug te schroeven, gewoonweg omdat de huidige doelstelling 2-regio's dan op bijzonder bruuske wijze de prijs moeten gaan betalen van een gebrek aan Europese solidariteit.

Ten tweede, mijnheer de Voorzitter, de co-financiering vanuit de privé-sector. Het is cruciaal, en de collega's van Nistelrooij en Berend hebben dit al gezegd, dat deze co-financiering mogelijk blijft. Vandaar ook onze uitdrukkelijke vraag om de teneur van amendement 52 te behouden.

Dan nog dit, wij ondersteunen met volle overtuiging de amendementen 124 en 126 over de BTW. Er is hier al geregeld gezegd, als de niet-recupereerbare BTW wordt geschrapt als kosten die voor subsidie in aanmerking komen, zou dat een zware klap betekenen voor heel veel projecten, bijvoorbeeld in het onderwijs. Dat moeten wij toch koste wat kost vermijden, nietwaar, mevrouw de Commissaris?

2-239

Paulo Casaca (PSE). – Também faço minhas as palavras de felicitação ao nosso relator David Casa, que fez um excelente trabalho. Queria também felicitar a Comissão, na pessoa dos Comissários aqui presentes, pela boa proposta que apresentaram mas não queria deixar de referir aquilo que é, para mim, a maior das lacunas da vossa proposta e que é relativa à rede Natura 2000 e à sua presença nos oceanos, aos compromissos assumidos pela Comissão no contexto da Convenção OSPAR. São compromissos internacionais que deveriam levar a despesa obrigatória por parte da Comissão. Infelizmente, a proposta da Comissão, que é de facto boa sob muitos pontos de vista, tem neste aspecto uma lacuna grave. Apelaria à Comissão e ao Conselho para que não deixassem que esta lacuna perdurasse e a resolvessem na sua decisão final sobre esta matéria.

2-240

Thomas Mann (PPE-DE). – Herr Präsident! Der Europäische Sozialfonds ist das wichtigste Instrument zur Umsetzung der europäischen Beschäftigungspolitik. Für die Jahre 2000-2006 wurden 80 Milliarden Euro zur Verfügung gestellt, um Arbeitslosigkeit zu bekämpfen sowie Bildung und Ausbildung zu fördern. Allein Deutschland erhielt 12 Milliarden Euro. In den Jahren 2007-2013 soll vorrangig die Anpassungsfähigkeit der Arbeitnehmer und der Unternehmen sowie die Verlängerung des Berufslebens gefördert werden. In Sachen Finanzen ist nach dem letzten Ratgipfel zu hoffen, dass von englischer Seite die eine oder andere Initiative kommt.

Ich begrüße, dass die Sozialpartner bei der Gestaltung und Durchführung von Projekten mit einbezogen werden, und dass wir gemeinsam versuchen, den Austausch von *best practices* zu verbessern. Ich lehne aber Überlegungen der Kommission ab, beiden Bereichen, Konvergenz sowie regionale Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung, ESF-Aktionen zuzuordnen. Dadurch entsteht – wie der Kollege Silva Peneda zu Recht ausgeführt hat – etwas Neues, nämlich ein Europa unterschiedlicher Fördergeschwindigkeiten. Maßnahmen nur zu Gunsten der neuen Mitgliedstaaten und zu Lasten der alten – das kann nicht funktionieren. Da brauchen wir Solidarität. Nicht hinnehmbar ist, dass die Kommission nur dann ESF-Mittel befürwortet, wenn sie aus öffentlichen Kassen mitfinanziert werden. Angesichts der klammen Haushalte müssten zahlreiche Förderprojekte sterben.

Ein dritter Punkt: Mit keinem Wort wird das Thema ESF-Aktivitäten für überbetriebliche Lehrgänge in handwerklichen Berufen erwähnt. In meinem Heimatland, Deutschland, werden sie in den Bildungsstätten der Handwerksorganisationen höchst erfolgreich durchgeführt. Dort wird neues, aktuelles und wichtiges wirtschaftliches Wissen vermittelt. Die EVP-ED-Fraktion fordert deshalb die Fortführung dieser Maßnahmen zu Gunsten der Auszubildenden, auch um die kleinen und mittelständischen Unternehmen finanziell zu fördern. Ich bitte alle, denen es Ernst ist mit Förderung der KMU, die Möglichkeit zu nutzen und diesem Antrag zuzustimmen. Die KMU sind schließlich das Rückgrat der europäischen Wirtschaft.

2-241

Richard Seeber (PPE-DE). – Herr Präsident, sehr geehrte Frau Kommissarin! Ich möchte allgemein anmerken, dass die Strukturpolitik wohl jener Politikbereich der Gemeinschaft ist, der von den Menschen in Europa sehr stark wahrgenommen wird, meist sehr positiv, ähnlich wie die Agrarpolitik, zumal es sich um eine Politik für die Stärkung des ländlichen Raums handelt. Wir haben zwar immer noch verschiedene Finanzierungsinstrumente und Finanzierungsregeln. Langfristig muss jedoch unser Anliegen sein, eine für die gesamte EU verbindliche Politik anzustreben. Wir müssen gemeinsam überlegen, wie wir in Zukunft die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Fonds und Politikbereichen noch verstärken können, um eine insgesamt kohärente Politik zu erreichen.

Im Speziellen möchte ich Ihr Augenmerk auf folgende Punkte lenken: Zu Ziffer 47 des Berichts Hatzidakis: Das Fördergefälle zwischen Regionen an den neuen Binnengrenzen darf nicht mehr als 20% betragen, um keine

Wettbewerbsverzerrungen zu bewirken. Zur Verwaltungsvereinfachung: Insbesondere bei Programmänderungen und bei Programmanpassungen muss die Europäische Kommission eine hohe Flexibilität walten lassen, um den Verwaltungsbehörden beim täglichen *Handling* der Programme nicht zu große Hindernisse in den Weg zu legen. Die Berggebiete sind besonders zu berücksichtigen, da sie sehr viele Funktionen erfüllen, die für die Gesamtlebensfähigkeit der Union und ihres ländlichen Raumes unerlässlich sind. Meist werden aber diese Zusatzaufgaben nicht oder nur zum Teil erfüllt, so dass die Gemeinschaft im Sinne einer Gesamtstrukturpolitik aufgerufen ist, hier einzuspringen. Zudem sollte auch die Wettbewerbspolitik in Zukunft mit ihren Förderobergrenzen sehr viel stärker als bisher auf die Strukturpolitik abgestimmt werden, um insgesamt eine kohärente Politik zu erzielen.

2-242

James Nicholson (PPE-DE). – Mr President, I should like to congratulate the rapporteurs on their reports and for the great deal of work they put into preparing them.

The future reform of structural funding will bring about many changes to regions within the original 15 Member States. That causes concern in many regions, such as my own region in Northern Ireland which has received excellent support over many years. A great deal has been achieved as a result of that.

I believe that the greatest problem for the European Union – and perhaps it should reflect upon the two ‘no’ votes in France and the Netherlands – is that we try to make the one suit fit everyone, from one end of the Union to the other. It does not work that way; we cannot make that happen; that is one of the great misunderstandings. While we understand the needs and requirements of many in the ten new Member States, it is of little comfort to those who will lose out substantially.

Northern Ireland, where I come from, is a much better place than it was ten years ago. It is not perfect by any means, and I would not claim otherwise, but we have, to some degree, an imperfect peace, which we did not have at that time. However, in the last 30 years we have suffered the scourge of terrorism, when our towns, cities and villages were bombed to pieces. Many people lost their lives, but the will and resilience of the people saw us through those dark and terrible days. The rebuilding had to be paid for, however, so instead of gradual investment in infrastructure and the development of our road, rail and other connections to the rest of the United Kingdom and Europe, instead of upgrading our infrastructure, all the finance went into rebuilding the bombed-out areas.

That has left us with a serious legacy of decay and decline with out-of-date structures and over-capacity in our water and sewage works. We have not built a single kilometre of motorway in that time. The west and the north-west of my province are crying out for infrastructural developments that will provide links within the province and encourage industry to those areas. Our rail system has been improved in recent years but still requires further development in rolling stock. We have lost out. We will need further support.

Commissioner, you recently visited Northern Ireland and came to Belfast. It was a very short visit. I hope that we will be able to welcome you back in the near future, when you will be able to see and perhaps help us on our way through some of those difficulties.

2-243

Danuta Hübner, Member of the Commission. – Mr President, I would like to say a few words and I thank you for this opportunity.

I would like to thank all of you for this inspiring debate. I have been listening carefully to your arguments and I am absolutely convinced that, as we continue our dialogue and cooperation through the consecutive stages of the legislative process, the Commission will be able to accommodate many of your concerns and that it will be to the benefit of our proposals. In that context the commitment of the Presidency to work in partnership for early results has indeed been encouraging.

I shall briefly make two comments on two issues to which I did not refer in my introductory remarks. On partnership, I want to say that the Commission fully agrees with all those of you who pleaded for reinforcement of the partnership in the process of implementing the funds. Yes, it is the principle of partnership that makes the governance of our policy so unique.

My second comment is on an issue quite dear to my heart and that is private capital participation in the financing of cohesion programmes. The Commission would certainly like to see Member States making use of public-private partnership in the implementation of the cohesion policy and I can tell you that the original proposal has been modified in order to allow Member States to define the co-financing rate at programme and not priority level.

I shall finish by emphasising what unites this House and the Commission, not what divides us. I am sure that the Commission and Parliament are both convinced that the Union's cohesion policy, whilst focusing on the poorest and responding to their needs, must apply to every region of Europe. The solidarity expressed by this policy was vital for the

harmonious development of the Union in the past and it should remain so in the future. I believe both Parliament and the Commission are convinced that a vibrant and adequately resourced cohesion policy can make an essential contribution to the modernisation of the Union's economy by helping it to achieve the Lisbon goals and benefit from the globalisation of markets.

In conclusion, the construction and further development of this policy is our common task and the Commission has drawn strength at every step of the way from the support, both intellectual and political, of this Parliament. I commit myself to continuing the dialogue between our institutions within and beyond the formal procedures. Together I am sure we can make something which will be of lasting benefit to our citizens and help them improve the quality of their daily lives.

2-244

Vladimír Špidla, člen Komise. – Vážený pane předsedající, vážené paní poslankyně, vážení páni poslanci, pozorně jsem vyslechl vaše poznámky a komentáře a ještě jednou děkuji za důležité příspěvky. Jsem rád, že jsme s Parlamentem dospěli k dohodě v zásadních otázkách. Komise rozhodně podporuje vaši vůli začlenit dimenzi rovnosti mezi muži a ženami a rovných příležitostí obecně do všech dimenzí fondu.

Politika soudržnosti musí přispět k tomu, že vymizí všechny formy diskriminace. V tomto ohledu bych rád připomenul, že strukturální fondy již sehrály, a v budoucnu budou ještě více sehrávat, důležitou úlohu v sociální integraci Romů a jiných znevýhodněných skupin. Politika soudržnosti také musí podporovat sociální začlenění v rámci společných cílů boje proti vyloučení a tento bod byl Parlamentem posílen a Komise s tím v každém případě souhlasí.

Mohu vám sdělit, že Komise může přijmout celkově 68 návrhů s tím, že zůstává 31 změn, které Komise nemůže přijmout z následujících důvodů. První z nich je, že Komise přikládá velkou důležitost úloze, kterou mohou sociální partneři hrát při provádění budoucí práce Evropského sociálního fondu, proto jsme přijali změny 6, 46 a 54 a z tohoto důvodu není možné přijmout změny, které jdou proti změnám, které byly přijaty.

Dalším důvodem proč máme výhrady k některým změnám je, že se jedná o horizontální ustanovení spadající pod jiné nařízení nebo protože se překrývají s jinými ustanoveními předlohy nařízení nebo obecného nařízení, protože jsou neuskutečnitelné nebo nespádají do oblasti Evropského sociálního fondu anebo protože jsou v rozporu se zdravým a účinným finančním řízením.

Dámy a pánové, mám radost z plodné spolupráce mezi Komisí a Evropským parlamentem, jejímž cílem je dosáhnout výsledku, který zaručí účinné působení Evropského sociálního fondu pro příští období při sledování cílů revidované Lisabonské strategie v oblasti růstu a zaměstnanosti.

Evropský sociální fond bude v letech 2007–2013 fondem založeným na zásadách soudržnosti, soustředění, zjednodušení, ale také na partnerství rozšířeném o všechny klíčové účastníky. Jsem si jist, že takto pojatá strategie bude účinným nástrojem ve službách zaměstnanosti v Evropě, ve službách sociální koherence, ve službách rovných příležitostí a ve službách odmítnutí jakýchkoliv podob diskriminace a znevýhodnění.

2-245

Joe Borg, Member of the Commission. – Mr President, honourable Members, given the limited time at my disposal I can only comment broadly on the spirit of the amendments tabled.

The Commission can agree to a number of amendments, which also reflect the progress that has been achieved in the Council. These include eligibility for replacement of engines for small-scale vessels under strict conditions so as to ensure that there is no increase in fishing capacity.

With respect to aid for young fishermen operating in small-scale fisheries and wishing to purchase a second-hand fishing vessel, proposals considered by the Council restrict such aid to the purchase of vessels below twelve metres not using towed gears. Your request to apply this possibility to all vessels requires further examination.

The scope of socio-economic measures has been extended to training and to compensation for fishermen working on board vessels whose activity has been stopped permanently.

The requirement whereby aid for temporary cessation of activities must be accompanied by a reduction of capacity is withdrawn and replaced by reinstating the current FIG provisions setting the threshold of Community contribution to all types of temporary cessation.

We stated in Council that EFF-funded plans put forward following the adoption of emergency measures may also cover real-time closures for reasons of concentration of juveniles or of spawning.

It is proposed to extend EFF support to medium-sized enterprises operating in the aquaculture, processing and marketing sectors, while keeping small and micro-enterprises the priority.

Aquaculture is made more visible. Indeed, we have included aquaculture in the definition of the fisheries sector, and support for aquaculture is explicitly quoted as one of the objectives and missions of the EFF.

Support for inland fisheries, with the exclusion of vessel construction, and the starting-up and restructuring of producers' organisations are reinstated.

There are new funding possibilities to enhance and protect the environment in Natura 2000 areas concerned by fisheries activities.

In addition to other provisions on equal opportunities, we have added support for collective actions aimed at networking and the exchange of experience among organisations promoting equal opportunities between men and women.

The Commission cannot accept the following proposals that have been included in your report.

The construction or replacement of vessels, even with no increase of capacity. The Commission cannot accept a proposal that goes against our conservation policy. Such aid would contribute to maintaining the situation of fleet overcapacity. The Commission is not prepared to move on this point, which for us remains a fundamental pillar of sustainable fisheries.

The same applies to aid for the establishment of joint ventures. Such aid benefits mainly private vessel owners and would run counter to our commitments made within international organisations. However, there is agreement that studies on the feasibility of such joint enterprises could be funded.

Regarding the replacement of engines for all types of vessels, let me repeat that during the Council deliberations the Commission accepted a compromise whereby the replacement of engines would be allowed for small-scale vessels. I have listened to your views with regard to the extension of aid beyond the parameters already accepted by the Commission. Clearly, this must be further evaluated.

I am of the view that the installation of young fish farmers need not be financed in the same way as that of young fishermen, because aquaculture is not facing the same recruitment problems as the catching sector. I am willing to look into this further.

We have proposed the reinstatement of aid for inland fisheries. However the Commission cannot accept the request to extend aid for the construction of inland fishing vessels, because precaution is also required in inland fishing, where some stocks are reported to be in a bad situation, and given the limits of scientific knowledge in this area. We nevertheless envisage that vessels operating in inland fishing should enjoy the same treatment as vessels operating in marine fishing.

Finally, we have also carefully examined your amendments concerning the 'horizontal issues' with regard to the management, monitoring and control systems. As you are no doubt aware, these provisions are very much inspired by the proposals for a Regulation on Structural Funds. For the sake of coherence among Community instruments, we shall await sufficient progress to be made in the negotiations on these proposals.

2-246

Presidente. – Está encerrado o debate.

La votación tendrá lugar el miércoles a las 12.00 horas.

(La sesión, suspendida a la 19.15, se reanuda a las 21.00 horas)

2-247

PRZEWODNICZY: J. ONYSZKIEWICZ
Wiceprzewodniczący

2-248

14 - Termin składania poprawek: Patrz protokół

2-249

15 - Rola kobiet w Turcji

2-250

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Emine Bozkurt w imieniu Komisji Praw Kobiet i Równouprawnienia na temat roli kobiet w życiu społecznym, gospodarczym i politycznym w Turcji [2004/2215(INI)] (A6-0175/2005)

2-251

Emine Bozkurt (PSE), Rapporteur. – Voorzitter, mijnheer de Commissaris en collega's, een vrouw op het Turkse platteland stond op het punt om tegen haar zin te worden uitgehuwelijkt. Vrouwenrechtenorganisaties vertelden haar echter dat ze met de nieuwe wetgeving in Turkije naar de rechter kon stappen om het huwelijk ongeldig te laten verklaren. De vrouw vertelde aan haar ouders dat zij van plan was om dit te gaan doen, deze zagen vervolgens in dat uithuwelijken absoluut geen zin had en het huwelijk ging niet door. Dit is nog maar één voorbeeld van de manier waarop Turkije bezig is de positie van vrouwen te verbeteren.

In het verslag over de rol van vrouwen in het politieke, economische en sociale leven van Turkije heeft de vrouwenrechtencommissie van het Europees Parlement de nieuwe Turkse wetgeving geprezen. Turkije heeft op het gebied van vrouwenrechten veel verbeterd in de nieuwe grondwet, de arbeidswet en het nieuwe strafrecht. Nu is het zaak om wat op papier staat om te zetten in de praktijk. Turkije is hier al mee begonnen, maar dit werk moet worden voortgezet. Respect voor vrouwenrechten is een absolute voorwaarde voor lidmaatschap van de Europese Unie. In het verslag wordt de Europese Commissie ertoe opgeroepen vrouwenrechten hoog op de agenda te zetten bij besprekingen met Turkije.

Commissaris Rehn heeft gisteren in het Parlement toegelicht hoe de onderhandelingen met Turkije zullen worden vormgegeven. Ik ben blij dat hij daarbij heeft gezegd dat vrouwenrechten een hoofdprioriteit zullen zijn en dat het een kernzaak zal zijn in het jaarlijks voortgangsverslag over Turkije. Daarnaast heeft de Turkse regering aangegeven het verslag zeer serieus te nemen. Zo is in een reactie op eerdere besprekingen in Turkije over dit verslag nu al besloten een vrouwenrechtencommissie in het Turkse Parlement op te zetten en heeft de regering al toegezegd meer opvanghuizen voor vrouwelijke slachtoffers van geweld te zullen bouwen.

De Turkse vrouwenrechtenorganisaties staan in grote meerderheid achter de bevindingen in mijn verslag. Ook in het Europees Parlement is al tijdens de stemming in de vrouwencommissie gebleken dat er brede steun is voor het verslag. Ik bedank iedereen die heeft meegewerkt aan dit verslag. In het bijzonder wil ik de EVP bedanken voor de goede samenwerking in de Commissie vrouwenrechten.

Natuurlijk betekent de brede steun voor het verslag niet dat we het over alles eens zijn. Ik zou graag nog enkele dingen aanstippen die wellicht van belang kunnen zijn voor de stemming morgen. In Turkije is politieke participatie van vrouwen zeer laag. Als mogelijke oplossing hiervoor wordt in het verslag een systeem van quota's voorgesteld dat op korte termijn kan helpen meer vrouwen te betrekken bij de politiek. De quota's worden voorgesteld als mogelijke oplossing van een probleem, er wordt geen voorwaarde van gemaakt. De Europese Unie kan natuurlijk niet iets van Turkije eisen dat in de eigen lidstaten nog niet algemeen aanvaard is.

Ik, en de vrouwenorganisaties in Turkije met mij, vraag u om uw steun op dit punt. De liberalen hebben een amendement over dit onderwerp ingediend waarin ik mij kan vinden als er toevoeging komt waarbij ook de regering, de Turkse regering wordt aangesproken op haar verantwoordelijkheid. Ik vraag u om uw steun voor mijn mondelinge amendement dat ik hier overmorgen in de plenaire vergadering zal presenteren en waarmee de liberalen naar eigen zeggen akkoord kunnen gaan.

Dan is er nog de kwestie van de hoofddoek. In Turkije is het verboden religieuze kleding te dragen op universiteiten en in overheidsfuncties. Dit is het gevolg van de strenge scheiding tussen kerk en staat in Turkije. Als de vrouwen de hoofddoek niet afleggen kunnen zij geen universitaire opleiding volgen of een baan krijgen bij de overheid. In mijn verslag wordt de oproep herhaald uit het verslag-Eurlings aan de Turkse regering om er zorg voor te dragen dat alle meisjes en vrouwen hun recht op onderwijs kunnen genieten ongeacht hun achtergrond. Ik steun het amendement van de heer Szymanski van de UEN, waarin indirect wordt opgeroepen het verbod op het dragen van de hoofddoek op te heffen. Niet omdat ik de negatieve gevolgen van dit verbod niet ken, maar omdat Europa zelf geen eensluidend beleid heeft ten opzichte van het wel of niet dragen van hoofddoeken. Wij kunnen Turkije dan ook moeilijk opdragen iets te doen waar we zelf nog niet over uit zijn. Ook heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens onlangs besloten dat Turkije met dit verbod geen inbreuk maakt op de rechten van vrouwen. Ieder land mag een eigen beleid ten aanzien van religieuze symbolen voeren. Turkije moet dus zelf een verstandige oplossing vinden voor de problematiek rondom de hoofddoek. Graag draag ik een steentje bij tot het vinden van die oplossing, maar dan bijvoorbeeld door het probleem eerst zorgvuldig te bespreken in de Gemengde Parlementaire Commissie voor de Europese Unie en Turkije. Zowel in Turkije als in Europa moet over dit onderwerp een debat worden gevoerd. Natuurlijk kunnen wij als Parlement dit probleem niet zelf oplossen, maar wel een bijdrage leveren aan de discussie.

Ten slotte wil ik graag iedereen oproepen voor dit verslag te stemmen. Logisch, want het is mijn eigen verslag, maar ik heb mij juist zo ingezet voor goede samenwerking met andere partijen ten aanzien van dit verslag omdat ik het van belang vind dat Turkije ziet dat de oproep om hard te werken aan vrouwenrechten van het hele Europese Parlement komt. Ik dank u bij voorbaat voor uw hulp en voor uw aandacht en ben benieuwd naar uw inbreng tijdens dit debat.

yksinkertaisista säännöistä kuin aikataulusta ei pystytä pitämään kiinni. Toivon, että puhemiehistö voisi pohtia asiaa ja myös tehdä tälle jotain tulevaisuutta silmällä pitäen.

2-253

I welcome this opportunity to discuss women's rights in Turkey on the basis of Mrs Bozkurt's excellent report at a particularly important moment in EU-Turkey relations.

Last week, the Commission submitted the negotiating framework for Turkey to the Member States and it is the most rigorous framework ever presented by the Commission. It states that the Union expects Turkey to sustain the process of reform and ensure its determined implementation to respect fully the rule of law and human rights in all walks of life and in all corners of the country.

I have said that in the negotiations with Turkey the journey is at least as important as the destination, but to have a meaningful journey you need a destination and it is precisely the prospect of EU accession that provides Turkey with such an aim and gives the European Union credible leverage to influence issues such as women's rights in Turkey.

Let us be frank. No other perspective would give Turkey the same incentive to adopt and implement European values on gender equality as the prospect of its becoming a member of the Union. This is the secret of the success of our enlargement policy and let us not forget this secret.

I would like to congratulate the rapporteur on her report. It is a well-researched and comprehensive report that addresses many of the issues identified by the Commission in its regular reports. The report's recommendations should be taken on board by all relevant parties. I welcome in particular the report's focus on promoting women's participation in the workforce, increasing the representation of women in decision-making positions and combating domestic violence against women, and especially the need for more shelters for the victims of violence.

I share the rapporteur's appreciation of the Turkish Government's efforts to introduce constitutional and legislative reforms, for instance the penal code, which addresses the situation of women and promotes gender equality. The new penal code has been criticised in some respects, but overall it represents a clearly positive development that modernises the criminal system, as it includes many improvements for women.

I shall give you some very concrete examples. The penal code implies and leads to the criminalisation of marital rape, the abolition of discrimination against non-virgin and unmarried women, the criminalisation of sexual harassment in the workplace, the abolition of the patriarchal concept of the head of family, and equal rights to children born out of wedlock. All this is included in the new penal code. Now it is a matter of implementation, implementation, implementation.

Finally, I would like to underline that women's rights will be a main priority for the Commission in the process of accession negotiations with Turkey and we shall assess the state of women's rights in depth in our next regular report, which the Commission will adopt on 9 November this year.

2-254

Doris Pack, *im Namen der PPE-DE-Fraktion*. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! In einer wichtigen deutschen Monatszeitschrift habe ich in der vergangenen Woche einen wunderschönen Bericht über drei türkische *business women* gelesen. Wenn man dann den heutigen Bericht liest, kann man sehen, wie groß das Gefälle in der Türkei ist.

Unser Hauptanliegen ist es, den Menschenrechten, d.h. hier explizit den Frauenrechten, zum Durchbruch zu verhelfen. Gewalt gegen Frauen, auch die häusliche Gewalt, die so genannten Ehrenmorde, die Zwangsverheiratung, die hohe Rate von Analphabetinnen, all das ist alarmierend. Viele Hunderttausend Mädchen dürfen gar nicht zur Schule gehen aus Gründen der Rückständigkeit ihrer Eltern oder wegen nicht vorhandener Infrastruktur. All dies trifft insbesondere gerade auch die kurdischen Frauen. Gesetze sind verabschiedet – der Kommissar hat es gerade gesagt –, aber auf ihre Umsetzung müssen wir warten. Ich hoffe sehr, dass die Kommission darauf pocht.

Aber Ehrenmorde und Zwangsverheiratung sind auch und gerade ein Problem, das zu uns immigrierte Türkinnen betrifft und damit auch unsere eigene Gesellschaft. Die Unterrepräsentanz von Türkinnen in Parlamenten sollte ebenfalls mit entsprechenden Mitteln durch die Parteien geändert werden. Der Türkei aber die Quoten und ein Reißverschlussystem aufzuzwingen, ist, gelinde gesagt, Humbug. Das müsste man zunächst einmal in unseren eigenen Ländern versuchen.

Ich hoffe, dass die Frauenverbände in der Türkei mit der Entschließung, die wir gemeinsam verabschieden werden, ein Hilfsmittel in die Hand bekommen, um mit ihren politischen Vertretern dort Tacheles zu reden. Die Änderungen sind notwendig, weil diese Rechtsverletzungen Menschenrechtsverletzungen sind, deren Unterbindung unabhängig von einer angestrebten Mitgliedschaft in der Europäischen Union selbstverständlich sein müsste. Ich hoffe, dass dies allmählich auch den Politikern in der Türkei einleuchtet.

2-255

Lissy Gröner, im Namen der PSE-Fraktion. – Herr Präsident, Herr Kommissar, wertere Kolleginnen und Kollegen! Für die Sozialdemokratische Fraktion möchte ich der Berichtesteratterin gratulieren. Der Bericht ist ein sehr fundierter Bericht. Er kommt zur richtigen Zeit, und wir haben unzählige Gespräche geführt, sowohl mit dem Frauenausschuss in der Türkei als auch hier im Europäischen Parlament. Wir haben mit den NGO gesprochen, wir haben mit der politischen Klasse und mit den Sozialpartnern gesprochen. Das Ergebnis war eine breite Debatte im Frauenausschuss und ein Bericht, der von fast allen Fraktionen mitgetragen wurde.

Der Bericht sagt sehr klar, dass es in der Türkei viel Bewegung gab, um dem *acquis* der Europäischen Union zu entsprechen. Am 1. Juni ist das neue Strafgesetz in Kraft getreten. Das muss natürlich umgesetzt werden, und der Druck muss aufrechterhalten werden. Aber die Türkei muss auch etwas Zeit bekommen, das zu tun. Vergewaltigung in der Ehe ist ab jetzt strafbar, und wir haben die Verbrechen im Namen der Ehre als das gebrandmarkt was sie sind, nämlich sehr unehrenhafte und strafbare Handlungen.

Jetzt ist es an der Türkei, den nächsten Schritt zu tun und Frauen in politische Ämter einzusetzen. Eine Quote von 4 % Frauen im türkischen Parlament ist untragbar, eine Quote von 1 % in den kommunalen Parlamenten ist verschwindend gering. Da brauchen die Frauen unsere Hilfe und der eindringliche Appell der Frauenorganisationen zielt darauf ab, hier im Parlament klare Worte zu finden und zu sagen: Bitte unterstützt uns mit Quoten, unterstützt uns auch mit *Best-Practice*-Methoden, aber schreibt es in die Entschließung! Und ich denke, das sollten wir tun. Wir sollten auch die Gewalt an Frauen immer wieder anprangern und auf die Tagesordnung setzen. Am 3. Oktober sollen die Verhandlungen beginnen, und dieser Bericht ist ein wichtiger Baustein dazu.

2-256

Anneli Jäätteenmäki, ALDE-ryhmän puolesta. – Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, me neuvomme helposti unionin ulkopuolisia maita asioissa, joissa meillä itselläkin olisi vielä paljon tehtävää. Tässä naisten oikeuksia Turkissa käsittelevässä mietinnössä kiinnitetään huomiota siihen, että Turkissa parlamentin jäsenistä naisia on vain 4,4 prosenttia. Asia täytyy nostaa esille ja tavoitteena tulee olla muutos parempaan. Me emme voi kuitenkaan esittää pakollista kiintiöjärjestelmää, jolla pyrimme lisäämään naisten osallistumista Turkin politiikkaan, elleimme kehota myös omia jäsenvaltioitamme muuttamaan lainsäädäntöä aivan samalla tavalla. Turkilta ei pidä vaatia enempää kuin mitä itse olemme valmiita toteuttamaan. Tämän vuoksi liberaaliryhmä teki tarkistuksen 3.

Haluan kääntyä turkkilaisten kollegoiden puoleen: kannustakaa naisia osallistumaan enemmän mukaan politiikkaan, olkaa rohkeampia kuin useiden nykyisten unionin jäsenvaltioiden päämiehet! Esimerkiksi Ranskassa naisten osuus kansallisessa parlamentissa on noin 12 prosenttia ja Italiassa vielä vähemmän. En ole kuullut kummankaan maan päämiesten tai Euroopan unionin olevan huolissaan näiden maiden tilanteesta ja naisten vähäisestä osallistumisesta. Tekemistä siellä riittää. Me emme saa peittää omia ongelmiamme ja osoittaa syyttävällä sormella vain Turkia. Naisten alhaiseen lukumäärään poliittisessa elämässä tulee puuttua niin Turkissa kuin unionissakin ja aivan unionin omissa valinnoissa.

Lopuksi haluan kiittää esittelijää, joka on tehnyt hienoa työtä. Samalla haluan kiittää myös komissaari Rehniä, joka on ansiokkaasti nostanut esille naisten oikeudet näissä jäsenyysneuvotteluissa.

2-257

Hiltrud Breyer, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Herr Präsident! Auch im Namen der Verts/ALE-Fraktion möchte ich der Berichtesteratterin für diesen Bericht herzlich danken. Ich hoffe, dass morgen nicht nur seitens des Parlaments ein klares Signal gegeben wird. Ich wünsche mir, dass auch die Kommission die Gleichstellungspolitik stärker in den Mittelpunkt rückt. Ich finde, dass diese in der Vergangenheit leider nur ein Schattendasein geführt hat.

Wir müssen eindeutig klarstellen, dass wir uns nicht mit Fortschritten auf dem Papier zufrieden geben, sondern eine konkrete Umsetzung der Frauenrechte in der Praxis fordern.

Ich freue mich, dass wir die Quote vorgeschrieben haben. Mehr noch: Wir sollten uns in der Tat überlegen, das auch für die Europäische Union zu fordern. Wenn wir nur 4% Frauenanteil im nationalen Parlament und 1% auf lokaler Ebene haben, dann ist dies wirklich ein politischer Offenbarungseid, ein Armutszeugnis. Dem muss dringend gegengesteuert werden, und mit etwas anderem als Quoten kann man das nicht erreichen.

Wir haben uns als Parlament bereits in der Entschließung vom 8. März ganz klar gegen die Zwangsehe ausgesprochen. Daher bitte ich nochmals um Unterstützung für unseren Antrag einer unmittelbaren Registrierung von Neugeborenen, um damit zu unterbinden, dass minderjährige Mädchen für volljährig erklärt werden und somit die Zwangsverheiratung *de facto* legitimiert wird.

2-258

Feleknas Uca, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Herr Präsident! Wir als die GUE/NGL-Fraktion unterstützen den Bericht von Frau Bozkurt und werden ihn auch morgen bei der Abstimmung unterstützen. Der Bericht stellt klar, dass trotz der Verbesserung der Situation der Frau in der Türkei, wie sie unter anderem in der Gesetzgebung zu den so genannten Ehrenmorden und zur Vergewaltigung in der Ehe deutlich wird, im gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und politischen

Bereich doch noch viel getan werden muss. Uns, der GUE/NGL-Fraktion, ist es wichtig, dass eine politische Lösung für den Südosten der Türkei gefunden und die Benachteiligung in den kurdischen Gebieten beendet wird. Es ist uns ein Anliegen, dass die Frauen in den rückständigen ländlichen Regionen mehr Chancen auf Arbeit und Bildung erhalten, und dass Projekte gefördert werden, die genau dies unterstützen. Daher habe ich in dem Bericht die Aufforderung an die türkische Regierung eingebracht, mit Bürgermeistern der kurdischen Region zusammenzuarbeiten und Programme zur Chancengleichheit und für die Rechte der dort ansässigen Frauen gezielt zu fördern. Eine Verbesserung der Lage der Frauen in der Türkei ist ein wichtiger Schritt für die Beitrittsverhandlungen mit der Türkei.

2-259

Γεώργιος Καρατζαφέρης, *εξ ονόματος της ομάδας IND/DEM.* – Κύριε Πρόεδρε, ομιλώ ως συγγραφέας του βιβλίου "Η γυναίκα σήμερα", ενός βιβλίου που έχει γίνει μπεστ σέλερ στη χώρα μου, και απευθύνομαι στις γυναίκες συναδέλφους. Εάν αγαπούν τις γυναίκες της Τουρκίας και αισθάνονται πραγματική αλληλεγγύη για τις γυναίκες, πρέπει να μην ψηφίσουν την έκθεση.

Ποια είναι τα πραγματικά περιστατικά; Περιγράφονται στην είδηση που δημοσιεύθηκε πριν από μερικούς μήνες: Μία κοπέλα 14 ετών βιάστηκε από το θείο της, το είπε στην οικογένειά της, έγινε οικογενειακό συμβούλιο και σκότωσαν την κοπέλα. Οι δε δολοφόνοι είναι ελεύθεροι. Αυτή είναι η πραγματικότητα. Αυτή είναι η κατάσταση.

Δεν μπορούμε να κάνουμε εκθέσεις από τις Βρυξέλλες. Εκθέσεις θα κάνουμε εάν πάμε στο Ντιγιαρμπακίρ, να δούμε πώς ζει η γυναίκα! Σε μεσαιωνική κατάσταση! Ο ρατσισμός είναι άκρατος εναντίον της γυναίκας. Το εκπαιδευτικό σύστημα της Τουρκίας τον καλλιεργεί. Η πατριαρχική δομή της οικογένειας επιτάσσει το βιασμό και τον ξυλοδαρμό της γυναίκας.

Εάν επιτέλους θέλουμε να δείξουμε σεβασμό στη γυναίκα οπουδήποτε στον κόσμο, δεν μπορούμε να ψηφίσουμε αυτή την έκθεση. Και ο κ. Ερντογάν, ο Πρωθυπουργός της Τουρκίας, γύρισε δέκα χρόνια πίσω τη γυναίκα στην Τουρκία. Από εκεί που είχαν γυναίκα Πρωθυπουργό, σήμερα η σύζυγος του Πρωθυπουργού κυκλοφορεί με τη μαντίλα. Αυτό είναι οπισθοδρόμηση της γυναίκας στην Τουρκία!

2-260

Koenraad Dillen (NI). – Voorzitter, geachte collega's. Polygamie, gedwongen huwelijken, analfabetisme, eremoorden, huiselijk geweld, discriminatie in de politiek, enz. Dit verslag over de rol van de vrouwen in Turkije is inhoudelijk vrij exhaustief en onderbouwd, maar wie de politieke situatie in Turkije van nabij volgt, wist al langer dan vandaag dat de kandidaat-lidstaat, de zogeheten "seculiere modelstaat Turkije" om met de woorden van Louis Michel te spreken "zeer zwaar ziek is in het bedje van de mensenrechten". A fortiori in dat van de vrouwenrechten in een islamitische samenleving.

Het is echter toch positief te noemen dat de rapporteur ons enkele maanden voor het officiële begin van de toetredingsonderhandelingen nog eens met de neus op sommige feiten drukt. Voor diegenen die niets hebben geleerd van de manier waarop de Turkse politie vreedzame vrouwelijke demonstranten uit elkaar knuppelt, komt dit verslag op het juiste moment. Mochten er hier overigens verslagen over de rol van de religieuze minderheden, over de bezetting van Cyprus, over de rechten van Armeniërs of de beperking van de vrijheid van meningsuiting en vergadering in Turkije gepresenteerd worden, dan zou er evenmin veel plaats zijn voor positieve opmerkingen. Er gaat geen week voorbij of onafhankelijke bronnen signaleren zware tekortkomingen op het vlak van wat wij met een plechtig woord fundamentele rechten noemen. Beterschap is op geen enkel vlak te merken en, tussen haakjes, dit hele verslag is in flagrante tegenspraak met het optimistische geluid dat wij vorig jaar uit de mond van Commissaris Verheugen en Romano Prodi mochten horen, toen de Commissie, volledig in strijd met de waarheid, ons probeerde wijs te maken dat er in Turkije nog slecht minimale problemen met de mensenrechten bestaan. Dit enkel om voor Turkije het licht op groen te zetten.

De vraag is natuurlijk, en ik besluit, of wij de politieke moed zullen hebben om de enige voor de hand liggende conclusie te trekken en die is om Ankara luidop de waarheid te zeggen, namelijk dat de Turkse samenleving qua waardenpatroon te zeer verschilt van onze Europese Unie om Turkije op termijn toe te laten lid te worden van de Europese Unie, want dat is de enige zinnige les die wij uit dit verslag kunnen trekken.

2-261

Edit Bauer (PPE-DE). – A nők helyzete nemcsak Törökországban fokmérője a demokrácia fejlettségének. Ilyen értelemben Törökország ugyan nagyot lépett előre, és ez akkor is igaz, ha tudjuk, hogy léteznek joghézagok. Senki sem vonja kétségbe, hogy az alkotmány módosítása, az új büntetőtörvénykönyv nagy előrelépés nemcsak a női jogok, hanem az egyetemes emberi jogok területén is. A gyakorlat azonban azt mutatja, hogy a törvény alkalmazása az implementáció területén lassú és következtelen. Nemcsak az a gond, hogy a tradíciót, a szokásokat nehezebb megváltoztatni, mint a törvényt. A jelentés abban az irányban ösztönti a török kormányt, hogy legyen következetesebb a helyzet megváltoztatásában.

Jó, hogy az alkotmány a kormány hatáskörébe utalja az egyenlő esélyek megteremtésének a felelősségét, de emögött nem látható semmiféle stratégia, hogyan akarja a kormány ezt a célt elérni. Jó, hogy a törvény szerint a férfiak csak egy házasságban élhetnek, de a gyakorlat mégis az, hogy az imámok megkötik a házasságot a második és a harmadik feleséggel is. Jó, hogy az egyetemi tanárok körülbelül 40%-a nő, de ez nem változtat semmit azon a tényen, hogy a nőknek

csaknem egynegyede írástudatlan. Ahol a kormány elkötelezett, ott az eredmény is látható. Az elmúlt hetekben egy hivatalos kampány során egyetlen nap leforgása alatt több mint 20 ezer, addig nem regisztrált gyermeket anyakönyveztek. Az előterjesztett jelentés a módosító indítványokkal együtt azt célozza, hogy a gyakorlati előrelépés segítse az emberi jogok területén a *de jure* és a *de facto* helyzet közti, gyakran óriási távolságok leküzdésében.

2-262

Zita Gurmai (PSE). – Mr President, it has certainly been a long and difficult job to collect all the relevant information and data in order to compile such a detailed report concerning the situation of Turkish women in real terms. We have been considering countless problems, many of which are encountered in all spheres of life in Turkey in the areas of women's rights and gender equality. Although Turkey has started to meet the challenges on a legal basis, the real transposition of principles into everyday life still lies ahead. Turkey, which has been applying for EU membership and regards itself as a potential candidate, should respect fundamental human rights and the *acquis communautaire* in the fields of human rights and gender equality.

The Turkish Government has proved its strong commitment to European principles and values by creating a new Penalty Law to protect women's rights. I offer my congratulations. It should be recalled that we have proposed designating 2006 as the European year of action to combat violence against women. Turkey should join in with this, both in principle and in real terms through concrete and visible action by taking steps not only against violence but also towards implementing gender equality in other areas.

A strong political will for implementing gender-equality policies is not the sole means of gaining success. It should be obtained by overcoming many other obstacles, such as traditions, patriarchal social structures, religious aspects, habits, educational, employment and family values, standards and stereotypes all of which hinder progress. This is a big challenge, since these structures have been built up over centuries and it is not easy to implement reforms all at once, but if Turkey intends to approach and join Europe, it should respect European values as well.

We strongly believe that the Turkish Government will be embarking upon taking steps towards implementing our recommendations. It is in our common interest to monitor the progress made in order to get a real picture of the situation.

2-263

Cem Özdemir (Verts/ALE). – Herr Präsident! Auch ich möchte Emine Bozkurt recht herzlich für den exzellenten Bericht danken, den sie vorgelegt hat. Ich glaube, das Thema Gleichberechtigung von Frauen in der Türkei ist nicht ein, sondern DAS zentrale Thema im Zusammenhang mit der von der Türkei gewünschten Mitgliedschaft in der Europäischen Union.

Als Erzieher und Sozialpädagoge möchte ich aber auch nicht vergessen, etwas Positives zu sagen: Wenn beispielsweise die türkische Tageszeitung *Milliyet* eine Kampagne unter dem Slogan "Papa, schick mich in die Schule!" begonnen hat, dann ist dies auch etwas, das wir uns auf unsere Fahne schreiben können. Dies geschieht vor dem Hintergrund der EU-Beitrittspläne. Wenn sich beispielsweise die türkische Mediengruppe *Dogan* gegen innerfamiliäre Gewalt einsetzt, dann ist auch das etwas, das wir begrüßen sollten.

Ich glaube, dass die Türkei in den nächsten Jahren auch einen neuen innergesellschaftlichen Konsens in der Kopftuchfrage finden muss. Es kann nicht richtig sein, dass in der osttürkischen Stadt Erzurum Mütter mit Kopftüchern nicht auf den Universitätscampus gelassen werden, wenn sie an der Feier ihrer Kinder teilnehmen wollen. Ich bin für ein klares Nein zum Kopftuchzwang. Nein aber auch zu einem pervertierten Laizismus, der Müttern verbietet, ihre Kinder in der Schule zu besuchen!

2-264

Jan Tadeusz Masiel (NI). – Panie Przewodniczący! Niniejsze sprawozdanie informuje nas o tym, że Turcja nie jest i nie chce być gotowa do wejścia do Unii Europejskiej i uczestniczenia w systemie wartości o źródłach chrześcijańskich. Chociażby z uwagi na nieprzebranie praw kobiet w Turcji wnioskuję o nierozpoczęcie negocjacji adhezyjnych z tym krajem, przewidzianych na za 3 miesiące. To tylko jeden z wielu powodów, głównym zaś są różnice kulturowe.

Proponuję rozpocząć negocjacje w momencie, kiedy Turcja upodobni się do Europy, czyli prawdopodobnie nigdy. Nie mamy bowiem prawa żądać od Turków rezygnowania z własnej cywilizacji, z własnego systemu wartości, z własnej religii, która tkwi u podstaw każdej cywilizacji.

Czy kobiety w Turcji są naprawdę dyskryminowane? Czy dzisiaj są bardziej dyskryminowane niż w przeszłości? A może Turcja posiada po prostu inne standardy, wzorce kulturowe, nieprzekładalne na europejski model zachowań. Być może nasilona przemoc wobec kobiet jest również wyrazem obawy i niechęci tradycyjnego społeczeństwa tureckiego wobec integracji europejskiej.

Turcy niebędący w stanie szanować własnych kobiet i mniejszości narodowych, nie będą w stanie uszanować nas - Europejczyków, wychowanych w innym duchu, w innym systemie wartości.

2-265

Κατερίνα Μπατζελή (PSE). – Κύριε Πρόεδρε, ένα από τα βασικότερα θέματα από τα οποία θα κριθεί η ευρωπαϊκή πορεία της Τουρκίας τα επόμενα χρόνια είναι η αναβάθμιση της προστασίας των ανθρωπίνων δικαιωμάτων. Στο πλαίσιο αυτό η βελτίωση της θέσης της γυναίκας σε όλους τους τομείς στην Τουρκία είναι ζωτικής σημασίας, λαμβανομένου μάλιστα υπόψη ότι η ισότητα των φύλων και ο σεβασμός των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, και πάνω απ' όλα των γυναικών, αποτελούν σήμερα κοινοτικό κεκτημένο. Σ' αυτή την προσπάθεια προσαρμογής της η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να σταθεί στο πλάι της Τουρκίας.

Όμως θα πρέπει να επισημανθούν ορισμένα θέματα τα οποία τόνισε και η κ. Bozkurt στην έκθεσή της:

Πρώτον, ότι η αρμόδια κυβερνητική υπηρεσία για τα δικαιώματα των γυναικών θα πρέπει να αναπτύξει μια ολοκληρωμένη πολιτική με επαρκή χρηματοδότηση.

Το σημαντικό πρόβλημα της βίας κατά των γυναικών είτε με τη μορφή εγκλημάτων τιμής είτε με τη μορφή οικογενειακής βίας θα πρέπει να καταργηθεί και να προστατευθεί από οποιαδήποτε κυβερνητική πολιτική. Η συμμετοχή των γυναικών στην πολιτική ζωή της Τουρκίας είναι ελάχιστη. Θα πρέπει να βελτιωθεί με την ενίσχυση των ποσοτώσεων ή της μεγαλύτερης ενεργής συμμετοχής των γυναικών τόσο στα δημοκρατικά κόμματα όσο και στην ίδια την κυβέρνηση.

Κλείνοντας, θα ήθελα να εκφράσω την υποστήριξή μου στην έκθεση της κ. Bozkurt, με την οποία προσπάθησε πραγματικά να διαμορφώσει εφικτές και ουσιαστικές προτάσεις, για να βοηθήσει την προενταξιακή διαδικασία της χώρας αυτής στην Ευρωπαϊκή Ένωση.

2-266

Olli Rehn, Member of the Commission. – Mr President, I thank the Members for their comments, which included some very important messages that will have to be taken into account. I will just respond to two or three points made by most of the speakers.

Firstly, as the rapporteur, Mrs Pack and many others said, implementation is indeed at the heart of the matter, as is a change of mentality. The legislative changes are important and their implementation essential, but changes in mentality and mindset are at least as important. We therefore support, and will reinforce our support for, awareness-building measures to strive for a change in mentality and mindset regarding the practical application of women's rights and the attitude of the security forces, for instance, in terms of human rights in general.

That is also the objective of the civil society dialogue that we launched last week, which will accompany the negotiations and move forward in parallel with the negotiations proper. We aim to create long-term partnerships, for instance between women's organisations in the European Union and Turkey, in order to increase mutual understanding and strengthen civil society in Turkey, which is one of its weak points. That will certainly enhance women's participation and European values of gender equality and women's rights.

As regards quotas, mentioned by Mrs Jäätteenmäki and the rapporteur, the Commission agrees with the rapporteur that we cannot ask Turkey for more than we are prepared to provide ourselves. The fact is that some Member States have quotas and others do not. I recall that the Member State I know best has, for quite some time, had quotas to enhance women's participation in public decision-making. I recall that as a young member of parliament in 1991, together with Mrs Jäätteenmäki, we faced a vote on quotas on the basis of gender equality. Once I had a meeting with other MPs under 35 and realised that I was in a minority of 12.5%, because the other seven MPs under 35 were women, I certainly voted for the quotas so as to ensure equal representation of both sexes in the future.

On 3 October, we will start a long and no doubt difficult journey. It is important to realise that it is precisely the prospect of accession that provides the incentive for Turkey to enhance women's rights. It also provides a very strong push for activists and citizens who are concerned and want to work for these important European values.

I can assure you that the Commission will carry out objective and strict monitoring in the course of these accession negotiations. It is a very good idea to repeat this exercise every year and thus follow the progress made on women's rights in Turkey.

2-267

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w środę o godz. 12.00.

2-268

16 - Równość szans i równe traktowanie mężczyzn i kobiet przy zatrudnianiu i wykonywaniu zawodu

2-269

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Angelikę Niebler w imieniu Komisji Praw Kobiet i Równouprawnienia w sprawie projektu dyrektywy Parlamentu Europejskiego i Rady w sprawie wprowadzenia w życie równości szans i równego traktowania mężczyzn i kobiet w sprawach zatrudnienia i zawodowych [COM(2004)0279 - C6-0037/2004 - 2004/0084(COD)] (A6-0176/2005)

2-270

Vladimír Špidla, člen Komise. – Vážený pane předsedající, dámy a pánové, chtěl bych poděkovat zpravodajce paní Nieblerové a Výboru pro práva žen a rovnost pohlaví za jejich důležitou zprávu o našem návrhu přepracované směrnice. Předmětem návrhu je zjednodušení, zmodernizování a zlepšení právních předpisů Společenství, které se týkají rovného zacházení pro muže a ženy v zaměstnání. Přepracovaná směrnice má za cíl soustředit v jediném dokumentu příslušné pasáže směrnic vztahující se k tomuto tématu tak, aby byly pro všechny občany srozumitelnější a praktičtější. Je součástí snah učinit Unii otevřenější, jasnější a více zaměřenou na každodenní život.

Návrh se neomezuje na prostou konsolidaci, kombinuje také zjednodušení s opatrnou modernizací. Nejdůležitějšími prvky tohoto podstatného zlepšení jsou sladění terminologie a především definic pro zaručení soudržnosti právních předpisů. Explicitní použití určitého počtu horizontálních ustanovení v systémech sociálního zabezpečení zaměstnanců a začlenění řádně ustanovené judikatury Soudního dvora pro zvýšení právní jistoty a jasnosti.

Je pravda, že návrh nezavádí nové politiky nebo inovující pojmy. Na druhé straně je ovšem nutné zdůraznit, že se zde nacházíme ve zvláštním kontextu procesu přepracování na základě interinstitucionální dohody. Tato legislativní technika nabízí velkou výhodu v tom, že umožňuje legislativně technicky zlepšit právo Unie správou Společenství a zároveň zachovat to, čeho již bylo dosaženo, aniž by znovu rozpoutala debatu a zpochybovala nalezená řešení v případě politicky citlivých a složitých témat. Komise se pokusila využít procesu a potenciálu přepracování k lepší podpoře rovnosti mezi muži a ženami.

2-271

Joachim Wuermeling (PPE-DE), stellvertretender Berichterstatter. – Herr Präsident, Herr Kommissar Špidla, meine sehr verehrten Damen und Herren! Die morgige Abstimmung über den Bericht über die Neufassungsrichtlinie bildet den Abschluss von sehr intensiven Beratungen im Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter. Deswegen werden Sie verstehen, dass es Frau Niebler sehr Leid tut, heute bei dieser Debatte nicht anwesend sein zu können. Der Grund ist ein Trauerfall in ihrem engeren Familienkreis. Ich bitte die Kolleginnen und Kollegen um Verständnis dafür, dass sie mich gebeten hat, ihre Erklärung an ihrer Stelle abzugeben.

Frau Niebler dankt Ihnen allen für die gute und faire Zusammenarbeit im Ausschuss bei der Vorbereitung dieses wichtigen Berichts. Was die Kommission hier vorgeschlagen hat, ist eine etwas schwierige Gratwanderung zwischen einer bloßen Konsolidierung des bisherigen Rechts und einer teilweisen Verbesserung der bestehenden Vorschriften. Die bestehenden rechtlichen Regelungen sollen verständlicher gefasst werden, sie sollen modernisiert werden, sie sollen vereinfacht werden, und auch die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs soll in den konsolidierten Text aufgenommen werden. Als früheres Mitglied des Rechtsausschusses kann ich persönlich dieses Ziel nur unterstützen. Wir brauchen mehr Transparenz, mehr Übersichtlichkeit, mehr Klarheit über das, was Europa in diesem Bereich verlangt, und deswegen unterstützen wir diesen Ansatz.

Bekannterweise fällt der Vorschlag nun in eine Zeit, in der die Umsetzung der gemeinschaftlichen Vorgaben in den Mitgliedstaaten ausgesprochen kontrovers diskutiert wird – ich darf nur an die erhitzte Diskussion in Deutschland erinnern, wo die rot-grüne Bundesregierung sogar weit über die europäischen Vorgaben hinausgeht und eine politische Niederlage einstecken muss. Das ist hier aber nicht das Thema. Diese Richtlinie beschäftigt sich ausschließlich mit der Gleichberechtigung von Mann und Frau in Arbeits- und Beschäftigungsfragen – im Grunde ein Herzstück der europäischen Gleichstellungspolitik und auch ein Bereich unbestrittener Zuständigkeit der Europäischen Union.

Wie sieht es nach jahrzehntelangen Bemühungen um die Gleichberechtigung aus? Trotz der Bemühungen, gerade im Arbeitsleben eine Gleichstellung zu erreichen, stellen wir immer noch ein geschlechterspezifisches Lohngefälle von sage und schreibe 16 % fest. Männer sind doppelt so häufig in Führungspositionen und haben dreimal so oft eine Spitzenposition. In den höchsten Entscheidungsgremien der 50 größten börsennotierten Unternehmen gibt es gerade einmal 10 % Frauen.

Im Ausschuss sind drei Themenkomplexe kontrovers diskutiert worden. Der erste Punkt: Verschiedene Kolleginnen und Kollegen haben die Einbeziehung des Elternurlaubs in die Richtlinie gefordert. Nach Auffassung von Frau Niebler ist aber diese Neufassung nicht die richtige Gelegenheit, um eine so gravierende Veränderung des europäischen Rechts herbeizuführen. Angesichts der völlig unterschiedlichen Regelungen in den Mitgliedstaaten – der Elternurlaub beträgt zwischen drei Monaten und drei Jahren – wäre eine Ausdehnung der Richtlinie hier mit enormen Veränderungen verbunden und bedürfte einer intensiven Diskussion und auch einer Folgenabschätzung. Unterstützenswert ist deshalb der gefundene Kompromiss, der nämlich die Sozialpartner, die ja in diesem Bereich bereits tätig geworden sind, auffordert, eine entsprechende Überprüfung der bestehenden Regelungen vorzunehmen.

Der zweite Punkt, der kritisch diskutiert wurde, sind die so genannten Unisex-Tarife. Der Ausschuss hat sich an einer Stelle mit sehr knapper Mehrheit dafür ausgesprochen, bei Betriebsrenten nicht mehr zwischen Männern und Frauen zu differenzieren. Frau Niebler warnt aber in aller Ausdrücklichkeit davor, diese Diskussion hier erneut zu führen. Denn erst vor wenigen Monaten gab es mit Blick auf den Bereich der Altersvorsorge nach langen Verhandlungen einen ganz vernünftigen Kompromiss. Es ist Frau Niebler sehr wichtig, dies zu erwähnen. Denn wenn wir jetzt die Debatte um die Unisex-Tarife neu eröffnen, dann droht die Neufassungsrichtlinie an diesem politisch sehr kontroversen Thema zu scheitern. Wir würden diesen Prozess der Konsolidierung des bestehenden Rechts überfrachten.

Das gleiche Argument gilt auch für die dritte Frage, wo wir gesagt haben, es muss mehr Druck auf die Mitgliedstaaten und Sozialpartner ausgeübt werden, die Situation zu verbessern. Gefährden wir also nicht die Richtlinie insgesamt, indem wir sie mit inhaltlichen Forderungen überfrachten! Klarheit und Verständlichkeit des Rechts ist ein Wert an sich. Das ist das Ziel der Richtlinie, und das bitte ich Sie alle zu unterstützen.

2-272

Μαρία Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (PPE-DE), *Συντάκτρια της γνωμοδότησης της Επιτροπής Απασχόλησης και Κοινωνικών Υποθέσεων.* – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, κύριοι συνάδελφοι, η έκθεση της πρότασης της αναδιατυπωμένης οδηγίας για την εφαρμογή της αρχής των ίσων ευκαιριών και της ίσης μεταχείρισης ανδρών και γυναικών παρουσιάζει σήμερα στην ολομέλεια τη νέα της μορφή μετά από πολύμηνη κοπιαστική επεξεργασία από την εισηγήτρια, κ. Niebler.

Κατά την επεξεργασία αυτή όλες οι πλευρές είχαν την ευκαιρία να εκφραστούν αλλά και να ακουστούν από όσους συνέβαλαν στη διαμόρφωση της σημερινής πρότασης. Αξίζουν θερμά συγχαρητήρια στην εισηγήτρια γιατί συνδύασε τις υποδείξεις της Επιτροπής για απλοποιήσεις της κωδικοποίησης παλαιότερης νομοθεσίας με παράλληλη διεύρυνση του πεδίου εφαρμογής των οριζόντιων πολιτικών σε βασικούς τομείς του ευρωπαϊκού δικαίου, όπως στον τομέα των αμοιβών και των ασφαλειών.

Ως συντάκτρια γνωμοδότησης εκ μέρους της Επιτροπής Απασχόλησης και Κοινωνικών Υποθέσεων διαπιστώνω ότι βελτιώνεται η κατοχύρωση της ίσης μεταχείρισης στο χώρο της εργασίας από την πρόσβαση στην κατάρτιση, την πρόσβαση στην απασχόληση, ως την επαγγελματική ανέλιξη και ιδίως στις αμοιβές.

Με την πρόταση ενισχύεται η αρχή της επικουρικότητας αφού επανειλημμένως καλούνται τα κράτη μέλη να αποφασίσουν επιμέρους μέτρα για την ισότητα μεταχείρισης. Κατοχυρώνεται επίσης το θεμελιώδες δικαίωμα αποτελεσματικής νομικής συνδρομής και οι αποτρεπτικές κυρώσεις για παρενόχληση.

Η διαφορά οπτικής γωνίας μεταξύ της διαδικασίας αναδιατύπωσης και της διαδικασίας συναπόφασης δεν θα πρέπει να οδηγήσει την Επιτροπή να συνεχίσει μια βεντέτα μεταξύ του Κοινοβουλίου και της ίδιας. Το δημογραφικό πρόβλημα της Ευρωπαϊκής Ένωσης επιτάσσει τη χορήγηση ισότιμων ευκαιριών σε άνδρες και γυναίκες σε ό,τι αφορά τη γονική άδεια αποφασισμένη με οδηγία μόνο μεταξύ της Επιτροπής και των κοινωνικών εταίρων. Άλλωστε καλείται η Επιτροπή να προτείνει αναδιατύπωση της οδηγίας.

Οι ανισότητες δημιουργούνται ακριβώς κατά τις περιόδους της ιδιαίτερης απασχόλησης της γυναίκας με τα ανήλικα τέκνα ή τα άτομα που χρήζουν προστασίας. Γι' αυτό δεν είναι εκτός θέματος η πρόταση μέτρων για συνδυασμό επαγγελματικής και οικογενειακής ζωής με παράλληλη προστασία της μητρότητας.

Ζητούμε και από το Συμβούλιο να εκδηλώσει την πολιτική του βούληση

(Ο Πρόεδρος διακόπτει την ομιλήτρια)

2-273

Katalin Lévai (PSE), *A Jogi Bizottság véleményének előadója.* – A férfiak és a nők közti esélyegyenlőség alapvető jog és kiemelt terület az Európai Unióban. Az egyenlő esélyek biztosítására irányuló közösségi politika változó tartalommal ugyan, de az európai integráció kezdete óta a Közösség napirendjén szerepelt. A holnap – reményeink szerint – elfogadandó irányelv összefoglalja a témában eddig született irányelveket, és ezzel kifejezi a jogalkotóknak azt a célját, hogy egységes, egyszerűsített szabályozásban rögzítsék mindazt, amit ezen a területen már eddig megalkottak. Az irányelv nagyon fontos eleme, hogy már nemcsak a nemek közti egyenlő bánásmódot fogalmazza meg célként, hanem a nemek közti egyenlőséget is. Fontos hangsúlyozni, hogy az egyenlő esélyek elve nem szűkíthető le a foglalkoztatásra, hiszen az élet valamennyi területét érinti.

Éz az elv azt kívánja meg, hogy ne legyen semmiféle megkülönböztetés a nemek alapján, különösen a házasságra és a családi állapotra utalással, és kiemelten a szociális biztonsági rendszerekhez jutás feltételeiben, a járulékfizetési kötelezettségek és a juttatások kiszámítását illetően. Mivel a munkahelyi egyenlőtlenségek egyik legfőbb okát a családban betöltött tradicionális női szerepek jelentik, az irányelv sürgeti egy rugalmasabb munkaidő kidolgozását a munkahelyeken, ami lehetővé teszi a családi és a munkahelyi kötelezettségek együttes vállalását, férfiak és nők számára egyaránt. Az irányelv célja, hogy elősegítse a sértettek hatékony jogérvényesítését, ezt szolgálja diszkrimináció esetén a bizonyítási

teher megfordítása, illetve a közvetett vagy a rejtett diszkrimináció tilalma. Az irányelv arra is külön felhívja a tagállamok figyelmét, hogy a nők hátrányos helyzetének leküzdése elképzelhetetlen kormányaik aktív szerepvállalása nélkül, ezen túlmenően pedig szükség van a kormányzati munka kontrollját végző demokratikus intézményekre is. A kormányzati intézményrendszeren belül is, kívül is legyenek a nők jogainak garantálására szakosodott intézmények.

2-274

Anna Záborská, *au nom du groupe PPE-DE*. – Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier mes collègues de la commission des droits de la femmes et de l'égalité des genres de leur collaboration fructueuse et efficace. J'aimerais ensuite soulever deux points d'actualité: premièrement, l'obligation du plein respect de la souveraineté législative des États membres, deuxièmement, la reconnaissance économique du travail des femmes sous toutes ses formes.

Tout d'abord, oui à une Europe sociale, facilitant la pleine égalité entre les hommes et les femmes mais également oui au respect des différentes cultures des États. Le programme d'action de Pékin est clair et l'Union européenne devrait aussi le respecter. Je cite: "la mise en œuvre de tout programme politique relève de la responsabilité souveraine de chaque État, agissant dans le respect de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales, et la prise en compte et le strict respect des diverses valeurs religieuses et éthiques, du patrimoine culturel et des convictions philosophiques des individus et de leurs communautés devraient aider les femmes à jouir pleinement de leurs droits fondamentaux afin de parvenir à l'égalité, au développement et à la paix."

Enfin, étant donné qu'il s'agit d'une refonte, il a été seulement possible de reprendre les données déjà établies dans des directives précédentes. Néanmoins une directive sur la valeur économique du travail des femmes dans le secteur non-marchand et dans le secteur informel, voire du travail non rémunéré des femmes en matière de solidarité sociale, intergénérationnelle ou professionnelle serait utile. Ceci a une valeur économique. J'invite tous les collègues à se familiariser avec la pensée du Prix Nobel Gary Becker dont les travaux ont justement évalué la valeur économique du travail des femmes sous toutes ses formes. Ceci mérite en effet d'être pleinement reconsidéré, évalué et quantifié au titre d'une pleine égalité économique entre les hommes et les femmes.

2-275

Bernadette Vergnaud, *au nom du groupe PSE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, mes chers collègues, je tiens tout d'abord à féliciter notre rapporteur, Mme Angelika Niebler, pour le texte complet et équilibré qu'elle a élaboré. Ce texte de compromis, avec le travail d'amendement qui a été effectué, apporte une contribution parlementaire importante et de qualité.

L'objectif principal en est la refonte des dispositions des précédentes directives sur l'égalité des salaires, l'égalité de traitement dans l'accès à l'emploi, la formation et la promotion, les conditions de travail, les systèmes professionnels de sécurité sociale, la lutte contre le harcèlement. Cette refonte permettra de présenter un seul texte cohérent, exempt de toute définition contradictoire, d'accroître la transparence et la clarté de la législation sur l'égalité de traitement, ainsi que de faciliter une mise en œuvre efficace en renforçant l'acquis, en évitant les régressions et en intégrant également toutes les évolutions récentes de la jurisprudence européenne. En y ajoutant aussi l'ensemble des définitions sur les discriminations directes et indirectes et le harcèlement, ainsi que le principe d'égalité des rémunérations et sur des régimes professionnels de retraite, ce texte permettra la clarification et la simplification qui sont essentielles à une bonne mise en œuvre dans les États membres, et assurera un degré élevé de sécurité juridique.

Toutefois, je regrette que, sur les trois objectifs principaux énoncés par la Commission – simplifier, moderniser et améliorer la législation communautaire –, le volet amélioration n'ait pas été suivi de propositions concrètes dans le texte. Une politique volontariste sur la protection des femmes exerçant une activité indépendante, notamment dans l'agriculture et l'artisanat, sur le congé parental ainsi que sur la conciliation vie professionnelle-vie familiale, aurait dû s'inscrire dans cet objectif et je déplore son absence.

Je demande donc à la Commission d'envoyer un signal fort, d'abord en révisant et en améliorant dans les plus brefs délais la directive 86/613 sur l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante et, ensuite, en réexaminant la directive 96/34 sur le congé parental afin de l'adapter à la situation actuelle grâce à l'instauration, dans les États membres, de mesures incitatives telles une indemnité raisonnable et la reconnaissance dans les statistiques de la valeur de ce travail non rémunéré.

Un travail essentiel d'amélioration doit être fait pour combattre la ségrégation traditionnelle des rôles dans la famille et assurer une présence plus équilibrée sur le marché du travail des femmes et des hommes. En bref, une meilleure conciliation vie professionnelle-vie familiale. L'égalité de traitement est une condition indispensable pour atteindre les objectifs de croissance et de développement économique, social et environnemental durable qui sont inscrits dans la relance de la stratégie de Lisbonne. L'Europe doit consacrer des droits minimums pour tous et toutes et les faire respecter dans les États membres dans les plus brefs délais. Cet objectif requiert de notre part, Parlement, Conseil et Commission, une volonté politique forte et une coopération intelligente au service de nos concitoyens.

2-276

Anneli Jäätteenmäki, ALDE-ryhmän puolesta. – Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, palkkatasa-arvon puuttuminen on ollut vuosikymmeniä suurimpia tasa-arvo-ongelmiamme. Tähänastinen yhteisön lainsäädäntö ei ole tätä epätasa-arvoa kyennyt poistamaan. Pelkillä kannustuksilla ja suosituksilla ei palkkatasa-arvoa saada aikaan jatkossakaan. On tehtävä selväksi, että perusteettomia palkkaeroja ei hyväksytä. Tarvitaan tiukempia vaatimuksia, tarvitaan seuraamuksia lainsäädännöstä, tarvitaan tuloksia.

Jäsenvaltioiden on raportoitava, kuinka ne toteuttavat yhdenvertaisen kohtelun periaatetta käytännössä. Ei ole riittävä tieto, kuinka se toteutuu lainsäädännössä. Tarvitaan asianmukaisten menettelyiden käyttöönottoa jäsenvaltioissa. Juuri äsken puhuimme siitä, että Turkin on pantava täytäntöön lainsäädäntö; ei riitä, että vain hyväksytään oikeat lait. Tässä suhteessa EU ja EU:n nykyiset jäsenvaltiot voisivat katsoa peiliin ja panna täytäntöön ne lait ja määräykset, jotka yhteisesti on hyväksytty.

Jäsenvaltioiden on työmarkkinajärjestöjen kannustamisen sijasta varmistettava, että ne toteuttavat ja edistävät yhdenvertaisen kohtelun periaatetta, siis panevat täytäntöön sen, mitä EU:n sopimuksissa ja lainsäädännössä määrätään. Mikäli työnantaja rikkoo säännöstä, on hänen jouduttava siitä myös vastuuseen.

Me parlamentaarikot haluamme parantaa nykyistä lainsäädäntöä, jotta se edistäisi naisten ja miesten yhdenmukaista kohtelua. Toivottavasti pääsemme tavoitteista yhteisymmärrykseen komission ja neuvoston kanssa.

2-277

Hiltrud Breyer, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die Europäische Union war in der Vergangenheit immer ein Leuchtturm für die Gleichstellung der Frauen. Wir haben in der Debatte zur Türkei viel von der Wertegemeinschaft, vom Wert der Gleichstellung in der Europäischen Union, gesprochen. Ich hoffe, dass dieser Wert nicht abgeschliffen wird. Für uns ist es unverzichtbar, dass die Betriebsrenten in diesen Bericht aufgenommen werden, denn wir wissen, dass Frauen aufgrund des Geschlechts diskriminiert werden, denn sie wissen ja im Betrieb nicht, ob sie oder die männlichen Kollegen länger leben. Dass wir nach wie vor unterschiedliche Betriebsrenten haben, ist nicht nur unvereinbar mit Artikel 13 des Vertrags, sondern auch mit dem Grundsatz der Gleichstellung am Arbeitsplatz. Deshalb erwarte und hoffe ich, dass es zu diesem Vorschlag eine breite Zustimmung aus dem Frauenausschuss gibt.

Außerdem finde ich es nicht in Ordnung, dass Herr Wuermeling und andere hier *en passant* eine Generalattacke auf die Geltung der Antidiskriminierungsrichtlinien auch außerhalb des Erwerbslebens reiten. Ich erwarte auch, Herr Kommissar Špidla, dass Sie sich noch einmal klar und deutlich hinter die Antidiskriminierungsrichtlinien stellen, nicht nur innerhalb des Erwerbslebens, sondern auch außerhalb des Erwerbslebens. In der Frauenpolitik darf man nicht einmal Hü und dann wieder Hott sagen. Wir müssen vielmehr deutlich machen, dass sie in der Europäischen Union einen Wert darstellt. Von der Gleichstellungspolitik dürfen wir nicht abrücken.

2-278

Eva-Britt Svensson, för GUE/NGL-gruppen. – Herr talman! Hela betänkandet handlar om själva fundamentet för allt jämställdhetsarbete, nämligen rätten och möjligheten till egen försörjning. Jag vill särskilt lyfta fram tre delar i detta direktiv.

Den första punkten handlar om lika lön för lika arbete. Detta är inget nytt, utan det har funnits med i tidigare direktiv. Det sker dock en nödvändig förstärkning genom att man också tar upp att arbetsmarknadens parter uppmanas att både ta initiativ och ansvar för likalönsprincipen. Trots att vi har haft direktivet om principen om lika lön, är löneskillnaderna fortfarande stora, och det pågår alltså fortfarande en diskriminering.

Den andra delen jag vill peka på är föräldradigheten. Föräldraskapet ses inte längre som en fråga för *ett* av könen, utan föräldrarna skall ges en möjlighet att dela ansvaret för barnen.

Den tredje delen som jag vill lyfta fram är lika behandling i arbetslivet. Det får inte endast handla om lika behandling av kvinnor som är etablerade på arbetsmarknaden, utan det gäller även diskriminering vid rekrytering och i fråga om anställningsförhållanden.

2-279

Evszula Krupa, w imieniu grupy IND/DEM. – Panie Przewodniczący! Celem rezolucji miała być poprawa równości szans i sytuacji kobiet na rynku pracy. Wiele poprawek sprzyja zmianom na lepsze, jednak wydaje się, że rzeczywista poprawa wystąpi nie tylko wraz z wprowadzeniem norm prawnych, lecz przede wszystkim na skutek zmiany sposobu myślenia o roli kobiety w życiu gospodarczym i społecznym, z liberalnego opartego na relatywizmie moralnym na oparty o zasady etyczne i moralne, które zauważą w człowieku - zarówno w kobiecie jak i mężczyźnie - osobę a nie jedynie przedmiot użytkowy, wykorzystywany dla zysku. Na użytkowe podejście, szczególnie narażone są osoby słabsze, zwłaszcza kobiety, co wiąże się z odmawianiem przez korporacje, koncerny i sieci handlowe udzielania urlopów macierzyńskich, niewypłacaniem wynagrodzenia, zmuszaniem do prac lub usług upokarzających kobiety.

Zmiana sposobu myślenia powinna zaczynać się od edukacji w szkole, w domu, w miejscu pracy, we wszystkich dziedzinach życia. Kobieta ma inną strukturę psychofizyczną, i naszym zdaniem należałoby zakazać wykonywania kobietom szeregu prac w celu ich ochrony. Kobiety walcząc o równe traktowanie, wielokrotnie stawiają się w niekorzystnej sytuacji, rywalizując i walcząc z mężczyznami zamiast współpracować, dzieląc się obowiązkami według swoich predyspozycji.

Za bardzo krzywdzące uważam pominięcie w projektowanym dokumencie znacznej populacji kobiet będących na rencie lub jej pozbawionych, co stoi w sprzeczności z deklaracjami płynącymi z rezolucji i bez zastosowania wymienionych zapisów, omawiana dyrektywa będzie jeszcze jednym martwym dokumentem.

2-280

Lissy Gröner (PSE). – Herr Präsident! Diese Richtlinie behandelt die Situation der Frauen auf dem Arbeitsmarkt. Deswegen sind auch diese in erster Linie angesprochen, und wir, die Frauen, gehen wieder einmal voran, indem gerade der Bereich der Entbürokratisierung, den wir unseren Bürgerinnen und Bürgern versprechen, vollzogen wird. Ich hoffe, dass wir morgen Einigkeit erzielen werden, und ich hoffe, dass es auch ein Zwischengeplänkel von Herrn Wuermeling war, hier das Antidiskriminierungsgesetz mit hineinzubringen. Es herrscht bereits nationaler Wahlkampf; er hat mit dieser Richtlinie jedoch nichts zu tun.

Es geht darum, dass die Frauen, denen in der europäischen Rechtsprechung laut Grundlagenvertrag Artikel 119 von Anfang an gleiche Rechte versprochen wurden, endlich deren Umsetzung erfahren. Von vielen Kolleginnen sind die Bereiche angesprochen worden, wo dies noch nicht erfolgt ist, wo Diskriminierung direkter und indirekter Art stärker bewusst gemacht werden muss. Diskriminierung beginnt auf der einen Seite in den Köpfen; aber wir müssen auch die Rechte verändern, damit sie aufgehoben werden und die Rechtsprechung sowie die nationale Umsetzung in diese Richtung erfolgen kann.

Politischer Wille ist nötig. Die Kommission hat diesen politischen Willen an den Tag gelegt. Das Europäische Parlament legt noch mehr nach. Ich hoffe, dass wir uns morgen durchsetzen können und an die Bürgerinnen das klare Signal senden: Wir sind weiterhin Motor für die Frauenrechte in Europa!

2-281

Věra Flasarová (GUE/NGL). – Pane předsedo, pane komisaři, dámy a pánové, problematika sladění profesního a rodinného života je už dnes klasičkou. Jednou z příčin způsobujících nerovné postavení žen v pracovním procesu jsou obavy zaměstnavatelů ze střetu zájmů pracovní a rodinné role. I když tvoří ženy v České republice na trhu práce skoro 44 % zaměstnanců, ve vedoucích pozicích jsou v nejlepším případě, dle naší výzkumů, v poměru 1:5. Ženy, které mají zájem věnovat se profesní kariéře, musí podávat mimořádné výkony, řekla bych lepší než jaké ve stejném povolání stačí k úspěchu mužům tak, aby byly brány jako jejich rovnocenní partneři.

Průměrný plat žen v České republice je v současné době o 19 % nižší než mzdy u mužů. Faktem také je, že samotné ženy při nástupních pohovorech si mnohdy řeknou o nižší plat než muži ucházející se o stejnou práci, což je samo o sobě známkou nižšího sebevědomí v pracovních vztazích.

Prosazování rovných práv žen a mužů by se proto nemělo stát jen otázkou přijímání různých směrnic a zákonů. Směrnici ano, ale musí vyrůstat ze zásadních změn uvnitř celé evropské kultury, dovolím si říci konečně z úplného překonání středověku v nás, ale též překonání omylu spočívajícího v názoru, že rovnost mužů a žen není pouze problémem žen, ale že existuje něco takového jako i diskriminace mužů.

2-282

Christa Prets (PSE). – Herr Präsident, Herr Kommissar! In der jetzigen Situation, in der die Europäische Union Schwierigkeiten hat, sich zu artikulieren, zumindest sich so zu artikulieren, dass sie auch von den Bürgerinnen und Bürgern verstanden wird, ist es umso wichtiger, dass die EU-Gesetzgebung und -Rechtsprechung klarer und verständlicher zu werden. Daher begrüße ich den vorliegenden Vorschlag.

Wenn es sich aber um Modernisierung und Verbesserung handeln soll, so wie in diesem Dokument erwähnt, dann bedauere ich es, dass die Methode der Neufassung keine wesentlichen Änderungen und Ergänzungen zulässt, wie z.B. die Gleichstellung in den Betriebsrenten.

Bei der Bearbeitung der letzten Richtlinie zu Artikel 13 wurde zugesagt, dieses Thema zu einem späteren Zeitpunkt zu behandeln, nämlich mit der neugefassten Richtlinie. Kommission und Rat sind jetzt dagegen, und ich frage mich, warum man diese Chance nicht genutzt hat. Es wäre notwendig gewesen, hier einen stärkeren Akzent zu setzen, und ich bedauere, dass das nicht der Fall gewesen ist!

2-283

Vladimír Špidla, člen Komise. – Vážený pane předsedající, dámy a pánové, děkuji za velmi zaujatou a jasnou debatu. Nejprve bych chtěl zdůraznit, že vyhlídka na rychlé přijetí této důležité směrnice existuje a musí jí být v zájmu evropských

občanů využito. Konstatuji, že mezi institucemi existují rozdíly týkající se filozofie přepracování, avšak je třeba tento důležitý pokrok učinit v zájmu podpory rovnosti mezi muži a ženami v očích všech zúčastněných stran.

Dovolte mi nyní, abych upřesnil postoj Komise ke změnám. Značná část změn je pro Komisi snadno přijatelná a podle našeho názoru je i slučitelná s postojem Rady vyjádřeném v jejím obecném přístupu ze dne 7. prosince 2004. Přispějí význačným způsobem ke zlepšení práva Společenství v této oblasti a ke zlepšení jeho dostupnosti pomocí různých prostředků. Jedná se o technické prostředky, právní vyjasnění a prvky, které dají nový politický impuls podpoře rovnosti mezi muži a ženami, např. pokud jde o rovnost v odměňování.

Jiná skupina změn není přijatelná z čistě technických důvodů, které budou podrobně vysvětleny ve změněném návrhu Komise. Je zde také určitý počet změn, které Komise zamítá, protože neodpovídají tomu, co lze rozumně vzato v rámci procesu přepracování učinit. Tento proces je stanoven zvláště k usnadnění souběžného pokračování v kodifikaci aktů Společenství na jedné straně a ve vymezování zásadních změn na straně druhé.

Za prvé změna možnosti učinit pozitivní kroky v povinnosti členských států podle nového článku 3a. Vzhledem k tomu, že primární právo v čl. 141 odst. 4 Smlouvy jasně stanoví, že zde mají členské státy pravomoc jednat podle vlastního uvážení, vidíme značné překážky pro akt sekundárního práva, který na tento článek Smlouvy odkazuje, ale tuto pravomoc ruší.

Za druhé Komise nemůže souhlasit s přeměnou povinnosti členských států podporovat některá opatření v kontextu sociálního dialogu v povinnost zaručit některé výsledky tohoto dialogu, jak je navrhováno v článcích 24 a 27. Tento návrh byl obtížně slučitelný se zásadou autonomie sociálních partnerů.

Rád bych také připomenul, že příslušná ustanovení byla zavedena až ve směrnici 2002/73 po dlouhých jednáních s Parlamentem a Radou. Tato směrnice a tedy i pravidla, která představují inovační přístup, jehož cílem je zvýšené zapojení sociálních partnerů, vstoupí v platnost až v říjnu 2005. Nezdá se nám vhodné měnit tato ustanovení předtím, než dostala příležitost osvědčit se v praxi.

Revizní doložka pro směrnici o rodičovské dovolené, jak je navrhovaná pro nový článek 28a, není přijatelná z důvodu, že tato směrnice není předmětem přepracování. Takováto doložka by byla obtížně slučitelná s příslušnými ustanoveními ve směrnici o rodičovské dovolené, včetně rámcové dohody sociálních partnerů na evropské úrovni, na níž je založena. Navíc tento návrh přináší problémy slučitelnosti s autonomií sociálních partnerů a jejich úlohou, která je stanovena ve článcích 138 a 139 Smlouvy.

A konečně Komise nepřijímá změny, které mají za cíl zakázat faktory pojistné matematiky založené na rozlišování pohlaví pro režim zaměstnaneckého pojištění v článku 8. I tyto návrhy překračují proces uplatňování při přípravě legislativního návrhu typu projednávané směrnice. To neznamená, že tato otázka nemůže být předmětem další politické diskuze jakkoliv jsou na ni názory rozporné a stanovisko Rady je v tomto okamžiku dosti zřejmé. Přesto jsem ale přesvědčen o tom, že je to důležité téma, kterým je třeba se zabývat.

Komise se ovšem navíc nedomnívá, že by použití různých režimů pro důchody druhého a třetího pilíře v daném okamžiku vedlo k nejasnostem, jak už bylo zmíněno i v debatě, je to odlišná otázka, nejenom otázka čistě technická.

Závěrem konstatuji, že na základě těchto uvážení Komise může přijmout v celém rozsahu řadu změn, dovolte mi, abych je citoval. Komise může akceptovat v plném rozsahu změny, které jsou uvedeny v článcích 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 96, 101, 106, 107, 108 a 109. Komise může částečně přijmout dodatky 5, 24, 71, 72, 73, 76, 84, 98, 102, 103, 104 a 105. Naproti tomu Komise nemůže přijmout dodatky 3, 12, 13, 29, 30, 36, 44, 46, 53, 63, 67, 81, 86, 94, 95, 97, 99 a 100. Argumenty pro stanovisko Komise jsem uvedl v předchozím textu.

2-284

Hiltrud Breyer (Verts/ALE). – Herr Präsident, Herr Kommissar! Dazu eine Frage an Sie: Sie haben den Vorschlag des Ausschusses für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter in zwei wesentlichen Punkten, nämlich Elternurlaub und Betriebsrenten – das war das Herzstück dieses Vorschlages –, abgelehnt. Zu den Betriebsrenten haben Sie gesagt, das ist ein sehr wichtiges Thema, und wir werden das irgendwann aufgreifen. Ich bin der Meinung, Herr Kommissar Špidla, Sie haben uns das versprochen, als wir die Richtlinie behandelt haben ...

(Der Präsident unterbricht die Rednerin.)

Herr Präsident! Lassen Sie mich doch bitte die Frage stellen. Sie haben gesagt, dass das ein wichtiges Thema ist, das irgendwann aufgegriffen wird. Ich möchte Sie fragen: Wann wird es aufgegriffen? In welcher Form wird es aufgegriffen werden? Wie sieht Ihr konkreter Zeitplan dazu aus? Ich möchte Sie wirklich bitten, zu den Betriebsrenten Stellung zu beziehen – das haben Sie auch zugesichert –, weil es in der Tat gegen den Vertrag verstößt, ...

(Der Präsident bricht die Rede ab.)

2-285

Przewodniczący. – Przepraszam bardzo, ale to nie jest w sprawie formalnej. To jest w całkiem innej sprawie, ale dopuszczam to pytanie. Panie Komisarzu, proszę bardzo.

2-286

Vladimír Špidla, člen Komise. – Myslím si, že je v této debatě zřejmé, že záměrem této direktivy je legislativně-technické zlepšení daného stavu legislativy Evropské unie. Není to tedy návrh, který má založit hluboké a dalekosáhlé změny. To je důvod proč Komise nepřijímá ony dva významné návrhy, které byly zmíněny paní poslankyní Breyerovou. Je zřejmé, že to neodpovídá koncepci procesu, který je uplatňován při této direktivě. Obě otázky, o kterých jste se zmiňovala, jsou do té míry otázky důležité, že se jimi budu ve své agendě zabývat, ale nemůžu Vám v tento okamžik sdělit přesné termíny. Přesto jsou to témata, o kterých v nejbližší době debatovat budeme, zcela jistě se otevře prostor příští týden při debatě o Zelené knize o demografickém stárnutí, ale jakým způsobem dospějeme k závěru, to je zcela otevřené a bylo by nepřiměřené se vyjadřovat konkrétnějším způsobem.

2-287

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w środę o godz. 12.00.

2-288

17 - Prawo mające zastosowanie do zobowiązań pozaumownych („Rome II”)

2-289

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Dianę Wallis w imieniu Komisji Prawnej w sprawie projektu rozporządzenia Parlamentu Europejskiego i Rady w sprawie prawa mającego zastosowanie do zobowiązań pozaumownych („Rome II”) [COM(2003)0427 - C5-0338/2003 - 2003/0168(COD)] (A6-0211/2005)

2-290

Franco Frattini, Vicepresidente della Commissione . – Signor Presidente, onorevoli colleghi, come voi saprete la Commissione ha proposto un'iniziativa per il risarcimento dei danni, che intende perseguire tre obiettivi.

Il primo obiettivo è quello di predeterminare le soluzioni e quindi di garantire certezza giuridica ai cittadini e agli operatori economici che sono vittime di azioni dannose.

Il secondo obiettivo è quello di facilitare la risoluzione delle liti davanti ai tribunali e di favorire un riconoscimento reciproco delle decisioni prese dai giudici.

Il terzo obiettivo è, ovviamente, quello di facilitare il più possibile la risoluzione di tali controversie.

Per realizzare questi obiettivi noi abbiamo proposto una regola generale, vale a dire la regola dell'applicazione del luogo in cui il danno è stato cagionato, ovvero il luogo del danno diretto. Abbiamo deciso di adottare tale approccio, perché si tratta della soluzione più diffusa all'interno degli ordinamenti degli Stati membri e anche della soluzione a nostro parere più equilibrata tra le parti.

La proposta della Commissione conteneva inoltre alcune regole speciali, come la responsabilità per i prodotti difettosi oppure per i danni all'ambiente. Io credo che per queste materie particolari la regola generale non permetta sempre di raggiungere un equilibrio appropriato, per cui occorrono delle disposizioni speciali.

L'iniziativa prevede un certo grado di flessibilità per i giudici, al fine di permettere loro di tenere conto delle circostanze eccezionali. Tuttavia, tale flessibilità deve essere limitata, onde evitare di compromettere l'obiettivo generale, ovvero la certezza delle situazioni giuridiche. A tale riguardo, è evidente che una discrezionalità totale del magistrato renderebbe difficile predeterminare quella certezza giuridica che rappresenta uno degli obiettivi principali di questa iniziativa, in quanto gli operatori economici e i cittadini desiderano conoscere in anticipo quale sarà la legge applicabile alla loro situazione.

Alla luce di quanto detto, desidero congratularmi con la signora relatrice per la sua relazione di elevata qualità, frutto di consultazioni molto approfondite, e desidero ringraziarla per la sua determinazione a procedere rapidamente, affinché la relazione possa essere approvata prima dell'estate.

A mio avviso, l'unico aspetto problematico è rappresentato da un eccessivo margine di flessibilità concesso ai giudici negli emendamenti della relatrice, al fine di permettere loro di tener conto, caso per caso, di circostanze particolari. Questa eccessiva discrezionalità rischia di compromettere la certezza oggettiva delle situazioni giuridiche.

Abbiamo inoltre delle difficoltà ad accettare gli emendamenti che sopprimono le regole speciali. Ho fatto riferimento alla responsabilità per i prodotti difettosi, che prevede la completa tutela del consumatore, oppure alla responsabilità danno all'ambiente. A mio avviso, eliminare queste regole speciali sarebbe pericoloso.

Sono invece pienamente d'accordo sulla soluzione raggiunta dalla relatrice riguardo alle materie sensibili, come la diffamazione a mezzo stampa e la relazione tra il diritto internazionale privato e il mercato interno. Si tratta di due settori molto delicati e ritengo che il compromesso raggiunto sia soddisfacente.

In conclusione, per quanto riguarda il danno per la circolazione dei veicoli, desidero congratularmi ancora una volta con l'onorevole Wallis per avere studiato a fondo questa questione di grande importanza pratica per i cittadini. Come Commissione condividiamo l'intenzione di proseguire un'analisi molto approfondita, ad esempio nel quadro dell'applicazione del cosiddetto "Roma II".

2-291

Diana Wallis (ALDE), rapporteur. – Mr President, I think this proposal is ground-breaking for Europe, ground-breaking for Parliament. We have had no previous coherent set of rules dealing with applicable law over such a vast arena of civil and commercial claims. We now have a potential roadmap for litigation and access to justice in the internal market, building on the structures of Brussels I in relation to the jurisdiction of our courts.

For Parliament, this is the first time we have acted as a co-legislator in such an area of private international law. I am proud that via our committee we have raised the policy debate in a number of areas where we might not have been expected to tread. Let me touch on some of those debates.

We have thought long and hard about the kind of general rule required, looking for the approach that can best deliver justice in our courts. It seems to be one, if I can put it this way, that gives a little subsidiarity to our judges. We start from the Commission's clear rule but then give some room for manoeuvre, to deliver justice in the many and various situations that would doubtless arise in litigation. Here there is a clear message about the difficulty of characterising torts inherent in the method used by the Commission. Our approach avoids this difficulty, unless we can find good definitions. I would accept my Socialist colleague's amendment on product liability on this basis. I think it is a good definition and rule and would add to the debate.

On road traffic accidents and personal injuries in general, we have sent a clear message about the injustice of applying the damages regime of the country of the accident. If I may illustrate this, I have a constituent who had an accident in Spain. He has been offered GBP 4000 according to Spanish law. It would be GBP 43 000 according to English law and it is in England that he has to live out his life. This problem has to be addressed, if not here, then by further Commission study and proposal.

On the use of foreign law, the success of Rome II will depend on good judicial cooperation, proper use and respect for one another's laws. The record to date is patchy. Courts often avoid the application of foreign law. The court and parties should – or must – consider this issue, otherwise we are all wasting our time here. That is a matter that has to be closely monitored if we are to deliver a true area of civil and commercial justice.

On defamation, where Parliament was expected to be active, I was grateful for the opinion of my colleagues in the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs. I personally share their view but have always felt that we would have to go further to respect the media's concerns about freedom of expression.

We now have a compromise which has wide support across the political groups and, more importantly, across publishing and the journalistic world. It is unclear whether it will work technically, but it gives the direction for new discussion in the Commission and the Council. It indicates what is acceptable in achieving a balance between freedom of expression and the rights of the victims of defamation.

Finally to our old friend: the country-of-origin principle. I shall say it again: it is not a choice of law rule; it will not give you the answer to the question as to which law should be applied to a dispute between two civil parties. If it gives you an answer, it will probably not be the one that the supporters of the principle want. It is an important principle of Community law in the field of public or state regulatory law and should be given full weight as such. I believe we have done that in the solution we have put forward in the committee's report. I hope that will survive intact after amendments from either side.

I thank everyone in the Legal Affairs Committee and the LIBE Committee who have supported our work on this report and express my considerable gratitude to our secretariat on legal affairs who have helped us by carrying out extensive research and making efforts towards producing a report that I believe we can be proud of as a committee.

2-292

Barbara Kudrycka (PPE-DE), Autorka projektu opinii Komisji LIBE. – Panie Przewodniczący! Na początku, podobnie jak Pan Komisarz, chciałam bardzo serdecznie podziękować pani Wallis za bardzo wnikliwy raport oraz za doprowadzenie do kompromisu w wielu trudnych kwestiach.

Rozporządzenie to, choć trudne i techniczne stanowi kolejny bardzo ważny etap w tworzeniu spójnego europejskiego systemu prawa cywilnego, bez którego funkcjonowanie rynku wspólnego jest zdecydowanie trudniejsze, wspólnego rynku, który niekiedy krytykowany stanowi podstawę europejskiej integracji. Stąd też wszystkie uwagi, które zostały wniesione nie tylko przez Komisję LIBE, ale przede wszystkim przez Komisję JURI są tutaj szalenie ważne.

Komisja LIBE, ze względu na krótki termin prac oraz, przede wszystkim, na zakres swojej właściwości skoncentrowała się przede wszystkim na art. 6 tego rozporządzenia. Artykuł ten dotyczy wskazania prawa właściwego w sytuacji naruszenia dobrego imienia i czci, czyli zniesławienia danej osoby lub firmy publikacją medialną i zastosowania tego prawa przy ewentualnym sporze prawnym. W opinii Komisji LIBE, gdzie byłam sprawozdawcą uznaliśmy, że Unia Europejska musi gwarantować obywatelom wysoki poziom bezpieczeństwa prawnego. Dlatego w przypadku naruszenia dobrego imienia lub czci publikacją istotnym jest, żeby były chronione przede wszystkim prawa podmiotowe ofiary, i to w kraju, w którym szkoda powstała.

Wyszliśmy tu z założenia, że w Europie nie istnieje aktualnie zagrożenie dla wolności mediów ponieważ wolności te chronione są zarówno przez porządki konstytucyjne Państw Członkowskich, jak też przez europejskie trybunały. Dodatkowo, w wyniku kompromisu w Komisji Prawnej została złożona poprawka, która z jednej strony bierze pod uwagę stanowisko Komisji LIBE, z drugiej natomiast stwarza na tyle precyzyjne ramy prawne, że europejscy wydawcy powinni się czuć usatysfakcjonowani. Popieram te poprawki. Rozwiązanie to, zwłaszcza w kontekście rozporządzenia Bruksela I przynajmniej ochronę prawną wydawcom, jak i gwarancję tego, że prawa poszkodowanych będą realizowane.

2-293

Rainer Wieland, im Namen der PPE-DE-Fraktion. – Herr Präsident! Ich möchte mich ebenfalls bei der Berichterstatterin für die Behandlung dieser schwierigen Materie bedanken. Am Ende waren es nur noch wenige, aber besonders umkämpfte Punkte. Diesen will ich mich jetzt ausdrücklich nicht zuwenden, ich möchte unter Berücksichtigung dessen, was in den letzten Wochen erörtert wurde, vielmehr zwei Punkte behandeln, in denen dieser Rechtsakt in praktischer wie in grundsätzlicher Hinsicht Fortentwicklungen bringt.

Zum einen handelt es sich – dies wurde in dieser Debatte bereits beleuchtet – beim klassischen Fall des Verkehrsunfalls, glaube ich, um eine sachdienliche Fortentwicklung und Abrundung. Dies ist der Fall, bei dem man am ehesten und am meisten erleben kann, dass die Bürger mit Europa im eigentlichen Sinne des Wortes „kollidieren“ und sich hinterher fragen: Wie weit gehen denn meine Rechte?

Der zweite Punkt ist grundsätzlicher Art, nämlich das Presserecht. Hier haben wir in den letzten Wochen erlebt, dass die vierte Gewalt, die genau beobachtet, wie die drei ersten Gewalten miteinander zusammenarbeiten, und die gewissermaßen die erste Lobby des Bürgers ist, selber zur Lobby wird. Man könnte mit Blick auf das Caroline-Urteil meinen, dass dieser Bereich nur die reichen, schönen, berühmten, wichtigen oder adligen Menschen betrifft. Aber in seiner Ausformung kann er auch den normalen Menschen betreffen, wie wir nicht erst seit der verlorenen Ehre der Katharina Blum wissen. Wir leben in der Morgendämmerung eines europäischen Grundrechtsverständnisses. Wir müssen akzeptieren, dass dieses Grundrechtsverständnis auch die Kollision zwischen der Meinungsfreiheit und der Persönlichkeitsrechte mit sich bringen kann. Deshalb ist es gut, dass wir hier einerseits den Versuch einer praxistauglichen Abgrenzung unternehmen, andererseits aber auch eine Überprüfungsklausel in die Verordnung aufnehmen.

Ein letzter Punkt, ganz unspektakulär, aber wichtig: Frau Wallis hat vorgeschlagen, dass wir eine neue Möglichkeit zulassen sollten, dass Recht sich fortentwickelt ...

Der Redner beendet seinen Beitrag vorzeitig.

2-294

Katalin Lévai, a PSE képviselőcsoport nevében. – Én is szeretnék gratulálni a jelentéstevőnek és csak néhány dologra szeretném felhívni a figyelmet. Úgy vélem, hogy a polgári és kereskedelmi szerződésen kívüli felelősség nemzetközi magánjogának koherens, egységes európai szabályozása jelentős lépést jelent a bel- és igazságügyi együttműködés területén a szabadság, biztonság és igazságosság térségének továbbfejlesztésében. Azt látjuk, hogy az egységesülő belső piacon megnövekedett a gazdasági és az állampolgári mobilitás, aminek következtében ma már mindennapos az olyan, e terület alá eső kártérítési felelősségi kérdések felmerülése, amelyek során akár több nemzetközi elem is jelen van. Az ezen

ügyekre alkalmazandó jogi szabályok európai szintű egységesítése több szempontból is elodázhatatlan, és azt gondolom, hogy ez a rendelet ennek eleget tett.

Elsőrendű fontosságú ez a vállalkozások szempontjából, mivel az egységes szabályozás jogbiztonságot, előreláthatóságot, kiszámíthatóságot biztosít a számukra. Előnyös az állampolgárok, fogyasztók, a potenciális károsultak és áldozatok szempontjából is, hiszen rögzíti a védelmüket szolgáló rendelkezéseket, átláthatóbbá teszi a rájuk vonatkozó szabályozást. Minden hozzájárul ahhoz, hogy az Európai Unió a jogalkotás révén is közelebb kerüljön az állampolgáraihoz. Külön érdeme a tervezett szabályozásnak, hogy figyelembe veszi és egyben segíti is az Európai Bíróság jogértelmező tevékenységét is. Külön fel szeretném hívni a figyelmet a tervezett rendelet széles szabályozási spektrumára, amely a fogyasztókat ért károktól, a termékfelelősségtől kezdve a közlekedési baleseteken és a környezetvédelmi károkozásokon át a jó hírnévig terjed. A nemzetközi környezetvédelmi katasztrófákért való felelősségvállalás európai egységesítése számomra, magyar képviselőként különösen fontos. Emlékeztetek a korábbi romániai tiszai ciánszennyezés esetére vagy a verespataki beruházásra. Ismétlem: a rendelet a jogbiztonság, a kiszámíthatóság és az áttekinthetőség terén komoly előrelépést tett.

2-295

Monica Frassoni, *a nome del gruppo Verts/ALE*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, vorrei ringraziare la Commissione e l'onorevole Wallis per l'ottimo lavoro svolto, che ha prodotto un testo legislativo utile.

Siamo tuttavia molto perplessi su un punto del testo, rispetto al quale auspichiamo di riuscire a convincere l'onorevole Wallis a cambiare idea. Tale punto riguarda l'articolo 7 relativo a una legislazione specifica in materia di danni causati all'ambiente. Non riteniamo opportuno eliminare tale specificazione e crediamo anzi che, nell'economia complessiva della relazione dell'onorevole Wallis, l'eliminazione di tale specificazione priverebbe la proposta della Commissione di un elemento importante.

Per quanto riguarda i danni arrecati all'ambiente, credo che a livello europeo, come pure in molti Stati membri, ci sia una forte debolezza e mancanza di certezza del diritto, per cui privare le vittime di questa possibilità di scelta non presenta alcun vantaggio.

Il mio gruppo ha deciso di astenersi nel caso in cui questo aspetto della relazione dell'onorevole Wallis fosse approvato. Tuttavia, ci auguriamo di riuscire a convincere entro domani l'onorevole Wallis a rinunciare a questo suo emendamento.

2-296

Franco Frattini, *Vicepresidente della Commissione*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sarò davvero brevissimo. Desidero ringraziare ancora una volta la relatrice e tutti gli onorevoli parlamentari che sono intervenuti.

Vorrei solo fare riferimento a un punto già discusso. In primo luogo, come ho detto prima, anche la Commissione ritiene che quei settori speciali, come la protezione dell'ambiente, meritino un trattamento differenziato, e quindi mi permetto di richiamare l'attenzione della relatrice su questo aspetto.

Per quanto riguarda la diffamazione a mezzo stampa, confermo il mio apprezzamento per il compromesso che la relatrice aveva proposto alla Commissione e che quest'ultima ha votato.

Per quanto riguarda gli emendamenti presentati dopo il voto della commissione giuridica, credo che essi presentino il rischio di riprodurre in realtà una pura e semplice variante del principio del paese d'origine, ossia una variante di un principio che, a mio avviso, non possiamo stabilire e decidere in questa sede.

In conclusione, nel confermare l'apprezzamento per il primo compromesso raggiunto e votato dalla commissione giuridica, devo invece ammettere di avere qualche perplessità sulla seconda proposta di modifica, vale a dire gli emendamenti 56 e 57.

2-297

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w środę o godz. 12.00.

2-298

18 - "No-fly lists"/rejestr pasażerów objętych zakazem wstępu na pokład samolotów udających się do USA

2-299

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest oświadczenie Komisji w sprawie „No-fly lists” czyli rejestru pasażerów objętych zakazem wstępu na pokład samolotów udających się do USA.

2-300

Franco Frattini, Vice-President of the Commission. – Mr President, as you know, with regard to the well-known incident with a KLM flight, the United States authorities indicated that the flight was prevented from entering US airspace after two passengers were identified from advance passenger information – API data. API data is essentially passport and ticket information collected at check-in to speed up immigration controls at the destination. The transfer of API data by airlines prior to arrival at the point of destination constitutes normal airline practice. According to the information available to the Commission, air carriers only send API information to border control authorities. That information is not retrieved by the US authorities from computer reservation systems. The Commission also wishes to clarify once again that the passengers concerned could not be identified on the basis of passenger name record – PNR – data. That instrument does not cover flights overflying the United States, but only flights from and to the United States. As such, it is not relevant with regard to cases such as the KLM incident.

In the Commission's view, the use of API data by the United States authorities does not seem to constitute a circumvention of the PNR agreement. The Commission will be particularly attentive to any circumvention of the agreement and will raise this issue in the framework of the joint review. The Commission wishes to underline that there is no current requirement for air carriers to provide the US with API data on passengers for over-flights. The no-fly list is drawn up by the US authorities and contains the names of people they do not wish to fly into the US on the basis of US intelligence and risk-threat assessment criteria. It is produced by the United States and that country alone is responsible for it. The European Union has a rigorous policy on aviation security, but that does not include a no-fly list.

In the Commission's view, a no-fly list does not mean that the people included are necessarily suspected of any wrongdoing. The United States simply decided that it does not want them to enter the country for various reasons, based on a number of rather general criteria.

It is, of course, very annoying for somebody to be denied access to the United States because his or her name is on the no-fly list. In this regard, the Commission will seek clarification of the US no-fly list in its talks with the United States. For example, the early and effective forwarding to airlines of an up-to-date no-fly list is an essential aspect. The Commission is, therefore, seeking to better clarify these criteria with the American authorities, in order to prevent future cases of false positives.

Since the start of the US-EU talks in March 2003, the Commission has been able to secure from the United States the undertaking that the American Congress would require the appointment of a chief privacy officer within the Department of Homeland Security who has to report annually to Congress and whose findings are binding on the department. The chief privacy officer has agreed to receive and handle in an expedited manner cases lodged by data protection authorities in the European Union on behalf of citizens who consider that their complaints have not been satisfactorily addressed by the Department of Homeland Security. So the EU citizen has stronger assurance of fair treatment.

As regards the joint review of the United States Undertakings, the latter provide for a joint review of their implementation, to be conducted by the United States authorities and the Commission, the latter assisted by representatives of European law enforcement authorities and data protection supervisors. The joint review will take place after the summer break, presumably in September. The review aims to provide a clear picture of the way the Undertakings function. It is the Commission's intention to inform this Parliament of the outcome of this joint review and any important developments.

Finally, national data protection authorities will be part of the Commission-led team conducting the joint review. This should allow the national data protection authorities, the so-called Article 29 Working Party, to assess fully the implementation of the Undertakings. I am pleased to tell you that despite differences in view of the United States PNR package, there is excellent cooperation on the implementation of this package between the Article 29 Working Party and the Commission, and this cooperation will continue.

2-301

Georg Jarzembowski, im Namen der PPE-DE-Fraktion. – Herr Präsident, sehr verehrter Herr Kommissar! Für meine Fraktion kann ich erklären, dass Ihre Erläuterungen zu dieser Frage sehr überzeugend waren.

Lassen Sie uns einmal festhalten, dass es gut ist, dass wir eine gemeinsame Bewertung der Absprachen zu den PNR-Daten vornehmen wollen. Wir sind hier in einer schwierigen Situation. Es gilt, das Interesse eines jeden Mitgliedstaates innerhalb der Union auf der einen Seite und der USA auf der anderen Seite, am Schutz vor terroristischen Akten gegen den Schutz der Personendaten der einzelnen Bürger abzuwägen. Das ist ein schwieriger Prozess.

Ich hoffe, dass die Amerikaner auch das einhalten, was sie uns versprochen haben, nämlich dass die Daten, die wir ihnen liefern, nur zum Schutz gegen Terrorismus gesammelt und ausgewertet werden, dass sie entsprechend vernichtet werden, wenn sie nicht mehr benötigt werden, und dass wir uns gegenseitig über die Probleme der inneren Sicherheit informieren. Ich glaube schon, dass wir eine gute Chance haben, dass die Absprache zwischen der Europäischen Union und den USA zu einem Ergebnis führt, das sowohl die Datenschutzbestimmungen erfüllt als auch unsere gemeinsame Sorge in Bezug auf terroristische Angriffe mindert.

Aber lassen Sie uns einen Blick in die Zukunft werfen! Ich finde eines wichtig – und das müssen wir den Amerikanern auch immer wieder sagen: Unilaterale Sicherheitsbestimmungen mögen wie nicht, denn wir wollen unsere Bürger genau so schützen, wie die Amerikaner ihre Bürger schützen wollen. Deshalb, glaube ich, ist dieser Ansatz richtig, Herr Kommissar: Lassen Sie uns mit den USA gemeinsam die Risiken für unsere Passagiere bewerten und gemeinsame Schlussfolgerungen ziehen, so dass wir gemeinsam die Sicherheit unserer Bürger erhöhen können!

2-302

Martine Roure, *au nom du groupe PSE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, nous vous remercions de toutes ces précisions, Monsieur le Commissaire. Force est cependant de constater que les États-Unis tentent d'imposer à l'Europe un nombre grandissant de contraintes sécuritaires et nous ne sommes toujours pas rassurés, c'est pourquoi nous nous opposons à l'accord sur le transfert aux autorités américaines, par les compagnies aériennes, des données relatives aux passagers.

En effet, la lutte contre le terrorisme doit maintenir un équilibre entre sécurité et liberté des citoyens. Or, les accords concernés sont disproportionnés au regard de leurs objectifs. On ne peut traiter tous les citoyens a priori comme des terroristes. C'est pourquoi un accord avec les États-Unis ne sera acceptable que si l'on met fin au transfert systématique des données personnelles relatives à tous les passagers.

Comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Commissaire, un avion de la compagnie KLM à destination du Mexique a récemment été détourné à la demande des États-Unis. Cet incident a une nouvelle fois montré que les droits des citoyens européens sont bafoués. Comment les autorités américaines ont-elles pu obtenir les données relatives aux passagers de ce vol, alors que ce dernier ne se rendait pas sur leur territoire? D'ailleurs, les données relatives aux passagers ont-elles été transférées et, si tel est le cas, de quel droit l'ont-elles été? Quelles mesures précises la Commission peut-elle prendre afin de mettre absolument fin à ces pratiques, qui constituent un viol du droit communautaire, en particulier de la directive sur la protection des données? Vous avez eu un engagement, nous dites-vous. Comment pourrions-nous vérifier que cet engagement est tenu? La Commission peut-elle nous assurer que les autorités des États-Unis n'ont pas un accès illimité aux systèmes de réservation des compagnies aériennes?

À cette vision répressive de la lutte contre le terrorisme, il est nécessaire que l'Europe oppose la sienne. Nous reconnaissons qu'une lutte efficace contre le terrorisme et la criminalité organisée implique une coopération transfrontalière renforcée mais la politique antiterroriste de l'Union européenne doit être élaborée dans le respect absolu des droits des citoyens, en particulier leur droit de circuler librement et leur droit à la protection de leur vie privée.

2-303

Sophia in 't Veld, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, Commissioner, this is not the first time that we meet in this House late at night to discuss issues of passenger data.

Commissioner, you mentioned the case of KLM and you reassured us that the way in which the US obtained the data was perfectly legitimate. However, like Mrs Roure, I, quite frankly, am not reassured because we never got a clear answer. In this case, the US acquired the 'APIS' data, which they apparently got from Mexico. Where did Mexico get the data? Was it allowed to transfer the data to the United States? Does such an agreement also apply to flights through US airspace? We would like a precise answer, not general reassurances. We were in the United States last week, discussing this issue. I have the feeling that the United States might be accessing the databases directly on the basis of the PNR Agreement.

Secondly, I would like to know about the US administration's no-fly lists. You say that the people on those lists are not necessarily dangerous, but I still find it remarkable that the US administration considers them to be dangerous enough to deny them access to US airspace and send them back to the European Union without notifying the EU authorities; it only notifies the airlines. They are apparently considered to be dangerous in the United States but not in Europe.

As regards the annual joint review, you said that you will review issues of protection of privacy. I hope that you will also include the effectiveness of the measures in that review. The word 'security' has been mentioned here a number of times, but I would like to know how many crooks have been caught, how many attacks have been prevented and how many mistakes – false positives – there have been.

The joint review was supposed to take place in May. It has now been postponed until September. I understand that is because the US was unable or unwilling to provide us with the data requested. Could the Commissioner shed some light on that?

2-304

Σταύρος Λαμπρινίδης (PSE). – Κύριε Πρόεδρε θα μιλήσω στα Ελληνικά. Είτε θα μιλήσω πάρα πολύ γρήγορα και δεν θα μεταφράζει κανείς, είτε θα μιλήσω πολύ γρήγορα είτε θα μιλήσω πιο αργά. Παρακαλώ για την ανοχή σας!

Πόσες λίστες απαγορευμένων επιβατών υπάρχουν σήμερα στην Αμερική και πώς αποφεύγονται οι λανθασμένες αναγνωρίσεις; Πόσοι και πώς προσθέτουν ονόματα στις λίστες αυτές; Με ποιους σκοπούς και πώς αποφεύγεται ο πειρασμός της χρήσης τους για άλλους σκοπούς; Πόσο ασφαλή είναι τα ονόματα και τα στοιχεία από αθέμιτη χρήση και πρόσβαση; Πόσο αποτελεσματικές τελικά είναι οι λίστες για τον εντοπισμό τρομοκρατών, όταν είναι γνωστό ότι ονόματα πιθανών τρομοκρατών δεν μπαίνουν στις λίστες καν, ώστε να μη γνωρίζουν οι αεροπορικές εταιρίες και να μη διαρρεύσει ότι παρακολουθούνται; Τέλος, πώς μπορεί κάποιος να δει και να διορθώσει τα στοιχεία του;

Αυτά δεν είναι δικά μου ερωτήματα. Τα έχει θέσει το ίδιο το αμερικανικό Κογκρέσο στην αμερικανική κυβέρνηση. Και αν είναι προβληματικά ερωτήματα για Αμερικάνους πολίτες είναι διπλά προβληματικά, όταν εμπλέκονται Ευρωπαίοι πολίτες. Εκεί η Επιτροπή οφείλει να απαιτήσει συνεργασία με την Αμερική και να επιχειρήσει να συνδιαμορφώσει πολιτικές που μας αφορούν.

Κύριε Επίτροπε, το Μάρτιο του 2005 το Congressional Research Service έβγαλε μία έκθεση ακριβώς γι' αυτό το θέμα. Σας πληροφορώ ότι αναφέρει ότι τα στοιχεία PNR των Ευρωπαίων επιβατών θα χρησιμοποιούνται στο Secure Flight Programme, το οποίο είναι πρόγραμμα που αφορά μόνο τις εσωτερικές και όχι τις διεθνείς πτήσεις, σε αντίθεση με αυτό που είπατε. Θα σας δώσω εάν θέλετε τη σελίδα και τα στοιχεία.

Και κλείνω. Υπάρχουν τρεις μεγάλοι κίνδυνοι πλέον: Οι πολίτες να μην ελέγχουν τις αρχές αλλά οι αρχές να ελέγχουν και να παρακολουθούν τους πολίτες.
(Ο Πρόεδρος διακόπτει τον ομιλητή)

2-305

Franco Frattini, Vicepresidente della Commissione . – Signor Presidente, onorevoli colleghi, anch'io sarò estremamente rapido, ma ritengo che su determinati punti sia opportuno fare alcune considerazioni.

Nell'ambito dei colloqui con gli Stati Uniti d'America, la Commissione intende chiedere chiarezza, al fine di prevenire l'adozione di misure unilaterali che possano toccare gli interessi dei cittadini europei, ed esigere che tali misure siano essere concordate con le Istituzioni europee.

Mi riferisco in particolare alla cosiddetta *no-fly list*. Crediamo si tratti di un primo passo importante, in quanto attualmente la *no-fly list* è sotto l'esclusiva responsabilità degli Stati Uniti d'America solamente per il sorvolo del territorio degli Stati Uniti d'America.

Per quanto riguarda i voli con provenienza o destinazione europea, noi chiederemo alle compagnie aeree un avviso preventivo, in modo tale da evitare l'errore commesso in passato di iscrivere nella *no-fly list* persone omonime, provocando il blocco di un aereo semplicemente a causa di uno scambio di persona. Con un avvertimento preventivo alle compagnie sui dati della *no-fly list*, questi errori potrebbero essere evitati.

Per quanto riguarda la questione dei *secure flights* menzionata dall'onorevole Lambrinidis, abbiamo già avuto una discussione approfondita con le autorità americane per la sicurezza del trasporto aereo.

È con grande soddisfazione che vi annuncio che le autorità americane hanno recentemente acconsentito affinché le compagnie di trasporto aereo americane escludano i cittadini di origine europea dalla programmazione dei *secure flights*. In altre parole, esse si impegnano a non includere indicazioni di dati dei cittadini europei negli esperimenti che riguardano i voli interni degli Stati Uniti d'America. Si tratta di una garanzia che ci è stata data, sulla quale intendiamo comunque continuare il nostro confronto.

Non abbiamo avuto la possibilità di tenere questo incontro prima per ragioni di natura tecnica. Tuttavia, qualche settimana fa si è svolta una videoconferenza e il dialogo continuerà nell'incontro di settembre che ho annunciato prima. Da parte mia, sarò assolutamente chiaro nel pretendere il pieno rispetto della protezione dei dati personali dei cittadini europei. L'ho già espresso con chiarezza al segretario Chertoff, in occasione del nostro incontro a Sheffield qualche giorno fa, e continuerò a farlo.

2-306

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

2-307

19 - Sytuacja polityczna i niezależność mediów na Białorusi

2-308

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest oświadczenie Komisji w sprawie sytuacji politycznej i niezależności mediów na Białorusi.

2-309

Benita Ferrero-Waldner, *Member of the Commission*. – Mr President, I wish to begin by thanking those of you who asked for an exchange of views with us on Belarus. It is the third exchange of views on Belarus since I became a Commissioner. It is very important, because I share your concerns. I firmly believe that strengthening democracy and supporting independent information sources in Belarus are of the utmost importance, especially in view of the forthcoming presidential elections.

The European Commission has a strong interest in Belarus being a democratic and stable neighbour and hopefully, in the future, being able to benefit fully from the European Neighbourhood Policy.

Recent developments in Belarus, however, have moved the country's political system further away from a European democratic system and norms and values, preventing the country from taking its rightful place in the family of European nations. After the parliamentary elections and the referendum in Belarus last year, which fell significantly short of international standards for democratic elections, in November 2004 the Council of the European Union confirmed the restrictions on ministerial-level contacts with the Belarusian authorities. At the same time, the European Union sent a very clear message to the population to tell them that we had not forgotten them and that we wanted to enhance contacts with civil society.

The European Union has consistently condemned the arrests and politically motivated trials of potential opponents to President Lukashenko. We have called for respect for the rule of law and the immediate release of these people. We see these actions by the regime as attempts to eliminate opposition leaders, especially in the run-up to the presidential elections in 2006. The growing repression of political parties, non-governmental organisations and independent media outlets is of serious concern to us.

We are also closely monitoring the human rights situation in Belarus. As a clear signal that the European Union cannot accept violations of human rights and fundamental freedoms, last year we imposed a visa ban on certain high-ranking Belarusian officials on the basis of Council of Europe findings. There was the Pourgourides report on politically motivated disappearances. We then extended this visa ban to cover the officials considered responsible for rigged elections and also the rigged referendum, as well as those responsible for the repression of peaceful demonstrations.

Our grave concerns about the observance of trade union rights in Belarus have led to an investigation into alleged violations of freedom of association and also the right to collective bargaining, as defined in the ILO Conventions, especially within the framework of the GSP, the Generalised System of Preferences. The investigation might ultimately result in the withdrawal of Belarus's access to the benefits of the GSP.

Against the background of the worsening political situation in Belarus, the European Union remains very committed to assisting civil society and the people of Belarus. Here it must be said that the Commission is a major donor to Belarus and in the past few months we have also streamlined our assistance to the country. A workshop was organised in Vilnius specifically to coordinate our assistance. This was very important, as it gave us the chance to intensify our coordination, not just amongst the Member States but also with countries like the United States of America and Canada.

We have two objectives. One is to assist and support human rights, democratisation, civil society and democratic forces in the strict sense of the word. We pay special attention to support for the media, non-governmental organisations, the strengthening of democratic institutions and the rule of law. This is being done through the EIDHR – the European Initiative for Democracy and Human Rights – and the decentralised cooperation instrument. Two calls for tender were launched there in March and the project selection has already been completed. Contracting will probably take place over the summer, so that the activities can start before the end of the year. There are 10 to 12 projects relating to education and advocacy NGOs giving legal advice to people who have human rights problems. I hope that the results will be excellent.

The second objective is to support the broader needs of the population in related areas. By broader needs, I mean the TACIS programme that focuses on support for the population itself in different sectors, including good governance, sustainable development, the social sector, education, health, the environment and economic development, and also alleviation of the problems caused by the Chernobyl catastrophe, which figures prominently on our assistance programme.

The idea of supporting independent radio broadcasting to Belarus has been suggested as an effective and useful response to the lack of alternative and independent information in Belarus. We have studied the possibilities carefully and will see how that can be managed. Under our current financial regulations it is not easy to find the right solution immediately. However, I can tell you that, as regards the difficulties journalists are facing in Belarus, we have a key programme for training journalists and we have already been able to do a lot. We have provided support for the Belarusian Association of Journalists, for which it is very grateful. For instance, we gave it our backing as the winner of the Sakharov Prize for Freedom of Thought in 2004.

Bogdan Klich, w imieniu grupy PPE-DE. – Panie Przewodniczący, Pani Komisarz! To już rzeczywiście kolejna, czwarta rezolucja Parlamentu Europejskiego w sprawie Białorusi, ale pierwsza wynikająca z głębokiego rozczarowania postawą Komisji. Dostrzegamy z tej perspektywy, perspektywy Parlamentu, sojusznika w Radzie, i dostrzegamy przeciwnika, jeżeli chodzi o rewizję obecnej polityki w stosunku do Białorusi, właśnie w Komisji. Rada rozumie, a Komisja nie rozumie tego, jak należy modyfikować istniejące narzędzia, aby wspierać społeczeństwo obywatelskie, oraz proces transformacji demokratycznej w tym kraju.

Sygnal wysłany przez Javierę Solanę podczas wspólnego spotkania z Condoleezzą Rice w Wilnie w stosunku do demokratycznej opozycji na Białorusi jest ważnym sygnałem politycznym. W tym samym czasie Komisja popadła w swoiste błędne koło. Komisji wydaje się, że coś można zmienić na Białorusi przy pomocy istniejących mechanizmów i narzędzi politycznych, ale nie można. Nie można dlatego, że te narzędzia dobrane są do kraju demokratycznego, albo kraju, który rozpoczął już transformację demokratyczną. Przy pomocy tych narzędzi, o których wspomniała pani Komisarz, nie sposób wspomóc rozpoczęcia transformacji demokratycznej w jakimkolwiek kraju na świecie. Grozi to utratą wiarygodności politycznej Unii Europejskiej. Grozi to tym, że za deklaracjami politycznymi w dalszym ciągu nie będą iść czyny.

Tymczasem na Białorusi niedługo, bo w przyszłym roku, odbędą się wybory prezydenckie. Trzeba pomóc Białorusinom dokonać tego wyboru. Stąd kolosalne znaczenie rzetelnej, niezależnej informacji dostarczanej głównie drogą radiową. Przypomnę, że w Polsce, że na Litwie, pojawiły się projekty utworzenia niezależnych rozgłośni radiowych. Początkowo były one konkurencyjne, w tej chwili są komplementarne. Dlatego w rezolucji mówimy o sieci nadawców radiowych dla Białorusi.

Te projekty mają już wsparcie rządów narodowych, ale winny mieć wsparcie także Unii Europejskiej i to się musi zmienić. Ponieważ, jak do tej pory, Komisja od ośmiu miesięcy rozważa możliwość takiego wsparcia. Tak dłużej być nie może. Ten projekt rezolucji dotyczy właśnie tego problemu.

2-311

Marek Maciej Siwiec, w imieniu grupy PSE. – Panie Przewodniczący! To, o czym mówimy jest niczym innym jak opisaniem pewnej stagnacji kryzysu. Ten kryzys dociera do nas, obserwujemy demonstracje, obserwujemy ofiary, pobitych ludzi - ci ludzie idą później do więzienia, my ślemy protesty i czekamy do następnego obrazka telewizyjnego. To znaczy, że my właściwie niewiele możemy, przynajmniej powiedzmy to sobie uczciwie - niewiele możemy.

Mówienie dzisiaj o mediach jest tylko fragmentem z ponurej rzeczywistości na Białorusi, bo dotyczy to każdej dziedziny życia. Gorąco apeluję w imieniu mojej grupy politycznej, aby ta rezolucja - która pojawiła się jako projekt kompromisowy i jutro zobaczy światło dzienne - była inspiracją do działania Komisji.

Pamiętajmy jeszcze o jednej rzeczy, i powiedzmy to sobie uczciwie, mimo tej późnej pory i niewielu słuchających, Unia Europejska, my wszyscy, Państwa Członkowskie będą bezsilne, będą impotentne tak długo, jak my będziemy rozmawiali z Rosją na temat Białorusi.

Z Rosją rozmawiamy o różnych rzeczach, najchętniej o gazie i o różnych przyjemnych interesach, natomiast nie mówimy z Rosją o tym, jak naprawę Rosja akceptuje sytuację na Białorusi. Dla Rosji jest bardzo wygodne, dla prezydenta Putina jest bardzo wygodne, aby był ktoś gorszy od niego w tej części Europy, aby był jeden reżim, który można pokazać jako tego złego chłopca w Europie. Tolerowany jest Łukaszenka z wszystkim, co robi, subsydiowany jest przez tani gaz, przez tanią ropę i Unia Europejska zgadza się na to. Przynajmniej powiedzmy sobie, że ten reżim - reżim Łukaszenki jest wygodny dla Rosji, a my się na to zgadzamy.

Jeden Chodorkowski w więzieniu to jest małe piwo, to jest *piece of cake* w stosunku do tego, co się dzieje na Białorusi. Nad Chodorkowskim rozrywamy szaty, protestujemy, a o tych anonimowych ofiarach Łukaszenki mówi się niedużo. Jeżeli nie zrobimy czegoś konkretnego w stosunku do społeczeństwa obywatelskiego, ci ludzie utracą to, co jest dla nich najważniejsze - utracą nadzieję, a wtedy to będzie prawdziwy koniec.

2-312

Anne E. Jensen, for ALDE-Gruppen. – Hr. formand. Fru kommissær, De gav en meget levende beskrivelse af den aktuelle situation i Hviderusland. Tingene går den forkerte vej, og det er jo så meget desto mere forstemmende, eftersom der især i andre lande i det tidligere Sovjetunionen hersker en forårsstemning, som vi slet ikke genkender i Hviderusland.

De nævner en lang række igangværende programmer. Men jeg tror, det er meget rigtigt, som hr. Klich var inde på, at mange af EU-programmerne er beregnet på nabolande, der har en eller anden form for demokratisk opbygning. Det er anderledes, når vi har at gøre med et diktatur, som det er tilfældet i Hviderusland. Der skal der andre instrumenter til. Som bekendt er der mange midler i Tacis til at løse miljøproblemer, til at løse spørgsmål om grænsebevogtning. Men hvordan ved vi om den forvaltning, som Lukasjenko foretager af disse midler, er i Unionens interesse?

Derfor synes jeg, at det er et meget rigtigt forslag, der er indeholdt i den beslutning, som vi skal stemme om i morgen. Det er en tekst, som ALDE-Gruppen kan støtte helt og fuldt. Det er vigtigt, at vi støtter retten til fri meningsdannelse i Hviderusland, og vi er simpelt hen nødt til at tage fat i nogen af disse projekter, som økonomisk set vil være meget meget beskedne, men som vil betyde utrolig meget moralsk for de mennesker i Hviderusland, som kæmper for demokratiet. De skal kunne høre og forstå, at der er nogen, der kender deres situation, og som bakker dem op, og som vil støtte dem helhjertet. De kæmper med deres liv som indsats, med stor fare for deres personlige tilværelse. Vi skal støtte dem udefra. Vi har et ansvar, og jeg synes, at De skal forklare for os, hvordan De konkret vil gribe det an.

2-313

Konrad Szymański, *w imieniu grupy UEN*. – Panie Przewodniczący! W ostatnich tygodniach reżim Łukaszenki dołączył do swojej listy praktyk jeszcze jedną, kolejną - zaczął rozgrywać kartę nacjonalistyczną wobec polskiej społeczności na Białorusi, która żyje tam od zawsze.

Związek Polaków na Białorusi jest szykanowany od czasów wyboru nowych demokratycznych władz, mimo że ta organizacja trzyma się z daleka od polityki wewnętrznej tego kraju. Polska gazeta została zamknięta, a oficjalna propaganda w państwowych mediach przedstawia Polaków jako osoby, które są agentami obcych mocarstw, finansowane przez NATO, CIA, które niemalże przygotowują krwawe powstanie przeciwko państwu białoruskiemu.

Polityka europejska powinna znaleźć jakąś odpowiedź na to wszystko. Myślę, że warto byłoby pomyśleć o tym, abyśmy mieli większą dozę solidarności wśród państw na poziomie międzyrządowym, solidarności w zakresie polityki europejskiej i transatlantyckiej również. Na poziomie Komisji ta polityka powinna być skierowana na realizację bardzo konkretnych projektów takich jak wspieranie niezależnych mediów.

Pani Komisarz, jest jedna rzecz, którą chciałbym tutaj specjalnie poruszyć: w tej kadencji Parlamentu z całą pewnością nie ma zrozumienia dla pasywnej i opieszalej polityki Komisji. Utrzymywanie tego dotychczasowego kursu jest budowaniem kolejnych pól konfliktu między Parlamentem a Komisją. Pani nie pozostawia nam innego wyboru.

2-314

Aldis Kušķis (PPE-DE). – Priekšsēdētāja kungs, cienījamie kolēģi, komisāres kundze! Baltkrievijas diktators Lukašenko veiksmeņi veido totalitāro iekārtu, mācīties no padomju totalitārā komunisma klasiķiem un slavīnot tos, šoreiz nepiesedzoties ar proletariāta diktatūru un komunistisko ideoloģiju, bet konsekventi iznīcinot Baltkrievijas iedzīvotāju pilsoniskās un politiskās brīvības, iznīcinot tiesības uz vārda brīvību un patiesu informāciju. Baltkrievijas iedzīvotāji no verdzībā pakļautajiem medijiem saņem diktatora varoņdarbu sīku izklāstu. Radio dzied par laimi, un Gēbelsa cienīga propogandas mašīna kropļo sabiedrības pašapziņu. Tiek iznīcināta nepieciešamība pēc demokrātiskajām brīvībām, bezcerība degradē sapņus un ticību saviem spēkiem. Kā šo mankurtisko procesu apturēt? Kā saglabāt vēl neiznīcinātos pilsoniskās sabiedrības asņus? Kā radīt no jauna iekšējo prasību pēc godīgas un patiesas informācijas?

Tas izdarāms, Eiropas Savienībai īstenojot savas tiesības un pienākumus. Īstenojot tiesības un pienākumu par jau šajā gadā atvēlētajiem budžeta līdzekļiem veidot brīvas informācijas telpu. Aicinu Eiropas Komisiju izbeigt spēlēt pārprastu diplomātiju un pildīt savus pienākumus. Neatkarīgas radio raidīšanas uzsākšana šobrīd ir atkarīga tikai no Eiropas Komisijas labās gribas. Finansiālie, tehniskie un organizatoriskie jautājumi ir atrisināmi šī gada laikā. Profesionāli žurnālisti ir gatavi veidot objektīvu saturu jau šodien. Šis darbs tiem būtu vēl lielāks pagodinājums nekā Eiropas Parlamenta pagājušajā gadā pasniegtā Saharova balva. Es aicinu atbalstīt šo rezolūciju. Atbalstīt un īstenot, lai Baltkrievija nekļūtu par totalitāru valsti.

2-315

Joseph Muscat (PSE). – Mr President, the Commissioner does not need any of us to tell her what is going on in Belarus. At the same time, I believe that you are on our side, Commissioner. However, please let us get things going. That is the plea that we are all jointly making.

Rules are a means to an end, not an end in themselves. We cannot tell the people in Belarus that we cannot help them at the moment because we have to comply with difficult rules. Let us change the rules.

One of the major players in making the rules and ensuring their observance is Parliament. Let us see what we can do. We would all like to establish concrete commitments with regard to the radio station project, direct assistance for the families of victims of the regime – they are in dire straits – and thirdly and most importantly, a concrete, realistic timetable. I understand what you mean when you refer to a timetable which will begin, hopefully, after the summer and continue for the foreseeable future, but we should have a concrete timetable of specific events over the next 12 months.

2-316

Rolandas Pavilionis (UEN). – Prieš metus Minske uždarytas Humanitarinis universitetas neseniai atgimė Vilniuje. Istoriskai Europos universitetai buvo Europos Sąjungos pirmtakai. Ištikrųjų Europos Sąjungos šaknys yra universitetuose, o universitetų pagrindas yra minties laisvė. Štai kodėl rezoliucijoje, kurią Sąjungos už tautų Europą vardu teikiame Parlamentui mes sveikiname Europos humanitarinio universiteto atgimimą. Taip pat džiaugiamės Lietuvos Respublikos pastangomis, kuriomis siekiama plėtoti demokratiją, minties laisvę ir žmogaus teises per edukaciją, rengiant naują

išlavintos kartos šali, kuri yra Europos Sąjungos kaimynė, tačiau vis dar diktatūros gnaužuose. Todėl mes kreipiamės į Europos Komisiją, į Europos Sąjungos valstybes nares ir raginame sekti donorų Europoje ir Jungtinėse Valstijose pavyzdžiu ir visais būdais remti šį universitetą. Esame įsitikinę, kad taip realiai išplėsimė laisvės erdvę, kurioje tautos laisvė, solidarumas ir kooperacija tarnauja žmogaus orumui - mūsų pačių orumui.

2-317

Charles Tannock (PPE-DE). – Mr President, I have a long-standing interest in Belarus and I have never advocated completely cutting off contact with the Belarus authorities in areas of mutual concern such as people trafficking and trade matters. It is also true that current EU policies have not paid any dividends. The regime of President Lukashenko has retreated into a siege mentality, in which increasing paranoia about the intentions of the EU, the USA, and even Russia at times has resulted in mounting repression and authoritarian responses.

Democracy has been effectively terminated, with sham elections and an end to limits on the president's term of office, although CIS observers would claim otherwise. Human rights are trampled on, with unexplained disappearances of opposition figures. The judiciary is far from independent and does not question the campaign of Deputy Attorney General Pavel Radzivonaw as the principal architect of the crackdown on newspapers such as *Novaya Gazeta Smorgoni* and *Vremya*. The criminal conviction of opposition figures such as Mikhail Marinich is further evidence of this. Press freedom is virtually non-existent now, with newspapers being suspended and journalists, including foreign correspondents, harassed or fined. Theoretically, Belarusians can even be sent to labour camps for daring to criticise the president. One journalist, Veronika Cherkasova, was mysteriously murdered last year.

In terms of media freedom, Belarus is now on a par with some of the world's pariah regimes, such as Cuba, Burma, North Korea and Iran. The EU and the USA stand together in condemning this brutal regime and imposing smart sanctions on officials of the regime.

I strongly support independent radio broadcasting into Belarus from the EU and also financial assistance for Belarus journalists and for civil society. I hope that that ghastly regime's days are numbered and that it will soon be off the map of Europe.

2-318

Benita Ferrero-Waldner, Member of the Commission. – Mr President, I think in fact we have no difference. It is a regime where freedom is being trodden on, so we have to do something, which I have explained three times already. It was the Commission that agreed to go to Lithuania with a few Member States to work together and find the right strategies.

The right strategies are there, the problem is our financial regulations. These financial regulations were introduced because Parliament asked for them in the past. Why? Because there have been irregularities, but we are now very constrained. It is very difficult for me to go against the financial rules, which is why it takes a lot of time. I cannot just go and give money to any NGOs. This has to be done according to the rules, and the rules are very difficult and strict. If we want to change the rules – and I would not mind starting to simplify them – then frankly I need Parliament's support, otherwise I cannot do anything. I do not wish to be accused of irregularities, as colleagues have been in the past. I am always flexible and open. I will look into the matter, but it takes a long time. It can take months to get things in place, but we will go in the right direction.

I do not think it is correct to say that the Council has different ideas. The Council came after us. We started to work with a few Member States and with many NGOs, but the Council is not responsible for implementation. Implementation has to be done by us, according to the Financial Perspective and rules and according to our constraints. This is the real crux of the problem. You should know this; therefore I clearly and openly say so.

It is also untrue to say that we are not communicating with Russia on this issue. Of course we are. The reality, however, is that Russia has not changed anything up to the present time and it seems to be difficult for it to do so. But I completely agree – and we agreed at the seminar – that we should make moves towards the media and make direct contact with the society there; we should train journalists.

We should also work via Ukraine. We have been working with our Polish and Lithuanian friends, and we will also work a lot with Ukrainians, as they have better access than us. It is true that Lukashenko is now imposing stricter measures because he is fearful that movements could start similar to those in Ukraine, Georgia and Kyrgyzstan.

This is the reality of the situation but I cannot give you any more information at this stage. We are working on the implementation but unfortunately it takes more time than I would wish. In my former role as Austrian Foreign Minister, I gave an instruction and the instruction was followed and perhaps within the next few months it was implemented. In the Commission, it is more complex. We have to be very careful to ensure against any irregularities. But I am ready, if you are, to look into this situation.

2-319

Przewodniczący. – Otrzymałem sześć projektów rezolucji² złożonych zgodnie z art. 103(2) Regulaminu.

Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek o godz. 12.00.

2-320

20 - Reguły pochodzenia w handlowych systemach preferencyjnych

2-321

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest pytanie ustne do Komisji dotyczące zasad pochodzenia w systemie preferencji handlowych (COM(2005)0100 końcowy) skierowane przez Enrique Barón Crespo w imieniu Komisji Handlu Zagranicznego (B6-0329/2005).

2-322

Enrique Barón Crespo (PSE), Autor. – Señor Presidente, señor Comisario, Señorías, quiero, ante todo, como Presidente de la Comisión de Comercio Internacional, saludar al Comisario Kovács y decirle que estaríamos encantados de recibirle en la Comisión de Comercio Internacional para tener un primer debate sobre los temas que tratamos en común. Se lo digo directamente, en este ambiente tan íntimo en el que estamos ahora mismo, ya a estas horas de la noche.

También quiero expresarle mi satisfacción y la satisfacción de mi Comisión por la aprobación del Reglamento del SPG en abril, aunque es lamentable que no fuera adoptado en la fecha prevista para beneficiar a los países afectados por el tsunami. Y, en relación con las normas de origen, aunque es cierto que el Parlamento no tiene poder de codecisión ni de consulta respecto del Reglamento de aplicación del Código aduanero, en virtud de la Decisión del Consejo, del año 1999, por la que se establecen los procedimientos para el ejercicio de las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión, tenemos derecho a ser informados regularmente sobre los procedimientos que se llevan a cabo en comitología.

Esto supondría que, así como ocurre con la Dirección General de Comercio, de la que recibimos puntualmente los documentos del Comité 133, la Dirección General de Fiscalidad y Unión Aduanera nos envíe a los comités los borradores de las medidas de ejecución, así como los resultados de las votaciones y las actas de las reuniones.

Y esto en función de las competencias que nos confiere el Reglamento, que no son estrictamente las referentes a los temas comerciales, sino también a las relaciones económicas y comerciales con terceros países. Por lo tanto, señor Comisario, estamos interesados y dispuestos a consultar nuestros respectivos órdenes del día para desarrollar las relaciones lógicas de debate, diálogo y de control con su cartera.

En cuanto al contenido de la propuesta de reforma, entendemos que es significativo el abanico de cuestiones que se plantean desde el punto de vista de la simplificación, de la flexibilización y del control; me referiré a ellas muy brevemente.

En cuanto a la simplificación, nos parecen positivas la eliminación de una larga lista de condiciones impuestas a los exportadores y la extensión del certificado de origen únicamente en función del criterio del valor añadido. En relación con este punto, deseáramos recibir, con la mayor brevedad, los estudios de impacto o las simulaciones que se hayan hecho, en las que se vean las repercusiones económicas del establecimiento de umbrales de valor añadido de cara a los intercambios comerciales y a los países beneficiarios.

En cuanto a la flexibilización, creemos que permitir la acumulación regional entre países pertenecientes a una misma región promoverá la integración económica entre los mismos, lo que forma parte de nuestra filosofía básica y también puede tener efectos beneficiosos.

Por último, en cuanto al control, debemos hacer la propuesta de establecer nuevos mecanismos de control de manera que no se acumulen excesivos procedimientos burocrático-administrativos que puedan desincentivar la utilización de los mecanismos de utilización de las preferencias.

En un momento en el que está muy vivo el debate sobre la realización de los Objetivos del Milenio y la lucha contra la pobreza, tanto en este Parlamento como en la ONU, la OSCE y el G-8, creemos que éste es el momento más apropiado para una reforma de las normas de origen que abra nuestros mercados y beneficie a los países que más lo necesiten. Éste es el objetivo de esta pregunta y deseamos saber cuáles son los criterios de la Comisión en este momento.

2-323

László Kovács, Member of the Commission. – Mr President, the communication of 16 March 2005 defines general orientations for the future of the rules of origin in preferential arrangements. It is a three-pronged approach, which should

² Patrz protokół

be seen as a package: firstly, simplification and appropriate relaxation of the substance of the rules; secondly, improved procedures for their implementation and enforcement; thirdly, a secure environment for legitimate trade, in particular through a targeted monitoring of the functioning of the arrangements. While the orientations should be applied progressively to all arrangements, their priority focus is firstly on the arrangements devoted to the development of each GSP.

The Commission considers that formal simplification could be achieved by placing the current numerous and complex rules for determining the origin of products that are not wholly obtained in a country by a single, across-the-board method based on value criteria. That method also offers the flexibility, through the setting of the value threshold, to adjust the origin requirements according to the desired results in terms of market access and development for beneficiary countries. It would apply both for determining what sufficient processing is when materials not originating in a country or in a cumulation zone are used, and for allocating origin, but in the context of cumulation, using different value thresholds.

Let me take the opportunity to address your second question. The need for relaxation has, taking into account my preliminary remarks, to be considered against its desired effect, not only in terms of growth of exports under the GSP, but mainly on the actual development of the beneficiary countries. In that context the criteria to be taken into account in order to define the value thresholds lie in the impact of the new rules on development.

The use of a value-added method is therefore a starting point. The Commission is launching studies to measure its impact on certain products that are key commodities for developing countries, such as textiles, agriculture and fisheries –until now the determination of their origin has not been based on value – and which are sensitive for the Community in tariff and market terms. The study will help in defining the criteria and in verifying whether a value-added method with the appropriate thresholds for both sufficient processing and cumulation is actually in line with the principles of simplification and development-friendliness. Should this study demonstrate that the value-added approach would not deliver the expected results for certain sectors, the Commission will adopt another approach to better achieve these objectives.

Referring to your first question, the Commission is ready to explain in more detail to representatives of Parliament. However, the terms of reference of the study are how the products and countries will be selected for the simulations and the steps to be followed in evaluating its results.

With regard to the definition of thresholds, that will be part of the process of drawing up and adopting the Commission regulation to amend GSP rules of origin. Parliament will be involved, in accordance with the comitology procedure. However, once the Commission is in a position to formally start the examination of the draft regulation within the Customs Code Committee, the draft will be made available to Parliament.

With regard to your third question, the Commission has carefully considered the idea of allowing global cumulation between all GSP beneficiary countries. That goes far beyond the cross-regional cumulation. Cumulation of origin, to have a real impact, should be an additional opportunity to source materials from countries that are real economic partners, with lower constraints than from other countries.

Expanding sourcing possibilities to all developing countries would result in denying the very concept of cumulation, assuming that most of the supplies used by developing countries to manufacture products to be exported to the EU under the GSP come from other developing countries. Such a global cumulation would, in fact, replace the normal origin requirements. The main beneficiaries of such a situation would again be the biggest exporting countries and not the poorest and more vulnerable ones, whose interests would be better served by appropriate value thresholds.

To make an impact, cumulation and its facilitation must remain targeted in groups of countries with mutual and balanced economic interests. As highlighted by the communication, that does not exclude extending existing cumulation zones or merging existing groups such as ASEAN and SAARC. However, that must correspond to needs expressed by the groups of countries themselves and it must be supported by the necessary instruments for administrative cooperation in origin matters.

The Commission remains at the disposal of Parliament to keep it informed of the further development of this important file. I should like to say to the Chairman of the Committee on International Trade: I am at your disposal and the disposal of your committee whenever you invite me to participate in your proceedings.

2-324

Maria Martens, namens de PPE-DE-Fractie. – Dank u wel Voorzitter, toen wij in maart spraken over het stelsel van handelsvoordelen voor ontwikkelingslanden, hebben wij de Commissie gevraagd de oorsprongsregels te herzien, vooral om een beter gebruik van de regeling te bevorderen. Wij zijn dan ook blij dat de Commissie hiermee bezig is en we hebben de eerste voorzet in maart gehad. Dit najaar mogen wij dan de definitieve voorstellen verwachten. In dat kader heb ik een drietal vragen.

De eerste betreft cumulatie. De Commissie heeft aangegeven de regionale cumulatie te willen versterken, dat lijkt me buitengewoon belangrijk, en dat ze verder wil gaan met betrekking tot de *cross* regionale of eventuele globale cumulatie. Kan de Commissie daar al iets meer over zeggen?

De tweede vraag betreft het gebruik van het algemeen preferentiestelsel. De grootste voordelen worden vooral gerealiseerd door slechts enkele landen, waaronder China. De uitdaging zal zijn om de aanpassingen zo vorm te geven dat de landen die daaraan het meest behoefte hebben het stelsel ook daadwerkelijk zullen en kunnen gebruiken. Hoe denkt de Commissie dat te bereiken? Overweegt de Commissie ook een lagere regionale cumulatiedrempel voor de LDC's?

Ten slotte de mogelijkheid met betrekking tot mogelijk misbruik en fraude. Dat is echt een reëel probleem. Bijstelling wordt beoogd door onder andere vereenvoudiging van de oorsprongscriteria en vereenvoudiging van administratieve procedures, alsook door versoepeling van de voorwaarden voor regionale cumulatie. Er was voor dit punt een risico-analyse voorzien. Mijn vraag aan de Commissie is: is deze analyse inmiddels gemaakt en kan de Commissaris daar iets over zeggen?

2-325

Antolín Sánchez Presedo, *en nombre del Grupo PSE*. – Señor Presidente, señor Comisario, queridos colegas, como ponente del informe sobre el sistema de preferencias generalizadas y ponente de seguimiento para la reforma de las reglas de origen, me gustaría subrayar la importancia de que las preferencias reconocidas por la Unión se apliquen efectivamente y beneficien realmente a sus destinatarios. El principal interés del Parlamento es asegurar que se cumpla esta finalidad y, por ello, compartiendo los objetivos de su comunicación, quisiera plantear algunas cuestiones.

Respecto a la simplificación, quiero destacar, en primer lugar, que es necesario un trato especial para los países menos avanzados y que se reconozcan umbrales más bajos y la posibilidad de reglas de *minimis* a su favor. Al mismo tiempo, el establecimiento de umbrales de valor añadido como criterio único exige abordar ciertos problemas colaterales, porque esta exigencia puede ser muy costosa para empresas de países menos desarrollados, que necesitarían sistemas bastante sofisticados de contabilidad y auditoría. Si se relaciona este criterio con el coste de producción neto de los distintos países relativo a tipos de cambio, salarios y precios de materias primas, puede incrementarse la complejidad del sistema y generarse efectos de exclusión en los países menos desarrollados con mano de obra barata.

Respecto a la flexibilización de las normas de origen, quiero señalar la necesidad de que países que gozan de un mismo trato preferencial, aunque pertenezcan a distintas regiones geográficas o comerciales, puedan acumular entre sí. Nos parece que sería una regla coherente y, al mismo tiempo, sería necesario reconocer la posibilidad de acumulación bilateral con la propia Unión Europea, a fin de que los productos finalizados en un país beneficiario que contengan materiales provenientes de la Comunidad también puedan beneficiarse de las preferencias.

Respecto a las medidas de control, reitero la necesidad de disponer de los estudios de impacto y los ejercicios de simulación, le pido que escuche las posiciones de la sociedad civil y que observe la supervisión del sistema, informando debidamente al Parlamento.

2-326

László Kovács, *Member of the Commission*. – Mr President, I have taken note of the great interest expressed by Parliament in the substantial review of the rules of origin launched by the Commission. We clearly share the same objectives.

While GSP rules of origin come first, the orientations of the Commission communication will also inspire the definition of the revision of the rules of origin in other arrangements, in particular in the negotiations of the EU economic partnership agreements with the ACP States.

I would again insist on the fact that, while the formal involvement of your institution is based on the legal framework for the definition of rules of origin in the various preferential arrangements, I consider it extremely important that your committee be kept fully informed and have the opportunity to express its views on the charges to be introduced for the benefit of better market access and development.

For products to be considered as sufficiently processed in a country on account of regional accumulation, it is none the less necessary to determine in which country of the region the product originates. It is essential because there can be developing countries in the same region which benefit from different preferential arrangements on the GSP, and diversion of those preferences should be avoided. For that purpose, an accumulation threshold will be fixed in order to decide whether the products originate in the country of final manufacture. This threshold should be lower than the threshold imposed on non-originating inputs in order to favour sourcing in the accumulation zone and, at the same time, high enough to avoid any diversion of preferences. The threshold will be more easily reached by the developing countries.

Reform of the rules of origin is of great importance for improving trade opportunities for the world's poorest and most vulnerable countries. We must ensure that we deliver our promises. As far as some other details of the questions are concerned, we will give a written answer.

2-327

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

2-328

21 - Porządek dzienny następnego posiedzenia: patrz protokół

2-329

22 - Zamknięcie posiedzenia

2-330

(Posiedzenie zostało zamknięte o godz. 00.05)